APPRENDRE

Éclairer les politiques éducatives par la recherche :

apports, défis et enseignements de 46 projets

4 appels à projets de recherche en éducation

46 recherches

385 chercheuses et chercheurs

23 pays

2018-2024



AUF

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Le programme APPRENDRE 7
Présentation de la composante recherche 8
Objectifs et périmètre de la mission de capitalisation 9

PARTIE 1
BILAN ANALYTIQUE DES RECHERCHES MENÉES, DE LEUR ACCOMPAGNEMENT ET DES DYNAMIQUES IMPULSÉES

1.1 Analyse des thématiques et défis transversaux des recherches 12
1.2 Analyse des approches méthodologiques 18
1.3 Modalités de formalisation et de valorisation des résultats des recherches 22
1.4 Co-construction et renforcement des capacités : le rôle des référents scientifiques 28
1.5 Enseignements : apports majeurs du dispositif et limites identifiées 31
1.6 Perspectives et recommandations 34

PARTIE 2
FORMALISATION ET VALORISATION DES CONNAISSANCES PRODUITES

2.1 Introduction 38
2.2 Fiches synthétiques des projets de recherche 38
2.3 Profil général et orientation stratégique des recherches soutenues par APPRENDRE 39
2.4 Lecture thématique des recherches : une cartographie pour éclairer les politiques éducatives 41
2.5 Un ensemble de recommandations issues des résultats des recherches 46
2.6 Utilisation stratégique des connaissances 54
2.7 Faire collaborer la recherche et les politiques éducatives : quelles conditions ? 56

ANNEXE 1

Liste des personnes interrogées 57

ANNEXE 2

Fiches synthétiques des recherches 58

Introduction


REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL - LIBERTE - PATRIE
MEPSTA
DRE GOLFE LOME
IEPP LOME AEROPORT
EPP ANIKO PALAKO I
& JARDIN D'ENFANTS

INTRO

◗ **AUTEURS :** ACK International

◗ **AVEC LA PARTICIPATION DE :**
Jacques BEZIAT, Président du Conseil scientifique APPRENDRE, Professeur des universités et Directeur du Centre interdisciplinaire de Recherche Normand en Education et Formation

Jean-Pierre CHEVALIER, professeur émérite de CY Cergy-Paris Université

◗ **CONCEPTION GRAPHIQUE : Stéphanie ASTRUC**

◗ **PHOTOS : Lina Florence Mensah - Joannès Doglo - Maya Media Agence**

◗ Ce guide est placé sous la licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International (CC BY-SA 4.0).

Paris, 2026

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- **AAP :** Appel à projets
- **AFD :** Agence Française de Développement
- **APPRENDRE :** Appui à la professionnalisation des pratiques enseignantes et au développement de ressources
- **ARED :** Associates in Research and Education for Development
- **AUF :** Agence Universitaire de la francophonie
- **CAMES :** Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
- **ENS :** Ecole Normale Supérieure
- **IFEF :** Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation
- **MEPS :** Ministère en charge des enseignements primaires et secondaires
- **OIF :** Organisation internationale de la Francophonie
- **PTF :** Partenaire, technique et financier
- **PTA :** Plans de travail annuels

LE PROGRAMME APPRENDRE

Actif depuis 2018, le programme APPRENDRE a pour mission de renforcer la professionnalisation des enseignantes et enseignants, d'améliorer la qualité de la formation initiale et continue, et de soutenir leur développement professionnel tout au long de leur carrière. Le programme agit à la fois sur les pratiques pédagogiques, sur les statuts enseignants et sur la gouvernance de la profession. En cela, il contribue à l'amélioration de la condition enseignante et à la création d'un environnement favorable à une meilleure qualité des enseignements-apprentissages, conformément à l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) des Nations unies.

Pour atteindre ces objectifs, APPRENDRE mobilise son réseau d'expertise et facilite l'accès à des ressources, outils et savoirs.

APPRENDRE accompagne les ministères de l'Éducation de 23 pays francophones dans le renforcement des capacités de leurs personnels d'encadrement et d'accompagnement pédagogique. À la demande de ces pays, APPRENDRE mobilise un réseau d'expertise et de partenaires (personnes praticiennes, chercheuses, cadres éducatifs et universitaires) pour réaliser des missions de formation, d'audit, de diagnostic et d'ingénierie.

Les appuis mis en place par APPRENDRE ciblent prioritairement les directions et institutions responsables de la formation initiale et continue des personnels enseignants dans les pays concernés. L'identification des actions à mener s'appuie sur le recueil des besoins des actrices et des acteurs, dans une démarche partenariale fondée sur le dialogue et l'échange. Chaque pays définit son Plan de Travail Annuel (PTA) en étroite collaboration avec les huit Groupes Thématiques d'Expertise (GTE) du programme.

C'est ensemble qu'un diagnostic est effectué, qu'une réflexion est menée et que les actions à mettre en place sont déterminées.

APPRENDRE n'est pas un dispositif de formation et ne se substitue pas aux financements sectoriels de l'éducation. Ses appuis, ponctuels et ciblés, s'inscrivent en amont des projets nationaux conçus et pilotés par les pays et renforcent les capacités de conception, de pilotage et de suivi des ministères.

L'une des composantes du programme est le soutien à la recherche en éducation. Les appels à projets en sont une modalité. Ils permettent de financer des recherches en lien avec les priorités des pays et de leur apporter un appui scientifique. Les travaux sont ensuite valorisés et mis en discussion à travers des séminaires internationaux et des temps de restitution dans les pays. Ils donnent lieu à différents formats, comme des rapports de recherche, des fiches de synthèse, des notes d'orientation, diffusés et discutés avec les actrices et acteurs de l'éducation.

En date d'avril 2025, le programme a ainsi lancé cinq appels à projets et soutenu 46 recherches.

En parallèle, APPRENDRE mobilise d'autres leviers pour structurer et faire vivre la recherche. Le programme propose des formations à la méthodologie, met à disposition des outils comme le répertoire des thèses sur l'enseignement primaire et secondaire dans les pays francophones et soutient des revues scientifiques.

L'ensemble de ces actions contribue à améliorer durablement la qualité des enseignements et des apprentissages dans les systèmes éducatifs francophones.



PRÉSENTATION DE LA COMPOSANTE RECHERCHE

Une composante articulée autour de deux grands axes

L'appui à la recherche est une composante importante du programme APPRENDRE. Elle repose sur une ambition centrale : améliorer la qualité des systèmes éducatifs en Afrique francophone, au Liban et en Haïti à travers une production de connaissances ancrées dans les réalités de terrain et susceptibles d'éclairer directement les politiques publiques. Elle vise à réduire la distance entre recherche académique, pratiques enseignantes et décisions politiques, en soutenant des travaux qui documentent les pratiques de classe et les conditions concrètes d'enseignement-apprentissage.

La composante recherche s'articule autour de deux grands axes stratégiques :

1. Soutenir des recherches utiles à l'amélioration de l'enseignement

Cet axe priorise les études empiriques portant sur l'observation systématique des pratiques de classe, l'analyse des performances des élèves et des écarts entre curriculum prescrit et curriculum réel, la compréhension des obstacles aux apprentissages fondamentaux (lecture, écriture, mathématiques), la production d'outils concrets (typologies d'erreurs, fiches de remédiation, modèles pédagogiques). Les recherches sont conçues pour être contextualisées, participatives et co-construites, impliquant des chercheurs, professeurs, maîtres de conférences, doctorants, enseignants, inspecteurs, formateurs, cadres éducatifs et ministères. Une attention particulière est portée aux données recueillies in situ, aux usages différenciés des programmes et des ressources pédagogiques, à l'analyse de l'efficacité des dispositifs existants. Les webinaires organisés, tels que celui sur les CAP et la base des thèses portant sur l'éducation en Afrique francophone, concourent à cette dimension de recherche du programme.

2. Renforcer les capacités nationales de recherche et les réseaux en éducation

Cet axe vise à structurer et accompagner les communautés de recherche à travers :

- La formation de jeunes chercheurs (méthodologie, écriture scientifique, état de l'art, analyse qualitative et quantitative) ;
- Le renforcement des laboratoires locaux, en lien avec les institutions de formation et les universités ;
- La mise en réseau des acteurs éducatifs autour de thématiques partagées ;
- L'appui (notamment financier) à des revues scientifiques ou au CAMES
- La valorisation des résultats de recherche (publications, colloques, ressources open access).

L'objectif est de construire une recherche francophone en et sur l'éducation qui soit durable, reconnue et mobilisable par les décideurs, en veillant à la transférabilité des résultats et à leur diffusion dans des formats accessibles.

Une méthodologie de recherche tournée vers l'action

Les recherches soutenues doivent produire des états des lieux précis, mais aussi proposer des solutions, outils, ressources ou recommandations susceptibles d'alimenter le dialogue entre recherche, formation et politique éducative. Elles concernent des enjeux transversaux qui sont prioritaires pour les systèmes et qui peuvent être l'analyse des pratiques de classe et leur impact sur les apprentissages, la formation initiale et continue des enseignants, l'évaluation des compétences et des apprentissages, les usages et l'appropriation des programmes et manuels scolaires, les questions d'inclusion, d'égalité de genre, de gestion de l'hétérogénéité, ou encore les technologies éducatives et les ressources numériques, pour n'en citer que quelques-uns.

Les recherches privilégient des méthodes mixtes, croisant enquêtes quantitatives (questionnaires, tests, évaluations) et analyses qualitatives (observations de classes, entretiens, focus groups), ainsi qu'un ancrage fort dans les contextes locaux.

Cette stratégie de recherche s'incarne à travers des appels à projets (AAP) réguliers, des dispositifs de formation des équipes de recherche, des restitutions auprès des ministères et des publications scientifiques. Elle repose sur une conception ouverte et collaborative de la recherche en éducation, tournée vers l'utilité sociale et la transformation des systèmes éducatifs.

OBJECTIFS ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION DE CAPITALISATION

Le présent rapport vise à capitaliser les résultats des 46 recherches soutenues au cours de 4 appels à projets en vue de rendre ces connaissances accessibles et exploitables pour éclairer les décisions stratégiques des Ministères de l'Éducation (ME), des partenaires techniques et financiers (PTF), ainsi que pour orienter les futures interventions d'APPRENDRE et de l'AUF mais également d'identifier les apports scientifiques et méthodologiques des recherches pour optimiser les pratiques de coordination et de mise en œuvre des projets de recherche partenariales (recherche-action, expérimentation, étude, enquête, etc.) en éducation.

La méthodologie s'appuie sur une analyse croisée des rapports de recherche produits, des articles publiés ainsi que des différents supports de présentation, notes d'orientation et partage des résultats tels que le rapport final du premier appel à projets (J. Béziat mars 2022), les Actes des séminaires du deuxième et troisième appel à projets, les supports des journées de restitution internationale ou encore des documents disponibles sur le site Internet de l'AUF (vidéos notamment). Les rapports des référents scientifiques APPRENDRE ayant suivi et accompagné les différentes recherches sont également une source d'information importante.

Après une étape de collecte et de structuration des matériaux, qui a donné lieu à la constitution d'un tableau de suivi[1] recensant les différents documents disponibles, l'équipe a procédé à l'analyse et à la synthèse de chaque rapport final de recherche. Une synthèse de chaque rapport a été élaborée, en s'appuyant sur un canevas validé par le programme APPRENDRE.

L'ensemble de ces analyses a ensuite donné lieu à une analyse transversale, un croisement des informations, une étude des approches méthodologiques, une analyse des différents thèmes et des différents apports (scientifiques, pratiques, politiques, en termes d'innovation pédagogique…), en vue de produire le présent rapport. Des entretiens menés avec les référents scientifiques, des membres du conseil scientifique et coordonnateurs de certains Groupes Thématiques[2] ont permis d'enrichir les données et résultats.

Afin de faciliter l'accès aux connaissances produites et faciliter la diffusion des résultats auprès des ministères de l'éducation, des PTF, ainsi que des institutions de recherche, **cette capitalisation propose plusieurs outils :**

- **Des fiches de synthèse** des recherches menées permettant d'avoir un panorama rapide de la recherche conduite, des connaissances produites et des recommandations.
- **Une cartographie des projets et une classification** permettant de regrouper les projets selon plusieurs entrées : selon des enjeux communs (transition scolaire, enseignement bilingue, profession enseignante, etc.), selon les zones géographiques (pays ayant porté/contribué à la recherche), ou encore en fonction des objectifs que les recherches cherchent à atteindre ou des recommandations formulées[3].

1 Voir en Annexe
2 Voir liste des personnes interrogées en Annexe 1
3 Voir partie 2

1

Bilan analytique des recherches menées, de leur accompagnement et des dynamiques impulsées

Cette partie propose, dans un premier temps, un regard analytique sur les thématiques traitées dans les recherches et leur évolution au fil des AAP, les approches scientifiques et méthodologiques mises en œuvre pour conduire ces recherches, les modalités de formalisation et de valorisation des résultats et les modalités d'accompagnement des acteurs impliqués.

L'objectif est de pouvoir identifier, dans un second temps, les apports majeurs du dispositif mais aussi ses limites afin de tirer des enseignements utiles pour les futurs appuis.



PARTIE 1

1.1 ANALYSE DES THÉMATIQUES ET DÉFIS TRANSVERSAUX DES RECHERCHES

1.1.1 Une évolution progressive des thématiques et des priorités de recherche des AAP

Entre 2018 et 2021, les appels à projets de recherche d'APPRENDRE ont évolué d'une thématique large et exploratoire (AAP 1) vers des thématiques de plus en plus ciblées et opérationnelles, en réponse aux enjeux stratégiques des systèmes éducatifs et aux priorités des bailleurs et des acteurs (notamment du Conseil Scientifique).

Le premier appel à projets (AAP 1), généraliste et centré sur la classe, avait pour ambition de documenter et d'éclairer les politiques éducatives des pays francophones à travers l'analyse des conditions concrètes du fonctionnement des classes et des résultats en termes d'enseignement-apprentissage.

APPRENDRE s'est ainsi centré sur le lien entre apprentissages scolaires (primaire, collège/fondamental, secondaire) et politiques éducatives, avec une double finalité : renforcer la recherche dans les pays du Sud ; et encourager les acteurs scientifiques et éducatifs à analyser les contextes locaux pour fournir aux décideurs des analyses contextualisées permettant d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et risques des systèmes éducatifs.

19 recherches ont été financées, organisées autour de cinq thèmes[4] :

- compétences professionnelles et formation des enseignants ;
- évaluation des enseignements-apprentissages ;
- didactique des disciplines et performance des élèves ;
- usages pédagogiques du numérique ;
- genre et parcours professionnels. Elles ont permis de dégager de grands défis pédagogiques communs tels que les pratiques de classe, les inégalités, la mise en œuvre des curricula, entre autres.

Lancé en 2020, **l'AAP 2 (« Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école-collège »)** a marqué un resserrement thématique en se concentrant sur un sujet encore peu documenté en Afrique : la transition école-collège, identifiée comme une étape critique de la scolarisation de base.

Cette entrée thématique a permis de dépasser l'analyse de la classe pour interroger les trajectoires scolaires et les discontinuités systémiques (curriculaires, institutionnelles, sociales). L'AAP 2 a encouragé une dimension comparative multi-pays et avait pour ambition d'éclairer les effets des réformes (allongement du cycle fondamental, abandon du concours d'entrée en 6e, etc.) et d'identifier des leviers pour améliorer la continuité éducative.

À la différence de l'APP 1, il s'est focalisé sur un objet plus précis et sur des analyses à l'échelle du système éducatif et non plus seulement des classes.

9 projets ont été retenus (dont 5 multi-pays) qui ont débouché sur l'étude des ruptures curriculaires, pédagogiques, sociales et institutionnelles qui fragilisent les trajectoires scolaires, ainsi que les leviers d'une meilleure transition (harmonisation des programmes, gestion des inégalités, rôle de la langue d'enseignement, du numérique et des dispositifs d'accompagnement, par exemple). L'AAP 2 a ainsi permis de mettre en évidence la dimension critique de la transition école-collège pour l'atteinte de l'ODD4 et a fait émerger des pistes pour nourrir un dialogue informé entre recherche, pratiques pédagogiques et politiques publiques.

Toujours en 2020, le troisième appel - AAP 3 « Enseignements-apprentissages bilingues » s'est concentré sur la thématique du bilinguisme scolaire (français et langues nationales), puisque la non-maîtrise des langues est considérée comme un facteur déterminant du décrochage et des inégalités scolaires. Co-porté par l'AUF et l'IFEF-OIF (programme ELAN), les recherches appuyées se sont focalisées sur un nombre restreint de pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Sénégal et Togo) avec des enveloppes budgétaires plus modestes. Dans un contexte où la langue d'enseignement est un facteur clé de réussite ou d'échec scolaire (confirmé par les résultats PASEC et les analyses de l'AAP 2), les recherches ont exploré les représentations sociales des langues (L1/L2), l'évaluation des compétences bilingues, l'appropriation d'une didactique du bilinguisme, l'enseignement des disciplines en langues nationales et en français, le transfert linguistique, et les conditions d'une mise en œuvre à plus large échelle. Ces travaux ont contribué à documenter les politiques linguistiques éducatives et à proposer des leviers concrets pour améliorer les apprentissages fondamentaux dans des contextes plurilingues.

Enfin, le quatrième appel AAP 4 « Entrée et maintien dans le métier d'enseignant », lancé en 2021, a placé au centre la profession enseignante, en interrogeant les

4 Thèmes proposés par le comité scientifique d'APPRENDRE.

conditions d'entrée et de maintien dans le métier au primaire et au secondaire, dans un contexte marqué par une forte croissance démographique, une massification et une pénurie de personnels qualifiés, entre autres défis.

11 recherches ont été financées et ont porté sur :

- la formation initiale, la professionnalisation et l'accompagnement dans les premières années d'exercice
- l'attrition, le maintien et les conditions de travail.

Les projets ont documenté les politiques et pratiques liées au recrutement, à la formation, aux parcours de carrière et aux conditions de travail, certaines ont proposé des dispositifs expérimentaux, afin de proposer des pistes pour renforcer la stabilité et l'attractivité du métier d'enseignant.

1.1.2 Des champs de recherche de plus en plus ciblés

De l'AAP 1 à l'AAP 4, on observe une évolution vers des thématiques de recherche plus ciblées, qui se focalisent sur des objets plus précis. Le dernier appel se recentre sur les acteurs centraux des systèmes éducatifs et sur les vecteurs de l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs : l'enseignant.

Les priorités de recherche d'APPRENDRE ont été progressivement affinées, passant de l'analyse globale des pratiques de classe vers des questions plus opérationnelles, ciblant les « nœuds critiques » des systèmes éducatifs et donc les déterminants de la réussite scolaire (continuité des parcours, politiques linguistiques, professionnalisation). Les échanges ont indiqué que le Conseil Scientifique avait orienté ces thématiques de recherche, ce qui traduit la volonté d'APPRENDRE d'articuler la recherche aux besoins stratégiques des politiques éducatives : comprendre les réalités de la classe (AAP 1), accompagner les réformes structurelles (AAP 2), appuyer les politiques linguistiques (AAP 3), et enfin renforcer l'attractivité et la stabilité du corps enseignant (AAP 4).

1.1.3 Thématiques récurrentes et défis des systèmes éducatifs francophones

Malgré la diversité des thèmes proposés dans les termes de référence des appels à projets, force est de constater que plusieurs recherches traitent de sujets récurrents, et ce, quel que soit l'appel. Il est possible de penser qu'ils correspondent à des préoccupations ou à de grands défis pédagogiques et systémiques auxquels font face les pays francophones partenaires d'APPRENDRE.

Pratiques de classe et apprentissages fondamentaux

De nombreuses recherches (notamment dans l'APP 1) analysent les pratiques d'enseignement et leur impact sur les acquis des élèves. Les observations de classes, souvent enrichies par des entretiens, des enregistrements audio/vidéo et l'analyse des productions d'élèves, montrent que les difficultés en lecture, écriture (Projet n°10-Côte d'Ivoire sur l'enseignement de la lecture-écriture en CP1/CP2 par exemple) et mathématiques (projet n°18- RDC sur l'activation cognitive en mathématiques, projets n°24-Togo et n°15 -Cameroun, projet n°13- Bénin sur les erreurs d'élèves en mathématiques) restent des freins majeurs à la réussite. Ces constats rejoignent les résultats d'évaluations internationales comme le PASEC, qui soulignent l'importance de renforcer les apprentissages de base. Les recherches d'APPRENDRE apportent une valeur ajoutée en contextualisant ces difficultés (classes surchargées, conditions matérielles précaires, diversité linguistique, inégalités socio-économiques et contextes de crise) et en donnant la parole aux acteurs eux-mêmes.

Formation initiale et continue des enseignants

C'est l'un des domaines les plus transversaux et les plus documentés. Dans presque tous les projets, la formation (continue mais aussi initiale) est identifiée comme insuffisamment adaptée aux réalités de la classe. Les dispositifs privilégient souvent les aspects théoriques au détriment de l'acquisition de compétences pratiques (projet Algérie, projet n°2- Tunisie) sur la formation initiale et continue en sciences (projet n°20 - Madagascar, projet n°38 au Maroc) sur l'articulation université–terrain, ou le projet n°42 au Sénégal sur l'attrition et le rôle de la formation. Plusieurs recherches pointent aussi le manque de coordination/continuité entre formation initiale et formation continue, ainsi que la faible articulation entre universités, instituts de formation et établissements scolaires. Les dispositifs d'accompagnement de proximité (cellules pédagogiques, tutorat, communautés de pratiques) apparaissent comme des leviers prometteurs, mais encore fragiles.

Curricula, manuels et mise en œuvre des réformes

Les travaux menés montrent régulièrement un décalage entre curricula officiels et pratiques effectives, entre le prescrit et le réel (projet n°25- Burkina Faso). Les enseignants adaptent, simplifient ou contournent les programmes et manuels. Ce constat questionne la pertinence des réformes curriculaires lorsqu'elles ne s'accompagnent

pas d'un accompagnement pédagogique des enseignants et de matériel approprié pour les mettre en œuvre (projet n°31 - Burundi). Ces recherches plaident pour une meilleure appropriation locale des contenus, une plus grande contextualisation (projet n°17 - Sénégal) et pour des ressources didactiques co-construites avec les enseignants.

Évaluation des apprentissages

La thématique de l'évaluation a traversé les quatre appels (mais davantage les deux premiers) et a été envisagée soit depuis le prisme de la classe (évaluation des apprentissages), ou encore à travers le rôle qu'elle joue dans la continuité des parcours (projet n°28 -Tunisie- sur la place de l'évaluation dans la gestion des transitions scolaires) ou dans les approches pédagogiques, en langues notamment. Plusieurs projets ont montré que l'évaluation reste centrée sur la restitution de connaissances, avec peu d'outils permettant de mesurer les compétences et d'orienter des actions de remédiation (projet n°6 - Sénégal) sur l'évaluation des compétences en lecture et mathématiques (projet n°12-RDC sur les outils d'évaluation en mathématiques). Les recherches insistent sur l'importance d'outils d'évaluation adaptés, capables de mieux identifier les obstacles d'apprentissage et de guider les enseignants dans leurs pratiques.

Équité et inclusion

Les études soulignent de façon récurrente les inégalités d'accès et de réussite liées au genre, à la situation socio-économique ou au territoire (rural/urbain). Les facteurs de vulnérabilité (charges domestiques, sécurité des filles, hygiène menstruelle, pauvreté, éloignement géographique) sont récurrents. Ces résultats rappellent que les politiques éducatives doivent intégrer des approches inclusives et sensibles au genre (Projet n°9- Burkina Faso, AAP 1) sur les parcours professionnels genrés, ou encore le projet n°25-Burkina Faso (AAP 2) qui a documenté les obstacles spécifiques aux filles dans le passage au collège (sécurité, hygiène menstruelle).

Langues d'enseignement

Même si cette thématique est au cœur de l'AAP 3, elle traverse l'ensemble des recherches. L'usage de la langue première comme levier des premiers apprentissages apparaît comme une constante, tout en mettant en lumière les difficultés liées au statut sociolinguistique des langues, aux ressources disponibles et à la formation des enseignants (Projet n°21 - Madagascar, AAP 1) sur les contextes multilingues (projet n°33 -Bénin, AAP 3) sur l'usage des langues nationales en lecture/écriture, sur les difficultés du bilinguisme scolaire (projet n°34 -Togo, AAP 3).

Pilotage et gouvernance

Bien que ce ne soit pas une thématique en soi, les recherches convergent sur la nécessité de renforcer le rôle des établissements et du pilotage local et de passer d'une logique prescriptive descendante à un pilotage plus participatif et contextualisé.

Le projet n°27 (Burkina Faso, AAP 2) est particulièrement novateur en ayant analysé le rôle du pilotage local et de la gouvernance dans la réussite des transitions scolaires. Dans l'AAP 4, le projet n°41 (Burkina Faso) a créé un observatoire du recrutement et du maintien des enseignants, ouvrant la voie à un suivi systématique des politiques enseignantes.

1.1.4 L'émergence de sujets de recherche innovants et peu étudiés

Au-delà des préoccupations communes, chaque appel a permis de faire émerger des sujets innovants ou des objets de recherche plus inhabituels qui ouvrent de nouvelles perspectives pour les politiques éducatives.

Le premier appel à projets a permis de faire émerger des recherches sur des sujets jusque-là peu étudiés.

- L'usage des ressources éducatives libres (REL) au Maroc, débouchant sur la création d'un référentiel de compétences spécifique pour accompagner l'éducation ouverte ;
- Le développement de la pensée logique par l'informatique en Tunisie (projet API), mobilisant un système intelligent pour évaluer et accompagner les compétences ;
- L'activation cognitive par les tâches complexes en mathématiques en RDC, approche rare et innovante dans le contexte africain qui valorise la résolution de problèmes ouverts ;
- L'étude du lien entre compétences spatiales et lecture-écriture en Côte d'Ivoire ;
- L'« africanisation » des curricula au Sénégal, questionnant les tensions entre programmes prescrits et attentes sociales et identitaires.

Le deuxième appel à projets a mis en lumière des dimensions intéressantes et des facteurs novateurs de la transition école-collège, notamment :

- Le rôle du « concept de soi parental » dans la déscolarisation (Madagascar), mobilisant la psychologie sociale ;
- L'impact de l'hygiène menstruelle, de la sécurité et du harcèlement sur la scolarisation des filles (Guinée, Burkina Faso, Madagascar) ;
- La gouvernance de la transition au Burkina Faso, qui montre que le pilotage local et la disponibilité des ressources sont des leviers déterminants pour assurer la continuité éducative.

Sur la question linguistique, le troisième appel à projets a permis d'explorer des aspects plus novateurs, comme par exemple :

- Au Togo, l'analyse des causes d'échec du bilinguisme (diglossie, dialectes, motivation, choix politiques) depuis plusieurs angles ;
- En RCA, une lecture macro des politiques linguistiques comme levier de relèvement socio-économique ;

Enfin, le dernier appel a élargi la recherche sur la profession enseignante à des thématiques rarement explorées dans les pays francophones du Sud :

- La mise en place d'un observatoire des politiques d'entrée et de maintien dans le métier des enseignants au Burkina Faso ;
- L'analyse du travail décent et des conditions de rétention des enseignants au Cameroun ;
- L'étude de l'attrition et des conditions de motivation au Sénégal, Rwanda et RDC ;
- Les stratégies de carrière en contexte de crise sanitaire et sociale en Côte d'Ivoire ;
- L'expérimentation de la pédagogie active pour stimuler la motivation des stagiaires au Togo.

Ces sujets innovants témoignent de la capacité des équipes de recherche à ouvrir de nouveaux chantiers scientifiques, à s'emparer des thématiques proposées pour aller plus loin dans la réflexion, à analyser les objets d'étude depuis plusieurs disciplines, plusieurs angles, plusieurs approches.

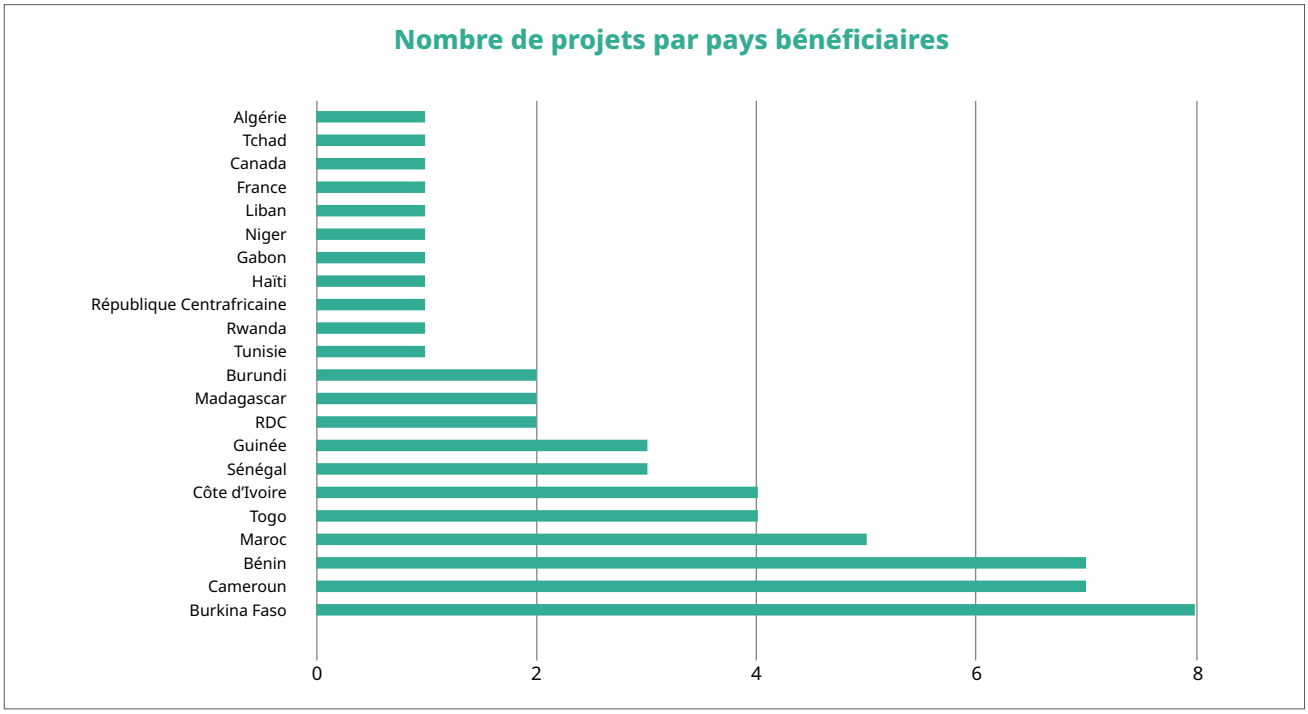
Ces recherches ont un potentiel réel pour apporter aux ministères des solutions ou des pistes de réflexion novatrices pour améliorer les politiques publiques.



Restitution internationale des projets de l'appel « Entrée et maintien dans le métier des enseignantes et enseignants » (Dakar, Sénégal, 28 et 29 octobre 2025)

1.1.5 Répartition par pays

23 pays ont bénéficié d'un projet de recherche dans le cadre des 4 AAP. Certains pays ont davantage concentré les appuis d'APPRENDRE que d'autres. Au-delà des choix d'attribution (qui ne faisaient pas l'objet de notre analyse), ceci permet de disposer sur ces pays d'un panel d'informations relatif à des problématiques variées, pluri-thématiques, abordées selon différents angles et méthodologies de recherche.



RECHERCHES SOUTENUES

BURKINA FASO

- Compétences TIC et compétences informationnelles des élèves au Burkina Faso : cas des collégiens et lycéens du lycée professionnel régional du Centre.
- Améliorer l'environnement de la transition école-collège en Afrique subsaharienne : cas du Cameroun, Tchad et Burkina Faso.
- Comprendre la transition primaire-collège au Burkina Faso, au Cameroun et en Côte d'Ivoire.
- L'articulation école/collège par l'analyse des dispositifs organisationnels et pédagogiques mis en œuvre au Burkina Faso et en Guinée.
- Les freins et les leviers de la transition école-collège : contribuer à la réalisation d'une éducation de base obligatoire au Burkina Faso.
- Amélioration de l'enseignement/apprentissage des mathématiques dans les écoles bilingues Moore/français et Ful-fulde-Français au Burkina Faso.
- Recherche sur les pratiques enseignantes dans les écoles primaires bilingues au Burkina Faso.
- Entrée et maintien des enseignants/enseignantes dans le métier : entre discours et réalités. Une analyse des politiques d'accompagnement et pistes d'amélioration possibles.

CAMEROUN

- Ingénierie de formation et compétences professionnelles des enseignants de l'éducation de base dans la région de l'Adamaoua au Cameroun.
- Améliorer l'environnement de la transition école-collège en Afrique subsaharienne : cas du Cameroun, Tchad et Burkina Faso.
- Analyse situationnelle des principaux goulots d'étranglement à la transition école-collège au Cameroun et perspectives de mise en œuvre efficiente de l'enseignement fondamental.
- Comprendre la transition primaire-collège au Burkina Faso, au Cameroun et en Côte d'Ivoire.
- Représentations sociales des langues enseignées et incidences sur l'acquisition et le transfert de compétences inter-langues : cas du Cameroun.
- Motivation, démotivation et transmotivation chez les enseignant.e.s au Cameroun : tirer parti des histoires de vie personnelles des différents profils et statuts connus.
- Travail décent et développement des compétences professionnelles des enseignants : Comment attirer, former et retenir des enseignants performants ?

BÉNIN

- Parcours professionnels des femmes dans les systèmes éducatifs au Bénin : analyse par genre aux cours primaire et secondaire.
- Accrochage et décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire au Bénin, au Gabon à Haïti et au Niger : une analyse des facteurs associés grâce à un modèle en pistes causales.
- Transition primaire-collège au Bénin, Maroc, et Tunisie. Etat des lieux, comparaison et perspectives de l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre.
- Représentations des langues nationales/français et leurs contacts chez les élèves/les enseignants et leur implication dans des apprentissages bilingues innovants au Bénin.
- Contribution à l'identification des compétences prioritaires et des processus d'accompagnement efficaces pour l'exercice du métier des enseignantes et enseignants de l'enseignement primaire.

MAROC

- « FORMAREL » : Plateforme de formation des enseignants à l'usage des REL.
- Étude des Facteurs de stress psychosociaux chez les enseignants contractuels stagiaires au CRMEF Rabat – Salé - Kenitra. Instaurer une démarche de prévention.
- Transition primaire-collège au Bénin, Maroc, et Tunisie. État des lieux, comparaison et perspectives de l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre.
- L'entrée dans le métier enseignant au Maroc : des pistes pour mieux former-accompagner les futurs enseignants et réussir leur professionnalisation.
- Vers une nouvelle formation professionnalisante des enseignants stagiaires en quête de l'amélioration de la qualité de l'enseignement offert dans les écoles marocaines.

TOGO

- Les pratiques pédagogiques des enseignants dans le contexte des restrictions liées au Covid-19 au Togo.
- Analyse des curricula et cohérence des approches pédagogiques en français et en mathématiques au CM2 et en 6e au Togo
- État des lieux sur l'éducation bilingue français/langues nationales au Togo, une recherche prospective pour un succès de l'enseignement bilingue langues africaines/français au cours primaire.
- L'implication d'enseignants stagiaires dans le pilotage d'innovations au sein de collectifs apprenants : quels effets sur le développement de leur motivation pour rester dans le métier.

RECHERCHES SOUTENUES

CÔTE D'IVOIRE	◗ Analyse des pratiques enseignantes en sciences et en mathématiques dans les collèges publics et privés de Côte d'Ivoire. ◗ Pratiques enseignantes et compétences en Lecture/écriture au cycle préparatoire (CP1 et CP2) dans l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire. ◗ Comprendre la transition primaire-collège au Burkina Faso, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. ◗ Carrières professionnelles des enseignants du cycle primaire en Côte d'Ivoire.
SÉNÉGAL	◗ Analyse des pratiques d'évaluation des enseignants de l'élémentaire en évaluation des compétences de palier dans les trois domaines du CEB. ◗ Projet de Recherche sur les Usages des programmes de Géographie dans les collèges et lycées du Sénégal (PURGES). ◗ Problématique de l'attrition des enseignants du primaire, du moyen et du secondaire au Sénégal : quelle est la place de la formation initiale et continue dans les stratégies de remédiation face à ce phénomène ?
GUINÉE	◗ De l'évaluation des apprentissages à l'évaluation pour les apprentissages : état de la situation à travers les pratiques d'évaluation dans l'enseignement Élémentaire guinéen. ◗ TICE en Guinée : usages pour de meilleures pratiques en enseignement-apprentissage et en formation. ◗ L'articulation école/collège par l'analyse des dispositifs organisationnels et pédagogiques mis en œuvre au Burkina Faso et en Guinée.
RDC	◗ Qualité de l'enseignement des mathématiques dans l'éducation de base au Nord-Kivu : du niveau de connaissances des apprenants aux pratiques didactiques. ◗ Les déterminants de l'entrée et maintien dans le métier d'enseignants du primaire et du secondaire dans la province du Sud-Kivu.
MADAGASCAR	◗ L'enseignement des disciplines littéraires dans le secondaire malgache : des politiques éducatives aux réalités du terrain. ◗ Les déterminants de la réussite de la transition école/collège à Madagascar.
BURUNDI	◗ Évaluation des apprentissages et analyse des pratiques de classe (Burundi). ◗ Enseignements-apprentissages bi-plurilingues au Burundi.
TUNISIE	◗ Apprendre la pensée logique par l'informatique dans les écoles primaires tunisiennes. ◗ Transition primaire-collège au Bénin, Maroc, et Tunisie. État des lieux, comparaison et perspectives de l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre.
RWANDA	◗ De la formation initiale au dispositif de maintien/attrition des enseignant.es au Rwanda : enjeux et perspectives.
RCA	◗ Étude préparatoire pour la mise en place d'un enseignement bilingue en Centrafrique.
HAÏTI	◗ Accrochage et décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire au Bénin, au Gabon à Haïti et au Niger : une analyse des facteurs associés grâce à un modèle en pistes causales.
GABON	◗ Accrochage et décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire au Bénin, au Gabon à Haïti et au Niger : une analyse des facteurs associés grâce à un modèle en pistes causales.
NIGER	◗ Accrochage et décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire au Bénin, au Gabon à Haïti et au Niger : une analyse des facteurs associés grâce à un modèle en pistes causales.
LIBAN	◗ L'autoconfrontation en tant que levier pour développer le pouvoir d'agir des enseignantes. Étude de cas dans une école publique libanaise.
ALGÉRIE	◗ Le retour d'expérience des jeunes enseignants issus des ENS.

1.2 ANALYSE DES APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

1.2.1 Analyse croisée des approches méthodologiques préconisées dans les TDR

	AAP 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives en Afrique francophone	AAP2 Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école /collège
Tronc commun	• Pluridisciplinarité et interdisciplinarité. • Outils de recherche divers et croisés : observations, entretiens, questionnaires, approche quantitative ou qualitative. • Renforcement des compétences individuelles et collectives visé pour développer des capacités nationales de recherche en éducation, en faisant travailler ensemble le Supérieur et le Scolaire, de jeunes chercheur.e.s et de plus expérimenté.e.s. • Obtenir des résultats contribuant à documenter et éclairer les contextes, situations ou politiques nationales d'éducation.	
Durée	12 mois	24 mois
Accent méthodologique	Produire des données, des analyses contextualisées à partir d'une étude des conditions réelles du fonctionnement des classes, de l'accompagnement des écoles et des usages des ressources pédagogiques dans le système éducatif concerné.	Analyse de données qualitatives (rapports, textes officiels, littérature de recherche, etc.) ou quantitatives (données statistiques en particulier). Évaluations comparées entre pays / contexte. La question du genre, et plus largement des inégalités, doit apparaître de manière transversale dans le contenu des recherches proposées.
Champs thématiques	Ouvert • **Formation et développement professionnel des enseignant·e·s :** ingénierie de formation, entrée dans le métier, accompagnement de proximité, analyse des pratiques de classe et usages des curricula, manuels et ressources. • **Apprentissages des élèves et dispositifs favorisant la qualité de l'enseignement dans divers contextes :** grands effectifs, classes multigrades, enseignement des langues, des sciences et des mathématiques, évaluation des acquis. • **Analyse des politiques éducatives :** enjeux de professionnalisation, d'inclusion (notamment des filles), de parcours professionnels des femmes, de formation des formateurs, et d'usage des technologies éducatives.	**3 champs d'investigation retenus :** ◗ freins et les leviers de la transition école-collège, ◗ dispositions prises pour réduire les difficultés et améliorer la transition école-collège, ◗ pilotage réalisé sur cette transition au niveau de l'état, des territoires, des circonscriptions et des bassins de recrutement des collèges.
Échelle	26 pays Un pays par recherche.	26 pays Un ou plusieurs pays par recherche. **Entrées :** micro (la classe), méso (l'établissement, la cellule pédagogique, l'inspection, ...), macro (politiques publiques). + analyse comparative.
Équipe	Un chef de projet, souvent un.e enseignant.e-chercheur.e (niveau rang magistral) qui anime le travail d'une équipe composée de chercheur.e.s juniors et associe des praticien.ne.s réflexifs.	
Accompagnement	1 membre du CS par projet de recherche.	1 membre du CS et 1 référent scientifique par projet de recherche.
Budget	Non communiqué.	40-60 K pour un pays. 100-200K pour plusieurs pays.

	AAP3 Enseignements-apprentissages bilingues (AUF/ IFEF – ELAN)	**AAP4 Entrée et maintien dans le métier des enseignantes et enseignants**
Tronc commun	• Pluridisciplinarité et interdisciplinarité. • Outils de recherche divers et croisés : observations, entretiens, questionnaires, approche quantitative ou qualitative. • Renforcement des compétences individuelles et collectives visé pour développer des capacités nationales de recherche en éducation, en faisant travailler ensemble le Supérieur et le Scolaire, de jeunes chercheur.e.s et de plus expérimenté.e.s. • Obtenir des résultats contribuant à documenter et éclairer les contextes, situations ou politiques nationales d'éducation.	
Durée	12 mois	18 mois
Accent méthodologique	Recherche-action. L'AAP 3 invite à analyser un échantillon d'écoles bilingues expérimentales et d'écoles témoins, et s'inscrit dans une approche plutôt qualitative, visant confirmation ou infirmation d'hypothèses de recherche à partir du contexte analysé.	Au-delà du qualitatif, l'AAP4 ouvre explicitement à la production et l'analyse de données statistiques. Les TDR soulignent l'attente forte d'une articulation entre cadre théorique, analyse contextualisée, production de résultats originaux ouvrant sur des interprétations nouvelles, des préconisations opérationnelles avec leurs conditions de mise en œuvre et d'évaluation, ainsi que l'identification de nouvelles pistes d'étude.
Champs thématiques	Documenter et éclairer les contextes, **situations ou politiques nationales en matière d'éducation bilingue,** notamment pour le développement professionnel des enseignants. **Recherches en matière d'enseignements-apprentissages bilingues :** contribuer à documenter et éclairer les politiques publiques bi-plurilingues en éducation et à appuyer des dispositifs bilingues contextualisés, faire évoluer la recherche sur le bilinguisme scolaire et le développement professionnel des enseignants, ayant des effets sur les apprentissages des élèves.	Documenter et éclairer les politiques publiques d'éducation de ces pays, à partir **d'une analyse des situations d'entrée et d'exercice de la profession d'enseignant au primaire et/ou au secondaire.** Analyse des dispositifs de formation et l'accompagnement en début de carrière et les mesures favorisant le maintien dans la profession tout au long du parcours enseignant.
Echelle	19 pays francophones d'Afrique subsaharienne. Un pays par recherche. **Entrées :** micro (la classe), méso (l'établissement, la cellule pédagogique, l'inspection, ...), macro (planification nationale bi-plurilingue, politiques linguistiques des ministères...).	26 pays. Un ou deux pays par recherche. **Entrées :** micro (l'enseignant), méso (l'encadrement), macro (politiques publiques).
Equipe	Un chef de projet, souvent un.e enseignant.e-chercheur.e (niveau rang magistral) qui anime le travail d'une équipe composée de chercheur.e.s juniors et associe des praticien.ne.s réflexifs.	
Accompagnement	1 membre du CS et 1 membre d'ELAN par projet de recherche.	1 référent scientifique et 1 membre du CS par projet de recherche.
Budget	15 K	20-45K

1.2.2 Les grandes approches méthodologiques déployées par les équipes de recherche

Les quatre AAP encouragent la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité et des méthodologies de recherche diverses et croisées. De fait, la plupart des recherches adoptent une approche mixte, combinant des enquêtes quantitatives (questionnaires standardisés, tests de compétences, évaluations formatives ou sommatives) et des méthodes qualitatives (entretiens, observations de classe, focus groups, analyses de documents pédagogiques).

Dans **l'AAP1**, plusieurs équipes ont conçu des outils sur mesure, adaptés aux contextes nationaux, pour analyser de manière précise les pratiques enseignantes et les apprentissages. Ces démarches sont souvent appuyées par une revue documentaire approfondie ou une analyse sectorielle détaillée, qui permettent de mieux comprendre les enjeux curriculaires, linguistiques, institutionnels et contextuels. La diversité des méthodes utilisées favorise une confrontation enrichissante entre les perceptions des acteurs (élèves, enseignants, encadrants), les pratiques réellement observées et les résultats d'apprentissage. La participation active de praticiens – enseignants, inspecteurs, responsables pédagogiques – à la collecte et à l'analyse des données renforce la pertinence des travaux et leur ancrage dans le terrain. Enfin, un grand nombre de projets accordent une attention particulière aux représentations professionnelles des enseignants et aux stratégies d'adaptation qu'ils mettent en œuvre face aux contraintes locales. Cette forte contextualisation, en phase avec les exigences des termes de référence, renforce la pertinence des analyses produites et leur donne une vraie valeur pour éclairer les politiques éducatives.

Les projets de l'AAP 2 montrent une montée en complexité et en rigueur par rapport à l'AAP1, avec des méthodologies comparatives et transdisciplinaires (encouragées dans les termes de référence). L'ambition était de croiser les données, les réalités et les résultats dans plusieurs contextes. On a ainsi vu des recherches menées entre pays du Nord et pays du Sud mais également des recherches sud-sud. Les méthodes mobilisées ont combiné des enquêtes de terrain, des observations et des analyses documentaires. L'étude de curricula, plans sectoriels, manuels et résultats d'évaluations a permis une bonne mise en contexte, utile pour les comparaisons entre pays, mais on regrettera que, dans certaines recherches, cette analyse soit restée trop théorique et peu confrontée à des données de terrain. Dans d'autres cas, les enquêtes quantitatives (questionnaires, statistiques nationales) ont permis de faire émerger des tendances et corrélations, mais certaines recherches ont montré leurs limites dans l'exploitation des données. De façon globale, les enquêtes qualitatives (entretiens, *focus groups*, récits de pratiques) ont été une source précieuse pour éclairer les représentations, les expériences et les pratiques informelles souvent absentes des documents officiels. Cette approche (nous y reviendrons) a apporté une réelle valeur ajoutée.

La méthodologie des projets de l'AAP 3 se distingue par la diversité des outils de collecte et l'attention portée aux contextes. Les chercheurs mobilisent différentes sources de données combinant vidéos de classe, entretiens avec les enseignants, questionnaires, fiches de préparation et enquêtes menées auprès d'élèves, de parents et de responsables scolaires. Cette diversité assure une triangulation des sources permettant de croiser les pratiques pédagogiques et les représentations de l'enseignement bilingue. À cela s'ajoutent des observations de classe ou de préparation des cours, ainsi qu'une analyse documentaire des manuels scolaires et des politiques linguistiques. Ces approches ont permis de confronter le déclaratif et le prescrit par les politiques (ou programmes) et les pratiques effectives déployées par les enseignants.

La méthodologie des **projets de l'AAP4** se caractérise par une combinaison d'approches quantitatives et qualitatives, mobilisant enquêtes par questionnaires, entretiens, focus groups, observations de classes et analyses documentaires des dispositifs de formation et de carrière. Cette diversité d'outils a permis de croiser les points de vue de multiples acteurs – enseignants stagiaires et en poste, formateurs, encadreurs pédagogiques, responsables institutionnels, parents ou encore syndicats – et de documenter à la fois les conditions d'entrée dans le métier, les pratiques de formation et d'accompagnement, et les facteurs de maintien ou d'attrition. Dans six pays (Maroc, Burkina Faso, Rwanda, Bénin, Côte d'Ivoire, Togo) les équipes ont adapté les instruments de collecte aux réalités nationales (échelles descriptives de pratiques pédagogiques, référentiels de compétences, groupes témoins/expérimentaux, analyses comparatives régionales, etc.). Cette approche multi-sources et comparative a permis d'éclairer non seulement les parcours professionnels des enseignants mais aussi les tensions structurelles (recrutement, formation initiale et continue, accompagnement, conditions de travail) qui conditionnent leur motivation et leur stabilité dans le métier.

La finalité des 4 AAP était de **produire des connaissances utiles pour éclairer les politiques**. Tous les projets de recherche devaient avoir pour objectif de formuler des recommandations stratégiques à l'intention des autorités éducatives des pays. Les équipes de recherche ont fait l'effort de proposer des recommandations, plus ou moins opérationnelles, plus ou moins stratégiques, plus ou moins novatrices. Le fait d'avoir une même thématique étudiée et analysée sous plusieurs angles et dans plusieurs pays, et bien que les recherches soient contextualisées, il est tout à fait envisageable de proposer une liste de recommandations opérationnelles à destination des ministères. Les autorités pourraient s'inspirer de recommandations issues de rapports de recherche – au-delà de leur pays – et les adapter à leur contexte.

1.2.3 Limites observées dans les méthodologies d'intervention

Les recherches menées présentent plusieurs limites méthodologiques, bien souvent identifiées par les équipes elles-mêmes, qui méritent d'être soulignées.

Limites des échantillons et des outils de collecte

- **La représentativité des échantillons est souvent faible :** nombre restreint de répondants ou d'écoles, échantillonnages parfois majoritairement urbains, ce qui limite l'extrapolation des résultats au niveau national (par exemple, seuls 6 % des enseignants d'histoire-géographie interrogés au Sénégal, ou un échantillonnage majoritairement urbain au Bénin).
- **Certaines collectes de données ont été biaisées en raison de la sensibilité de certaines thématiques** (perceptions professionnelles, hiérarchie, discriminations), par la méfiance des répondants, ou encore par l'usage d'auto-questionnaires partiellement remplis.
- **Les observations de classe ont parfois été perturbées** par la présence d'un inspecteur ou d'un enquêteur, qui a influencé les comportements et réponses des enseignants.
- **Les analyses documentaires,** lorsqu'elles ne sont pas croisées avec des données de terrain, **restent trop théoriques et peu contextualisées.**

Contraintes techniques et d'accès à l'information

- **Accès limité aux logiciels d'analyse de données** quantitatives ou qualitatives (SPSS, IRaMuTeQ, etc.), souvent utilisés de manière partielle ou remplacés par des codages manuels, freinant l'analyse à grande échelle.
- **Manque de formation des équipes** à la prise en main des logiciels d'analyse.
- **Difficultés d'accès aux bases de données scientifiques internationales,** limitant la capacité des chercheurs à s'informer sur des études similaires et/ou à utiliser des outils validés et pertinents pour leur étude (par exemple, la motivation des enseignants, le sentiment d'efficacité, etc.).

Contraintes diverses

- **Contraintes administratives :** retards dans l'obtention des autorisations de la part du Ministère, lourdeur des procédures administratives.
- **Contraintes géopolitiques et sécuritaires :** coups d'État (Burkina, Niger), zones difficilement accessibles (Burkina, Niger, Burundi, Cameroun, Haïti), affectant la collecte et la continuité des projets.
- **Contraintes logistiques :** difficultés de transport et d'accès en zones rurales, nécessitant de nombreux ajustements de calendrier.



- **Contexte sanitaire :** la pandémie de COVID-19 a freiné la tenue d'ateliers, les déplacements et a ralenti la collecte de données. La plupart des recherches ont obtenu des prolongations.

Manque d'expérimentations pédagogiques et comparatives

Très peu d'études ont proposé de véritables **expérimentations pédagogiques ou expérimentations de dispositifs en conditions réelles,** probablement en raison du temps limité alloué aux travaux de recherche et au temps de rédaction, du manque de compétences spécifiques des équipes sur ce type de démarches et/ou de moyens financiers. De façon spécifique à l'AAP2, les rapports n'ont pas permis de confronter systématiquement les résultats entre pays pour mettre en évidence des régularités ou des contrastes, limitant la portée comparative. L'approche multi-pays n'a finalement pas été reconduite en raison du peu de résultats pertinents.

Contraintes liées à la modalité des appels à projets et de coordination des projets (AUF-APPRENDRE)

- **Durée relativement courte des recherches,** ne permettant pas d'analyses approfondies ni de suivi longitudinal.
- **Retards dans le décaissement des fonds,** causant des interruptions ou annulations d'activités (par exemple, collecte de données écourtée au Burkina).
- **Manque de ressources** qui a parfois pénalisé le volet valorisation des données notamment la production des publications scientifiques prévues et la tenue des restitutions aux ministères.
- **Gestion centralisée (AUF/APPRENDRE) perçue parfois comme rigide :** constitution figée des équipes, difficulté à intégrer de nouvelles ressources humaines ou techniques en cours de projet.

1.2.4 Focus sur la composition des équipes

L'ensemble des recherches soutenues dans le cadre du programme indique une **équipe mixte et pluridisciplinaire, associant des praticiens, des chercheurs et parfois des cadres des ministères de l'Éducation.** Il est cependant important d'aller au-delà de ce constat en termes d'analyse. Il est parfois indiqué que les chercheurs universitaires doivent s'adresser aux directions du MEN qui vont ensuite désigner les membres faisant partie de l'équipe. Certains responsables désignent des personnes qu'ils veulent favoriser / valoriser. Les universitaires ont peu d'emprise sur ces aspects car ils ont besoin des autorisations du ministère pour conduire leurs recherches. Par ailleurs, bien que l'ensemble des termes de référence préconise (voire exige comme critère) que les ministères soient associés, impliqués et informés des résultats de la recherche, dans les faits, les témoignages des acteurs ne permettent pas de valider ce critère. Parfois les ministères disent ne pas être informés des actions menées, des résultats, voire, dans certains cas, ils invalident les résultats.

Aussi, la composition mixte des équipes de recherche ne semble pas garantir l'appropriation des résultats par les ministères ni même leur exploitation. On peut en revanche penser que les partenariats ont été plus forts quand le contenu des projets de recherche a pu être élaboré dès le début dans un esprit de collaboration entre universitaires et responsables ministériels. Enfin, il est très difficile de dire si ces recherches ont permis de renforcer les capacités nationales des équipes.

1.3 MODALITÉS DE FORMALISATION ET DE VALORISATION DES RÉSULTATS DES RECHERCHES

1.3.1 Les attendus en termes de livrables formulés dans les TDR

AAP 1

- **Un rapport de recherche** (et un résumé exécutif) qui fera l'objet d'une restitution et d'échanges avec le MEN du pays concerné afin d'engager la discussion sur ou documenter la conduite du changement.
- **La volonté de communiquer scientifiquement sera actée dans la rédaction des réponses,** en précisant par exemple les revues qui seraient visées par une publication ou des propositions de participation à des colloques .

AAP2

- **Un rapport intermédiaire** à l'issue de la 1ère année.
- **Un rapport de recherche** (et un résumé exécutif).
- **Les documents produits,** numériques ou non, (films, base de données, questionnaires, grilles d'observation…).
- **Une note d'orientation** de 2 à 4 pages afin de communiquer sur les résultats importants de la recherche auprès des pouvoirs publics.
- **Une proposition d'au moins un article** à soumettre à une revue scientifique.
- **Un rapport au format libre** (traditionnel ou portfolio) rapportant la collaboration interpersonnelles ou inter-équipes.
- **Des communications :**
  - **Dans le cadre de séminaires nationaux** associant les MEN, les équipes de recherche et les acteurs (PTF, chercheurs, décideurs…) de l'éducation (financement complémentaire).
  - **Dans le cadre d'un colloque international** sur la thématique organisé par le programme APPRENDRE

AAP3

- **Un rapport intermédiaire** 6 mois après la signature de la convention.
- **Un rapport de recherche final** (et un résumé exécutif) qui fera l'objet d'une restitution et d'échanges avec le MEN du pays concerné afin d'engager la discussion sur ou documenter la conduite du changement dans le domaine des apprentissages bilingues.
- **Le texte (pre-print) d'un article scientifique** décrivant la recherche menée.
- **L'identification de revues visées par cette publication et des propositions de participation à des colloques.**

AAP 4

- **Un rapport intermédiaire** après 9 mois de mise en œuvre.
- **Un rapport de recherche et un résumé exécutif faisant apparaître les résultats de la recherche,** sous un format présentant l'objet, la méthodologie de recherche utilisée et les acquis scientifiques des travaux, en maximum 5 000 caractères ;
- **Les documents produits,** numériques ou non, (films, base de données, questionnaires, grilles d'observation, ...).
- **Au minimum un projet d'article scientifique,** en précisant la revue à comité de lecture destinataire et en explicitant ce choix ;
- **Un rapport au format libre** (traditionnel ou portfolio) rapportant la collaboration interpersonnelle ou inter-équipes.
- **Des communications :**
  - **Dans le cadre de séminaires nationaux** associant les MEN, les équipes de recherche et les acteurs (PTF, chercheurs, décideurs...) de l'éducation.
  - **Dans le cadre d'un colloque international** sur la thématique organisé par le programme APPRENDRE.



Restitution d'une recherche sur les compétences et les soutiens nécessaires à l'entrée dans le métier enseignant (Porto-Novo, Bénin, 23 octobre 2024)

1.3.2 Formalisation des résultats : pratiques, limites et stratégies de visibilité

Au fil des différents appels à projets, les attendus en termes de livrables ont été progressivement précisés dans les termes de référence. Les projets ont donc été amenés à produire une gamme de livrables plus diversifiée et structurée, même si la production et la qualité de ces livrables varient fortement selon les équipes de recherche.

A minima, l'ensemble des recherches (46) a donné lieu à **la production de rapports finaux détaillés – tous disponibles au téléchargement sur le site Internet d'APPRENDRE.**

Tous ont fait l'objet d'un contrôle qualité et d'une validation par un accompagnement scientifique systématique.

Dans le détail, et comme dit précédemment, la progression au fil des AAP est nette :

- **L'AAP1** reposait essentiellement sur un rapport de recherche et un résumé exécutif, accompagnés de restitutions auprès des ministères. Si ces attentes minimales ont été respectées, la dimension scientifique (articles, colloques) est restée peu exploitée.
- **Avec l'AAP2,** les attendus se sont enrichis : production d'un rapport intermédiaire, de notes d'orientation (17 seront produites par la suite, dont 8 pour l'AAP2 et 9 pour l'AAP4), et d'articles scientifiques soumis à des revues. La diversification est amorcée, mais la mise en œuvre est inégale : certains projets vont jusqu'à produire des outils, bases de données ou grilles d'observation, tandis que d'autres restent « cantonnés » au rapport classique.
- **L'AAP3** a introduit plus de souplesse avec des formats libres (rapport traditionnel ou suivant un canevas proposé) et insisté sur la valorisation par des communications nationales et internationales. Toutefois, les formats innovants sont restés minoritaires et la participation à des colloques scientifiques limitée, malgré le partenariat avec l'IFEF (Programme ELAN).
- **L'AAP4** a montré une meilleure harmonisation des attendus avec des rapports intermédiaires et finaux accompagnés de résumés exécutifs, la production de notes d'orientation (9 notes recensées), des articles scientifiques effectivement soumis et parfois publiés. Les restitutions nationales ont été largement organisées avec les ministères.

Il convient de souligner que plusieurs projets se sont engagés dans une valorisation complémentaire des résultats à travers :

- Des communications/présentations *PowerPoint* pour les restitutions nationales,
- Des communications/présentations *PowerPoint* présentées lors des colloques internationaux organisés par l'AUF / APPRENDRE (22 présentations en ligne sur le site d'APPRENDRE) ;
- Des communications scientifiques ou publications d'articles – 37 titres recensés dans la base d'APPRENDRE. D'autres ont été trouvés sur internet. Ces articles sont publiés dans des revues nationales ou internationales, ou sur des sites à visibilité internationale (voir tableau des publications en annexe).
- Des vidéos de présentation des projets et/ou de leurs résultats filmées lors des colloques (8 vidéos de présentation du projet, 23 vidéos de restitution en plénière et/ou participation à une table ronde thématique). Ces vidéos sont diffusées sur la chaîne YouTube du programme APPRENDRE.

Toutefois, malgré des efforts pour proposer des canevas de restitution harmonisés (notamment à partir de l'AAP2), les rapports n'obéissent pas à une structure uniforme. Leur contenu est très hétérogène sur la forme comme sur le fond, ce qui rend difficile la comparaison des résultats entre projets. La lisibilité des résultats dépend largement de la capacité des équipes à structurer l'analyse : certains rapports sont très techniques ou descriptifs et peinent à dégager des recommandations opérationnelles, d'autres présentent des résultats « *noyés* » au milieu de références académiques, ce qui les rend peu accessibles pour un public non spécialiste.

Par conséquent, la transférabilité des résultats est très inégale. Elle est facilitée lorsque les projets produisent des outils directement mobilisables – référentiels de compétences, modèles d'analyse, grilles de formation, dispositifs de remédiation (comme en RDC, Tunisie, Madagascar ou Sénégal) – ou lorsqu'ils proposent des recommandations claires et opérationnelles. Elle dépend aussi de la capacité des référents scientifiques à appuyer l'équipe dans cette démarche, à la mettre en relation avec des revues scientifiques, à lui faire bénéficier de son réseau.

À l'inverse, elle reste limitée lorsque les analyses demeurent trop générales ou insuffisamment reliées aux orientations et besoins des politiques éducatives.

Quelle que soit la qualité des rapports, et comme le souligne Jacques Marchand, les rapports de recherche apportent néanmoins **« des petits coups de projecteur pour faire ressortir beaucoup de réalités et une approche vraiment originale pour faire avancer la connaissance[5] ».**

5 Entretien mené avec Jacques Marchand, 10/07/2025.

1.3.3 Focus sur le partage des résultats de recherche auprès des MEN

Une attente forte des appels à projets : diffuser les résultats auprès des décideurs

L'un des objectifs majeurs des AAP est la diffusion des résultats et enseignements des recherches auprès des décideurs publics de l'éducation. Cette diffusion doit notamment se faire lors de restitutions et d'échanges avec le ministère de l'Éducation du pays concerné, afin d'engager la discussion et de documenter la conduite du changement.

Cependant, les modalités de mise en œuvre de cette attente sont parfois floues et peu détaillées dans les termes de référence (TDR) des AAP, certaines dépenses étant même déclarées non éligibles :

- **Les TDR de l'AAP 1** indiquent « Les projets retenus auront comme livrables opérationnels un rapport de recherche (avec un résumé exécutif) qui fera l'objet d'une restitution et d'échanges avec le ministère de l'Éducation du pays concerné afin d'engager la discussion sur ou de documenter la conduite du changement ».
- **Dans l'AAP 2 :** une communication auprès du MEN figurait parmi les livrables, mais les frais liés à cette restitution n'étaient pas éligibles dans le cadre de la subvention, sauf si ces frais étaient prévus initialement[6].
- **Les TDR de l'AAP 3** indiquent que « le rapport de recherche final (avec un résumé exécutif) fera l'objet d'une restitution et d'échanges avec le ministère de l'Éducation du pays concerné afin d'engager la discussion sur ou documenter la conduite du changement dans le domaine des apprentissages bilingues »
- **Dans l'AAP 4,** parmi les livrables attendus figure un rapport au format libre (traditionnel ou portfolio) ainsi que des communications dans le cadre de séminaires nationaux associant les MEN, les équipes de recherche et les acteurs (PTF, chercheurs, décideurs, ...) de l'éducation et dans le cadre d'un colloque international sur la thématique organisé par le programme APPRENDRE (colloque prévu à Dakar oct. 2025)

Au fil du programme, la coordination d'APPRENDRE et le Conseil scientifique (CS) ont progressivement renforcé ce volet de valorisation et de diffusion. À partir de l'AAP2, les restitutions nationales sont devenues obligatoires. Toutefois, il demeure difficile de savoir combien ont effectivement eu lieu et d'en évaluer les effets.

Les restitutions nationales : une mise en œuvre contrastée

À la question[7] « *Votre travail a-t-il fait l'objet d'une restitution et/ou d'échanges avec le ministère de l'Éducation de votre pays ?* », 21 répondent « oui » (68 %) et 10 « non » (32 %).

Les restitutions ont pris diverses formes : panels, réunions, ateliers en présentiel ou en ligne, avec présentation des résultats et discussions impliquant MEN, inspecteurs, formateurs, etc. Les retours sont globalement positifs, la majorité des restitutions ayant été bien accueillies.

Néanmoins, quelques difficultés ou tensions ont été relevées :

- Au Maroc, les résultats ont été pris en compte par le MEN mais sans référence explicite à la recherche, ce qui a été vécu comme un manque de reconnaissance. « *Ils (cf. le MEN) prennent en considération les résultats de la recherche ; malheureusement, ils ne font pas référence à la recherche. [...] Ils ne font pas reconnaissance de la recherche, ils considèrent que c'est eux qui ont dévoilé le résultat* »
- Dans un cas, des agents du ministère ont critiqué les résultats et refusé de valider les données statistiques produites.

Dans les cas où la restitution n'a pas eu lieu, les causes évoquées sont variées :

- Contraintes budgétaires (absence de financement dédié, manque de réactivité de la coordination d'APPRENDRE),
- Problèmes de calendrier,
- Suspension des activités (ex. Burkina Faso)
- Manque de communication avec les autorités.

Les restitutions dans les colloques et séminaires internationaux APPRENDRE

Au-delà du niveau national, des restitutions ont également eu lieu dans les colloques organisés par APPRENDRE. À la question « Des responsables ministériels (y compris d'autres pays) ont-ils entendu les résultats de votre recherche lors d'un colloque APPRENDRE ? », 60 % des chercheurs (19 sur 32) déclarent que leurs résultats ont été présentés devant des responsables ministériels, y compris d'autres pays.

Les retours sont souvent jugés positifs et enrichissants, mais certains soulignent le problème du turnover ministériel, qui limite l'impact et le suivi des recommandations prises lors de ce type de restitution.

Outre les restitutions nationales, ce sont les séminaires de restitution internationale des AAP qui semblent être les instances les plus importantes de valorisation des recherches et de discussion des résultats de recherche. Ils rassemblent chercheurs, MEN, PTF et favorisent la circulation régionale des connaissances produites (voir 2.3.4 Focus sur les séminaires).

6 AAP2 / TDR : « L'organisation de séminaires de restitution, les déplacements pour des colloques ou manifestations scientifiques ne sont pas des dépenses éligibles.[...] Des communications : dans le cadre de séminaires nationaux associant les MEN, les équipes de recherche et les acteurs (partenaires techniques et financiers, chercheurs, décideurs...) de l'éducation. Le financement éventuel nécessaire sera octroyé par l'AUF en complément du budget de la recherche qui ne doit donc pas l'inclure.

7 Extraits des témoignages recueillis auprès des membres des équipes de recherche (questionnaire ACK. Août 2025) – 32 questionnaires ont été complétés.



Pierre Chanou lors de la restitution nationale de la recherche « Contribution à l'identification des compétences prioritaires et des processus d'accompagnement efficaces pour l'exercice du métier des enseignant(e)s de l'enseignement primaire »

L'utilisation des résultats par les décideurs : un impact incertain

Enfin, à la question « Pensez-vous que les résultats de votre recherche ont été utilisés par les acteurs institutionnels pour réfléchir sur la politique éducative ? », les réponses sont plus mitigées et incertaines quant à l'utilisation des résultats des recherches pour orienter la politique éducative. 28 % des répondants (9 oui) estiment que les résultats sont utilisés, 18% (6 répondants) pensent qu'ils ont été pris en compte « un peu » ou « dans une certaine mesure » et plus de 53% estiment que non ou ne savent pas (17). Les réponses à cette question soulignent la difficulté à mesurer l'utilisation effective des résultats de recherche pour nourrir ou transformer les politiques publiques.

Points de vue des ministères de l'Éducation (MEN) : l'exemple du Bénin

Des entretiens auprès de quelques MEN permettent d'apprécier ces temps de valorisation.

Au Bénin, cinq recherches ont été appuyées au cours du programme APPRENDRE, dont trois sur l'enseignement primaire. Pierre Chanou, Directeur de l'Institut national pour la formation et la recherche en éducation au Bénin (Ministère des enseignements maternels et primaires) et point focal d'APPRENDRE, a fortement été impliqué dans deux projets. Pour le 3e, il en a découvert l'existence et le contenu à l'occasion d'un colloque de restitution à Dakar.

Pour deux projets, il souligne la grande implication du MEN aux différentes phases de la recherche.

« La collaboration a été parfaite. Quand le chercheur a voulu postuler, il s'est rapproché de nous pour avoir des informations, connaître et échanger sur les enjeux, les orientations, les besoins du ministère. Un membre de l'institut a été choisi pour intégrer l'équipe de recherche. Tout au long du processus, le chercheur nous informait des avancées. Nous étions donc complètement en phase. Pour la restitution, nous avons travaillé ensemble les TDR, identifié les participants pouvant être intéressés par les résultats de la recherche et être en mesure de mettre en œuvre les recommandations majeures. C'était très positif. L'atelier de partage s'est tenu à Porto Novo. C'était véritablement une démarche de co-construction. Maintenant nous attendons la version finale du rapport avec la prise en compte des commentaires ».

Selon lui « il est utopique de penser qu'une recherche puisse tout changer. On ne peut pas aller vers de grands changements. Toutefois, les résultats de ces recherches nous permettent d'avoir des évidences, des informations pour alimenter les politiques et agir sur le terrain. Elles apportent des éclairages, renforcent une perception vague que l'on avait mais qui est confirmée. Elle permet d'avoir des arguments scientifiques et des évidences sur lesquels on peut s'appuyer pour renforcer la politique éducative. On peut citer ce rapport, ne plus faire d'apports gratuits. On met en œuvre les recommandations formulées par la recherche, pour voir si cela produit des changements. Par exemple, des activités à mener entre primaire et secondaire ont été formulées. Quand elles seront opérationnalisées, on verra les effets.»

1.3.4 Focus sur les séminaires de restitution : un dispositif de capitalisation et d'influence

Trois séminaires internationaux ont été organisés pour restituer les recherches des trois premiers appels à projets ; deux, à ce jour, ont donné lieu à la production d'actes et de présentation de certains projets de recherche :

- Les 27-28-29 juin 2022 : **Séminaire relatif à l'AAP3** « Enseignements-apprentissages bilingues » (Dakar)[8] : actes du séminaire, vidéos et diaporamas de 6 projets sur 7.
- Les 29 et 30 mars 2023 : **Séminaire relatif à l'AAP1** « Documenter les politiques éducatives »[9] : Rapport final sur le premier AAP, vidéos et diaporamas présentant les résultats de huit recherches (sur 19 appuyées), ceci s'expliquant par l'écart dû au COVID entre la fin des recherches et le séminaire de restitution.
- Du 14 au 16 février 2024, à Yaoundé, **relatif à l'AAP2** « Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école / collège »[10] : actes du séminaire, notes d'orientation des projets de recherche, vidéos et diaporamas de l'ensemble des 9 projets soutenus.

8 https://apprendre.auf.org/seminaire/seminaire-international-enseignements-apprentissages-bilingues/
9 https://apprendre.auf.org/seminaire/webinaire-international-des-recherches-actions-pour-eclairer-les-politiques-educatives/
10 https://apprendre.auf.org/seminaire/accompagner-le-developpement-du-cycle-fondamental-lenjeu-de-la-transition-ecole-college/

Le colloque de l'AAP2 est intervenu tardivement - trois ans après la remise des rapports. Ce délai a rendu plus difficile la mobilisation des équipes, qui ont dû produire a posteriori des communications conformes aux canevas de communication demandés.

Si ces séminaires ont permis de valoriser les résultats auprès des communautés nationales et internationales et de produire des documents de référence (actes, vidéos, synthèses), ils sont avant tout l'occasion d'initier un dialogue entre les chercheurs et les acteurs de la politique éducative.

Les témoignages montrent que ces espaces de restitution révèlent aussi les tensions et limites de la communication entre acteurs :

« Au cours du 1er colloque sur le bilinguisme, il y a eu des tensions entre chercheurs camerounais et le SG qui n'était même pas au courant des recherches » (membre du CS).

Les séminaires « ont permis de montrer le manque de fluidité d'échange d'information entre les ministères, entre chercheurs et les cadres et le peu d'habitude de travailler ensemble » (membre du CS).

« Les restitutions de recherche lors des séminaires sont une vraie bonne formule qui associe les chercheurs et les responsables des ministères, une instance pour les faire réagir aux résultats de la recherche. Il faut chercher à provoquer ce dialogue et c'est peut-être grâce à ce dialogue qu'émergeront des exploitations possibles de ces recherches » (membre du CS).

Ainsi, au-delà de la restitution des résultats, ces moments constituent de véritables espaces de confrontation et de dialogue, indispensables pour envisager une appropriation des recherches par les acteurs politiques.

Des espaces de rencontre et d'ouverture

Les séminaires rassemblent chercheurs, équipes de terrain et coordination du programme, mais aussi de grands acteurs de l'éducation. Des institutions internationales y interviennent comme modérateurs ou « grands témoins », ce qui enrichit la portée des échanges.

Par exemple, lors du séminaire de restitution de l'AAP 3, le programme *Associates in Research and Education for Development* (ARED) [11] a présenté son dispositif innovant d'enseignement bilingue au Sénégal, l'UNESCO-BIE (Bureau international d'éducation) [12] a partagé ses orientations sur la formation des enseignants pour améliorer l'enseignement bilingue, l'Observatoire de la Langue Française [13] a apporté des éclairages issus de ses enquêtes sur la gestion de l'hétérogénéité linguistique des classes, et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar / Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (UCAD-FASTEF) [14] a proposé une réflexion sur le bi-plurilinguisme scolaire en Afrique subsaharienne et la formation à la recherche.

Ces contributions ont permis de confronter les résultats des AAP avec d'autres travaux, d'ouvrir des perspectives comparatives et de nourrir des pistes de collaboration entre chercheurs, institutions et acteurs de terrain. Sans la coordination et l'impulsion des équipes APPRENDRE, ces temps n'existeraient pas.

Cela avait d'ailleurs déjà été souligné lors de l'évaluation du programme [15] : les moments de restitution des recherches, ainsi que d›autres événements réunissant les divers acteurs de l›éducation, sont valorisés. En effet, ces occasions sont les rares moments où ces acteurs se retrouvent et ont l'occasion d'échanger sur des sujets de fond.

Retombées pour les acteurs nationaux

Selon les représentants du MEN interrogés, les séminaires sont aussi perçus comme une opportunité :

« Les séminaires sont très profitables pour les pays, car on écoute les réalités des autres pays, chacun présente ce qu'il fait, il y a des choses qui sont faites ailleurs qui nous intéressent, le partage d'expériences, des bonnes pratiques que l'on peut copier, et vice versa avec ce qui se passe au Bénin. La plupart de ces pays ont les mêmes réalités, et on peut créer une communauté de savoir, partager des expériences. Cela nous a permis de rencontrer des acteurs, d'échanger des contacts, de poursuivre les discussions sur de nombreux aspects. On n'est pas cloisonné à notre pays ni à une thématique, on voit ce qui se passe ailleurs et quelles solutions sont possibles. » (Pierre Chanou, Bénin).

Ces rencontres offrent donc une ouverture régionale et internationale, permettant aux MEN de comparer leurs réalités, d'échanger des solutions et de construire des réseaux de collaboration.

Les actes de séminaire, en particulier ceux des AAP2 et AAP3, constituent des outils précieux de capitalisation et de valorisation des résultats autour de thématiques ciblées. Ils structurent et synthétisent les démarches et conclusions des recherches. Ils articulent les points de vue de chercheurs, praticiens et experts. Ils produisent des recommandations exploitables, adaptées aux contextes. Ces actes rendent visibles les grands enjeux éducatifs, favorisent les croisements entre pays et renforcent le lien entre production scientifique et décision politique. La présence d'experts confère une profondeur supplémentaire aux analyses, augmentant leur légitimité et leur portée auprès des décideurs.



Restitution internationale des projets de l'appel « Entrée et maintien dans le métier des enseignantes et enseignants » (Dakar, Sénégal, 28 et 29 octobre 2025)

11 https://ared-edu.org/
12 https://www.ibe.unesco.org/fr
13 https://observatoire.francophonie.org/l-observatoire-de-la-langue-francaise/
14 https://fastef.ucad.sn/
15 Extrait de l'évaluation finale d'APPRENDRE / Technopolis. Sept. 2024

1.4 CO-CONSTRUCTION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS : LE RÔLE DES RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

1.4.1 Un accompagnement structurant et différencié selon les appels

Chaque projet de recherche retenu dans le cadre des AAP a bénéficié d'un accompagnement scientifique assuré par **un ou plusieurs référents**. Ces derniers pouvaient être membres du Conseil scientifique d'APPRENDRE – sur la base du volontariat – ou experts externes recrutés par appel à candidatures. Leur rôle a été déterminant : ils **apportaient un appui méthodologique, assuraient un suivi scientifique et conseillaient les équipes pour la valorisation des analyses et des résultats.**

L'organisation de cet accompagnement a évolué au fil des appels. Dans l'AAP1, chaque recherche était suivie par un membre du Conseil scientifique. L'AAP2 a introduit une nouvelle configuration : les travaux multi-pays étaient encadrés par un binôme associant un universitaire externe et un membre du CS (chaque membre en suivant trois), tandis que les recherches mono-pays restaient suivies par un seul référent du CS. Dans l'AAP3, l'accompagnement a été partagé entre un membre du CS et un référent du programme ELAN. Enfin, pour l'AAP4, chaque recherche était accompagnée par un membre du CS et des laboratoires de recherche associés, recrutés par appel à candidatures, ce qui a renforcé la dimension académique et comparative du suivi.

La densité des échanges a toutefois été variable selon les équipes : certaines ont travaillé en étroite relation avec leur référent, partageant régulièrement leurs travaux, d'autres ne saisissent pas leur référent ni la coordination, d'autres encore regrettent de ne pas avoir suffisamment de retours de la part de leurs référents scientifiques. Dès l'AAP1, le suivi a été inégal et posait la difficulté d'évaluer entre pairs (complexe de souligner ou remettre en cause des choix méthodologiques, par exemple). De plus, les équipes disposaient de peu de lignes directrices, ce qui a conduit à des rapports de recherche très hétérogènes, parfois difficiles à « récupérer ». Partant de ce constat et des difficultés d'accompagnement, à partir de l'AAP 2, l'AUF a lancé des appels à référents scientifiques pour élargir le vivier d'experts, et le Conseil scientifique a élaboré une note de cadrage destinée à harmoniser les attentes et le suivi entre projets. Cette note est produite par ailleurs pour aiguiller les universitaires qui ne seraient pas membres du CS ou des personnes qui entrent dans le processus sur le rôle du référent scientifique des projets. La note souligne toute une série de questionnements sur les indicateurs de suivi, les modalités de communication entre la coordination, les porteurs de projets et le conseil scientifique[16].

Dans quelques pays, l'accompagnement a été renforcé par l'organisation de webinaires / séances de formation lors des Journées nationales de l'innovation pédagogique (JNIP) au primaire et secondaire (présentation de recherches initiées ou en cours, avec encadrement du CS à distance, et elles font l'objet de publication). C'est une façon de renforcer les capacités nationales en matière d'éducation. A ce jour, des journées ont eu lieu au Bénin, en Côte d'Ivoire, à Madagascar (12 au 13 juin 2024)[17], à Djibouti (octobre 2025) et prochainement au Togo. Ces journées sont organisées par le programme APPRENDRE à la demande des pays.



Restitution internationale des recherches de l'appel « Accompagner le développement du cycle fondamental – l'enjeu de la transition école-collège » (Yaoundé, Cameroun, du 14 au 16 février 2024)

16 Compte-rendu (CR) du CS de 12/2019
17 https://apprendre.auf.org/seminaire/madagascar-journees-nationales-de-linnovation-pedagogique-au-primaire-et-secondaire/

1.4.2 Le positionnement du référent scientifique

Le référent scientifique peut être perçu comme un évaluateur par l'équipe de chercheurs, comparable au rôle joué par un directeur de thèse ou d'un référent pour une habilitation à diriger des recherches. Dans le cadre de l'AAP4, l'habitude de travail en laboratoire et des recherches collectives leur permettent de comprendre assez bien les difficultés auxquelles sont confrontées les équipes de recherche. L'habitude des publications évaluées par des pairs permet aussi de ne pas confondre évaluation et jugement.

Les retours des référents scientifiques[18] soulignent :

- *« L'accompagnement par les référents scientifiques joue un rôle essentiel, en apportant rigueur méthodologique, soutien technique et regard critique » (référent scientifique, membre du CS)*
- *« Celui-ci consiste à accompagner et soutenir les équipes de recherche lauréates à mener à bien le processus de recherche. Ce travail les aide à respecter les orientations scientifiques du programme. Des propositions de régulation ont été proposées tout au long de la recherche et discutées avant la validation. C'est une façon de co-construire ensemble et d'amener les collègues chercheurs vers une forme de réflexivité théorique et pratique qui leur permet de revoir et de réorienter leur travail »* - (référent scientifique, membre d'un laboratoire de recherche)
- *« Il serait pertinent de le présenter comme « co-chercheur facilitateur », donnant certains avis et permettant de soutenir l'équipe par ses accès aux bases de données ou à certains outils »* - (référent scientifique, membre d'un laboratoire de recherche)
- *« La double référence (modèle testé dans l'AAP 4) est intéressante pour les équipes de recherche »* - (membre du CS)

Certains entretiens nuancent toutefois le fonctionnement effectif des binômes, notamment lorsque l'un d'entre eux se retire avant la fin de la recherche.

1.4.3 L'accompagnement scientifique : un levier de renforcement des équipes de recherche et d'amélioration de la qualité scientifique des travaux

Modalités d'accompagnement

Conformément aux termes de référence et sur la base des retours des référents comme des équipes de recherche, l'accompagnement scientifique s'est décliné en plusieurs activités menées à différents moments du processus de recherche. Ces activités ont pris la forme de réunions en ligne régulières – mensuelles, voire hebdomadaires – organisées en visioconférence, complétées par des échanges par courriel, via WhatsApp, ou encore lors des séminaires de travail.

Ces échanges ont porté sur :

- Le cadrage théorique et méthodologique, *des relectures approfondies* du projet initial (mise en cohérence du problème de recherche, des objectifs, de la méthodologie).
- L'appui au développement d'un calendrier de l'étude (collecte, analyse, rédaction) en lien avec les contraintes temporelles et budgétaires.
- La relecture des rapports intermédiaires et finaux et des articles, le suivi des activités et des rapports selon le calendrier établi, des allers-retours d'analyses commentées.
- Des appuis pour ajuster, rédiger, valider les outils de collecte et de traitement des données, élaborer un plan d'extraction des données, appuyer la conduite des enquêtes de terrain.
- Des retours sur la structuration, la rédaction des rapports scientifiques, l'appui à l'organisation d'ateliers scientifiques de restitution (nationaux, internationaux) et des conseils pour la valorisation des résultats auprès des ministères et lors des séminaires.

Effets observés par les équipes

Les membres des équipes de recherche[19] décrivent un accompagnement à la demande / selon les besoins et marqué par une régularité variable en fonction des équipes. Tous reconnaissent néanmoins des apports majeurs, liés à l'organisation de la recherche et à la qualité des résultats produits.

Des effets sont directement observés par les équipes de recherche attributaires [20]. Ils soulignent notamment que l'accompagnement scientifique a permis :

- Le renforcement des compétences méthodologiques et scientifiques : l'amélioration des capacités en concertation, en recherche de terrain, en analyses croisées et

18 Source : entretiens et analyse de rapports d'accompagnement
19 Répondants au questionnaire transmis par ACK durant la mission de capitalisation
20 Ibidem

en utilisation d'outils opérants. *« Les cadrages théoriques et méthodologiques apportés tout au long du projet ont renforcé nos compétences de chercheurs et ont garanti la pertinence et la valeur scientifique de notre recherche »* (Madagascar).

- Une meilleure compréhension des exigences scientifiques : problématisation, canevas de recherche, valorisation des résultats. *« Un accompagnement nécessaire pour valider la scientificité du travail et parfois mettre un peu «la pression» par rapport à la contrainte de temps »* (Madagascar).
- Un appui pertinent à la rédaction d'articles, d'ouvrages et à la restitution dans des formats variés (séminaires, webinaires, notes d'orientation).
- L'accès à des données actualisées et de la production scientifique actualisée pour les systèmes éducatifs (ex. Bénin, Madagascar),
- L'amélioration de la qualité et de la rigueur des travaux grâce à un accompagnement structurant, la consolidation des productions académiques et l'émergence de collaborations scientifiques fructueuses. *« L'atout majeur est relatif à un avis scientifique indépendant »* (Cameroun)*; « un accompagnement sans relâche où le référent était toujours disponible pour nous répondre et nous orienter en cas de besoin »* (RDC).

De la formation à la professionnalisation : effets structurants de l'accompagnement

L'accompagnement scientifique et, plus largement, l'appui à la recherche ont permis de mobiliser des équipes pluri- et interdisciplinaires, travaillant en synergie et en réseau. Ils ont contribué au renforcement des compétences des jeunes chercheurs, des encadrants d'étudiants, ainsi qu'à la formation d'équipes d'enquêteurs expérimentés dans la collecte de données qualitatives.

Cet accompagnement a favorisé le développement de nouvelles compétences, aussi bien en gestion de projet qu'en méthodologie de recherche, en encadrement académique ou encore en formation d'enquêteurs spécialisés. Il a constitué un atout majeur en apportant rigueur méthodologique, outils d'analyse pertinents, un suivi régulier par les référents et l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités. Il a également stimulé la réflexion scientifique contextualisée et encouragé l'émergence de collaborations fructueuses.

L'accompagnement de ces projets de recherche a ainsi permis d'améliorer la qualité scientifique des travaux, de renforcer les compétences méthodologiques, organisationnelles et analytiques des équipes, et de favoriser la production et la diffusion de données de qualité. Ils ont contribué à structurer durablement la recherche nationale, tout en renforçant la visibilité des équipes et leur expertise. Cet appui s'est traduit par la production d'articles, d'ouvrages de référence et de données actualisées sur l'éducation.

Au-delà du cadre académique, l'accompagnement a enrichi l'expérience des chercheurs, consolidé leur rôle au sein de la communauté scientifique internationale et ouvert des perspectives d'influence sur les politiques éducatives. Il a favorisé une professionnalisation progressive des équipes, en particulier des jeunes chercheurs et praticiens de terrain, parfois peu habitués à la recherche, et a encouragé la constitution de communautés de recherche. Au Cameroun, par exemple, les acteurs impliqués disent que ce projet leur *« a permis de constituer une équipe interdisciplinaire pour mener des projets ultérieurs ».*

En ce sens, l'accompagnement scientifique est perçu comme bénéfique, formateur et stimulant. Les équipes APPRENDRE ont joué un rôle d'interface essentiel entre chercheurs et décideurs, contribuant à la valorisation et à la visibilisation des résultats auprès des ministères.

Mais… une marge de progression possible

Malgré des retours globalement positifs, l'accompagnement scientifique a présenté une certaine hétérogénéité, qui se ressent dans les résultats de recherche. Plusieurs limites ont été relevées :

- **Adaptation au contexte local :** certains référents ont eu des difficultés à ajuster leur appui aux réalités nationales.
- **Continuité du suivi :** des absences prolongées, des changements en cours de projet ou encore des retards dans les retours ont parfois freiné l'accompagnement.
- **Implication variable :** le degré d'engagement a différé selon les pays et les projets, et la coordination avec les experts ou institutions locales n'a pas toujours été fluide.
- **Suivi de terrain limité :** difficile à assurer dans des contextes fragiles, il a été accentué par un flou sur les rôles respectifs des référents du CS et des référents scientifiques internationaux proposés pour les recherches du quatrième appel.

Du point de vue des référents, l'accompagnement s'est révélé très chronophage : il a couvert l'ensemble des étapes du cycle de recherche (cadrage méthodologique, vérification des échantillons, outils d'enquête, analyse des données, relectures, recommandations). Le temps prévu par APPRENDRE s'est avéré largement insuffisant au regard du travail effectivement requis.

À cela se sont ajoutées des contraintes extérieures, comme les difficultés de connexion Internet, qui ont compliqué les échanges à distance.

Dépasser les logiques de supervision Nord-Sud pour aller vers une réappropriation locale et participative de la recherche

Un point important qui est ressorti de plusieurs entretiens avec des membres des équipes de supervision concerne la difficile relation d'accompagnement Nord-Sud. Certains alertent sur le risque que l'accompagnement scientifique reproduise des rapports hiérarchiques ou des dynamiques issus des anciennes relations post-coloniales :

« Dans sa forme actuelle, le volet recherche du programme présente certaines dynamiques de collaboration entre chercheurs du Nord et du Sud qui risquent de perpétuer des schémas de « supervision » asymétrique, hérités des relations post-coloniales. » - (référent scientifique)

Cette dynamique se retrouve dans la hiérarchie très marquée des systèmes éducatifs, où le savoir circule du ministère vers les cadres, puis vers les inspecteurs, jusqu'aux maîtres perçus comme de simples exécutants. Dans ce schéma, la place des enseignants et des élèves comme acteurs à part entière reste marginalisée et pour certains référents scientifiques, l'accompagnement actuel, en l'état, *« ne permet pas de former des chercheurs éclairés ».*

Or, des expériences comme celles conduites dans le cadre du programme ELAN montrent qu'une autre voie est possible : impliquer les maîtres et leurs élèves au plus près des classes, organiser des regroupements d'enseignants autour du bi-plurilinguisme, donner aux enfants une place active dans la réflexion. Cette approche, bien que confrontée à des résistances profondes, contribue à remettre en question la doxa et à favoriser une réappropriation africaine de la recherche-action. À l'inverse, si les équipes de recherche sont trop polies ou réticentes à secouer les cadres établis, elles risquent de se conformer à un modèle de chercheurs « sachants » face à des praticiens réduits au rôle d'exécutants. Pour dépasser ces asymétries, l'enjeu est d'encourager des chercheurs véritablement engagés dans le partage culturel, capables de co-construire et de donner une place réelle aux maîtres et aux apprenants dans la production de savoirs.

1.5 ENSEIGNEMENTS : APPORTS MAJEURS DU DISPOSITIF ET LIMITES IDENTIFIÉES

1.5.1 Une stratégie de recherche porteuse

Une stratégie unique pour impulser et dynamiser la recherche au Sud

La modalité d'appel à projets de recherche dans les pays du Sud constitue un levier structurant inédit pour la recherche éducative. Elle a permis de soutenir la production scientifique dans des contextes souvent marqués par un déficit de financements et de visibilité, tout en stimulant la création de communautés académiques dynamiques. Elle a rapproché la recherche des réalités de terrain en documentant les pratiques effectives et en produisant des données empiriques utiles pour améliorer la qualité des systèmes éducatifs.

Le programme a également donné une visibilité nouvelle à des chercheurs peu reconnus jusque-là, notamment grâce aux séminaires internationaux et aux restitutions nationales. Il a contribué à l'émergence de communautés scientifiques nationales et régionales, au renforcement des compétences méthodologiques et à la professionnalisation progressive de jeunes chercheurs, consolidant ainsi un socle de recherche endogène rigoureuse et contextualisée.

Une approche novatrice centrée sur les acteurs qui permet une meilleure compréhension des pratiques efficaces et des leviers

L'un des apports majeurs du dispositif réside dans son originalité méthodologique. Contrairement aux approches sectorielles classiques, les recherches soutenues par APPRENDRE ont documenté les pratiques professionnelles et le vécu éducatif du point de vue des enseignants, des élèves, des directeurs et d'autres acteurs du système. Cette perspective « par le bas » met en évidence les écarts entre prescriptions officielles et pratiques effectives, révélant à la fois des zones de tension et des stratégies locales d'adaptation. Elle éclaire les systèmes éducatifs de l'intérieur, en donnant une place centrale à ceux qui en sont à la fois bénéficiaires et opérateurs.

Certains pourraient y voir un biais — des chercheurs issus du système qui posent un regard analytique sur leur propre environnement. En réalité, cette proximité est un atout précieux : elle permet de dépasser l'abstraction des discours politiques pour mettre en lumière la réalité des terrains, souvent reprochée aux cadres éloignés des classes. Les politiques publiques gagneraient à s'en emparer pour mieux ajuster leurs réformes.

Ces recherches ont ainsi permis d'explorer des champs souvent négligés ou d'apporter un regard nouveau sur des problématiques classiques. Elles ont généré des données inédites et empiriques, indispensables pour comprendre la complexité des systèmes éducatifs et envisager des réformes adaptées. En s'appuyant à la fois sur l'observation fine des classes, l'analyse des pratiques d'enseignement, les résultats d'apprentissage et le témoignage des différents acteurs, elles constituent une véritable mine d'informations sur les problématiques réelles. Elles répondent ainsi directement à la question posée dans les termes de référence : quels enseignements les projets de recherche apportent-ils sur l'efficacité des politiques éducatives ?

Au niveau local, ces travaux offrent un regard inédit sur le fonctionnement concret des classes, des dispositifs pédagogiques et des apprentissages. Ils mettent en lumière de nombreux écarts entre prescriptions et pratiques effectives, qu'il s'agisse de l'utilisation des programmes (Sénégal, Madagascar, RDC), des manuels scolaires (Bénin) ou des ressources pédagogiques (Burkina Faso).



Ces décalages révèlent la créativité et la résilience des enseignants, contraints d'inventer des stratégies pour gérer des classes hétérogènes, surchargées ou en situation de crise, comme au Togo ou en RDC. Ils montrent aussi comment ces acteurs s'approprient les programmes ou adaptent les modalités de transition école-collège, en tenant compte de leurs réalités et de leurs difficultés.

Parallèlement, plusieurs projets ont produit des données empiriques inédites sur les acquis des élèves, notamment en lecture, en écriture, en mathématiques ou en logique (Côte d'Ivoire, RDC, Tunisie). Ces évaluations, croisées avec les observations de classes, offrent un diagnostic précis des lacunes dans les apprentissages fondamentaux. Elles mettent en évidence les liens entre les performances scolaires et les pratiques pédagogiques observées, les ressources disponibles ou les modalités d'organisation des **écoles. Elles permettent également d'identifier les freins structurels majeurs à l'apprentissage : langue d'enseignement, niveau de formation des enseignants, disponibilité des ressources pédagogiques.**

En définitive, ces recherches apportent un regard renouvelé sur l'efficacité des politiques éducatives, en soulignant que celle-ci dépend moins de la qualité de leur formulation que de leur appropriation réelle par les enseignants et les établissements.

Un regard pluriel sur les enjeux d'un même pays et/ou d'une problématique

Un autre apport majeur du programme APPRENDRE réside dans **la pluralité des recherches conduites sur une même problématique ou dans un même pays**. Cette dynamique permet de croiser les analyses, d'enrichir les diagnostics et de proposer une compréhension plus fine et systémique des problématiques éducatives.

Ainsi, la question de la transition école-collège a été abordée sous des angles complémentaires. Au Cameroun, une recherche a cartographié les principaux goulots d'étranglement qui freinent la continuité entre le primaire et le secondaire, tandis qu'une autre s'est intéressée à l'environnement global de cette transition dans plusieurs pays (Cameroun, Tchad, Burkina Faso), en soulignant l'importance de dispositifs d'accompagnement et de passerelles curriculaires. Une troisième étude, menée au Cameroun, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, a, de son côté, analysé les parcours d'élèves et les pratiques d'établissements, apportant des données précieuses sur les trajectoires effectives et les facteurs de réussite ou de rupture. Au Bénin, une recherche a exploré la transition sous un angle didactique, en examinant la place de l'arithmétique et de l'algèbre entre le primaire et le collège, et en mettant en évidence des ruptures de continuité d'apprentissage qui fragilisent les élèves. Ensemble, ces travaux permettent de comprendre la transition à la fois comme un problème d'organisation scolaire, de contenus enseignés et de pratiques pédagogiques, offrant ainsi une vision globale des leviers possibles.

La même pluralité se retrouve dans l'analyse de l'enseignement bi-plurilingue. Au Cameroun comme au Bénin, des recherches ont porté sur les représentations sociales des langues (français et langues nationales) chez les élèves et les enseignants. Elles ont montré combien ces représentations influencent l'usage réel des langues en classe, ainsi que leur légitimité aux yeux des acteurs. Croisées avec des études sur les pratiques effectives et les acquis des élèves, elles mettent en lumière les raisons pour lesquelles les politiques bilingues peinent parfois à être traduites en gestes pédagogiques. Ces constats soulignent la nécessité de penser conjointement les politiques linguistiques, la formation des enseignants et la communication sociale pour lever les résistances.

Les recherches menées au Cameroun illustrent également la richesse d'une approche plurielle appliquée à la profession enseignante. Certaines ont documenté l'ingénierie de formation et les compétences professionnelles attendues dans l'éducation de base, d'autres se sont concentrées sur les parcours de motivation et de démotivation des enseignants, ou encore sur les conditions d'exercice et l'attractivité du métier. Ensemble, elles dessinent une vision d'ensemble de la profession enseignante, reliant standards de formation, dynamiques de carrière et conditions de travail. Au Bénin, cette perspective est complétée par des recherches sur l'identification des compétences prioritaires pour l'exercice du métier et sur les parcours professionnels des femmes, qui mettent en évidence les inégalités de genre et les obstacles spécifiques rencontrés par ces dernières dans l'accès aux responsabilités.

Enfin, les recherches sur l'accrochage et le décrochage scolaire (Bénin, Gabon, Haïti, Niger) apportent un éclairage supplémentaire sur les parcours d'élèves à la transition, en identifiant les facteurs sociaux, scolaires et territoriaux associés au décrochage. Ces résultats complètent ceux sur les pratiques pédagogiques, les politiques linguistiques ou la formation des enseignants, en soulignant l'importance de réponses différenciées et contextualisées.

En définitive, cette pluralité de travaux sur un même objet ou dans un même pays permet de dépasser les diagnostics partiels et offre un regard pluriel sur les enjeux éducatifs d'un pays. Elle ouvre de fait la voie à des réformes en profondeur, basées sur un pilotage fondé sur des évidences, où les politiques éducatives sont conçues en tenant compte à la fois des représentations, des pratiques et des résultats observés.

Un potentiel de transformation des pratiques et des dispositifs

Les résultats des recherches présentent, pour une grande partie d'entre eux, une forte dimension opérationnelle. Nombre de rapports proposent des pistes concrètes pour la formation, la gouvernance ou la révision des curricula, et plusieurs projets ont produit des outils transférables (grilles, référentiels de compétences, typologies, modèles d'analyse). Certaines études ont également documenté des pratiques prometteuses, souvent initiées localement, telles que le travail collaboratif en cellules pédagogiques, l'utilisation des tâches complexes pour stimuler les fonctions cognitives, le recours au numérique pour développer la logique, la mise en place de dispositifs pour faciliter la transition école-collège ou encore l'analyse de vidéos de classes pour renforcer le développement professionnel des enseignants.

Ces innovations, encore trop peu connues et capitalisées, illustrent le potentiel des recherches pour transformer les pratiques éducatives.

En s'éloignant des discours théoriques pour proposer des modalités de formation et de développement professionnel contextualisées, les projets ont mis en évidence des leviers de réforme : révision des curricula, amélioration des dispositifs de formation et d'accompagnement, consolidation des pratiques d'évaluation, renforcement de l'accompagnement de proximité des enseignants. Ils offrent ainsi un potentiel réel de transformation, à condition que les systèmes éducatifs s'approprient et intègrent ces résultats dans leurs politiques publiques.

La pluralité des recherches menées sur un même pays ou une même thématique permet de dépasser les diagnostics partiels et d'ancrer les réformes dans une compréhension globale des systèmes éducatifs.

Ce croisement de regards — entre organisation scolaire, contenus enseignés, pratiques pédagogiques, conditions d'exercice et parcours d'élèves — offre une vision systémique et cohérente des leviers de changement.

C'est précisément cette mise en dialogue des approches qui donne aux résultats produits leur force et leur capacité à nourrir les politiques éducatives.

1.5.2 Mais un impact encore limité sur les politiques éducatives

L'ambition de la stratégie de recherche d'APPRENDRE était claire : renforcer le lien entre recherche et politiques éducatives afin de faire émerger des réformes fondées sur l'évidence. Or, malgré des apports indéniables, cet objectif reste encore partiellement atteint.

Un dialogue politique initié mais rarement prolongé

Les séminaires internationaux, les Journées nationales de la recherche et de l'innovation en éducation (JNRIE) ou les restitutions nationales ont permis d'ouvrir des espaces d'échanges appréciés entre chercheurs, décideurs et enseignants innovants. Cependant, ce dialogue demeure ponctuel : il ne se prolonge pas sous la forme de mécanismes institutionnalisés de suivi ni de cadres de co-construction des politiques. Les recherches éclairent, mais elles ne structurent pas encore un processus continu d'élaboration ou de mise en œuvre des réformes.

La composante 1 du programme APPRENDRE vise à fournir des appuis techniques aux ministères de l'éducation sous la forme de services, d'outils ou d'expertises dans les domaines pédagogiques, didactiques et universitaires, à la demande des pays partenaires. Des actions toujours basées sur le recueil des besoins des acteurs, dans une démarche de co-diagnostic, de co-réflexion et de co-construction. Ces appuis se matérialisent sous la forme de Plans de Travail Annuels (PTA). Or, les recherches pourraient alimenter ces PTA et leur donner des éléments de contextualisation. Il ne semble pas que ce soit le cas jusqu'à présent, bien que cela soit fortement envisagé dans les futures activités de dialogue pays.

Une appropriation limitée et une visibilité encore faible des résultats par les ministères

Plusieurs restitutions ont montré que les autorités éducatives reconnaissent l'intérêt des résultats, mais sans toujours les utiliser explicitement. Dans certains cas, les ministères contestent les conclusions, ou s'approprient les constats sans citer la recherche. De plus, la majorité des ministères manquent de moyens financiers, techniques et organisationnels pour opérationnaliser les recommandations issues des études. Cette absence de relais institutionnel limite la traduction effective des recherches en politiques publiques. L'évaluation du programme soulignait déjà « le manque de visibilité des recherches. Malgré au moins 50 publications scientifiques produites, la diffusion internationale reste limitée : peu d'articles sont référencés dans des bases de données reconnues comme Scopus, ce qui freine leur reconnaissance et leur circulation au-delà du cercle APPRENDRE »[21].

Sur le plan national, trop peu de résultats sont transformés en formats directement exploitables pour l'action publique (notes d'orientation, briefs politiques, recommandations ciblées).

Le programme APPRENDRE a surtout dynamisé la production académique (articles, communications scientifiques, formations de jeunes chercheurs), mais n'a pas encore réussi à faire en sorte que la recherche s'impose comme un outil d'appui au pilotage des politiques éducatives.

21 Rapport d'évaluation du programme APPRENDRE. Sept. 2024

1.6 PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

L'analyse précédente permet de dégager plusieurs pistes d'amélioration pour renforcer la stratégie de recherche d'APPRENDRE et maximiser son impact sur les politiques éducatives.

1.6.1 Renforcer l'accompagnement méthodologique et scientifique et pérenniser les réseaux

Un axe de progrès concerne le renforcement de l'accompagnement méthodologique et scientifique. Fournir dès l'appel à projets des canevas harmonisés et des guides méthodologiques standardisés (protocoles, grilles d'analyse, critères de qualité des données) offrirait une base commune. Des formations ciblées devraient être organisées pour les équipes sélectionnées, couvrant à la fois la méthodologie, la collecte et l'analyse des données (quantitatives et qualitatives, avec des logiciels tels que SPSS, IRaMuTeQ, NVivo), mais aussi les principes éthiques et déontologiques de la recherche. Pour les équipes moins expérimentées, un appui renforcé, via des webinaires en amont et des ateliers pratiques en cours de projet, serait particulièrement pertinent.

En vue de poursuivre la dynamique collaborative impulsée, il serait intéressant de permettre aux acteurs qui ont été rassemblés virtuellement de rester en interaction, de poursuivre leurs recherches via la constitution de communautés de pratiques et de réseaux. L'interdisciplinarité et la collaboration entre chercheurs, praticiens et décideurs doivent être davantage valorisées. Les futurs appels pourraient aussi capitaliser sur les expériences réussies en intégrant des équipes de recherche déjà constituées et reconnues, afin de renforcer leur expertise et leur visibilité.

Plus largement, la pérennisation des capacités nationales en recherche passe par la mise à disposition de financements spécifiques pour la formation, la valorisation et la publication, afin d'ancrer durablement une culture de la recherche éducative au Sud. Partager des documents et des rapports ne suffit pas à impulser une dynamique d'implication. Il faut consolider les réseaux existants. L'appel n°5 par exemple, pourrait cibler des recherches déjà engagées, en les réorientant sur les thématiques qui seront identifiées (Liban par exemple, qui a traité du genre) et, identifier de nouvelles équipes de recherche.

1.6.2 Mieux cibler et aligner les recherches sur les priorités nationales et internationales

Les thématiques de recherche soutenues gagneraient à être mieux reliées avec les priorités éducatives nationales (plans sectoriels notamment) tout en assurant leur articulation avec les enjeux régionaux et internationaux. Pour cela, le programme pourrait impliquer davantage les ministères dans la définition et la sélection des projets, ce qui permettrait de renforcer la pertinence stratégique et le suivi (donc a priori l'appropriation) des résultats dès le départ.

Une **phase préparatoire de concertation systématique** entre équipes de recherche, ministères et référents nationaux APPRENDRE pourrait être prévue pour définir les thèmes, clarifier les attentes, les enjeux. Les équipes devraient collaborer avec les directions ministérielles concernées (pédagogie, formation, évaluation) tout au long du projet, renforçant ainsi l'appropriation de l'approche et des résultats. Il est également essentiel de budgétiser des réunions de travail nationales dès la conception et de prévoir des fonds pour les restitutions nationales et la participation aux revues sectorielles.



Le 26 janvier 2025, restitution d'une recherche sur l'attrition des enseignantes et enseignants au Sénégal, en présence de Madame Khady Diop Mbodji, Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, de Monsieur Serigne Saibou Badiane, Directeur des Ressources humaines du ministère de l'Éducation nationale, et de Madame Aïssatou Léna Sène, Doyenne de l'Inspection générale de l'Éducation et de la Formation.

1.6.3 Favoriser l'expérimentation

Un appui accru devrait être apporté aux recherches-actions, qui permettent de tester des innovations pédagogiques concrètes et directement utiles aux ministères. Il pourrait être intéressant de proposer une approche en deux phases : un premier diagnostic/phase initiale de recherche qui dresserait les défis, enjeux et potentialités à un échelon ciblé. Puis, dans un deuxième temps, l'expérimentation d'approches pilotes. Cela permettrait de dépasser la simple analyse pour tester des solutions concrètes et transférables. De la même manière, certains des dispositifs n'ayant pas été testés dans les recherches précédentes (Togo, par exemple) pourraient bénéficier de financements et appuis complémentaires pour être mis en œuvre, tout en impliquant les ministères en amont de leur phase test.

1.6.4 Valoriser et formaliser davantage les résultats

L'harmonisation des livrables améliorerait leur lisibilité et leur transférabilité. Les rapports finaux devraient systématiquement être accompagnés de formats courts et accessibles – notes de politique publique, briefs stratégiques, supports de présentation – à destination des décideurs, ou bien de vidéos de « vulgarisation[22] ». Des ateliers de travail post-recherche pourraient être organisés pour transformer les résultats en recommandations opérationnelles et accompagner leur dissémination scientifique et politique.

Un accompagnement ex-post soutenant la production d'articles scientifiques, avec un calendrier de publication lié aux grands événements académiques, permettrait également d'accroître la visibilité. Enfin, des mécanismes de suivi des engagements pris lors des restitutions devraient être systématisés, en s'appuyant sur les points focaux nationaux APPRENDRE pour garantir une continuité dans l'utilisation des résultats.

1.7 CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

L'apport de ces recherches est indéniable et confirme la pertinence de la composante « Recherche » du programme APPRENDRE. Elles permettent de réinterroger l'efficacité des politiques éducatives à l'aune de leur mise en œuvre réelle, en mettant en évidence aussi bien les leviers (accompagnement, formation, ressources) que les risques (discontinuité, éloignement des contextes, déficit d'appropriation). En documentant les points de rupture entre la politique éducative et sa traduction sur le terrain, elles produisent des données essentielles pour améliorer le pilotage de la qualité des systèmes et identifient des leviers éprouvés sur lesquels les ministères peuvent s'appuyer pour fonder leurs réformes futures. Pour cela, il reste nécessaire que les résultats puissent être transmis aux ministères dans des formats clairs et directement exploitables.

En attendant cette étape, ces travaux constituent une véritable mine d'informations et de connaissances sur les systèmes éducatifs. C'est précisément l'objectif de la seconde partie du rapport : **mettre en lumière les résultats issus des 46 recherches et les rendre accessibles aux décideurs politiques** (MEN, administrations centrales), aux PTF ainsi qu'à la communauté scientifique francophone en éducation. Cette partie se présente comme une boîte à outils de connaissances, structurée et thématisée, qui pourra être mobilisée pour éclairer les politiques publiques et répondre aux ambitions du programme APPRENDRE.

22 Voir par exemple ce qui se fait chez Abridge, in https://www.abridgenow.com



2

Formalisation et valorisation des connaissances produites

La composante Recherche du programme APPRENDRE a soutenu 46 recherches dans 25 pays. Elle constitue aujourd'hui un réservoir unique de données empiriques et de réflexions scientifiques sur certains systèmes éducatifs francophones.

L'enjeu de cette deuxième partie est de transformer cette production scientifique en une boîte à outils de connaissances, à destination des décideurs politiques, des administrations centrales des ministères de l'éducation, des partenaires techniques et financiers (PTF), ainsi que de la communauté scientifique en éducation.

Cette partie met en lumière les résultats saillants des recherches, les regroupe autour d'axes thématiques transversaux et propose des formats de diffusion adaptés aux besoins des décideurs.



PARTIE 2

2.1 INTRODUCTION

L'objectif est pluriel :

- Donner à voir aux ministères, aux partenaires institutionnels et décideurs publics la recherche, les données et les outils existants sur un sujet ou un pays donné,
- Éclairer leur processus de révision des politiques éducatives sur la base de données probantes, dans une perspective comparative si besoin,
- Renforcer le dialogue recherche/politiques publiques.

Comme détaillé dans la partie 1, les recherches soutenues par le programme APPRENDRE ont ciblé les « nœuds critiques » des systèmes éducatifs et donc les déterminants de la réussite scolaire (continuité des parcours, politiques linguistiques, qualité de l'enseignement mais aussi facteurs individuels, familiaux et sociaux), dans une volonté d'articuler la recherche aux besoins stratégiques des politiques éducatives : comprendre les réalités de la classe (AAP1), accompagner les transitions éducatives école-collège (AAP 2), appuyer les politiques linguistiques (AAP 3), et enfin renforcer l'attractivité et la stabilité du corps enseignant (AAP 4).

Bien que les appels à projets aient couvert une large variété de thématiques, les recherches soutenues ont principalement porté sur des enjeux majeurs des systèmes éducatifs, qu'ils soient partagés entre plusieurs pays[23] ou plus innovants et propres à un contexte particulier[24]. Ces travaux représentent des ressources précieuses pour les acteurs, car ils approfondissent la compréhension des systèmes éducatifs et offrent aux ministères de nouveaux leviers pour repenser leurs politiques.

Aussi, cette Partie 2 se lit comme un outil stratégique : elle éclaire les politiques éducatives à partir des résultats de recherche, tout en proposant des conditions et des formats concrets pour que ces résultats soient exploités.

Ces grands champs thématiques sont présentés ci-après. Les fiches associées seront proposées dans la partie 2.2 et présentées également d'un point de vue thématique en partie 2.4.

2.2 FICHES SYNTHÉTIQUES DES PROJETS DE RECHERCHE

Pour rendre les résultats de recherche accessibles, chaque projet fait l'objet d'une fiche synthétique qui présente le contexte et les objectifs de la recherche, la méthodologie employée, les résultats clefs, les apports scientifiques, politiques et pratiques ainsi que des perspectives de recommandations. Ces fiches constituent un outil de capitalisation et de diffusion des connaissances produites. Elles ont pour ambition de faciliter l'information auprès des décideurs et donc leur appropriation, en mettant en avant les résultats saillants et leur potentiel d'utilisation. Ces fiches viennent compléter les multiples ressources disponibles sur le site d'APPRENDRE.

23 Présentés en partie 1.1.3.
24 Présentés en partie 1.1.4.

2.3 PROFIL GÉNÉRAL ET ORIENTATION STRATÉGIQUE DES RECHERCHES SOUTENUES PAR APPRENDRE

Cette section présente une analyse synthétique des finalités des recherches soutenues dans le cadre du programme APPRENDRE. Elle met en évidence les tendances dominantes, les orientations stratégiques de ces travaux et propose une vue d'ensemble stratégique du corpus de recherches financées par APPRENDRE.

L'analyse des thématiques de recherche confirme la tendance identifiée, à savoir que la majeure partie d'entre elles concerne les politiques éducatives (39 recherches – 85 %) ou la formation des enseignants (28 recherches – 61 %), confirmant le rôle structurant du programme APPRENDRE dans la réflexion sur la gouvernance, la professionnalisation et le développement des compétences enseignantes.

L'analyse des objectifs révèle que la plupart des travaux ont une visée diagnostique et analytique cherchant à comprendre des situations éducatives et les facteurs qui influencent la qualité de l'enseignement, les apprentissages, la motivation ou les pratiques professionnelles (89 %). Mais quasiment toutes cherchent *in fine* à améliorer des pratiques pédagogiques ou institutionnelles (82 %) et à influencer des politiques (87 %). Les travaux ne se limitent pas à produire du savoir, mais cherchent à alimenter la décision publique, par des recommandations, référentiels ou modèles de réforme. Les apports sont surtout conceptuels (82 %) et institutionnels (86 %), contribuant à la réflexion stratégique et opérationnelle.

L'élaboration d'outils de production plus techniques (outils, modules, prototypes) ou encore l'expérimentation de pratiques innovantes restent minoritaires et cette dimension pourrait être renforcée dans les futurs appels à projets, notamment pour consolider les liens entre recherche, action et évaluation d'impact.

Enfin, les résultats montrent que les recommandations issues des recherches portent surtout sur des dimensions institutionnelles (structuration des dispositifs de formation, rôle des acteurs éducatifs, modes de coordination, amélioration de la gouvernance éducative) et politiques (planification, rétention des enseignants…), tout en conservant une portée pédagogique réelle (amélioration des pratiques de classe et de la formation initiale et continue). En revanche, les dimensions numériques ou organisationnelles innovantes demeurent encore peu explorées, ouvrant une marge d'évolution pour les futurs appels à projets.

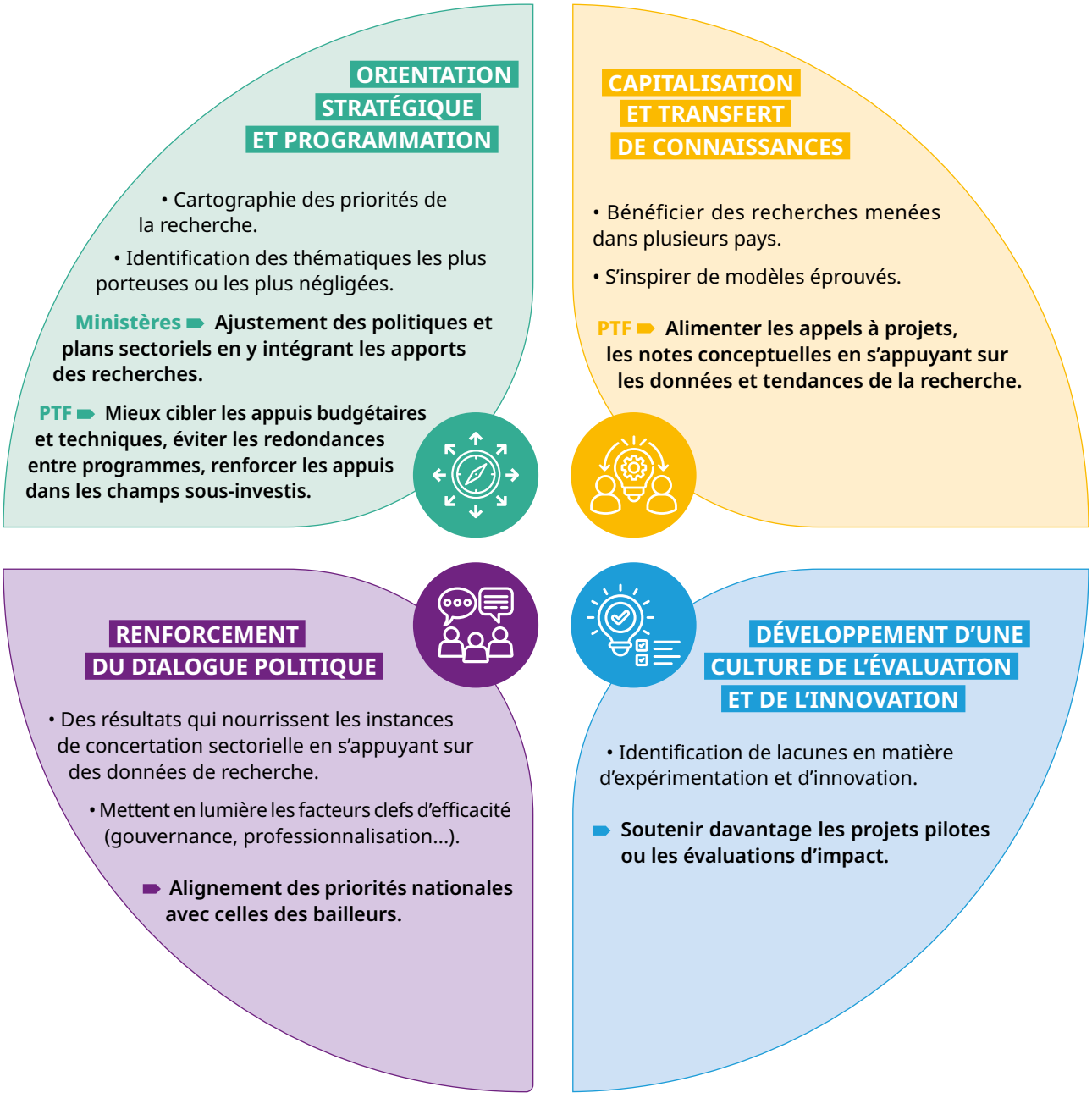


Journées Nationales de l'Innovation Pédagogique et de la Recherche en Éducation (Lomé, Togo, 15 et 16 octobre 2026) durant lesquelles des recherches APPRENDRE ont été présentées.

Quelle utilisation par les acteurs institutionnels et partenaires du développement ?

Cette présentation des orientations stratégiques donne une vue d'ensemble stratégique du corpus de recherches financées par APPRENDRE. Elle permet de comprendre le positionnement du programme dans le paysage de la recherche en éducation, mais elle permet également d'orienter les appuis à apporter, qui peuvent être de différentes natures :

CORPUS DE RECHERCHES FINANCÉES PAR APPRENDRE



Après une première lecture globale qui met en évidence les grandes tendances, objectifs et apports des recherches soutenues par le programme APPRENDRE, la section suivante propose une entrée thématique. Celle-ci permet d'explorer plus finement les travaux menés **selon les sept grands thèmes de recherche**, d'identifier les pays concernés, les approches privilégiées et les enseignements spécifiques tirés de chaque thématique.

2.4 LECTURE THÉMATIQUE DES RECHERCHES : UNE CARTOGRAPHIE POUR ÉCLAIRER LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

Cette section introduit la grille de lecture thématique des recherches soutenues par le programme APPRENDRE, qui permet de repérer rapidement, par thème et par pays, les travaux existants. Elle constitue un outil de capitalisation et d'aide à la décision, conçu pour faciliter l'accès à la connaissance produite et valoriser la diversité des contextes nationaux.

Les sept grands thèmes structurants — déclinés en sous-thèmes — offrent une vision transversale et comparative des recherches : un même thème (par exemple, la formation des enseignants ou la transition école-collège) peut rassembler des projets issus de plusieurs pays et de différents appels à projets, permettant ainsi une lecture cumulative et évolutive des savoirs produits.

Ci-dessous sont explicités les 3 thèmes ayant regroupé le plus de recherches :

Le Thème 1, consacré aux compétences professionnelles **et à la formation des enseignants,** est le plus représenté (Maroc, Sénégal, Bénin, RDC, Togo, Cameroun…). Il reflète la priorité stratégique du programme APPRENDRE : renforcer durablement la formation initiale et continue des enseignants.

La forte concentration sur la formation initiale et la professionnalisation des enseignants (dispositifs de formation continue) et sur le lien entre les deux dispositifs montre que cette question demeure un enjeu central et une priorité à la fois pour les pays partenaires du Programme APPRENDRE mais également pour le Programme lui-même. C'est même son ADN, puisque l'objectif premier du programme est l'amélioration durable de la formation des enseignantes et des enseignants en Afrique. Et ces recherches y contribuent largement puisqu'elles examinent la manière dont les enseignants sont formés, accompagnés et maintenus dans la profession. À la fois analytiques (état des lieux, diagnostic des dispositifs existants) et opérationnelles (élaboration d'outils, propositions d'amélioration, expérimentations), les recherches ambitionnent de contribuer à améliorer le développement professionnel des enseignants, pour améliorer durablement la qualité des systèmes. Certaines études croisent la question du genre avec celle de la carrière enseignante : accès à la formation, progression, obstacles institutionnels introduisant un regard sur l'équité, peu exploré dans les politiques de formation.

Enfin, de nombreuses études ont une visée concrète : conception de référentiels de compétences, de modules, de grilles d'observation ou d'outils d'évaluation, ce qui traduit une volonté d'opérationnaliser les résultats de la recherche et d'appuyer la décision publique.

Par ailleurs, les travaux regroupés sous **le thème 3 « didactique des disciplines scientifiques, littéraires et performance des élèves »** s'inscrivent dans une perspective didactique et curriculaire. Ils visent à comprendre comment les élèves apprennent dans les disciplines fondamentales et comment les enseignants enseignent, afin d'améliorer la qualité des apprentissages. Ces recherches explorent à la fois les contenus d'enseignement, les méthodes pédagogiques, et les conditions de réussite scolaire. Elles se situent donc à l'intersection entre pratiques de classe, formation des enseignants et politiques curriculaires. Un grand nombre de recherches s'attachent à faire des recommandations sur des ajustements curriculaires, qui seraient d'une grande utilité à tout système qui se pose la question de l'amélioration de ses curricula.

De la même manière, les projets ayant travaillé sur la **transition école-collège (thème 6),** ont combiné des approches pédagogiques, sociales et institutionnelles, pour comprendre les mécanismes qui facilitent ou freinent cette transition, et ont formulé des recommandations ciblées pour les politiques éducatives, comme le besoin de renforcer la cohérence institutionnelle entre les cycles, d'améliorer le pilotage local, ou d'intégrer la question de la transition école-collège dans les plans sectoriels d'éducation.

D'autres recherches, moins nombreuses, se sont attachées à documenter les pratiques informelles, les représentations des acteurs et constituent en ce sens des approches innovantes pour documenter depuis le vécu des enseignants et des acteurs de terrain, ce qui marche ou pas dans un contexte donné. Ces approches sont également précieuses à l'heure de penser de nouvelles stratégies éducatives.

Quelle utilisation par les acteurs institutionnels et partenaires du développement ?

Le tableau ci-après permet d'avoir une vue d'ensemble des recherches menées, en vue de leur exploitation stratégique.

Pour les ministères

Il permet d'identifier les études menées sur des problématiques proches de leurs priorités nationales, de s'inspirer de solutions éprouvées ailleurs, et de mobiliser des données probantes pour orienter les réformes (curricula, formation, gouvernance, transition école-collège, etc.).

Pour les PTF

L'exploitation des résultats facilite la coordination des appuis et la cohérence des interventions, en identifiant les zones thématiques déjà couvertes et les lacunes à combler dans les futurs financements.

Globalement, cette cartographie thématique favorise la mutualisation des connaissances et renforce le lien entre recherche, politique et pratique, au cœur de la mission d'APPRENDRE.

Dans la continuité de cette lecture thématique, le tableau suivant présente une cartographie synthétique des recherches menées, classées par thème et sous-thème. Il permet d'identifier, pour chaque domaine, les pays concernés et les projets associés[1], facilitant ainsi la consultation croisée et la valorisation des travaux existants.

Cette présentation est un outil pratique de repérage, permettant de favoriser les comparaisons entre contextes et appuyer la prise de décision fondée sur l'évidence.

THÈME 1 : COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

Formation initiale des enseignants	Maroc N°1	Sénégal N°3	Guinée N°7	
	Bénin N°37	Rwanda N°38	Burkina N°39	
Repenser et améliorer les dispositifs /contenus de formation continue	Maroc N°1	Cameroun N°12	Liban N°13	
	Cameroun N°35	Côte d'Ivoire N°36	Rwanda N°38	
Encadrement pédagogique	Sénégal N°3	Maroc N°8	Bénin N°9	
	Burkina N°39	Maroc N°40	Maroc N°46	
Parcours professionnels des femmes	Liban N°13	Bénin N°15	RDC N°42	
Elaboration d'outils (référentiels, modules, grilles analyse des compétences…)	Maroc N°1	Tunisie N°5	Maroc N°8	
Politiques d'accompagnement des nouveaux entrants dans le métier	Maroc N°8	Burundi N°10	Liban N°13	
Lien formation initiale / formation continue	Bénin N°9	Burundi N°10	Algérie N°14	
	Maroc N°46			
Améliorer politiques de rétention dans le métier	RDC N°42	Cameroun N°43	Sénégal N°44	

THÈME 2 : ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES

Enseignement en situation de crise ou d'urgence	Togo N°11			
Pratiques et méthodes pédagogiques	Sénégal N°3	Guinée N°7	Togo N°11	
Outils d'évaluation des compétences / apprentissages des élèves	Sénégal N°3	Guinée N°7	Côte d'Ivoire N°16	

1 Des liens renvoient vers les fiches de synthèse associées.

	Maroc N°8	Bénin N°9	Burundi N°10	RDC N°18	Togo N°31	Côte d'Ivoire N°36
	Bénin N°34	Maroc N°46	Maroc N°40			
	Sénégal N°17	RDC N°18	Burkina Faso Cameroun Côte d'Ivoire N°24	Burkina Faso, N°27	Bénin, Maroc et Tunisie N°28	Bénin N°37
	Maroc N°46					
	Bénin – Gabon Haïti - Niger N°20	Togo N°22	Cameroun N°23	Burkina Faso Cameroun Côte d'Ivoire N°24	Côte d'Ivoire N°36	Bénin N°37
	Cameroun N°12	Bénin N°37	Rwanda N°38	Burkina N°39	Maroc N°40	Maroc N°46
	Algérie N°14	Côte d'Ivoire N°36	Rwanda N°38	Burkina N°39	Maroc N°40	RDC N°42
	Côte d'Ivoire N°36	Bénin N°37	Burkina N°39	Maroc N°40	Cameroun N°43	Sénégal N°44
	Cameroun N°45					

	RDC N°18		
	Togo N°22	Cameroun N°23	

THÈME 3 : DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCE DES ÉLÈVES

Améliorer les pratiques enseignantes	Sénégal N°3	Burundi N°10	Côte d'Ivoire N°16
Améliorer la formation continue	Bénin N°9	Burundi N°10	Côte d'Ivoire N°16
Apprentissages fondamentaux- lecture Ecriture	Madagascar N°2	Sénégal N°3	Burundi N°10
Apprentissages fondamentaux- Mathématiques	Bénin N°9	RDC N°18	Bénin, Maroc et Tunisie N°28
Sciences	Bénin N°9		
Géographie	Sénégal N°17		
Recommandations sur les curricula	Madagascar N°2	Burkina Faso N°6	Burundi N°10
	Burundi N°30	Togo N°31	Burkina N°33

THÈME 4 : USAGE PÉDAGOGIQUE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Usage des TICE dans les pratiques enseignantes	Maroc N°1	Tunisie n°5	Burkina Faso N°6
Recommandations pour une meilleure intégration dans les politiques éducatives	Maroc N°1	Burkina Faso N°6	Guinée N°19

THÈME 5 : GENRE ET PARCOURS PROFESSIONNELS

Parcours professionnels des femmes	Maroc N°8	Liban N°13	Bénin N°15
Rôle et place des femmes dans les systèmes éducatifs	Bénin N°15		

THÈME 6 : TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

Questionner les curricula/ Programmes scolaires	Bénin – Gabon – Haïti Niger N°20	Cameroun - Tchad - Burkina Faso N°21	Togo N°22
Enjeux de genre	Cameroun - Tchad Burkina Faso N°21	Cameroun N°23	Madagascar N°26
Recommandations pour les politiques éducatives	Bénin – Gabon – Haïti Niger N°20	Cameroun - Tchad Burkina Faso N°21	Togo N°22
Leviers et freins à la transition	Bénin – Gabon – Haïti Niger N°20	Cameroun - Tchad Burkina Faso N°21	Togo N°22
Rôle des partenaires locaux et de la communauté	Cameroun - Tchad Burkina Faso N°21	Togo N°22	Cameroun N°23
Représentation des acteurs	Bénin – Gabon – Haïti Niger N°20	Cameroun N°23	Burkina Faso-Guinée N°25
Pratiques informelles pour améliorer la transition école-collège	Togo N°22	Burkina Faso Guinée N°25	

THÈME 7 : ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE

Enseignement apprentissage bilingue	Cameroun - Tchad Burkina Faso N°21	Burkina N°29	Burundi N°30
Formation initiale et continue	Burkina N°29	Burundi N°30	Togo N°31
Gestion de l'hétérogénéité linguistique	Burkina N°29	Cameroun N°23	Burundi N°30

Sénégal N°17	RDC N°18	Burkina N°29	Burundi N°30	Togo N°31	
RDC N°18	Sénégal N°17				
Côte d'Ivoire N°19	Togo N°22	Burundi N°30			
Burkina N°29					
Sénégal N°17	RDC N°18	Togo N°22	Cameroun N°23	Bénin, Maroc et Tunisie N°28	Burkina N°29

POUR L'ENSEIGNEMENT

Togo N°11	Rwanda N°38	Guinée N°19			
Rwanda N°38	Maroc N°40	RDC N°42			
RDC N°42					
Burkina Faso N°27	Bénin, Maroc et Tunisie N°28	Burkina Faso N°33			
Cameroun N°23	Burkina Faso Cameroun-Côte d'Ivoire N°24	Madagascar N°26	Burkina Faso N°27	Burkina Faso Guinée N°25	
Cameroun N°23	Burkina Faso Cameroun-Côte d'Ivoire N°24	Burkina Faso Guinée N°25	Madagascar N°26	Burkina Faso-N°27	Burkina Faso Guinée N°25
Burkina Faso Cameroun-Côte d'Ivoire N°24					
Madagascar N°26					

BI-PLURILINGUISME

Togo N°31	RCA N°32	Côte d'Ivoire N°16	Burkina N°33	Bénin N°34	Cameroun N°35
Rwanda N°38	Burkina N°33	Cameroun N°35			
Togo N°31	RCA N°32	Bénin N°34	Cameroun N°35		

2.5 UN ENSEMBLE DE RECOMMANDATIONS ISSUES DES RÉSULTATS DES RECHERCHES

| THÈME 1 | COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

Professionnaliser durablement le métier d'enseignant : un continuum cohérent entre recrutement, formation, accompagnement et gouvernance.

1 | RECRUTER ET PRÉPARER AUTREMENT

Professionnaliser l'entrée dans le métier en garantissant un recrutement sélectif, motivé et aligné sur les besoins du système, accompagné d'une préparation progressive à la pratique enseignante.

- Rehausser le niveau d'admission.
- Renforcer l'alternance entre théorie et pratique.
- Créer des observatoires pour suivre le recrutement, la rétention et l'évolution des enseignants.

2 | REFONDER LA FORMATION INITIALE AUTOUR DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES

Moderniser les curricula pour développer des compétences réflexives, collaboratives et pédagogiques, intégrant les TICE, les neurosciences et les pédagogies différenciées.

- Élaborer un référentiel national de compétences servant de base à la formation, à l'évaluation et à la progression de carrière.
- Institutionnaliser l'enseignement par compétences et le mentorat.
- Intégrer la réflexivité et l'analyse de l'activité professionnelle.

3 | CONSTRUIRE UNE FORMATION CONTINUE INTÉGRÉE ET CONTEXTUALISÉE

Développer des stratégies nationales cohérentes de développement professionnel, articulant formation, accompagnement de proximité et évaluation des pratiques.

Des leviers prioritaires :

- Mentorat structuré.
- Communautés professionnelles et d'apprentissage.
- Usage du numérique éducatif.

4 | VALORISER ET FIDÉLISER LES ENSEIGNANTS

Renforcer la motivation et la stabilité du corps enseignant par des conditions de travail dignes, une reconnaissance institutionnelle et une meilleure équité de genre.

- Améliorer les conditions matérielles et sociales.
- Favoriser la progression et la représentativité féminine.
- Encourager la mobilité géographique par des incitations adaptées.

5 | ASSURER UNE GOUVERNANCE COHÉRENTE ET PILOTÉE PAR LES DONNÉES

Consolider la coordination interinstitutionnelle et instaurer un pilotage fondé sur les données et l'évidence pour garantir la cohérence du continuum de formation.

- Créer des mécanismes permanents de suivi et de capitalisation.
- Ancrer la collaboration entre recherche, universités et décideurs afin de nourrir les politiques de formation par l'évidence.

| THÈME 2 | ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES

Vers une évaluation équitable, formatrice et au service des apprentissages : évaluer pour apprendre, piloter pour progresser.

1 | RÉFORMER ET INSTITUTIONNALISER LA CULTURE DE L'ÉVALUATION

Passer d'une logique de contrôle à une évaluation pour les apprentissages, centrée sur la progression et la remédiation.

- Institutionnaliser les évaluations diagnostiques et formatives tout au long des séquences d'enseignement.
- Clarifier les fonctions (diagnostique, formative, sommative) dans les curricula et documents pédagogiques.
- Relier les résultats d'évaluation aux politiques de planification et d'amélioration de la qualité.

2 | FORMER LES ENSEIGNANTS À UNE ÉVALUATION ÉQUITABLE ET FORMATRICE

Renforcer les compétences professionnelles en évaluation dès la formation initiale et continue.

- Intégrer dans les écoles normales des modules sur l'analyse des erreurs, remédiation et feedback formatif.
- Former enseignants et inspecteurs à la diversification des outils (observation, productions, oral, QCM) et à la communication constructive des résultats.
- Adapter les pratiques d'évaluation aux contextes multilingues et à la différenciation pédagogique.

3 | AMÉLIORER LES OUTILS ET PRATIQUES D'ÉVALUATION EN CLASSE

Garantir la cohérence et la transparence des pratiques évaluatives à tous les niveaux.

- Développer des grilles nationales d'évaluation alignées sur les compétences curriculaires.
- Favoriser la co-construction d'outils entre enseignants (banques d'épreuves, barèmes, exemples de feedback).
- Introduire l'autoévaluation et l'évaluation par les pairs pour renforcer l'autonomie des élèves.
- Utiliser les évaluations pour planifier des séquences de remédiation ciblée.

4 | ADAPTER LES DISPOSITIFS D'ÉVALUATION AUX CONTEXTES SPÉCIFIQUES ET DE CRISE

Promouvoir une évaluation flexible et résiliente dans les contextes fragiles.

- Former les enseignants à évaluer en situations exceptionnelles (multigrades, double flux, décrochage).
- Exploiter les outils numériques (radio, TV, plateformes) comme supports d'évaluation et de suivi pédagogique.

5 | PILOTER ET GOUVERNER L'ÉVALUATION PAR LES DONNÉES

Instaurer un pilotage national coordonné et durable des politiques d'évaluation.

- Créer ou renforcer des structures nationales de suivi et d'analyse des apprentissages.
- Assurer la coordination entre recherche, formation et pilotage pour un usage systématique des données dans la décision publique.
- Allouer des budgets dédiés à l'évaluation et à la formation continue pour garantir la pérennité des dispositifs.

| THÈME 3 | DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

Relier les savoirs, les cycles et les pratiques : enseigner autrement pour mieux apprendre.

Pour une continuité curriculaire et une didactique contextualisée au service des apprentissages.

1 | RÉFORMER LES CURRICULA ET ASSURER LEUR APPROPRIATION

Promouvoir des programmes cohérents, contextualisés et allégés, garantissant une progression continue des apprentissages.

- Assurer la continuité curriculaire entre le primaire et le collège pour éviter les ruptures (CM2-6e).
- Introduire la pensée algébrique dès le primaire et renforcer la cohérence entre arithmétique et algèbre.
- Contextualiser les contenus autour des réalités africaines, sociales et environnementales.
- Diffuser largement les documents d'accompagnement (guides, livrets, progressions).
- Intégrer la dimension plurilingue et culturelle dans les programmes et manuels.

2 | PROFESSIONNALISER LA FORMATION ENSEIGNANTS À LA DIDACTIQUE DISCIPLINAIRE

Renforcer la formation initiale et continue pour développer une expertise didactique contextualisée.

- Former à la didactique des mathématiques, sciences, lecture/écriture et sciences humaines.
- Clarifier et articuler l'Approche par compétences et pédagogie par objectifs.
- Encourager les approches actives et collaboratives (résolution de problèmes, expérimentation, projets).
- Développer des modules de formation continue sur la différenciation, la remédiation et la régulation formative.
- Former les encadreurs et les inspecteurs à l'accompagnement réflexif et à la supervision formative.
- Institutionnaliser les communautés d'apprentissage professionnelles pour mutualiser et innover.

3 | RENFORCER L'EFFICACITÉ DIDACTIQUE ET LES PRATIQUES DE CLASSE

Promouvoir une pédagogie active et réflexive, centrée sur l'élève et sur la co-construction du savoir.

- Valoriser le questionnement, le débat, la manipulation et l'expérimentation.
- Exploiter l'erreur comme outil d'apprentissage et base de remédiation.
- Développer des dispositifs différenciés de rattrapage et de soutien en lecture, écriture et compréhension.
- Favoriser la collaboration inter-enseignants entre cycles (échanges d'outils, d'évaluations, de séquences).
- Optimiser la gestion cognitive et sociale de la classe pour améliorer le climat d'apprentissage.

4 | MODERNISER L'ENSEIGNEMENT DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES ET LITTÉRAIRES

Mettre à jour les approches didactiques pour renforcer la compréhension, le raisonnement et la transversalité.

- Introduire des tâches complexes en mathématiques et sciences favorisant la conceptualisation.
- Renforcer les fondamentaux en lecture/écriture et diversifier les supports linguistiques.
- Contextualiser les sciences humaines autour des enjeux africains, citoyens et environnementaux.
- Promouvoir la pluridisciplinarité et la cohérence langue-sciences-mathématiques.
- Développer des modèles bilingues intégrés adaptés aux contextes nationaux.

5 | GOUVERNER LA DIDACTIQUE PAR LA RECHERCHE ET LA COORDINATION INSTITUTIONNELLE

Ancrer la réforme didactique dans une gouvernance pédagogique collaborative et fondée sur la recherche.

- Renforcer la coordination entre universités, ENS, ministères et inspections.
- Instituer des concertations inter-cycles pour harmoniser contenus et approches.
- Créer des observatoires curriculaires et didactiques pour suivre la mise en œuvre et évaluer l'impact.
- Appuyer la gouvernance de proximité (directions régionales, chefs d'établissement).
- Valoriser la recherche appliquée comme base des décisions en matière de formation et de révision curriculaire.

| THÈME 4 | USAGE PÉDAGOGIQUE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR L'ENSEIGNEMENT

Vers une intégration durable, équitable et stratégique du numérique dans l'éducation.

1 | DÉFINIR UNE STRATÉGIE NATIONALE CLAIRE ET INCLUSIVE

Instaurer un cadre réglementaire cohérent pour l'intégration du numérique à tous les niveaux du système.

- Élaborer une stratégie nationale d'intégration des TIC adaptée aux contextes locaux et aux cycles scolaires.
- Établir des lignes directrices d'usage pédagogique (TICE, téléphones, outils collaboratifs).
- Promouvoir les ressources éducatives libres (REL) et l'ouverture des données (Open Data, Open Science).
- Outiller les décideurs pour anticiper les évolutions technologiques (IA, plateformes, API).

2 | FORMER LES ENSEIGNANTS ET CADRES À LA PÉDAGOGIE NUMÉRIQUE

Développer les compétences numériques professionnelles et la pédagogie digitale dès la formation initiale et tout au long de la carrière.

- Intégrer les compétences numériques, la pédagogie active et la pensée logique (programmation, Scratch, jeux éducatifs) dans les curricula.
- Assurer la formation continue et le mentorat sur l'usage des TIC.
- Former les chefs d'établissement à l'encadrement et au pilotage du numérique éducatif.
- Renforcer la capacité des enseignants à créer et partager des contenus numériques.

3 | GARANTIR L'ACCÈS, LES INFRASTRUCTURES ET LES RESSOURCES

Fournir un équipement minimal pour les enseignants et les établissements.

- Mettre à jour régulièrement le parc informatique et garantir la maintenance.
- Développer l'accès aux ressources numériques éducatives : manuels, bibliothèques, plateformes et réseaux collaboratifs.
- Mobiliser collectivités et PTF pour le financement durable des équipements.

4 | INTÉGRER LE NUMÉRIQUE DANS LES CURRICULA ET LES PRATIQUES D'ENSEIGNEMENT

Faire du numérique un outil d'apprentissage et non un simple support.

- Introduire l'informatique dès le primaire, à la fois comme discipline et outil transversal.
- Adapter les manuels et contenus aux profils et contextes linguistiques des élèves.
- Encourager la création de contenus numériques par les élèves : production, communication, gestion de données.
- Exploiter le numérique pour renforcer les compétences linguistiques, cognitives et collaboratives.

5 | PILOTER ET ÉVALUER L'IMPACT DU NUMÉRIQUE ÉDUCATIF

Soutenir la prise de décision fondée sur les données et la recherche-action.

- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation des usages du numérique.
- Évaluer l'impact des dispositifs numériques sur les apprentissages et les inégalités.
- Développer des recherches comparatives régionales et nationales sur les compétences digitales.
- Favoriser les partenariats universités-ministères pour une innovation pilotée par la recherche.

| THÈME 5 | GENRE ET PARCOURS PROFESSIONNELS

Faire de l'égalité de genre un levier de qualité, de leadership et de bien-être au sein des systèmes éducatifs.

1 | PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS LA GOUVERNANCE ET LES CARRIÈRES

Faire de la parité une réalité institutionnelle dans les postes de décision et de pilotage.

- Fixer des quotas ou objectifs chiffrés pour les postes de direction, d'inspection et de coordination pédagogique.
- Intégrer la dimension genre dans les politiques de gestion des ressources humaines : recrutement, promotion, planification des carrières.
- Créer un observatoire national du genre dans l'éducation pour suivre la progression et la représentation des femmes.
- Encourager le mentorat et les réseaux de pairs féminins afin de renforcer le leadership et la solidarité professionnelle.

2 | PRÉVENIR LES DISCRIMINATIONS ET LES VIOLENCES SEXISTES

Garantir des milieux éducatifs sûrs, inclusifs et respectueux pour toutes et tous.

- Mettre en œuvre des chartes d'éthique, cellules d'écoute et procédures de signalement.
- Former l'ensemble du personnel éducatif à la prévention du harcèlement et à la promotion d'un climat de respect mutuel.
- Sensibiliser aux stéréotypes de genre dans les pratiques pédagogiques et les processus d'évaluation.
- Instituer un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques d'égalité au niveau régional et local.

3 | FAVORISER LE BIEN-ÊTRE ET LA SANTÉ AU TRAVAIL

Placer la qualité de vie et la santé mentale au cœur de la formation et de la gestion des enseignants.

- Intégrer la prévention des risques psychosociaux et du stress professionnel dans les dispositifs de formation.
- Créer des cellules d'écoute et de soutien psychologique pour les enseignants stagiaires et en poste.
- Promouvoir des environnements de travail sains : bourses, logements, organisation claire des stages et des horaires.
- Développer des outils de mesure du bien-être dans les structures de formation et d'encadrement.

4 | VALORISER LE LEADERSHIP FÉMININ ET L'AUTONOMISATION

Reconnaître le rôle central des femmes dans la qualité et la transformation de l'éducation.

- Mettre en avant des modèles féminins de réussite dans les curricula, les médias et les événements scolaires.
- Développer des programmes de mentorat et de coaching pour accompagner les femmes vers des fonctions de responsabilité.
- Renforcer les compétences en management, planification, négociation et plaidoyer.
- Créer un fonds d'appui aux initiatives féminines et encourager la participation des femmes aux réformes éducatives.

5 | INTÉGRER DURABLEMENT LE GENRE DANS LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

Institutionnaliser une approche genre transversale dans la planification et le pilotage du système éducatif.

- Définir des indicateurs sexospécifiques de suivi-évaluation.
- Former les cadres à la budgétisation sensible au genre et à la planification inclusive.
- Mettre en place des comités « genre et équité » dans les établissements et structures régionales.
- Associer la recherche et les universités à la production de données désagrégées et à l'évaluation des politiques.
- Promouvoir une culture institutionnelle d'inclusion et de reconnaissance des contributions de toutes et tous.

|THÈME 6 | TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

Pour une politique intégrée de la continuité éducative et de la réussite de tous les élèves.

1 | RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LE PILOTAGE DE LA TRANSITION

Faire de la transition école-collège une priorité stratégique dans la planification éducative.

- Instituer un pilotage inter-cycles : comités de coordination primaire-collège pour assurer la continuité du parcours.
- Intégrer des indicateurs spécifiques de transition et de rétention dans les plans sectoriels et tableaux de bord nationaux.
- Mettre en place un système national d'observation des flux CM2-6e afin d'identifier les élèves à risque de décrochage.
- Renforcer la décentralisation du pilotage : impliquer collectivités et inspections régionales dans la planification et la gestion des infrastructures.
- Promouvoir la cohérence du continuum éducatif : harmoniser textes, structures et responsabilités entre ministères du primaire et du secondaire.

2 | RÉDUIRE LES INÉGALITÉS TERRITORIALES, ÉCONOMIQUES ET DE GENRE

Garantir une égalité réelle d'accès et de réussite à la scolarité post-primaire.

- Développer des collèges de proximité notamment dans les zones rurales.
- Mettre en œuvre des politiques différenciées par territoire (prioriser les zones à faible taux de transition).
- Soutenir la scolarisation des filles : internats, bourses, sanitaires adaptés, lutte contre les mariages précoces, sensibilisation communautaire.
- Aider les familles défavorisées par des dispositifs sociaux.
- Renforcer les partenariats intersectoriels entre éducation, santé, protection et développement social pour un accompagnement global des enfants.

3 | AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ET LA CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE

Assurer une progression cohérente des apprentissages et un accompagnement adapté au passage du primaire au collège.

- Aligner curricula et pratiques pédagogiques : harmoniser contenus et attentes entre CM2 et 6e.
- Introduire des dispositifs de préparation à la 6e.
- Structurer l'accueil au collège : tutorat, semaine d'intégration, accompagnement psychosocial.
- Développer des pratiques différenciées de suivi et de remédiation par cycle.
- Favoriser les échanges pédagogiques inter-cycles : journées de formation communes, cellules de réflexion et communautés d'apprentissage.

4 | PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET RENFORCER L'ACCROCHAGE DES ÉLÈVES

Adopter une approche globale et synergique de la lutte contre le décrochage.

- Agir simultanément sur les facteurs individuels, familiaux, scolaires et contextuels.
- Former les enseignants à détecter précocement les signes de décrochage et à maintenir la motivation.
- Impliquer les familles et les communautés dans le suivi des élèves.
- Réviser les curricula pour les rendre plus flexibles et contextualisés, valorisant les compétences de vie et la citoyenneté.

5 | RENFORCER L'ORIENTATION SCOLAIRE ET LE SUIVI DES PARCOURS

Ancrer durablement la continuité éducative dans les réformes et stratégies nationales.

- Intégrer la transition école-collège dans les plans d'éducation de base et les réformes.
- Diffuser les résultats de la recherche auprès des décideurs et partenaires.
- Mettre en place des indicateurs de performance et d'impact : taux de transition, d'abandon, de réinscription, progression des filles.

Faire de l'orientation un levier de réussite et de prévention du décrochage.

- Mettre en place un dispositif structuré d'orientation dès le CM2 avec un cadre institutionnel clair.
- Associer parents et élèves aux décisions d'orientation pour renforcer la confiance et l'engagement.
- Créer des passerelles entre enseignement général et technique afin d'élargir les possibilités de parcours et d'éviter les sorties précoces.

|THÈME 7 | ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE BI-PLURILINGUISME

Faire du plurilinguisme un levier d'équité, de réussite et d'ancrage culturel.

1 | CONSTRUIRE UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE ÉDUCATIVE COHÉRENTE

Instaurer un cadre politique et réglementaire clair en faveur du bilinguisme et du plurilinguisme.

- Institutionnaliser l'enseignement bilingue (langue nationale et langue officielle) dans les politiques éducatives.
- Clarifier le statut et le rôle des langues nationales : discipline, médium d'enseignement ou appui à l'apprentissage des langues officielles.
- Réviser les textes réglementaires et plans sectoriels pour intégrer le plurilinguisme dans la planification éducative.
- Harmoniser les curricula et profils de sortie pour garantir la continuité des apprentissages linguistiques.
- Créer un cadre interinstitutionnel de pilotage associant ministères, universités et partenaires.

2 | FORMER ET PROFESSIONNALISER LES ENSEIGNANTS À LA DIDACTIQUE DU BI-PLURILINGUISME

Renforcer les compétences pédagogiques et linguistiques des enseignants pour une gestion efficace du multilinguisme.

- Intégrer la didactique du plurilinguisme dans la formation initiale et continue.
- Développer des programmes réguliers de formation et de recyclage sur la gestion du transfert entre L1 et L2, la planification bilingue et la remédiation linguistique.
- Créer des centres spécialisés en pédagogie bilingue, certifiant les enseignants en langues nationales et officielles.
- Former inspecteurs et conseillers à l'accompagnement réflexif et à l'évaluation des pratiques bilingues.
- Encourager le mentorat et la formation par les pairs dans les écoles bilingues pilotes.

3 | PRODUIRE ET DIFFUSER DES RESSOURCES DIDACTIQUES ADAPTÉES

Soutenir la mise à disposition de matériels de qualité dans les deux langues d'enseignement.

- Concevoir des manuels bilingues contextualisés, élaborés avec linguistes et pédagogues.
- Créer des lexiques et grammaires de référence pour renforcer les compétences linguistiques des enseignants.
- Développer un environnement lettré multilingue : affiches, bibliothèques, supports numériques.
- Favoriser la production décentralisée du matériel didactique et la coopération avec les éditeurs locaux.
- Promouvoir l'usage des technologies éducatives multilingues (applications, radio, audio, vidéo).

4 | TRANSFORMER LES PRATIQUES PÉDAGOGIQUES ET VALORISER LES LANGUES

Ancrer les pratiques bilingues dans des approches actives, intégrées et valorisantes.

- Concevoir des séquences où L1 et L2 interagissent de manière complémentaire.
- Développer la pédagogie active et orale : jeux de rôle, débats, lectures, clubs de langues.
- Adapter la progression linguistique pour éviter surcharge et confusion entre langues.
- Valoriser les représentations positives des langues nationales et des identités culturelles locales.
- Encourager les activités parascolaires bilingues : théâtre, concours, radios scolaires.

5 | PROMOUVOIR UNE CULTURE SOCIALE ET INSTITUTIONNELLE DU PLURILINGUISM

Faire du plurilinguisme un symbole d'inclusion, d'identité et de cohésion nationale.

- Mener des campagnes nationales de sensibilisation sur la valeur éducative et culturelle des langues locales.
- Impliquer parents et communautés dans le suivi des écoles bilingues et la transmission linguistique.
- Mettre en place des observatoires linguistiques nationaux pour suivre l'évolution des pratiques et des politiques.
- Valoriser les enseignants bilingues par des incitations et une reconnaissance institutionnelle.
- Créer des passerelles entre primaire et secondaire pour garantir la continuité des parcours et la visibilité de la filière bilingue.

| THÈME 8 | ENTRÉE ET MAINTIEN DANS LE MÉTIER DES ENSEIGNANTS

Vers une professionnalisation durable, un accompagnement structuré et une attractivité renforcée du métier enseignant.

1 | PROFESSIONNALISER LE RECRUTEMENT ET RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DU MÉTIER

Garantir une entrée dans le métier transparente, équitable et motivante.

- Généraliser des procédures de recrutement rigoureuses et traçables (concours, plateformes numériques).
- Revaloriser les statuts, salaires et avantages sociaux pour réduire l'attrition et stabiliser les équipes.
- Assurer une équité territoriale dans les affectations et premières prises de poste.
- Communiquer sur les valeurs et missions du métier pour restaurer son attractivité.

2 | RENDRE LA FORMATION INITIALE PLEINEMENT PROFESSIONNALISANTE

Faire de la formation initiale une étape structurante de la professionnalisation.

- Rehausser les exigences d'admission et clarifier l'architecture des parcours de formation.
- Développer des référentiels de compétences et augmenter la part de pratique, d'observation et de retour réflexif.
- Renforcer les modules didactiques, numériques et d'évaluation.
- Développer les compétences transversales : communication, gestion de conflit, adaptation et créativité pédagogique.

3 | STRUCTURER L'ACCOMPAGNEMENT D'ENTRÉE ET LE MENTORAT

Assurer un soutien institutionnalisé aux enseignants débutants.

- Mettre en place un mentorat structuré, avec outils communs, formation des tuteurs et temps dédié.
- Créer des observatoires de l'entrée dans le métier pour suivre les parcours et les besoins.
- Encourager les collectifs apprenants et réseaux de pairs comme leviers d'innovation accompagnée.
- Assurer un suivi post-affectation continu par les services déconcentrés et les agences spécialisées.

4 | DÉPLOYER UN DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU CIBLÉ

Construire un cadre national de formation continue cohérent, centré sur les besoins du terrain.

- Déployer des plans nationaux de DPC articulant formations présentielles et à distance.
- Cibler les priorités : gestion de classe, évaluation formative, inclusion, TICE.
- Aligner les dispositifs sur les référentiels de compétences et les disciplines d'enseignement.
- Créer des espaces de formation collaborative (universités d'été, visites conseillées, webinaires).

5 | AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LE BIEN-ÊTRE ET LA RÉTENTION

Faire du bien-être au travail un facteur de stabilité et de performance.

- Améliorer les infrastructures, équipements et services sociaux.
- Garantir la régularité des rémunérations et l'accès à la protection sociale (santé, transport, retraite).
- Réduire la taille des classes et soutenir la vie communautaire des enseignants en milieu rural.
- Mettre en place des dispositifs de prévention du stress et de reconnaissance institutionnelle.

6 | RENDRE LA CARRIÈRE LISIBLE, MOTIVANTE ET ÉQUITABLE

Structurer une gestion de carrière claire, prévisible et incitative.

- Définir des critères transparents de promotion, mobilité et reconnaissance de l'expérience.
- Stabiliser les débuts de carrière : allègement de charge, tutorat, proximité géographique.
- Reconnaître l'expertise terrain et valoriser les parcours pédagogiques.
- Promouvoir la parité et la diversité dans les carrières enseignantes (quotas, mesures positives, prévention des discriminations).

2.6 UTILISATION STRATÉGIQUE DES CONNAISSANCES

L'ensemble des outils proposés, issus des 46 recherches du programme APPRENDRE ne doit pas être considéré comme une simple compilation académique. Cette « boîte à outils » constitue un instrument stratégique, conçu pour aider les ministères de l'Éducation, les PTF, ainsi que les acteurs de la recherche à orienter leurs choix, à renforcer le pilotage par les données et à ajuster les politiques éducatives sur la base de preuves. Elle constitue également une base en vue d'approfondissements vers de nouvelles recherches.

De façon très concrète, ces données, ces connaissances peuvent être utilisées pour :

Éclairer et ajuster les politiques éducatives

Les résultats permettent de documenter des écarts récurrents entre curricula prescrits et pratiques effectives, ou encore entre objectifs affichés et apprentissages réels. Ces constats peuvent directement nourrir la révision des curricula, l'élaboration de ressources pédagogiques contextualisées ou la mise en place d'actions de formation initiale et continue plus adaptées aux réalités locales et en s'appuyant sur les obstacles et limites déjà identifiées dans d'autres contextes. Ils éclairent également des enjeux transversaux comme la transition école-collège, la gouvernance locale ou le bilinguisme scolaire, mais toujours depuis le point de vue des acteurs et de leurs contextes.

Aussi, les fiches synthétiques, les notes d'orientation ou autres supports peuvent être utilisés comme des outils de dialogue en vue de co-construire des programmes, des réformes, des politiques. À terme, et si besoin complétés par des recherches plus ciblées ou des expérimentations, ces documents pourraient permettre de transformer la recherche en véritable appui pour repenser des réformes et identifier des orientations stratégiques.

Renforcer le pilotage par les données

Les recherches ont produit une large gamme d'outils – grilles d'analyse, référentiels de compétences, outils d'évaluation – qui peuvent être intégrés dans les systèmes nationaux de suivi-évaluation. Ces données constituent des indicateurs utiles pour les plans sectoriels, les PTA ou les revues conjointes avec les PTF. Elles offrent une base solide pour orienter le dialogue sectoriel et appuyer le plaidoyer autour des réformes prioritaires.

Outiller la formation et l'accompagnement des enseignants et les réformes curriculaires

Ces recherches ont produit des dispositifs concrets – par exemple l'usage des tâches complexes en mathématiques, l'exploitation de séances filmées pour le développement professionnel, l'élaboration de ressources bilingues ou encore des dispositifs pédagogiques innovants – qui peuvent être expérimentés puis intégrés dans les plans de formation initiale et continue des enseignants et des inspecteurs. Les constats sur l'écart entre prescriptions et pratiques documentent de façon très concrète les ajustements nécessaires des curricula, des manuels, des supports pédagogiques. De fait, l'ensemble des outils produits constitue des leviers réels pour améliorer les apprentissages et la performance des systèmes éducatifs.

Comment s'emparer de ces apports ?

Exemples

Problématique identifiée	Apports des recherches	Usages possibles par les ministères
Décalage entre curricula prescrits et pratiques effectives	• Études sur l'adaptation des programmes, manuels et dispositifs par les enseignants.	➤ Ajuster les curricula. ➤ Co-construire des ressources avec les enseignants. ➤ Accompagner pédagogiquement les réformes.
Faiblesse des acquis fondamentaux (lecture, mathématiques, logique)	• Données empiriques inédites sur les performances et leurs déterminants.	➤ Orienter les plans de formation continue. ➤ Cibler les actions de remédiation scolaire. ➤ Ajuster les curricula et supports. ➤ Envisager le bi-plurilinguisme.
Rupture dans la transition école-collège	• Analyses des obstacles curriculaires, sociaux et institutionnels. • Identification de stratégies et dispositifs (informels).	➤ Introduire des dispositifs d'accompagnement. ➤ Tester les dispositifs proposés pour vérifier leur pertinence et effet sur les transitions. ➤ Revoir les modalités d'orientation.
Inégalités / problématiques liées à la langue d'enseignement	• Études sur le bilinguisme, la diglossie, le transfert linguistique.	➤ Intégrer les langues premières / langues nationales dans la pédagogie. ➤ Former les enseignants aux approches bilingues. ➤ Anticiper les obstacles potentiels (s'appuyer sur ceux identifiés pour les mitiger).
Décrochage et manque de motivation des enseignants	• Recherches sur l'entrée dans le métier, les conditions de travail et la rétention. • Existence de dispositifs innovants testés.	➤ Repenser le recrutement et l'accompagnement des débutants. ➤ Renforcer les dispositifs de soutien de proximité. ➤ Renforcer le lien formation initiale / déploiement sur le terrain sur la base des recommandations émises.
Difficultés de pilotage par les données	• Outils produits : grilles, référentiels, typologies, diagnostics empiriques.	➤ Intégrer ces outils dans les systèmes nationaux de suivi-évaluation ; utiliser les indicateurs dans les PTA et revues sectorielles.
Faible appropriation des résultats de recherche	• Fiches synthétiques, formats vulgarisés, restitutions.	➤ Diffuser les notes de politique publique en interne ; utiliser les résultats pour le dialogue avec les PTF et l'ajustement des réformes.

L'apport majeur de cette base de connaissances et de cette « boîte à outils » réside dans l'analyse fine de problématiques ancrées dans un contexte, souvent réplicable, mais également dans la documentation précise de facteurs facilitants et d'obstacles, qui permettent aux Ministères et décideurs d'anticiper ceux qui pourraient survenir dans leurs contextes. Les recommandations émises sont des sources précieuses d'informations et de pistes de réflexion qu'il convient de considérer.

Aussi, l'apport stratégique de cette boîte à outils réside dans sa capacité à transformer des analyses scientifiques contextualisées en ressources opérationnelles pour la décision politique. Sa valeur dépendra de la capacité des ministères à s'en saisir, à la mobiliser dans leurs processus de planification et à en faire un appui permanent pour concevoir, ajuster et évaluer leurs politiques éducatives.

2.7 FAIRE COLLABORER LA RECHERCHE ET LES POLITIQUES ÉDUCATIVES : QUELLES CONDITIONS ?

Pour que les résultats de recherche puissent véritablement nourrir la décision publique, plusieurs conditions doivent être réunies.

Un alignement clair des recherches avec les priorités nationales et les questions vives du pays

Les connaissances produites trouvent tout leur sens quand elles répondent à des enjeux concrets et/ou influent directement les enjeux identifiés dans les plans sectoriels, les PTA ou les réformes en cours (formation des enseignants, curricula, dispositifs d'évaluation, politique linguistique…). Lorsque les recherches se connectent aux préoccupations immédiates des ministères, elles trouvent plus facilement une traduction opérationnelle et renforcent leur légitimité auprès des décideurs.

Un dialogue continu entre chercheurs et décideurs

La collaboration passe par un dialogue régulier entre les équipes de recherche et les cadres ministériels qui permet de mieux cerner les besoins réels, de formuler des recommandations opérationnelles et ainsi renforcer la crédibilité des résultats. Les résultats doivent être communiqués dans un langage compréhensible pour les décideurs, sans jargon scientifique excessif. Le lien chercheurs/praticiens doit être maintenu dans la durée, pour que les résultats ne soient pas perçus comme externes, mais comme des outils utiles au fonctionnement quotidien du système.

Une visibilité et une lisibilité renforcées des résultats

L'usage de formats courts et adaptés – notes de politique publique, briefs stratégiques, fiches pratiques, vidéos de vulgarisation – permet de dépasser le cloisonnement entre monde académique et administration. La vulgarisation des résultats facilite leur prise en compte dans les processus de planification et de réforme.

Encourager et impulser des dynamiques collectives et régionales

L'appropriation est renforcée lorsque les recherches sont discutées dans des espaces de dialogue élargis : séminaires nationaux, instances de coordination sectorielle, plateformes régionales. Ces dynamiques favorisent l'apprentissage mutuel, voire croisé entre pays et permettent aux ministères d'intégrer les résultats dans des réflexions stratégiques partagées.

Crédibilité et confiance sur les données produites

La rigueur méthodologique des recherches est cruciale pour que leurs résultats soient pris en compte. Les résultats doivent intégrer les dimensions éthiques, sociales et culturelles afin d'être légitimes. Les méthodes doivent être rigoureuses, transparentes et reproductibles. Bien qu'un dialogue soit recommandé, la recherche doit rester indépendante de pressions politiques ou économiques qui pourraient biaiser les résultats.

ANNEXE 1
LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Entretiens individuels

Nom	Fonction	Date
Jacques Béziat et Jean-Pierre Chevalier	Référents scientifiques, membres du CS	12/06
Johanna Gardel	Coordination	25/06
Jacques Marchand	Référent scientifique, membre du CS	10/07
Mohamed Miled	Référent scientifique, membre du CS	15/07
Jean-Pierre Chevalier	Référent scientifique, memebre du CS	16/07
Fatima Davin	Référent scientifique	08/09
Abdelkader Galy	Référent scientifique, membre du CS	10/09
Pierre Chanou	Point focal Enseignement maternel et primaire	17/09
Colette Noyau	ELAN	19/09

Points d'avancement Capitalisation avec la coordination d'APPRENDRE

27/05	Présentation note de cadrage / réunion de lancement
17/06	Point d'avancement Capitalisation / coordination AUF APPRENDRE
17/07	Point d'avancement Capitalisation / coordination AUF APPRENDRE
3/09	Point d'avancement Capitalisation / coordination AUF APPRENDRE
12/09	Point d'avancement Capitalisation / coordination AUF APPRENDRE

Transmission d'un questionnaire à destination des membres des équipes de recherche

8/07	Envoi du questionnaire aux membres des équipes de recherche (adresses mail transmises par la Coordination)
7/09	Relance aux non-répondants

Résultats : 32 répondants – correspondant à 24 projets de recherche sur 46, soit un taux de couverture de 52%.

ANNEXE 2
FICHES SYNTHÉTIQUES DES RECHERCHES-ACTIONS APPRENDRE

46 fiches synthétiques donnent à voir les principaux enseignements issus des recherches-actions soutenues par le programme APPRENDRE.

Fiches synthétiques disponibles sur le site internet APPRENDRE :

https://apprendre.auf.org/ressource/fiches-synthetiques-des-recherches-actions-apprendre/



Thème 4

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

USAGE PÉDAGOGIQUE DES TIC POUR L'ENSEIGNEMENT

APPRENDRE

« FORMAREL » : plateforme de formation des enseignants à l'usage des Ressources éducatives libres (REL)

FORMATION DES ENSEIGNANTS | PÉDAGOGIES INNOVANTES | NUMÉRIQUE / TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Les REL constituent une solution à la production de contenus de qualité et au développement des technologies numériques et d'enseignement à distance
- La formation aux REL favorise une pédagogie active et facilite le travail collaboratif des apprenants.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Maroc

Budget alloué : 10 450 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** BENDAOUD Rachid, professeur
- **Nom du référent scientifique :** DEMBELE Martial (CANADA – Membre du CS)
- **Établissements partenaires :** Université Cadi Ayyad de Marrakech

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif du projet de recherche FormaREL est de réaliser un diagnostic des pratiques des enseignants du secondaire en matière d'éducation ouverte et d'usage des ressources éducatives libres (REL). Cette étude préliminaire doit permettre dans un second temps, de concevoir les contenus d'une formation en ligne adaptée à ce public. La finalité de la formation FormaREL est le renforcement des compétences en matière d'utilisation, de production et de développement des REL et la mise en place d'une plateforme de formation des enseignants du secondaire.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au cours de la dernière décennie, les REL se sont considérablement développées et diversifiées. Elles sont un facteur clé de la transformation de l'ensemble du secteur de l'éducation. De nombreuses actions ont été menées à l'échelle internationale avec notamment la Déclaration de Paris sur les REL par l'UNESCO et le Commonwealth of Learning, ainsi que des actions soutenues par l'AUF, le Consortium Education ouverte et les Universités thématiques. Au Maroc, la vision stratégique 2015-2030 portée par le Conseil supérieur de l'Education, de la formation et de la recherche scientifique considère qu'un modèle pédagogique ouvert devrait constituer un levier pour atteindre les missions de l'école et garantir le droit à l'éducation tout au long de la vie. Dès 2010, le ministère de tutelle a adopté une initiative pour les étudiants (lycée et collège) et vise la production et la labellisation des REL pour l'enseignement secondaire où les besoins sont importants. La Déclaration du Maroc sur les REL a été proclamée en 2017 sous l'impulsion de l'Université Cadi Ayyad et l'Université Ibn Zohr. Cette déclaration appelle les autorités marocaines à soutenir, renforcer et développer l'éducation ouverte.

Problématique

Le travail de recherche part de l'hypothèse de départ qu'une grande majorité des enseignants ne se serait pas suffisamment inscrite dans la démarche d'éducation ouverte, principalement par manque de formation. Le projet pose plusieurs questions : dans quelle mesure l'état de l'art concernant l'éducation ouverte et les REL au Maroc peut efficacement contribuer à l'amélioration de la qualité du système éducatif dans sa globalité et assoir la culture du partage visée par l'orientation stratégique du ministère ? Comment identifier les contenus de formation à même de susciter un meilleur usage des REL et comment cet usage peut favoriser une éducation équitable, inclusive, ouverte et participative ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Expérimentation
- Observation de classes
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par l'équipe transdisciplinaire de recherche en innovation éducative (TransERIE) de l'Université Cadi Ayyad à la Faculté des sciences de Marrakech sous la direction de Rachid Bendaoud, avec la participation de Khalid Berrada, Khadija El Kharki, Sara Ouahib et Zineb Aqachmar.

Méthodologie employée

Le projet a été conduit dans une démarche de recherche action dans la mesure où elle vise un changement des pratiques vers l'éducation ouverte dans l'écosystème des enseignants. Les enseignants ne sont pas considérés comme un objet d'étude mais comme des acteurs de la recherche et participent de ce fait à la création de savoir dans le but de réaliser des actions concrètes. **La méthodologie s'est déroulée en 5 phases :**

- **Phase 1 :** conduire un diagnostic de la situation actuelle des pratiques des enseignants du secondaire en matière d'éducation ouverte et des REL au Maroc, réaliser un bilan des principales initiatives et examiner leur cohérence et leur impact ;
- **Phase 2 :** identifier et analyser les besoins en formation afin de concevoir les contenus d'une formation en ligne adaptée à ce public et produire un référentiel de compétences ;
- **Phase 3 :** organiser une formation FormaREL visant le renforcement des compétences en matière d'utilisation, de production et de développement des REL ;
- **Phase 4 :** évaluer la formation conduite ;
- **Phase 5 :** disséminer les résultats de la formation.

Population cible et échantillon

L'enquête a été conduite auprès d'un échantillon aléatoire de 106 enseignants du secondaire (qualifiant ou collégial, répartis sur toutes les matières enseignées) et exerçant dans 20 établissements différents de l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation (AREF). Un questionnaire composé de 27 questions (papier et en ligne) leur a été transmis.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Au début du projet, le public cible était limité à l'AREF de Marrakech – Safi, en prévision d'éventuelles réunions et séquences de formation en présentiel. Avec l'avènement de la pandémie du COVID-19 et le basculement vers le tout distanciel, il est apparu pertinent d'ouvrir la formation aux enseignants du secondaire d'autres AREFs.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les principales observations issues du diagnostic soulignent que l**a majeure partie des enseignants n'ont pas été initiés à l'éducation ouverte durant leur formation.** Pour les rares d'entre eux qui se sont intéressés à cette thématiques au cours de leur métier, l'auto-formation n'a, en général, pas pu transformer notablement leur manière d'enseigner.

A l'issue des premières phases de diagnostic, la rédaction d'un nouveau référentiel de compétences, spécifique à la formation FormaREL, a été produit par l'équipe de recherche visant le développement d'expériences d'apprentissage créatives, attrayantes et réflexives. Il s'est basé sur l'analyse des besoins et sur l'exploration et l'analyse des formations les plus élaborées et déjà disponibles concernant les REL.

La formation s'est organisée autour de 5 modules explorant différents aspects de l'éducation ouverte :

1/ Introduire l'ouverture en éducation ;

2/ Licences ouvertes et Copyright ;

3/ Chercher, réutiliser et créer des REL ;

4/ Pratiques éducatives libres ;

5/ Projet personnel où les apprenants doivent relater dans un rapport, comment ils ont appliqué les connaissances acquises dans leurs pratiques pédagogiques.

Entre mars et avril 2021, une formation entièrement gratuite, administrée et tutorée par l'équipe du projet FormaREL a été dispensée en ligne sur la plateforme du Centre d'Innovation Pédagogique de l'Université Cadi Ayyad (http://cip.uca.ma) via la plateforme Moodle 3.10. Elle s'est tenue sur 5 semaines auprès de 27 enseignants du secondaire (15 femmes, 12 hommes) exerçant dans 12 établissements. Une enquête de satisfaction en ligne a été menée auprès des participants à l'issue de la formation.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les analyses issues de la phase diagnostic et les appréciations recueillies auprès des participants à l'issue de la formation soulignent l'intérêt des enseignants pour les REL. **FormaREL répond à un vrai besoin de enseignants qui estiment qu'au-delà de la simple acquisition de connaissances, leurs pratiques d'enseignement vont se transformer vers l'adoption d'approches éducatives ouvertes.**

Le taux de réussite et d'accomplissement des activités est remarquable pour une formation en ligne et le taux de satisfaction élevé montre que la formation est adaptée à ce public. La formation favorise une pédagogie active et facilite le travail collaboratif des apprenants. Les REL constituent une solution à la production de contenus de qualité.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche éclaire le fait que l'usage, la production et le partage des REL posent des difficultés aux enseignants et le concept même de REL n'est pas largement connu.

PRATIQUES

- Le projet de recherche-action a abouti à la conception d'un référentiel de compétences original et adapté qui répond à un besoin chez les enseignants. Le fait qu'il soit en français est un atout pour susciter l'intérêt des enseignants du secondaire dans d'autres pays d'Afrique francophone ou du Moyen-Orient.

MÉTHODOLOGIQUES

- La méthodologie a consisté en des allers retours entre formulations d'hypothèses théoriques et recueil de données. Par un effet d'autoréglage et d'itération, la recherche est affinée et questionnée, ainsi l'action est le moteur de la découverte

POLITIQUES

- FormaREL s'aligne sur les besoins du ministère de l'éducation nationale dans le développement des technologies numériques et d'enseignement à distance dont la partie production de contenus de qualité reste délicate. FormaRel pourrait contribuer à rentabiliser les investissements du ministère dans les TICE et faciliter l'hybridation de l'enseignement.

RECOMMANDATIONS

Le projet FormaREL a permis de dégager des recommandations importantes pour renforcer l'usage des REL :

- **Proposer FormaREL à l'échelle nationale pour les enseignants du secondaire.**
- **Au niveau de l'enseignement supérieur, la formation FormaREL pourrait être intégrée aux formations doctorales en incluant les concepts d'Open Science, Open Data.**
- **Encourager la recherche-action sur l'éducation ouverte en créant par exemple une Chaire universitaire de recherche.**
- **Proposer FormaREL aux enseignants chercheurs en début de carrière, au Maroc, en Afrique et au Moyen-Orient.**

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Une formation « *Renforcement numérique en matière d'éducation ouverte et des REL* » réalisée en partenariat avec l'Université de Nantes a été proposée auprès des chercheurs des universités marocaines – elle a eu des échos positifs auprès de doyens d'université et des responsables du ministère de l'enseignement supérieur.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée par une présentation du projet, de ses résultats et des principales recommandations sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** à l'occasion du Webinaire « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » :

  - « *FORMAREL : Plateforme de formation des enseignants à l'usage des REL.* », Rachid Bendaoud, Professeur à l'Université Cadi Ayyad. Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

Thème 3

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

L'enseignement des disciplines littéraires dans le secondaire malgache : des politiques éducatives aux réalités du terrain

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PROGRAMMES SCOLAIRES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Une réforme curriculaire est un processus long et complexe qui nécessite de placer l'enseignant au cœur du processus en renforçant sa formation initiale et continue.
- La mise en œuvre cohérente et efficace de la réforme curriculaire nécessite un soutien institutionnel adapté et une attention accrue aux réalités du terrain.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Madagascar

Budget alloué : 17 214 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** RAMANAMPIARIVOLA Mirindrasoa, Maîtresse de Conférence
- **Nom du référent scientifique :** NICOT-GUILLOREL Muriel - Maitresse de Conférence (France) – membre du CS
- **Établissements partenaires :** École normale supérieure de l'Université d'Antananarivo

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement secondaire général (ESG) afin de constater les réalisations et les obstacles de mise en œuvre sur le terrain, trois années après son lancement en 2018.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

À Madagascar, les programmes scolaires en vigueur dataient de l'année 1996, et ne répondaient plus aux exigences liées à l'évolution de la technologie, au marché du travail et à la réforme entamée par l'enseignement supérieur du système Licence-Master-Doctorat (LMD). Depuis 2018, une réforme curriculaire de l'ESG vise à améliorer la qualité et l'efficience de l'éducation pour mieux répondre aux exigences du monde du travail, à l'évolution de la société et aux nouvelles approches adoptées dans l'enseignement supérieur. Elle se focalise sur les matières scientifiques et ambitionne d'améliorer les approches pédagogiques existantes avec l'intégration des technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE). La réforme est la suite logique de l'adoption du Plan Sectoriel de l'Education (PSE 2018-2020)..

Problématique

À travers cette recherche, **il s'agit d'analyser les nouveaux programmes curriculaires proposés par le MEN et leur mise en œuvre,** à partir des rencontres des principaux acteurs de terrain pour mieux connaître le contexte d'implantation de la réforme en cours, faire ressortir et comprendre leurs perceptions. Il s'agit aussi **d'analyser les pratiques de classes des enseignants en mettant l'accent sur les ressources à leur disposition et les usages qu'ils en font.**

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la direction de l'enseignante-chercheure Mirindrasoa Ramanampiarivola et une équipe de chercheurs juniors et de praticiennes.

Méthodologie employée

L'étude s'est déroulée dans une démarche de recherche observationnelle et participative à travers :

- Une revue de la littérature avec l'analyse des nouveaux programmes et des changements effectués en procédant à une comparaison avec le programme de 1996,
- La collecte de données qualitatives à partir des observations de classe suivies d'entretiens individuels de chefs d'établissement, des enseignants, des élèves,
- L'analyse de contenu pour un rendu objectif et fiable (codage des données, grille d'analyse),
- La triangulation des données pour une compréhension des faits observés.

Population cible et échantillon

L'échantillonnage a concerné 11 circonscriptions scolaires dans 5 directions régionales de l'éducation nationales soit 14 lycées, dont 10 publics et 4 privés parmi les 211 établissements d'expérimentation des nouveaux contenus.

L'enquête a ciblé 14 chefs d'établissement, les enseignants de français (45) et de Sciences économiques et sociales (SES) (40). Douze d'entre eux ont accueilli les observations de classe. Pour les élèves, des focus groups ont été conduits.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

En raison de la pandémie de Covid-19, les enquêtes sur le terrain ont été retardées et conduites lors du 2e trimestre de 2020 – 2021, les sites d'enquête ont été réajustés passant de 10 DREN à 5. Les données officielles ne correspondaient pas toujours aux réalités du terrain (difficulté à repérer les établissements appliquant la réforme).

Des déplacements vains ont été faits avant de constater l'abandon de la réforme faute de ressources à mobiliser ou faute de suivi de la part du MEN. Enfin, l'accès aux établissements et salles de classe a été difficile dans le contexte sanitaire, de même que l'obtention du consentement des enseignants des classes observées. L'équipe a souvent été confondue avec des instances de contrôle venant pour une inspection et a nécessité un temps d'explication pour être mieux compris.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les principales observations de la recherche soulignent des représentations positives avec une adéquation de la réforme aux attentes sociales. La majorité des chefs d'établissements (92,86%) et une majorité des enseignants estiment que les nouveaux programmes sont en adéquation avec les besoins des apprenants et les attentes de la société en général. En revanche, des représentations négatives sont associées aux difficultés de mise en œuvre de la réforme, à l'inconfort et à la récalcitrance face au volume de travail pré pédagogique demandé et l'écart entre le plan d'actions de la réforme et les réalités de terrain. La réforme semble favoriser les élèves des chefs-lieux de province (davantage de ressources et de moyens pour les mettre en œuvre).

L'étude souligne plusieurs obstacles susceptibles de compromettre la réforme, notamment un décalage important entre les prescriptions officielles et la réalité des classes, notamment l'absence d'accompagnement financier (le « zéro ariary »), l'absence de formations pédagogiques adaptées pour les nouveaux enseignants, ou encore le manque de ressources matérielles. Des difficultés pédagogiques sont relevées avec une surcharge du travail pré-pédagogique, l'inadéquation entre les contenus et le temps imparti, des obstacles liés à la gestion des langues, au manque de méthodes adaptées, à l'insuffisance ou à l'inadéquation des ressources pédagogiques, mal adaptées au contexte, souvent obsolètes ou mal exploitées par les enseignants.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'idée de réformer l'éducation à Madagascar est bien accueillie dans le milieu scolaire malgache, du fait de l'inadaptabilité des anciens programmes, de son adéquation aux nouveaux besoins éducatifs et à l'évolution de la société en général. **L'adhésion est presque unanime auprès des acteurs rencontrés et pourrait constituer le gage du succès de la réforme.** Toutefois, la réforme est un processus long et complexe. **Le changement nécessite la révision du pilotage de la réforme** en mettant en œuvre une approche ascendante et descendante tout au long du processus.

La formation initiale et continue des enseignants conditionneront son succès et des mesures d'accompagnement adéquates et suffisantes sont nécessaires afin d'améliorer sa mise en œuvre dans les salles de classe.

Plusieurs leviers favorables ont été identifiés :

- **L'accompagnement local,** notamment par les chefs d'établissement et les encadreurs de proximité ;
- **Les initiatives pédagogiques locales** dans le cadre des équipes pédagogiques d'établissement / équipes pédagogiques Inter Etablissement favorisent la mutualisation des pratiques de classe ;
- **La collaboration avec des projets partenaires du secteur éducatif** offrent un soutien technique et pédagogique, ainsi que des formations pour les enseignants ;
- **L'implication de la société civile** (parents d'élèves), apporte un soutien technique et financier.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche éclaire les représentations (positives et négatives) des enseignants malgaches se trouvant confrontés à un contexte de réforme curriculaire. Elle documente la manière dont les enseignants mettent en œuvre les nouveaux programmes et identifient les difficultés auxquelles ils font face et met en lumière les obstacles financiers, matériels et institutionnels susceptibles de compromettre la réforme.

PRATIQUES

- La recherche propose des pistes pour mieux accompagner le déploiement de la réforme curriculaire et souligne les leviers favorisant l'accompagnement de la réforme curriculaire.

MÉTHODOLOGIQUES

- Les observations de classe mettent en lumière les approches pédagogiques mises en œuvre par les enseignants et les difficultés qu'ils rencontrent dans le déploiement des nouveaux programmes.

POLITIQUES

- Une perspective sur l'évaluation des acquis scolaires et les résultats obtenus pour la première cohorte d'élèves enseignés avec les nouveaux programmes devrait être envisagée pour constater les effets des pratiques enseignantes innovantes.

RECOMMANDATIONS

Des recommandations sont formulées pour le succès de la suite de la réforme curriculaire :

- **L'importance de se (re)centrer sur l'enseignant en tant que professionnel, apprenant et acteur principal de changement :** la réforme éducative requiert de placer l'enseignant au cœur du processus en renforçant sa formation initiale et continue, notamment pour les nouvelles disciplines et l'enseignement du français, afin de garantir un enseignement de qualité face aux défis actuels.
- **Améliorer les approches :** la réussite de la réforme dépend d'une approche systémique intégrant la collaboration de tous les acteurs (enseignants, apprenants et établissements), d'un soutien institutionnel adapté et d'une attention accrue aux réalités du terrain pour assurer sa cohérence et son efficacité.
- **Réviser les documents curriculaires** pour une meilleure articulation entre directives politiques et pratiques de terrain, des supports pédagogiques adaptés et explicites, ainsi qu'un accompagnement renforcé pour aider les enseignants à traduire le curriculum en pratiques efficaces.
- **Optimiser la communication** entre les différentes parties prenantes afin de mieux impliquer les acteurs.
- **Reconnaître et appuyer les initiatives et les créativités locales** au sein des établissements scolaires en passant par le soutien aux initiatives locales des établissements et un encadrement renforcé pour assurer un changement durable et professionnel.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Une restitution en ligne a réuni les représentants des Directions de l'Education Nationale, l'ENS et les responsables des Parcours de formation pour les 2 disciplines concernées. La réaction du ministère a été positive.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée par une présentation du projet, de ses résultats et des principales recommandations à l'occasion du Webinaire « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » :**

  - « *L'enseignement des disciplines littéraires dans le secondaire malgache : des politiques éducatives aux réalités du terrain* », Mirindrasoa Ramanampiarivola, ENS. Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

- Les résultats ont été partagés lors de colloques internationaux de l'océan Indien. Un projet d'article « *Pistes de réflexion en vue de renforcer les capacités professionnelles des enseignants de français au lycée* » est en cours.

Thème 2

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES

APPRENDRE

Analyse des pratiques d'évaluation des enseignants de l'élémentaire en évaluation des compétences de palier dans les trois domaines du Curriculum de l'Education de Base (CEB).

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PÉDAGOGIES INNOVANTES | ÉVALUATION ET CERTIFICATION

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Renforcer et réviser les curricula des structures de formation initiale et continue des enseignants sur l'enseignement, l'apprentissage des types de textes et des pratiques d'évaluation de la production d'écrits.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Sénégal

Budget alloué : 17 444 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** DRAME Mamadou, professeur
- **Nom du référent scientifique :** NEBOUT ARKHURST Patricia
- **Établissements partenaires :** Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF) / Université Cheikh Anta Diop (UCAD)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'étude vise à analyser les pratiques d'évaluation des enseignants du 3e palier (5e et 6e années) en production d'écrits.

Ces pratiques, essentielles dans l'enseignement-apprentissage, permettent de vérifier les acquis, contrôler les compétences et corriger les insuffisances des élèves, mais elles sont rarement étudiées.

Avec la généralisation de l'Approche Par Compétences (APC) depuis 2013, les modes d'évaluation, de communication des résultats et de remédiation ont évolué. L'objectif est de dresser un état des lieux des pratiques évaluatives et de questionner la formation initiale des enseignants.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Sénégal a engagé une réforme éducative centrée sur le développement des compétences à travers le Curriculum de l'Éducation de Base (CEB), qui met l'accent sur la Pédagogie de l'intégration et sur l'importance de l'évaluation. Toutefois, l'absence d'études sur les pratiques évaluatives au primaire limite l'adaptation de la formation initiale et continue aux besoins réels des enseignants, freinant ainsi l'efficacité des pratiques de classe.

Problématique

Dans leurs évaluations, les enseignants font davantage appel à des critères portant sur l'aspect linguistique des productions d'écrits qu'à des critères portant sur l'aspect créatif. Pour vérifier cette hypothèse, il est nécessaire d'interroger les pratiques évaluatives des enseignants relatives à cette activité.

Il s'est agi de recueillir les représentations des enseignants quant à leurs manières d'évaluer les productions d'écrits des élèves et répondre aux questions suivantes :

À quelle fréquence les compétences de palier sont-elles évaluées ? Quels documents sont utilisés pour élaborer les outils d'évaluation ? Sur quoi repose le jugement des enseignants au regard des compétences des enfants ? Quels moyens sont utilisés pour communiquer les résultats de l'évaluation ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Expérimentation
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la coordination du Professeur Mamadou Drame, coordonnateur du projet, FASTEF – UCAD, avec une équipe composée de chercheurs en sciences humaines et sociales de l'Institut national d'étude et d'action pour le développement de l'éducation (INEADE) : Hadjiratou Agne, Abdou Diaw, Bala Ndiaye, Amadou Moctar SY, Birama Touré.

Méthodologie employée

Le projet a été conduit sur la base d'une enquête qualitative incluant :

- **Une revue de la recherche sur les pratiques évaluatives des enseignants.**
- **Un questionnaire adressé aux enseignants des Inspections de l'Education et de la Formation (IEF) de CM2** visant à recueillir la déclaration des enseignants sur leurs pratiques en évaluation des compétences dans les domaines ciblés par le CEB. Composé de questions à choix multiples et de type Likert relatives aux pratiques d'évaluation, les enseignants ont répondu aux questions sur la fréquence de l'évaluation des compétences de palier, les documents utilisés pour élaborer les outils d'évaluation, les critères de jugement des performances des élèves et les moyens utilisés pour communiquer les résultats de l'évaluation. La collecte a été effectuée par un binôme (inspecteur de l'IEF et un membre de l'équipe).

Population cible et échantillon

L'enquête a été conduite auprès d'un échantillon d'enseignants ayant tenu des classes de CM2 dans cinq IEFs (Bambey, Mbour 2, Louga, Gossas et Sédhiou) choisies sur la base des résultats du CFEE de 2018 et dans différentes zones du Sénégal, intégrant des établissements urbains et ruraux. Les écoles ont été choisies de façon aléatoire au pro rota en fonction de la taille de chaque IEF. Au niveau de l'école échantillonnée, un enseignant (un par niveau) est tiré au hasard si l'établissement compte deux classes de CM2.

Sur les 225 questionnaires soumis, 211 ont été exploités convenablement.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

La pandémie de coronavirus a retardé le démarrage de l'enquête et conduit à exclure les classes de CM1 initialement prévues (les élèves n'avaient pu atteindre le niveau nécessaire pour qu'une enquête s'y déroule). L'enquête a finalement été réalisée uniquement auprès des enseignants de CM2, dont les classes avaient repris pour préparer le Certificat de Fin d'Études Élémentaires.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les principales observations soulignent que les enseignants interrogés sur les productions d'écrits en classe accordent beaucoup plus d'importance à la production de textes narratifs, descriptifs et informatifs, et maîtrisent mieux les caractéristiques de ce type de texte. Les textes argumentatifs et poétiques sont les moins maîtrisés.

Les enseignants sont aussi plus à l'aise pour évaluer les compétences des élèves en production de textes narratifs, descriptifs et informatifs. Cette aisance est moins marquée pour les textes argumentatifs, dialogués et injonctifs et assez faible pour les textes poétiques. La très grande majorité des enseignants déclarent que le niveau des élèves est satisfaisant en production de textes narratifs et descriptifs.

Toutefois, ils sont nombreux à estimer ce niveau faible pour les types argumentatifs et poétiques.

Enfin, les enseignants accordent de l'importance à toutes les fonctions de l'évaluation (sommative, formative, diagnostique), toutefois 30% ignorent parfois le but assigné à ces évaluations. Globalement, la quasi-totalité des enseignants estime pouvoir élaborer des situations d'évaluation, toutefois un nombre non négligeable estime les situations d'évaluation du CEB et des manuels insuffisantes, inadaptées et ne respectant pas les caractéristiques d'une bonne situation d'évaluation.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les résultats montrent **des disparités entre enseignants, notamment selon leur formation, leur expérience, leur environnement (urbain/rural) et la disponibilité du matériel didactique,** les enseignants urbains étant mieux lotis.

L'expérience professionnelle a une grande influence sur les pratiques. B**eaucoup d'enseignants formés à la Pédagogie par Objectifs peinent à s'adapter à l'Approche par Compétences** entrée en vigueur avec l'introduction du nouveau CEB, d'autant que la formation initiale et continue reste insuffisante sur les techniques d'évaluation et les enseignants ne sont pas suffisamment préparés à cette pratique. Les enseignants sont peu préparés aux enjeux des évaluations en classes.

Les pratiques de classe sont déterminées par la formation des enseignants qui privilégient les textes narratifs et descriptifs, jugés plus accessibles, au détriment d'autres types plus complexes (injonctif, poétique). Plus ils maitrisent un type de texte, plus il est enseigné et plus les élèves sont évalués sur ce type de texte.

Faute de ressources et de supports, les enseignants conçoivent eux-mêmes leurs outils d'évaluation, ce qui favorise l'adaptation et une variété de supports, mais nécessite un meilleur encadrement.

La communication des résultats des évaluations est bien faite et la remédiation est prise au sérieux par les enseignants mais nécessitent d'être renforcées et accompagnées.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche dresse un état des lieux des pratiques évaluatives et questionne la formation initiale des enseignants. Elle rend compte de l'importance de l'expérience professionnelle et l'importance de la formation initiale des enseignants sur leurs pratiques de classe.

PRATIQUES

- Les résultats visent à mieux comprendre les pratiques évaluatives des enseignants, leur impact sur le niveau des élèves, et à orienter la formation initiale et continue pour améliorer l'efficacité pédagogique.

MÉTHODOLOGIQUES

- Le point de vue des enseignants est interrogé.

POLITIQUES

- L'étude souligne l'importance pour le MEN de renforcer et réviser les curricula des structures de formation initiale et continue des enseignants sur l'enseignement, l'apprentissage des types de textes et des pratiques d'évaluation de la production d'écrits, en clarifiant et adaptant les critères et barèmes du CEB.

RECOMMANDATIONS

L'étude formule des recommandations importantes visant à aider les enseignants dans leur développement personnel et professionnel et s'adresse notamment aux Cellules pédagogiques et formateurs :

La formation des enseignants

Il est crucial de renforcer et réviser les curricula des structures de formation initiale et continue des enseignants sur l'enseignement, l'apprentissage des types de textes et des pratiques d'évaluation de la production d'écrits, en clarifiant et adaptant les critères et barèmes du CEB, en harmonisant les pratiques pédagogiques, en insistant sur les types de texte, et en développant la communication des résultats, l'exploitation des évaluations pour la remédiation et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques, tout en soutenant leur développement professionnel par la formation continue et par les pairs.

L'apprentissage initial de l'activité de rédaction

Les curricula de formation des Centres Régionaux de Formation des Personnels de l'Éducation doivent intégrer l'apprentissage de la rédaction en tenant compte des profils des stagiaires, avec une mise à niveau pour un enseignement de la production d'écrits. Les enseignements des types d'écrits et de la didactique des écrits doivent être renforcés.

Le lien entre production écrite, fonctionnement de la langue, orthographe et lexique

Les enseignants doivent être sensibilisés au fait que la connaissance et le maniement de la langue ne sont pas différents de la production d'écrits et que les activités y afférant sont complémentaires.

L'exploitation du numérique.

La formation aux outils numériques est essentielle, nécessitant l'équipement des écoles et la promotion de leur usage pédagogique, avec diffusion et partage des bonnes pratiques.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Non

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée sur la chaine YouTube du Programme APPRENDRE à l'occasion du Webinaire « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » :**

  - « *Analyse des pratiques d'évaluation des enseignants de l'élémentaire en évaluation des compétences de palier dans les trois domaines du CEB* », Mamadou Drame, Professeur à la FASTEF. Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

- **Par la publication d'un article dans la revue Frantice :**

  - Pratiques évaluatives des enseignants de la 3e étape : évaluation des compétences de palier en production d'écrits – Revue Franctice

Consulter le lien

- **A l'occasion du Congrès du RAIFFET** – Réseau Africain des Institutions de Formation de Formateurs de l'Enseignement Technique – en 2022 – à Libreville sur le thème :

  - « *Dispositif de formation, pratiques évaluatives des enseignants en production d'écrits et acquisition de compétences chez les élèves : l'APC en question* »

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 3

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Analyse des pratiques enseignantes en sciences et en mathématiques dans les collèges publics et privés de Côte d'Ivoire

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | FORMATION DES ENSEIGNANTS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Améliorer l'accès des enseignants et des élèves aux ressources diversifiées.
- La supervision des pratiques par les inspecteurs pédagogiques doit évoluer vers la co-construction des pratiques enseignantes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Côte d'Ivoire — **Budget alloué : 10 450 euros**

- **Porteur de projet et coordonnateur :** KOFFI Kouakou Innocent, Maître de Conférences, Didactique des Sciences ENS d'Abidjan,
- **Nom du référent scientifique :** De HONSSON Cécile - (France) ; CHEVALIER Jean Pierre – (France) / membre du CS
- **Établissements partenaires :** École nationale supérieure d'Abidjan (ENS) – Côte d'Ivoire. Laboratoire de sciences physiques fondamentales et appliquées, unité didactique de sciences.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est de modéliser les pratiques enseignantes relatives à l'enseignement des mathématiques au collège. De façon spécifique, il s'agit de caractériser les pratiques de conception des séances de classes pour l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques au collège.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En Côte d'Ivoire, le déficit d'enseignants dans les disciplines scientifiques et particulièrement en mathématiques est un phénomène récurrent. L'état des lieux (MENET, 2015) indique que le déficit est de 495 professeurs de lycées et 404 professeurs de collèges en 2014. Pour réduire ce déficit, des diplômés des universités ont été recrutés.

Ainsi parmi les 3000 contractuels recrutés en 2012, 1200 (soit 40%) sont destinés à l'enseignement des sciences et des mathématiques. Cependant, certains parmi eux ont des diplômes qui ne sont pas toujours en adéquation avec la matière qu'ils enseignent, et donc ne cadrent pas avec la matière enseignée (MENET, 2015 et 2019).

Problématique

Les questions auxquelles tentent de répondre cette recherche sont de savoir quelles sont les pratiques enseignantes en mathématiques dans les collèges publics de Côte d'Ivoire ?

De façon plus spécifique, elle pose les questions : quelles sont les pratiques de conception des séances de classes en mathématiques au collège ? Quelles sont les pratiques au cours des séances de classes en mathématiques au collège ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche participative
- Observation de classes

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la direction de Kouakou Innocent Koffi, Maître de Conférences à l'ENS d'Abidjan, avec une équipe composée de M'Boua Parfait Aby, docteur en didactique des mathématiques et de deux acteurs de terrain Koffi Emmanuel Yao et Ali Aya.

Méthodologie employée

Les pratiques enseignantes sont étudiées dans le contexte de l'enseignement des fractions en 6e dans les établissements publics de Côte d'Ivoire au regard du contexte curriculaire (tableau des contenus et des habiletés extraites du programme de mathématiques de 6e (MENETFP - 2020). La méthodologie se base autour de différents éléments d'observation : l'hétérogénéité de la classe, les instruments, le tableau, l'évaluation, l'institutionnalisation du savoir, la correction des exercices, les activités de classe, la gestion des erreurs, le début des séances, la fin des séances, les travaux hors classe, l'intervention des élèves et le réseau de communication.

Différents outils d'analyse sont mobilisés :

- **Des observations par vidéo de séances de classes** avec des prises de notes, une grille d'observation et un appareil vidéo. La classe, les élèves et les enseignants sont filmés à partir d'une caméra fixe. Un micro-cravate est accroché au professeur. Le discours et les gestes de l'enseignant et des élèves sont filmés.
- **Des entretiens semi dirigés :** des entretiens, anté et post-séances avec les enseignants sont également filmés. Les aspects des composantes personnelles et sociales sont obtenus par les entretiens. Les entretiens portent sur l'expérience professionnelle et la sociobiographie de la classe.
- **Une analyse a priori** étudie le savoir à enseigner, ses contraintes de transposition didactique et son articulation avec les savoirs présents dans le curriculum.

Population cible et échantillon

Le corpus est constitué de 13 vidéos des séances de classes observées, des prises de notes des cours, de 7 vidéos des entretiens anté et post-séances et des images des traces écrites des élèves. Le milieu d'étude est la classe de 6e où est enseigné les fractions. Le choix se porte sur les établissements secondaires du public à statut ordinaire, en zone urbaine et en zone rurale (établissement public de la zone rurale d'Arrah, un établissement de la zone urbaine d'Agboville, et deux établissements de la capitale économique ont été choisis).

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Non renseignée.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude décrit les pratiques de préparation des séances de classes et les pratiques de classe autour de l'apprentissage et l'enseignement des fractions en 6e, confrontées aux injonctions institutionnelles (contenu, démarches et modalités d'évaluation des programmes officiels et des documents d'accompagnement).

- **Connaissances des prérequis.** Dans un premier temps, les entretiens auprès des enseignants permettent d'apprécier leurs références sur les prérequis des notions sur les fractions avant la classe de 6e. Leurs connaissances sur les savoirs à enseigner à l'école primaire est assez variable et non exhaustif, d'un enseignant à l'autre. Leurs propos montrent une difficulté à identifier clairement les concepts et les opérations de base de la fraction planifiés dans les programmes des classes du primaire. Les liaisons entre les programmes ne sont pas construites et leur connaissance des prérequis relatifs à l'enseignement et à l'apprentissage des fractions en classe de 6e est insuffisante.

- **Avant la séance de classe.** En vue de préparer les séances de classes, il ressort de l'étude que les collaborations tissées entre pairs sont dominées par des pratiques personnelles et informelles. Il n'existe pas de séances collectives pour la préparation et la conduite des séances. Chaque enseignant explore au mieux les ressources documentaires dont il dispose lui-même. Des fiches, supports recueillis auprès des pairs sont exploités personnellement par les enseignants pour concevoir leur propre fiche. La collaboration reste donc artificielle, liée à des plateformes commerciales. Les manuels sont variables d'un établissement à l'autre, certains n'en font pas cas. Les élèves en possèdent très peu.

- **Analyse des pratiques de classes :** la séance de classe est orientée par les objectifs déclarés par l'enseignant, les références curriculaires et les objectifs effectivement réalisés. Le discours en classe est effectivement chargé des concepts clés en mathématiques sur le thème étudié : la fraction, diviser et simplifier, diviseur, divisibilité sont abondants dans le discours. La technique de la simplification ou de l'obtention de fraction égale à une fraction donnée sont largement explorées. Cependant, les difficultés conceptuelles sont manifestes. Au cours de la pratique de classe, la composante méditative est dominante suivie de la composante cognitive et sociale, la composante personnelle est presque latente sur les trois segments mais difficilement observable objectivement.

- **Analyse de la composante médiative :** la médiation est omniprésente en classe et se manifeste surtout lors des recherches individuelles ou collectives, des exposés et de la prise de notes. Ces moments révèlent les aides de l'enseignant, qui passe par l'écoute active, la circulation en classe et l'observation des productions des élèves. Il existe un maillage d'aides que l'enseignant met en place pour faciliter l'acquisition du savoir (la reformulation, la répétition, l'apport de savoirs, des détours par des tâches plus simples, une proximité physique avec les élèves). On observe une pratique permanente de suivi et d'évaluation et de proposition d'aides.

- **Les séances de classes sont analysées au prisme des composantes sociales dans la pratique de l'enseignement des fractions.** La gestion de la classe relève de deux groupes : la routine de la gestion de classe (gestion de la parole, conditions d'apprentissages) et la dynamique dans la gestion du groupe classe (discipline, gestion du temps, gestion des absences et retards). L'étude souligne que les effectifs élevés des groupes classes affectent la composante sociale et le climat au sein du groupe classe.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche souligne **l'influence de la composante institutionnelle dans la conception des séances de classes à travers les ressources matérielles et humaines.**

Lors de la préparation de la séance de classe deux modèles sont explicités : **le modèle centré sur soi et le modèle centré sur soi et sur les ressources matérielles** (partage de ressources via les réseaux sociaux).

Avant la séance, **la préparation des séances de classe est souvent individuelle,** sans collaboration avec les pairs, avec des ressources personnelles diverses.

Pendant la séance, **deux modèles sont observés : des pratiques de classes à composante médiative faible et des pratiques de classes à climat social défavorable.**

Quel que soit le contexte et le modèle, le contexte de production est complexe. Au niveau de la supervision et la régulation, les pratiques sont faibles aussi bien en termes de fréquence et que de prise en charge des difficultés et lacunes au niveau des enseignants.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Les différentes investigations ont débouché sur l'établissement d'un bilan des pratiques enseignantes sur l'enseignement des fractions en classe de 6e.

PRATIQUES

- Un projet de formation devrait être proposé sur la base des lacunes observées et concevoir un ouvrage d'accompagnement didactique des enseignants de lycée et collège.

MÉTHODOLOGIQUES

- La méthodologie a consisté en des observations pointues de classe sur différentes composantes. L'étude relate de façon très détaillée les différentes séances de classes, les analyses de discours, de mots, les approches pédagogiques et didactiques, les analyses médiatives et sociales des séances de classes observées.

POLITIQUES

- Les investigations sur les composantes cognitives donnent lieu à des perspectives d'ateliers de recherche sur les thèmes du « *Langage et terminologie dans l'étude des fractions* », « *Le choix raisonné des fractions à comparer* », « *La transposition didactique de la fraction au collège* », « L*a liaison entre les programmes de collèges et des écoles primaires sur les fractions* ». L'analyse de la composante sociale ouvre des perspectives de recherches sur de nombreux thèmes dont « *L'autonomie dans l'apprentissage des fractions* », « *La gestion du temps didactique* », « *Les obstacles didactiques en mathématiques* ».

RECOMMANDATIONS

Des points forts sont recommandés à l'issue de cette recherche :

- **L'importance de renforcer la collaboration institutionnelle en améliorant les structures de supervision et en améliorant l'accès des enseignants et des élèves aux ressources diversifiées** (didactique, culture scientifique, groupes de travail) pour la préparation des séances de classe.
- **La lisibilité des programmes concerne à la fois la formation initiale et continue de l'enseignant mais aussi la qualité de l'écriture du programme.** L'enseignant construit au mieux de sa culture, la transposition didactique interne des prescriptions curriculaires. Les contours du savoir à enseigner tels que des concepts et des règles doivent être nets pour éviter des interprétations trop divergentes.
- **La supervision des pratiques par les inspecteurs pédagogiques doit évoluer de la pratique d'évaluation des pratiques enseignantes à la co-construction** des pratiques enseignantes. La construction collective des pratiques de classe sur les différents thèmes de leçon devient une nécessité.
- **La composante sociale doit être renforcée en réduisant les effectifs** de classe pour contribuer à mettre en place un climat favorable au processus d'enseignement et d'apprentissage.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

La restitution scientifique et la restitution administrative auprès du ministère sont en cours d'organisation.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée par une présentation du projet, de ses résultats et des principales recommandations sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** à l'occasion du Webinaire « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » :
- « *Analyse des pratiques enseignantes en sciences et en mathématiques dans les collèges publics et privés de Côte d'Ivoire.* » Innocent Koffi Kouakou, Maître de conférences à l'ENS d'Abidjan, Chaine YouTube Programme APPRENDRE,

Visionner la vidéo

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 4

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

USAGE PÉDAGOGIQUE DES TIC POUR L'ENSEIGNEMENT

APPRENDRE

Apprendre la pensée logique par l'informatique dans les écoles primaires Tunisiennes

APPRENTISSAGE ET COGNITION | PÉDAGOGIES INNOVANTES | NUMÉRIQUE / TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Améliorer les matrices curriculaires, en assurant la cohérence et la continuité du développement de la pensée logique tout au long du parcours scolaire

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Tunisie

Budget alloué : 20 920 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  BEN GHEZALA Henda, professeur
- **Nom du référent scientifique :**
  CHEVALIER Jean-Pierre - FRANCE ;
  WALLETT Jacques - FRANCE - Membres du CS
- **Établissements partenaires :**
  - Laboratoire de Recherche en génie Logiciel & informatique Appliquée (RIADSI)- École Nationale des Sciences de l'Informatique (ENSI), Université de la Manoumba ;
  - Centre national pédagogique (CNP) - Ministère de l'éducation ;
  - CASTOR-ENS Cachan

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet Apprendre la pensée logique par l'informatique (API) s'intéresse au développement de la pensée logique chez les jeunes apprenants tunisiens.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

L'apprentissage de la pensée logique est considéré comme une compétence fondamentale favorisant l'autonomie. Son développement exige une démarche active et adaptée socialement et culturellement. Le système éducatif doit adapter les programmes, moderniser les outils et former les enseignants pour permettre aux élèves de développer efficacement ces compétences. Pour développer des compétences de la pensée logique capables d'agir efficacement sur leurs environnements, les intérêts majeurs dans le système éducatif touchent à la fois les enseignants et les élèves. Il y a lieu d'adapter les programmes scolaires, de faire évoluer les outils et de former les enseignants.

Problématique

Le projet API ambitionne de fournir des outils pour mesurer le degré de développement des compétences de la pensée logique dans les programmes scolaires à l'école primaire et apporter une aide aux décideurs sur la base de recommandations d'améliorations possibles. Il vise à concevoir un système de recommandation intelligent pour soutenir un apprentissage basé sur les compétences.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Expérimentation
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par le professeur Henda Ben Ghezala, avec la collaboration d'Ines Bayoudh, Dorsaf Benna Chelly, Manel Ben Sassi, Jalel Saâdi, Firas Saidi.

Méthodologie employée

Le projet de recherche API s'inspire de la recherche design en éducation en s'appuyant sur une démarche en trois phases :

- **1ère phase :** évaluer l'adéquation des méthodes d'apprentissage de la pensée logique avec le contexte tunisien afin d'identifier les approches les plus pertinentes et adéquates pour son développement :
  - analyser les manuels scolaires des disciplines « éveil scientifique », « éducation technologique » et « mathématique » de 5e année d'enseignement primaire via des grilles d'analyse (en sciences expérimentales et en mathématiques) ;
  - évaluer le degré de développement de la pensée logique chez l'élève tunisien à travers des questionnaires (élèves et enseignants) ;
  - organiser et analyser les résultats du concours CASTOR (nb : le concours Castor vise à faire découvrir aux jeunes l'informatique et les sciences du numérique).
- **2e phase :** proposer des recommandations opérationnelles pour l'utilisation d'outils informatiques dans des scénarios pédagogiques destinés à initier les élèves du primaire tunisien à la pensée logique et à la résolution de problèmes - modéliser, filtrer et traiter les données collectées afin de construire une base de connaissances pour le développement de la pensée logique et d'un entrepôt de données;
- **3e phase :** formuler des recommandations stratégiques pour améliorer les matrices curriculaires, en assurant la cohérence et la continuité du développement de la pensée logique tout au long du parcours scolaire. Cette phase vise la conception, le développement et le test d'un système informatique intelligent pour l'apprentissage basé sur les compétences : outil d'aide à la décision contenant une matrice curriculaire, des aides pédagogiques et des scénarii d'apprentissage.

Population cible et échantillon

- **Une enquête « enseignants »** de 5e et 6e année du primaire dans le domaine scientifique (68 réponses).
- **Une enquête « élèves »** visant à évaluer le degré de développement de la pensée logique auprès d'un échantillon aléatoire de 575 élèves de de 5e et 6e années du primaire des zones rurales et urbaines (gouvernorats de Bizerte, Ben Arous, Nabeul, Sidi Bouzid et Mednine) via une passation classique (papier/crayon) en présence des enseignants.
- **Les données des concours et des challenges Castor** relatives au contexte tunisien via une session du concours Castor planifiée et organisée en novembre et décembre 2019 dans les régions Bizerte, Sidi Bouzid, Ben Arous et Ben Guerdane. S'y ajoute les données de 2016, 2017 et 2018.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le contexte sanitaire (Covid-19) n'a pas permis de compléter les enquêtes par des visites en classe pour vérifier les affirmations, voir concrètement les pratiques adoptées et faire des rapprochements des points de vue des enseignants et des élèves.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les enquêtes montrent que les enseignants diversifient leurs sources et méthodes, mais la pédagogie par projet reste peu adoptée. L'équipement informatique est inégal et souvent insuffisant, surtout en zones rurales, et un référent technique serait souhaité. La moitié des enseignants valorise les formations et l'usage des TICE, mais réclame davantage de soutien. Les jeunes enseignants utilisent plus facilement des applications comme Scratch, tandis que les plus âgés restent réticents. Les TICE sont jugées utiles pour développer la pensée logique et l'autonomie des élèves. Côté élèves, ceux-ci apprécient l'apport de l'école et des TIC, mais déplorent le faible usage des ressources numériques et de la robotique, ainsi qu'une faible participation aux clubs scientifiques. L'accès aux équipements varie selon les écoles.

L'analyse des manuels apportent les éléments intéressants sur leurs contenus.

Le manuel d'éveil scientifique fournit les bases nécessaires mais rend difficile la distinction entre notions essentielles et secondaires. Son contenu, dense et peu guidé, limite l'autonomie des élèves et dépasse le temps alloué. Les activités, centrées sur des exercices à solution unique et l'observation de schémas moyens, demandent un niveau de logique et d'imagination souvent élevé pour des élèves de primaire.

Le manuel d'éducation technologique propose un contenu riche inspiré de la pédagogie active, mais sa partie théorique demande une meilleure transposition didactique et sa partie pratique reste mal équilibrée, plaçant plusieurs activités hors de portée des élèves. L'accent est davantage mis sur la production de textes liés à la vie quotidienne que sur la maîtrise concrète du matériel et des logiciels. Enfin, la forte dépendance aux équipements informatiques et la disparité des infrastructures entre écoles constituent un obstacle majeur à l'intégration effective des TICE.

Enfin, le manuel de mathématiques présente toutes les compétences visées et constitue surtout un outil pour l'enseignant, mais il manque de guidage pour l'élève et d'astuces pratiques. La place du numérique y est quasi absente, avec peu de situations intégrant logiciels ou outils TICE.

Le concours CASTOR de l'ENS-Cachan (challenge proposant des problèmes couvrant différents champs en informatique dans une vision de résolution de problème) est structuré en 12 questions permettant de valider les connaissances de l'élève par rapport à une ou plusieurs compétences.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Partant de l'état de l'art et des observations, la mise en place du prototype est passée par deux phases :

- Une phase de conception et de modélisation qui a permis :
  - La conception de l'architecture du système,
  - La modélisation des données et la représentation des connaissances
  - Les principaux algorithmes (calcul des degrés de développement des compétences et la recommandation)
- Une phase de mise en œuvre avec le développement du prototype et son test avec des données réelles. Le prototype est structuré en 3 couches (collecte des données, calcul de degré de développement de la pensée logique, recommandations). Il s'agit d'une application web sécurisée avec le langage JavaScript, l'environnement AngularJS et le système de gestion de base de données orientées graphe Neo4j.

Le système intelligent s'adresse à différents acteurs : aux apprenants et parents, pour personnaliser le suivi des compétences, aux enseignants pour évaluer le niveau des élèves, aux experts pédagogiques pour gérer la base de connaissances, et aux décideurs pour orienter leurs choix. Accessible sur divers terminaux, il propose une interface adaptée à chaque profil. Enfin, l'administrateur (expert pédagogique) peut enrichir le système avec de nouvelles sources de données (réseaux sociaux, enquêtes) afin d'améliorer les recommandations.

Le principal objectif du système développé consiste à recommander, en fonction du profil de l'utilisateur et sur la base des données réelles, **les solutions possibles pour répondre aux besoins de décision attendus.**
La recommandation est développée en se basant sur la logique floue, une technique de l'intelligence artificielle, généralement utilisée dans différents domaines de raisonnement pour sa capacité à représenter des connaissances imprécises en offrant des possibilités de codification des connaissances des experts.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Le projet API souligne l'importance de l'apprentissage par compétence de la pensée logique qui devient une nécessité à acquérir, voire une compétence fondamentale qui favorise l'autonomie et la mise en place d'une démarche de recherche chez l'élève.

PRATIQUES

- Plusieurs pistes de développement doivent être approfondies pour professionnaliser le prototype proposé : créer une matrice curriculaire évolutive pour guider l'enseignement du raisonnement logique et tester les recommandations sur différentes régions tunisiennes ; enrichir le système de recommandation avec de nouvelles sources de données ouvertes et massives ; améliorer les fonctionnalités via des composantes intelligentes basées sur le Machine Learning et le Deep Learning ; et enfin, déployer et professionnaliser le prototype, éventuellement à travers une startup, pour le partager avec les structures éducatives francophones.

POLITIQUES

- Le projet API propose un système informatique utilisant des techniques de l'intelligence artificielle afin d'assister les décideurs et acteurs de l'éducation tunisienne dans la prise de décision en ce qui concerne le développement de la pensée logique chez les élèves.

RECOMMANDATIONS

Le projet API recommande les points suivants :

- Un effort de la part du ministère de l'éducation doit être poursuivi pour **développer l'apprentissage de la pensée logique et former les enseignants à la manière d'intégrer cet usage dans les enseignements.**
- **Les manuels doivent être davantage adaptés au profil des élèves ; l'enseignement des TIC devrait débuter dès le primaire,** être à la fois une discipline autonome et un outil transversal.
- **Le développement de la pensée logique peut être renforcé par la recherche d'information en ligne, la communication via les réseaux sociaux et les plateformes éducatives, l'initiation à la programmation (ex. Scratch) et l'usage de jeux sérieux et stratégiques.**
- Il est nécessaire de **mettre à niveau en continu les équipements informatiques,** de **renforcer la formation continue des enseignants aux TICE** et d'outiller les décideurs pour adapter les programmes et stratégies, notamment via le système API conçu dans ce projet.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le projet de recherche ne mentionne pas de session de partage au niveau national

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée sous forme d'une présentation vidéo des résultats de la recherche sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** :

Visionner la vidéo

Thème 4

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

USAGE PÉDAGOGIQUE DES TIC POUR L'ENSEIGNEMENT

APPRENDRE

Compétences TIC et compétences informationnelles des élèves au Burkina Faso : cas des collégiens et lycéens du lycée professionnel régional du Centre

APPRENTISSAGE ET COGNITION | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PROGRAMMES SCOLAIRES | NUMÉRIQUE / TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Murir une stratégie officielle d'intégration des TIC dans les apprentissages.
- Améliorer l'enseignement de l'informatique pour doter les élèves de compétences informationnelles.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso

Budget alloué : 17 989 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** PARE KABORE Afsata, professeur
- **Nom du référent scientifique :** GALY Abdelkader - NIGER
- **Établissements partenaires :** Laboratoire de psychopédagogie, d'andragogie, de mesure et évaluation et de politiques éducatives (LAPAME), Ecole normale supérieure de Koudougou et Université Norbert Zongo de Koudougou

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de la recherche se penche sur les compétences informationnelles des élèves de lycée en situation d'apprentissage sur le web. De façon spécifique, il s'agit de décrire et analyser les pratiques déclarées et effectives d'élèves en recherche et en traitement de l'information.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Aujourd'hui, les TIC font partie intégrante de la vie tant sociale et scolaire de nombreux apprenants et formateurs. Au Burkina Faso, les écrits scientifiques traitant des compétences informationnelles sont rares. Seule la thèse de Ouedraogo (2017) traite de manière spécifique des compétences informationnelles de futurs enseignants burkinabè du secondaire. En outre, la littérature scientifique traitant de ces compétences chez les lycéens du Burkina Faso est inexistante. La plupart des auteurs burkinabè se penchent plutôt sur les usages TIC pour l'éducation et pour la formation. S'il ressort des enquêtes réalisées par le Ministère du Développement, de l'Économie numérique et des Postes de 2014 à 2016 qu'au moins un établissement par région dispose d'une salle informatique fonctionnelle, il n'en demeure pas moins que les outils numériques restent un luxe pour le système éducatif et ses acteurs dans le contexte socioéconomique et politique du Burkina Faso où tout est prioritaire. Le développement des compétences informationnelles est absent des curricula de l'enseignement primaire, post-primaire, secondaire et supérieur du pays.

Problématique

L'usage du numérique à l'école et les compétences à développer chez les élèves mettent l'accent sur la recherche et l'exploitation des informations numériques. La présente étude se focalise sur le cas des apprenants à travers la question principale suivante : les élèves des lycées du Burkina Faso ont-ils les compétences nécessaires pour exploiter les informations sur le web dans le cadre de leurs apprentissages ? Face à la quantité exponentielle d'information, possèdent-ils les compétences utiles pour accéder à cette société du savoir ? Les élèves sont-ils compétents pour trouver, évaluer, utiliser les informations ? Les « natifs du numérique » ont accès aux applications et aux outils numériques, mais disposent-ils des habiletés numériques et informationnelles pour les utiliser au quotidien et surtout dans le cadre de leurs activités d'apprentissages ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par le professeur Afsata Pare Kabore, avec la collaboration de 5 personnes, Dr Parfait Kabore, Dr Benjamin Sia, Dr Emile Ouedraogo et Paul Bere praticien du terrain.

Méthodologie employée

La recherche-action s'est articulée autour d'une analyse descriptive des pratiques des élèves de lycée avec la production d'un état de l'art puis la conception d'un questionnaire d'enquête à destination des élèves en vue de décrire et analyser leurs pratiques effectives de recherches d'informations, de traitement et d'exploitation des informations sur le Web à des fins d'apprentissage. En complément du questionnaire, des observations directes de séances de cours se sont déroulées à travers un exercice de recherche et de traitement d'information sur le web par les élèves, appuyées par une grille d'observation

Population cible et échantillon

La recherche cible les apprenants du lycée professionnel régional du centre (LPRC) à Ouagadougou, établissement secondaire d'enseignement technique. L'échantillon cible l'ensemble des élèves de la classe de BEP2 MVA – soit 85 élèves dont 10 filles.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

La mise en œuvre de la phase pratique a été contrainte par la non-disponibilité de la salle informatique, l'insuffisance du nombre d'ordinateurs et le déficit de la connexion Internet. Il est constaté une faible maîtrise des manipulations de base de l'outil informatique par les participants (certains élèves ne savaient pas utiliser la souris, d'autres ne savent pas identifier un navigateur de recherche, d'autres ne savent pas comment enregistrer un document).

La troisième difficulté est inhérente au contexte sanitaire (Covid'19) qui a entrainé la fermeture des établissements scolaires et le report de l'enquête

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

En croisant les observations des pratiques et les déclarations des apprenants, l'étude sur les compétences informationnelles des élèves du lycée professionnel régional du Centre montre que **la majorité des élèves n'a pas accès à un ordinateur, mais dispose d'un smartphone** utilisé pour se connecter à Internet, ou se connecte surtout à domicile ou en cybercafé. Peu ont reçu une initiation à l'informatique avant le lycée, et la recherche d'information sur le web n'est pas intégrée dans les programmes scolaires. Malgré cela, beaucoup l'utilisent régulièrement pour leurs travaux, bien qu'ils privilégient encore les manuels papier et les informations obtenues auprès de leurs pairs, parents ou enseignants. Les élèves utilisent principalement Google (et parfois Facebook), mais **peinent à trouver, évaluer et exploiter correctement l'information, faute de formation aux règles d'évaluation, de comparaison et de citation des sources.**

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les difficultés constatées des élèves à rechercher, évaluer, organiser et partager l'information sur Internet pourrait s'expliquer par sa non prise en compte dans les référentiels de formation des enseignants et dans les programmes scolaires du Burkina Faso.

En termes de perspective, la prise en compte du lien entre les caractéristiques sociodémographiques des élèves et leur niveau en compétences numériques dans une étude plus étendue constitue une piste.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette recherche contribue à la littérature scientifique en fournissant une description détaillée des pratiques informationnelles des élèves sur le Web et analyse la capacité informationnelle des élèves pour chercher les informations, les évaluer et les stocker et l'exploiter.

PRATIQUES

- La présente étude lance des pistes de réflexions pour élaborer des curricula intégrant le renforcement des compétences informationnelles des élèves de l'enseignement secondaire classique et technique au Burkina Faso – voir le développement d'un module de formation pour renforcer les compétences numériques des élèves.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'échantillon est faible comparativement à l'effectif de l'établissement et celui du post-primaire et secondaire en général. Une étude qui comporterait un nombre plus élevé d'écoles et de répondants renforcerait les résultats de la recherche

POLITIQUES

- Les résultats de la présente recherche peuvent servir de tremplin pour interpeller les acteurs de l'éducation sur la nécessité de renforcer les compétences informationnelles des élèves afin qu'ils soient aptes à intégrer la société de l'information. Il est suggéré de conduire une étude plus représentative à l'échelle nationale ainsi que démarrer la réflexion autour d'une Stratégie officielle d'intégration des TIC dans les apprentissages.

RECOMMANDATIONS

Des recommandations clés sont formulées par l'équipe de recherche :

- **Murir une stratégie officielle d'intégration des TIC dans les apprentissages** pourrait permettre un usage optimum, entrainer les élèves à les utiliser et leur permettre d'accéder à ces outils d'apprentissage,
- **L'enseignement de l'informatique** permettrait de doter les élèves de compétences numériques via une utilisation réfléchie des outils, de création de contenus (règles), de publication et de communication, pour optimiser l'utilisation, la gestion et le traitement des données,
- **Des recherches approfondies et complémentaires devraient être réalisées en prenant en compte d'autres écoles** des régions du Burkina Faso. Cette méthode permettrait d'élargir l'échantillon et effectuer une étude comparée des compétences informationnelles des élèves en fonction des régions,
- **D'autres perspectives de recherche pourraient porter sur les usages des terminaux mobiles dans les apprentissages scolaires** en contexte burkinabè.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le projet de recherche a fait l'objet d'un rendu au niveau national, impliquant différents acteurs de terrain, des responsables en charge de la recherche et des innovations. Ils ont exprimé leur satisfaction sur les résultats obtenus. Les attentes sont fortes de voir comment optimiser la maitrise des TIC par les différents acteurs (stratégie, enseignants, élèves).

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** à l'occasion du Webinaire « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » :

  - « *Compétences TIC et compétences informationnelles des élèves au Burkina Faso : cas des collégiens et lycéens du lycée professionnel régional du Centre* » Afsata Paré/Kaboré, Professeure titulaire à l'Unité de formation et de recherche (UFR) Lettres et sciences humaines de l'Université de Koudougou, Chaine YouTube Programme APPRENDRE

Visionner la vidéo

- **Deux articles ont été publiés**

  - Pratiques d'utilisation des outils numériques pour rechercher l'information sur Internet par des collégiens et lycéens du lycée professionnel régional du Centre de Ouagadougou- Burkina Faso - PARE KABORE Afsata - REVUE PEDAGOGIE ET HUMANITES N °2- NOVEMBRE 2023 :

Consulter le lien

  - Les compétences informationnelles des élèves du Lycée Professionnel Régional du Centre (LPRC) à Ouagadougou – PARE KABORE Afsata - Revue Frantice :

Consulter le lien

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AFD

Thème 2

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGE

APPRENDRE

De l'évaluation des apprentissages à l'évaluation pour les apprentissages : état de la situation à travers les pratiques d'évaluation dans l'enseignement élémentaire guinéen

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | ÉVALUATION ET CERTIFICATION

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Renforcer la formation systématique de tous les enseignants de l'élémentaire afin de les aider à pratiquer des évaluations au service des apprentissages.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Guinée

Budget alloué : 16 590 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** DIALLO Mamadou Cellou, professeur
- **Nom du référent scientifique :** WITTORSKI Richard - FRANCE
- **Établissements partenaires :** Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG), Conakry

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de la recherche vise à analyser les pratiques d'évaluation des enseignants de l'élémentaire guinéen. L'étude a pour objectifs spécifiques de décrire les pratiques évaluatives des enseignants de l'élémentaire, examiner dans quelle mesure ces pratiques favorisent les apprentissages et envisager des mesures de remédiation.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

La qualité des enseignements et des apprentissages sont des préoccupations partagées par tous les acteurs et partenaires des systèmes éducatifs à travers le monde. La formation et le soutien des enseignants constituent des stratégies de premier ordre. En Guinée, la méthode des « cinq pas didactiques » accorde une place centrale à l'évaluation (diagnostique, formative et sommative) pour améliorer les apprentissages. Pourtant, les résultats scolaires restent faibles, avec moins de 50 % de réussite aux examens, et les enseignants se rejettent la responsabilité face aux difficultés des élèves. La fiabilité de l'évaluation sommative est questionnée sur la décision de valider le passage des élèves en classe supérieur, et l'accent devrait plutôt être mis sur l'évaluation diagnostique et formative, qui soutiennent réellement les apprentissages. Peu de recherches existent sur les pratiques d'évaluation au service de l'apprentissage au primaire en Guinée, ce qui justifie ces nouvelles investigations.

Problématique

La recherche part du postulat que tout ce qui se passe à l'école pose au second degré la réussite de l'élève.
Les questions de recherche soulevées par cette recherche sont les suivantes : Les pratiques d'évaluation à l'élémentaire sont-elles au service des apprentissages chez les élèves de ce cycle d'enseignement ? L'évaluation des connaissances antérieures des élèves du primaire est-elle en relation avec les apprentissages à construire tels que véhiculés par le programme d'études ? Les pratiques d'évaluation des enseignants favorisent-elles la régulation des apprentissages chez les élèves ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision de Mamadou Cellou Diallo, professeur d'université, en collaboration avec Djénabou Balde, professeur, Thierno Mamadou Diallo, assistant d'université, Mouctar Blondiaux, professeur de lycée et Souleymane Condé, assistant d'université.

Méthodologie employée

La recherche s'est articulée autour de l'exploration de la littérature, la conception de questionnaires via une approche qualitative de collecte, l'observation de pratiques de classe, des focus groups élèves et de traitement de l'information. Six instruments de collecte ont été élaborés : un questionnaire enseignant (CP2, CE2, CM1 et CM2 choisis au hasard), une grille d'observation des pratiques d'évaluation des enseignants du même échantillon d'enseignants, évoluant en CE2, CM1 et CM2; une grille d'analyse du matériel d'enseignement des enseignants observés; une grille d'analyse des cahiers d'activités des élèves de CM1 et CM2; un guide focus destiné à cinq élèves des niveaux CM1 et CM2 de chaque école visitée; un questionnaire destiné aux autorités administratives et pédagogiques (DE/CMPF), sensés suivre les enseignants. Pour la collecte, 10 enquêteurs, répartis en cinq équipes, ont été recrutés et formés avant d'être déployés dans les cinq régions.

Population cible et échantillon

L'étude couvre les quatre régions naturelles de la Guinée et la zone spéciale de Conakry. Dans ces régions, exception faite de Conakry où toutes les écoles sont urbaines, l'échantillon touche des écoles urbaines et rurales ; une attention est portée également à leur distribution selon le statut (public et privé). Dans chaque région, trois préfectures ont été choisies au hasard et deux écoles sont retenues pour un total de 6 écoles par région – soit un échantillon de 36 écoles, dont 12 rurales et une proportion comparable en écoles privées. Un échantillon aléatoire de 96 enseignants, 36 encadreurs pédagogiques et 180 élèves ont participé à la recherche.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le contexte sanitaire a entrainé un réajustement de la planification initiale, en raison de la reprise différée des cours entre le CM2 et les autres niveaux de l'élémentaire. La recherche a été réalisée en deux temps (d'abord à Conakry, puis à l'intérieur du pays). Le réajustement a entraîné l'introduction du CM1 dans l'étude et une sous-représentation de ceux du CM2 (12 au lieu de 30). La différence a été comblée par l'introduction du CM1 à l'intérieur avec 24 enseignants. Ce réajustement a conduit à une augmentation de l'effectif des enseignants à observer et du matériel d'enseignement (cet effectif évolue de 60 à 66 (12 à Conakry et 54 à l'intérieur du pays).

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

- **L'évaluation diagnostique : la plupart des enseignants du primaire (97%) affirment pratiquer l'évaluation diagnostique sur les acquis de l'année précédente, mais sans consensus sur le moment opportun pour la réaliser, ce qui remet en cause sa fonction d'orientation pédagogique.** S'ils sont nombreux (83%) à dire qu'elle sert à connaître le niveau de départ des élèves, peu précisent les actions entreprises ensuite. En cas de difficultés persistantes, les stratégies les plus courantes sont le rattrapage (42%), l'augmentation des devoirs (19%), le tutorat (14%) et l'information des parents (8%). Toutefois, moins de la moitié des enseignants définissent clairement la finalité de cette évaluation, ce qui montre qu'elle n'est pas une réelle préoccupation dans leurs pratiques.

- **La majorité des enseignants utilisent l'évaluation formative ou sommative surtout pour déterminer le niveau des élèves (65%) et rarement pour réguler ou orienter les apprentissages (moins de 10%).** Bien que 95% disent évaluer avant de nouveaux apprentissages, ils se limitent souvent à vérifier la compréhension ou les prérequis. En cas de difficultés, les solutions évoquées sont surtout les cours de rattrapage (56%) et, dans une moindre mesure, le changement de méthode ou l'augmentation des exercices. Le rôle des élèves pendant l'évaluation reste réduit à répondre aux questions, tandis que l'autoévaluation et l'évaluation par les pairs sont quasi absentes. Si 95% des enseignants informent leurs élèves des critères d'évaluation, seuls 54% donnent un feedback complet. Enfin, pour développer l'autonomie des élèves, les enseignants privilégient les travaux individuels (51%) ou en groupe (36%).

- **La majorité des encadreurs contrôlent le matériel d'enseignement par le visa des préparations de cours, ce qui contribue à améliorer la planification.** Toutefois, plus de 60% des enseignants rencontrent des difficultés dans leurs pratiques, ce qui affecte probablement la qualité de leurs évaluations.

- **L'observation des pratiques d'enseignement et d'évaluation permet de comprendre que, autant que la planification, la mise en œuvre des pratiques révèle des insuffisances** qui compromettent leur efficacité par rapport au besoin d'amélioration du rendement scolaires des élèves. **L'analyse des cahiers de classe** souligne que globalement les feedbacks portés dans les cahiers d'activités des élèves pêchent par leurs capacités très limitées par rapport à l'identification des erreurs et la précision de ce que l'élève doit faire pour mieux progresser dans ses apprentissages. En l'absence d'informations au sujet de la démarche à utiliser pour arriver au bon résultat, les élèves en difficultés d'apprentissages peineront à améliorer leurs rendements scolaires. **Enfin, de l'avis des élèves interrogés lors des focus group,** les résultats d'évaluation des enseignants servent aussi bien l'évaluation formative qui assure la régulation des apprentissages que l'évaluation sommative visant la certification des acquis. Ils ont une perception positive de l'évaluation.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La littérature ayant révélé que c'est à travers les dimensions diagnostique et formative que l'évaluation peut servir les apprentissages, les questions spécifiques se sont articulées autour de ces deux types d'évaluation.

Les informations recueillies auprès des enseignants, des élèves et des administrateurs, à travers des questionnaires, des entretiens et l'analyse des matériels d'enseignement ou l'observation de pratiques des enseignants permettent de conclure que ces évaluations peinent à assurer efficacement cette fonction d'aide à l'apprentissage.

Les principales conclusions soulignent un enthousiasme avéré pour l'évaluation sommative au détriment des autres types d'évaluation, ainsi qu'une non-intégration de l'évaluation diagnostique dans les pratiques d'évaluation.

La culture d'une évaluation diagnostique, dédiée à l'orientation du processus pédagogique, et une évaluation formative débouchant sur un feedback efficace, sont loin d'être ancrées dans les pratiques d'évaluation des enseignants de l'élémentaire. L'évaluation sert davantage l'administration de l'éducation (certification des acquis) que la pédagogique (amélioration de ces acquis). La recherche souligne l'incapacité des pratiques actuelles d'évaluation à contribuer à l'amélioration souhaitée des apprentissages des élèves et recommandent une formation systématique de tous les enseignants de l'élémentaire en évaluation des apprentissages, afin de les aider à pratiquer des évaluations qui soient au service de cet apprentissage.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette recherche contribue à la littérature scientifique en fournissant une description détaillée des pratiques évaluatives des enseignants de l'élémentaire en Guinée.

PRATIQUES

- La présente étude lance des pistes d'amélioration adressées à différentes catégories d'acteurs pour améliorer les pratiques d'évaluations diagnostique et formative au service des apprentissages.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'approche méthodologique s'est basée sur une grande diversité d'outils de collecte et d'analyse de données partant de la revue littéraire, la conduite d'une enquête auprès de différentes catégories d'acteurs, l'observation de classes et de contenus pédagogiques.

POLITIQUES

- Les résultats de la présente recherche soulignent la nécessité de renforcer la formation en évaluation basée sur un curriculum visant l'entrée par les compétences au niveau des ENI, aussi bien des enseignants que des encadreurs en insistant sur l'évaluation.

RECOMMANDATIONS

Des recommandations clés sont formulées par l'équipe de recherche.

- **Aux administrateurs scolaires,** il est demandé de renforcer les capacités des enseignants en matière d'évaluation diagnostique et formative, de contrôler leur intégration dans les supports pédagogiques, d'observer et d'analyser leurs pratiques et feedbacks en classe, puis de leur fournir un accompagnement ciblé afin d'améliorer la qualité des apprentissages.

- **L'étude suggère que les enseignants doivent pratiquer l'évaluation diagnostique** pour repérer les prérequis et difficultés des élèves, améliorer la qualité du feedback formatif, multiplier et diversifier les exercices et corrections, planifier et communiquer clairement les objectifs et modalités d'évaluation du cours, et maintenir un échange régulier avec les parents sur les performances et progrès des élèves.

- **Enfin, les parents** doivent assurer **un suivi régulier des devoirs** à domicile et maintenir une communication permanente avec l'école pour mieux accompagner la réussite des élèves.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport de recherche a été déposé auprès du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle, toutefois l'instabilité a empêché l'organisation d'une cérémonie de restitution auprès des cadres en charge du département de l'éducation.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée par une présentation du projet, de ses résultats et des principales recommandations sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** à l'occasion du Webinaire « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » :

  - « *De l'évaluation des apprentissages à l'évaluation pour les apprentissages : Etat de la situation à travers les pratiques d'évaluation dans l'enseignement élémentaire en Guinée* » Mamadou Cellou Diallo, Professeur des Universités et Directeur Général Adjoint chargé de la Recherche à l'Institut Supérieur des Sciences de l'éducation de Guinée (ISSEG), Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

- **Un article a été publié dans la Revue Frantice :**

  - Pratiques d'évaluation formative et apprentissages à l'élémentaire guinéen – Mamadou Cellou Diallo - Revue Frantice :

Consulter le lien

Thème 5

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

GENRE ET PARCOURS PROFESSIONNELS

APPRENDRE

Étude des Facteurs de stress psychosociaux chez les enseignants contractuels stagiaires au CRMEF Rabat – Salé - Kenitra. Instaurer une démarche de prévention

FORMATION DES ENSEIGNANTS | CLIMAT SCOLAIRE ET BIEN-ÊTRE | INÉGALITÉS / JUSTICE SOCIALE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Prévenir le stress des enseignants stagiaires en formation dans les CRMEF.
- Mise en place d'une démarche de prévention des risques psychosociaux au CRMEF.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Maroc

Budget alloué : 29 480 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** EL MADHI Youssef, professeur
- **Nom du référent scientifique :** GROUX Dominique - FRANCE
- **Établissements partenaires :** École supérieure de l'éducation et de la formation (ESEF), Université d'Ibn Zohr d'Agadir

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de la recherche a pour but d'élaborer un plan de prévention au sein des Centres Régionaux des Métiers de l'Education et de la Formation (CRMEFs) pour faire face aux facteurs de stress subis par les enseignants stagiaires marocains au cours de leurs formations professionnelles..

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En 2011, dans le cadre des efforts fournis en vue d'améliorer la qualité de la formation par une forte professionnalisation des métiers de l'éducation et de la formation, le ministère marocain de l'Education nationale a créé 11 CRMEFs. La réforme globale de la formation des enseignants au Maroc, lancée en 2016, s'inscrit dans la Vision stratégique 2015-2030 du ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPESRS). Elle vise une réforme globale de la formation des enseignants pour professionnaliser le métier et comprend : 1) une formation initiale de 3 ans dans les universités (ENS, ESEF, FSE, Facultés) pour acquérir des compétences académiques et en sciences de l'éducation, 2) une période de 2 ans d'induction professionnelle dans les CRMEF et sur le terrain pour développer les compétences pratiques et comportementales. Le dispositif repose sur l'approche par compétences, l'alternance théorie/pratique (60 % du temps) et un paradigme réflexif. La formation continue tout au long de la carrière est soutenue par des programmes nationaux et régionaux.

Problématique

Dans le milieu éducatif, le stress et l'épuisement professionnel chez les enseignants en formation et les enseignants pratiquants sont des phénomènes identifiés dans de nombreuses recherches. Les nouveaux enseignants stagiaires dans les CRMEFs n'échapperont pas au choc de la réalité et au stress professionnel. Identifier les facteurs de stress psychosociaux chez les enseignants stagiaires permettrait de définir les outils et stratégies pour les accompagner, telle est la problématique de départ du projet de recherche.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision de Youssef El Madhi, professeur d'université, avec la collaboration de Hassan Jebbah, Abdelmajid Soulaymani, Amina Ennya, Mohammed Haimed, Hajar Darif. Ce projet a également fédéré sept institutions marocaines de la recherche scientifique et pédagogique et s'est appuyé sur l'expertise d'Anne-Marie Vonthron (TE20 du Laboratoire Parisien de Psychologie sociale).

Méthodologie employée

La recherche s'est articulée autour de trois phases essentielles : l'élaboration des outils de travail (Questionnaire : test de détermination des facteurs de stress pour les enseignants stagiaires, Focus Groupe) ; la réalisation des enquêtes (Distribution du questionnaire - Entretiens avec les enseignants formateurs au CRMEF de Rabat Salé Kenitra (RSK) sous forme de focus group) et l'identification des mécanismes de prévention et d'adaptation au stress pour les nouveaux enseignants stagiaires au sein du CRMEF. Un comité de pilotage du projet a eu pour mission de mettre en œuvre les actions de formation des personnes ressources et la création d'un tableau de bord de suivi du projet. Il a également conçu et mis en œuvre le système d'évaluation au cours des différentes étapes.

Les directeurs du MEN des sept directions provinciales de la région de Rabat Salé Kenitra ont participé à la réalisation de ce travail en facilitant la phase d'enquêtes de terrain.

Population cible et échantillon

- **Un questionnaire** transmis à 800 enseignants, tous travaillant dans les différents établissements scolaires relevant des sept provinces de l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation (AREF) de Rabat Salé Kenitra (RSK) (Tamara, Salé, Rabat, Kenitra, Sidi Slimane, Khémissat et Sidi Kacem) et ayant déjà suivi leurs formations au CRMEF-RSK pendant les années 2017/2018 et 2018/2019. Les résultats recueillis ont été de l'ordre de 739 réponses valides réparties ainsi en 351 femmes et 388 hommes ;

- **Des entretiens** réalisés auprès de plus de 150 enseignants formateurs du CRMEF ;
- **La conduite de focus groupes** auprès des enseignants formateurs du CRMEF RSK dans les quatre établissements annexes de formation CRMEFs de la région RSK (Khémissat, Kenitra, Rabat et Sidi Kacem).

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

- Un questionnaire transmis à 800 enseignants, tous travaillant dans les différents établissements scolaires relevant des sept provinces de l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation (AREF) de Rabat Salé Kenitra (RSK) (Tamara, Salé, Rabat, Kenitra, Sidi Slimane, Khémissat et Sidi Kacem) et ayant déjà suivi leurs formations au CRMEF-RSK pendant les années 2017/2018 et 2018/2019. Les résultats recueillis ont été de l'ordre de 739 réponses valides réparties ainsi en 351 femmes et 388 hommes ;
- Des entretiens réalisés auprès de plus de 150 enseignants formateurs du CRMEF ;
- La conduite de focus groupes auprès des enseignants formateurs du CRMEF RSK dans les quatre établissements annexes de formation CRMEFs de la région RSK (Khémissat, Kenitra, Rabat et Sidi Kacem).

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'enquête menée auprès de 739 enseignants stagiaires (351 femmes et 388 hommes, majoritairement titulaires d'une licence et âgés de moins de 30 ans) révèle une forte démotivation : plus de la moitié regrettent leur choix du métier, jugé décevant, et trouvent la formation désagréable. Ils dénoncent un emploi du temps surchargé, des contenus difficiles, des modalités pédagogiques inadaptées et un manque d'outils didactiques. La plupart, sans expérience professionnelle, ressentent un stress élevé lié à l'insécurité, au doute, à l'anxiété, au retard et à l'insuffisance des bourses, surtout que 85 % viennent de l'extérieur de Rabat.

Les enseignants stagiaires subissent divers stress : liés aux contenus (programmes peu clairs et rythme intensif), aux relations interpersonnelles (manque d'aide et de conseils, générant épuisement) et au contexte de formation (environnement défavorable, peur de perdre l'emploi, faible communication et non-respect de leurs valeurs). Ces facteurs combinés provoquent instabilité, désarroi et insécurité psychologique.

Les enseignants stagiaires ressentent une impuissance et une anxiété qui les placent en phase de pré-épuisement. Leurs difficultés proviennent du manque de matériel, d'un emploi du temps inadapté, d'évaluations exigeantes, d'un faible accompagnement, du manque de soutien financier et de communication. Ces carences affectent leur estime de soi, leur sentiment d'appartenance et accroissent leur stress professionnel.

Pour réduire le stress des enseignants stagiaires, il est nécessaire de valoriser leur formation par une communication positive, de stabiliser l'emploi du temps avec une organisation pédagogique claire, et de mettre en place un tutorat incluant gestion du temps, activités ludiques, brainstorming et cellule d'écoute. La diversification des canaux de communication (boîtes à suggestions), un soutien financier régulier et des formations spécifiques sur les conditions de travail et l'organisation pédagogique sont également recommandés.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

D'après les résultats des études menées dans ce projet, **la mise en place d'une démarche de prévention des risques psychosociaux au CRMEF** s'avère nécessaire pour assurer une formation de qualité dans un environnement favorable à l'épanouissement personnel et professionnel des enseignants stagiaires. **Le concept de « CRMEF en santé »** vise à instaurer des pratiques organisationnelles et managériales fondées sur la gestion participative pour promouvoir le bien-être des enseignants stagiaires, tout en améliorant la qualité de la formation dispensée au CRMEF RSK. Un système de prévention du stress au CRMEF a été défini à partir de l'évaluation des risques, avec **un plan d'action structuré autour de trois niveaux :** primaire (agir sur les causes du stress), secondaire (développer les compétences des stagiaires pour mieux gérer le stress) et tertiaire (prise en charge médicale et accompagnement thérapeutique). La mise en œuvre, en partenariat avec le MEN, doit être évaluée à travers des indicateurs tels que l'absentéisme, la rotation des stagiaires et les actes de violence déclarés.

En outre, les résultats de cette étude ont permis d'établir **une liste des points de contrôle spécifiques** dédiés pour prévenir le stress chez les enseignants stagiaires au CRMEF RSK :

- L'administration CRMEF RSK et l'éthique en période de formation ;
- L'implication à la formation ;
- La reconnaissance en formation ;
- Les exigences liées à la formation ;
- Le soutien social ;
- La lutte contre les comportements offensants ;
- L'environnement Physique ;
- L'information et la communication ;
- La sécurité professionnelle.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette recherche contribue pour la première fois à doter le système éducatif marocain d'outils de mesures fiables, valides et reconnus scientifiquement pour déterminer les facteurs de stress et de burnout académique chez les enseignants stagiaires marocains.

PRATIQUES

- Le projet de recherche dresse le cahier des charges à la Mise en place d'un programme de prévention des risques et l'adoption de solutions immédiates pour faire face au stress.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'approche méthodologique fondée sur une enquête empirique mixte et corroborée par les observations du personnel éducatif marocain s'est basée sur une grande diversité d'outils de collecte et d'analyse de données couvrant un large échantillon.

POLITIQUES

- Les résultats de la présente recherche soulignent la nécessité d'inciter la direction et le conseil d'établissement du CRMEF RSK d'activer et donner les moyens à la Mise en place du programme de prévention (solutions pratiques pour la prévention du stress en milieu de formation) et l'adoption de solutions immédiates pour faire face au stress des enseignants stagiaires.

RECOMMANDATIONS

Ce projet a permis pour la première fois au Maroc de formuler des recommandations et solutions pratiques pour prévenir le stress des enseignants stagiaires en formation dans les CRMEF.

- Il est ainsi proposé de **promouvoir une approche participative fondée sur la communication et l'inclusion et d'adapter les contenus et plannings de formation, et de planifier efficacement les stages avec des cahiers de charge clairs.**
- Les mesures incluent aussi la **création d'un dispositif de tutorat, l'implication des stagiaires dans la prise de décision, le renforcement de la motivation et de l'entraide, la mise en place de procédures éthiques** (confidentialité, lutte contre la discrimination), ainsi que **l'amélioration de l'environnement de travail** par des locaux équipés, des activités culturelles et sportives, et des horaires équilibrés.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats du projet doivent être diffusés avec les partenaires et l'académie régionale de l'éducation et de la formation de la région Rabat Salé Kenitra (AREF RSK). De plus, une journée d'étude doit être organisée avec les directeurs des 11 CRMEF au Maroc.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée sous forme d'une présentation vidéo des résultats de la recherche, sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** :

Visionner la vidéo

- **Quatre articles ont été publiés :**

- The development and validation of an academic burnout questionnaire among Moroccan trainee teachers using the maslach burnout inventory-student survey - Journal of Education and Health Promotion - Youssef El Madhi :

Consulter le lien

- Distance Learning during Lockdown: Satisfaction Assessment among Moroccan Trainee Teachers; International Journal of Information and Education Technology; Youssef El Madhi :

Consulter le lien

- Academic burnout among trainee teachers during the COVID-19 pandemic: Effect of sociodemographic factors; Journal of Education and Health Promotion - Youssef El Madhi :

Consulter le lien

- Burnout Syndrome Prevention Measures among Nursing Staff: Implementing a Mobile Application based on MIT's App Inventor Tool using the Scratch Programming Code; International Journal of Online and Biomedical Engineering; Youssef El Madhi :

Consulter le lien

Thème 3

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Projet « EDiPrE » - Étude didactique des pratiques de classes dans le secondaire au Bénin en sciences et mathématiques : contraintes, marge de manœuvre et perspectives

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Approfondir les résultats didactiques des pratiques enseignantes en sciences et mathématiques.
- Contribuer à l'amélioration des politiques éducatives et des pratiques d'enseignement au Bénin et améliorer la mise en œuvre de l'APC.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Bénin

Budget alloué : 19 804 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** ATTIKLEME Kossivi, professeur
- **Nom du référent scientifique :** CHEVALIER Jean Pierre – France – membre du CS
- **Établissements partenaires :** Laboratoire de didactique des disciplines / Université d'Abomey Calavi - Bénin

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Cette étude de recherche a pour objectif d'appréhender et comprendre les pratiques des enseignants en situation de classe du premier cycle de l'enseignement secondaire au Bénin.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

L'Approche par Compétences (APC) a été introduite au Bénin en 1995 dans le primaire puis s'est généralisée au secondaire en 2012, après une phase progressive amorcée en 2005. L'État déploie beaucoup d'efforts financiers pour l'implémentation complète des programmes définis par l'APC dans toutes les disciplines d'apprentissage.

Les formations continues sur le terrain se sont multipliées pour les conseillers pédagogiques et les enseignants depuis 2005 afin d'améliorer les pratiques enseignantes. Malgré cela, les performances des élèves, surtout en sciences et mathématiques, restent faibles et les parents d'élèves semblent ne pas être satisfaits des performances de leurs enfants dans le secteur public. Peu de recherches locales ont étudié concrètement l'application de l'APC en sciences et mathématiques, et celles existantes restent limitées géographiquement. Un élargissement des études est donc nécessaire pour mieux comprendre l'adaptation des enseignants à ce nouveau contexte.

Problématique

Cette étude vient apprécier la manière dont les pratiques enseignantes s'organisent pour s'adapter au changement de paradigme voulu par l'Etat et les prescriptions officielles.

L'étude porte sur les questions de recherches suivantes : Comment les enseignants conçoivent et mettent en œuvre les contenus, tâches et médiations en classe ? Quelles contraintes institutionnelles, sociales et personnelles influencent leurs pratiques ? Comment l'Approche par Compétences est-elle appliquée et quels leviers permettent d'améliorer les apprentissages des élèves ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision de Kossivi Attikleme, professeur au Laboratoire de didactique des disciplines, en collaboration avec des doctorants et des titulaires de Master en sciences de l'éducation

Méthodologie employée

L'étude s'appuie sur la Double Approche Didactique et Ergonomique (DADE) de Robert et Rogalski. Cette approche issue de la théorie de l'activité s'intéresse aux activités des acteurs de la classe (élèves et enseignants) et permet de décrire les pratiques enseignantes suivant cinq composantes : cognitive (les tâches prévues pour les élèves lors d'une séance), médiative (les choix d'organisation du travail des élèves dans la classe, l'accompagnement offert par l'enseignant), institutionnelle (programmes et les ressources imposées, les préconisations), sociale (la façon dont l'enseignant fait avec les choix collectifs des collègues de l'établissement, les habitudes professionnelles) et personnelle (propre à l'enseignant, ses connaissances, ses conceptions sur les objets de savoir en jeu, sur la discipline, ses convictions).

La recherche a été menée d'octobre à décembre 2019, après autorisation du ministère de l'Enseignement secondaire et de l'Université d'Abomey-Calavi, dans quatre disciplines : Mathématiques, Physique-Chimie-Technologie (PCT), Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) et Éducation Physique et Sportive (EPS). Quatre équipes spécialisées ont collecté les données à travers des observations filmées (90 minutes par séance), des entretiens avec les enseignants (un expérimenté et un débutant) et trois élèves (un jugé faible, deux jugés forts).

Les données recueillies (vidéos et transcriptions) ont fait l'objet d'une analyse en deux étapes : (1) suivi détaillé des séances, (2) description des pratiques à partir des composantes de la DADE. Cette analyse a permis de mettre en lumière les pratiques enseignantes en lien avec les contenus disciplinaires et les usages des prescriptions officielles et les préconisations des membres du corps de contrôle (conseillers pédagogiques).

Population cible et échantillon

L'échantillonnage a été raisonné, avec un choix d'enseignants des établissements exclusivement publics afin d'évaluer le service public. Pour chaque discipline (Mathématiques, PCT, SVT, EPS), neuf enseignants (débutants, expérimentés et conseillers pédagogiques) ont été sélectionnés. Le territoire national a été découpé en trois régions (Région ALOP - départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé et du plateau ; Région MCZC - départements du Mono, du Couffo, du Zou et des Collines) couvrant neuf départements - Atacora, Borgou, Couffo, Donga, Littoral, Mono, Ouéné, Plateau et Zou (sur les douze que compte le Bénin). Les établissements visités varient selon les disciplines : six pour les quatre disciplines, deux pour PCT, SVT et Mathématiques, et trois pour l'EPS.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le rapport ne mentionne pas les limites rencontrées.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les principales observations éclairent sur les pratiques enseignantes. La plupart des enseignants observés respectent les instructions officielles des programmes et guides pédagogiques lorsqu'elles ne nécessitent pas une contextualisation ou personnalisation de leur part. Les enseignants semblent être bien rôdés à la mise en application de la succession des phases d'enseignements préconisés. Ils font semblant de prendre en compte les connaissances des élèves sur les savoirs en jeu mais dans le déroulement des cours, ils ont des difficultés à faire exprimer les représentations initiales des élèves pour situer leurs ambitions pédagogiques. Les stratégies pédagogiques sont utilisées de façon très déséquilibrée. Dans les travaux en plénières, la gestion des débats est difficile – c'est l'enseignant qui délivre les savoirs à retenir au lieu de les coconstruire avec les apprenants

De façon spécifique, l'analyse des **cours de Physique-Chimie-Technologie (PCT)** montrent que les enseignants ont des besoins variés en formation. Plusieurs difficultés sont relevées : les enseignants ne fonctionnent pas en communauté, ce qui limite les échanges sur les pratiques pédagogiques, les séances observées montrent un manque de rappel des acquis antérieurs et peu de travail individuel. En outre, les enseignants semblent peu convaincus par les prescriptions institutionnelles, ce qui affecte la qualité de l'enseignement. Il ressort également une gestion insuffisante des débats en classe et absence de co-construction des savoirs avec les élèves. L'activité d'expression des perceptions initiales est mal exploitée, les tâches proposées manquent de dimension problématisante et les situations de départ apparaissent souvent déconnectées des savoirs. L'enseignement reste alors transmissif et peu interactif.

En SVT, les enseignants ont montré des pratiques variées lors des séances d'enseignements. Ils se réunissent régulièrement, mais les mises en œuvre des recommandations restent insuffisantes. Les phases de mise en œuvre et d'évaluation des recommandations sont souvent absentes. Les enseignants ont des difficultés à amener les élèves à formuler des hypothèses et à argumenter.

En EPS, les observations de classes montrent que les enseignants fonctionnent en synergie, mais des confusions existent dans les formes de travail. Les opérations motrices proposées manquent de clarté, ce qui entraîne des difficultés pour les élèves. Les enseignants utilisent des stratégies d'auto-apprentissage, mais certains ne respectent pas les seuils de performance attendus. Les écarts entre les prévisions et la pratique soulignent des difficultés dans l'appropriation des gestes techniques. Plusieurs difficultés sont mises en évidence : le manque de maîtrise des praxéologies didactiques et disciplinaires, la confusion et l'usage sélectif des modalités de travail, le recours excessif à la pédagogie par objectif au détriment de la démarche disciplinaire, l'absence de remédiation immédiate et des programmes trop denses.

En mathématiques : Les enseignants montrent des lacunes dans l'application des prescriptions officielles. Les observations montrent que certains enseignants respectent les instructions officielles et participent aux animations pédagogiques, mais des manques existent, souvent liés à de mauvaises interprétations ou à un usage limité des textes officiels. Les stratégies de travail individuel, en groupe et collectif sont appliquées de manière inégale, et les enseignants anticipent rarement les difficultés des élèves lors de tâches complexes. Les définitions et propriétés sont souvent données sans contextualisation, et la résolution des tâches n'aboutit pas toujours aux apprentissages visés.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les observations montrent des lacunes dans l'application des prescriptions institutionnelles.

Les enseignants ont besoin de formations pour améliorer leurs pratiques et mieux comprendre les documents officiels. Une meilleure collaboration entre enseignants pourrait favoriser des échanges constructifs sur les pratiques pédagogiques.

Enfin, les élèves ne développent pas les compétences attendues en raison de l'inefficacité des méthodes d'enseignement observées.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- L'étude enrichit la littérature scientifique sur la didactique des disciplines en sciences et mathématiques, en apportant des données empiriques sur les pratiques enseignantes au Bénin.

PRATIQUES

- La recherche met en lumière les pratiques enseignantes dans quatre disciplines en lien avec les prescriptions institutionnelles. Elle identifie les lacunes et les adaptations des enseignants face à l'implémentation de l'APC.

MÉTHODOLOGIQUES

- La Double Approche Didactique et Ergonomique (DADE) apporte une méthodologie structurée pour analyser les pratiques enseignantes en classe, comprendre et améliorer les pratiques enseignantes. L'examen des activités des enseignants et des élèves en situation quasi-habituelle de classe, en distinguant les activités cognitives, médiatives, institutionnelles, sociales et personnelles aide à identifier les points forts et les faibles et à proposer des solutions pour rendre les apprentissages plus efficaces.

POLITIQUES

- La présente recherche fournit des éléments pour contribuer à l'amélioration des politiques éducatives et des pratiques d'enseignement au Bénin et améliorer la mise en œuvre de l'APC. Elle constitue une base intéressante pour des études futures et des réformes éducatives. Une extension des recherches à un échantillon plus large est recommandée pour mieux comprendre les pratiques à l'échelle nationale.

RECOMMANDATIONS

L'analyse des pratiques montrent que les enseignants, toutes disciplines confondues (PCT, SVT, EPS, Mathématiques), ont besoin de renforcer les interactions pour favoriser le partage de bonnes pratiques. Il est souligné un besoin de formations des enseignants à l'analyse a priori, à l'analyse conceptuelle des savoirs en jeu, former les enseignants à l'utilisation des situations didactiques, mieux gérer le travail collectif (confrontation spécifique aux situations spécifiques qui leur sont propre), construire et adapter des ressources pédagogiques aux savoirs enseignés, disposer de guides et outils pour analyser et interpréter les prescriptions officielles et enfin, anticiper et concevoir des tâches adaptées aux difficultés des élèves.

Il est également nécessaire de revisiter les prescriptions officielles à la lumière des résultats des recherches en didactiques récentes, améliorer la planification des contenus et les démarches d'enseignement, et accompagner les enseignants par des mises en œuvre et évaluations pratiques en classe afin de renforcer leurs capacités et garantir un véritable accès des élèves aux savoirs et compétences attendus.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Il n'est pas mentionné de présentation des résultats de la recherche dans le pays.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **La recherche a été valorisée est valorisée sous forme d'une présentation vidéo des résultats de la recherche sur la chaine Youtube du Programme APPRENDRE** :

Visionner la vidéo

- **Un article a été publié :**

- Étude didactique des pratiques de classes de deux enseignants dans le secondaire au Bénin en Science de la Terre sur le thème "naissance et évolution d'un paysage"- Léonce O. A. AFFOLABI - Revue Interdisciplinaire en Sciences de l'Education :

Consulter le lien

Thème 2

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS - APPRENTISSAGES

APPRENDRE

Évaluation des apprentissages et analyse des pratiques de classe au Burundi

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | LANGUES / PLURILINGUISME | ÉVALUATION ET CERTIFICATION

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Analyser les pratiques enseignantes dans le contexte de la réforme de l'École Fondamentale au Burundi, en se concentrant sur l'enseignement du français en 5e année.
- Renforcer la formation initiale et continue des enseignants, notamment en pédagogie active et en didactique du plurilinguisme.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burundi

Budget alloué : 16 495 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** NTAHONKIRIYE Melchior, professeur
- **Nom du référent scientifique :** DEMBELE Martial – Canada
- **Établissements partenaires :** Institut de Pédagogie Appliquée de l'Université du Burundi

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Cette étude de recherche a pour objectif de décrire les conditions dans lesquelles se déroule l'enseignement/apprentissage du français en 5ème année fondamentale au Burundi, afin de voir jusqu'à quel point les innovations pédagogiques prônées par la réforme de l'école fondamentale, appliquée depuis 2013, sont intégrées et appliquées par les enseignants sur le terrain.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis 2013, une réforme a été instaurée dans le système éducatif burundais sur la mise en place des cycles fondamental et post-fondamental afin de se conformer aux recommandations de l'East African Community. Elle a introduit un nouveau découpage des cycles d'enseignement ainsi que la refonte profonde des contenus et des méthodes d'enseignement. L'observation de l'enseignement du français en 5e année au Burundi est stratégique, car le français est langue officielle et principale langue d'enseignement, essentielle à la mobilité sociale et à la culture. La 5e année constitue une classe-charnière, où l'enseignement passe du kirundi au français pour le reste de la scolarité.

Problématique

Les enseignants de français en 5e fondamentale sont appelés à mettre en œuvre des pratiques d'enseignement auxquelles beaucoup n'ont, ni été formés, ni été confrontés en tant qu'élève. Des formations continues sont organisées au niveau national en faveur des enseignants. Cette recherche vise à comprendre si les formations continues permettent aux enseignants de s'outiller suffisamment pour mettre en œuvre les nouvelles pratiques d'enseignement, à savoir l'enseignement centré sur l'apprenant ou la mise en activité de l'apprenant. Dans quelle mesure l'enseignant de français en 5e année fondamentale met-il en œuvre les contenus et les procédés méthodologiques prévus dans le guide de l'enseignant et pourquoi ?

De façon plus spécifique, la recherche pose les questions suivantes : dans quelles conditions socioprofessionnelles les enseignants travaillent-ils et quels besoins spécifiques formulent-ils pour améliorer leurs prestations ? Quel climat caractérise la relation entre l'enseignant et les apprenants dans le processus d'enseignement-apprentissage ? Comment l'enseignant organise sa classe pour amener les apprenants à construire les compétences souhaitées ? A quelles difficultés se heurtent-ils et comment gèrent-ils les erreurs des apprenants lors de l'enseignement de la langue française ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision du professeur Melchior Ntahonkiriye, avec la collaboration de Pierre Nduwingoma, Innocent Ntwari qui ont assuré la conception, la supervision et la rédaction du rapport de recherche, Edith Ndereyimana, Ildephonse Nsengiyumva, Clément Bigirimana, Alice Ndayikeza, Justin Gafura, Aloys Niyonizigiye, Abel Nhimirimana, Josias Ndikumasabo qui ont participé à la collecte des données sur terrain.

Méthodologie employée

Pour cerner le degré d'application de la pédagogie active, l'équipe de recherche s'est inspirée de la méthodologie développée dans le cadre de « OPERA » - recherche-action portant sur l'Observation des Pratiques Enseignantes dans leurs Rapports avec les Apprentissages des élèves. Elle repose sur une observation directe des pratiques enseignantes autour de trois axes : relationnel (climat de classe, gestion des élèves, discipline, leadership, organisation spatiale et matérielle, gestion des classes nombreuses) ; pédagogique (organisation de l'enseignement/apprentissage, questionnement, facilitation, pédagogie différenciée, motivation et centration sur l'élève) et didactique (gestion du savoir, degré d'activité de l'élève, formulation des consignes, gestion des erreurs, acquisition et transfert des connaissances, transposition didactique). Dans le cadre de cette recherche, le modèle OPERA a été simplifié (réduction des dimensions).

Ainsi, l'étude s'appuie l'observation directe des pratiques de classe dans les leçons de français en classe de 5e année avec une grille d'observation. Elle est complétée par des entretiens avec les enseignants observés portant sur leurs facilités et difficultés à enseigner le français, les ressources utilisées pour préparer les cours, l'influence des préconisations du livre du maître sur leurs pratiques et l'impact des formations professionnelles sur leur enseignement.

L'enquête a eu lieu au mois de février 2020 et a mobilisé une équipe de 8 enquêteurs, supervisée par trois chercheurs.

Population cible et échantillon

L'étude a utilisé un échantillonnage raisonné, se concentrant sur le français en 5e année. La province de Gitega, représentative du réseau scolaire burundais, a été choisie, avec un ciblage de 2 communes (urbaine et rurale). Sur 97 écoles à Gitega et 46 à Giheta, 21 et 19 écoles ont été retenues, soit 44 classes de 5e année réparties sur 40 écoles visitées.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Au départ, l'étude visait l'exploration des pratiques de classe et l'évaluation des apprentissages pour toutes les disciplines scolaires et dans tout le cycle fondamental. La recherche s'est avérée quasi-irréalisable au regard du temps et des moyens disponibles. L'observation des pratiques de classe s'est donc limitée à une seule discipline et à une classe du fondamental : le français en 5e année.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La majorité des enseignants sont formés et expérimentés, mais un sur cinq estime ses compétences insuffisantes, et plus de 80 % n'ont jamais bénéficié de formation continue. **Le climat de classe est généralement bon avec des interactions bienveillantes et une participation active des élèves**. Toutefois certains enseignants affichent des comportements autoritaires et la valorisation des erreurs est insuffisante. **Les enseignants gèrent efficacement l'espace-classe mais ne communiquent pas toujours les objectifs**, respectent partiellement le timing et certaines étapes de la leçon (ex. vérification des acquis). La gestion didactique révèle des lacunes : consignes peu claires, activités de conceptualisation insuffisantes, recours massif au kirundi pour pallier des difficultés linguistiques. L'étude souligne que 90% des leçons de français utilisent le kirundi, non pas comme stratégie pédagogique, mais pour se faire comprendre. Enfin les enseignants expriment des besoins de réaménagement des programmes pour mieux intégrer le français et augmenter le temps consacré au français, du matériel pédagogique adapté et d'amélioration des conditions socio-économiques des élèves et des enseignants. Ils expriment un **besoin d'amélioration des infrastructures et des équipements scolaires** pour améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude sur les pratiques enseignantes et l'apprentissage du français en 5e année fondamentale au Burundi a révélé plusieurs conclusions importantes. La réforme a entraîné une reconfiguration des niveaux et des cycles de l'enseignement primaire et secondaire, mais elle a aussi renouvelé les contenus et les méthodes d'enseignement.

L'étude souligne les **difficultés des élèves en français,** notamment en compréhension et expression orale, et les **obstacles liés au passage du kirundi au français comme langue d'enseignement**.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- L 'étude fournit une analyse détaillée des pratiques enseignantes dans le contexte de la réforme de l'École Fondamentale au Burundi, en se concentrant sur l'enseignement du français en 5ème année. Elle ouvre des perspectives pour des recherches complémentaires, notamment en explorant par exemple l'impact de la même réforme sur l'enseignement/apprentissage des autres disciplines linguistiques que le français, ou sur celui des disciplines non-linguistiques.

PRATIQUES

- La recherche met en lumière les méthodes pédagogiques utilisées, les styles d'enseignement, et les stratégies adoptées par les enseignants.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'approche méthodologique OPERA met l'accent sur ce qui se passe effectivement dans les salles de classe, plutôt que sur les déclarations des enseignants sous trois axes complémentaires : relationnel, pédagogique-organisationnel et didactique-épistémique. Cette approche holistique permet de mieux comprendre les interactions entre enseignants, élèves et contenus.

POLITIQUES

- L'étude examine l'intégration des innovations pédagogiques prônées par la réforme de 2013, notamment la pédagogie centrée sur l'apprenant.

RECOMMANDATIONS

Des pistes sont apportées pour guider les décideurs dans l'amélioration du système éducatif burundais avec notamment l'importance de stabiliser les programmes et de les rendre proportionnels au calendrier scolaire, tout en augmentant la charge horaire des disciplines majeures comme le français. Elles proposent de mieux équilibrer les disciplines principales et secondaires pour éviter la surcharge cognitive des élèves.

L'étude met en évidence la nécessité de renforcer la formation initiale et continue des enseignants, notamment en pédagogie active et en didactique du plurilinguisme. Elle insiste sur l'intégration de la didactique du plurilinguisme pour mieux gérer la transition entre le kirundi et le français comme langue d'enseignement. Elle suggère de concevoir des formations basées sur une analyse préalable des besoins réels des enseignants et la nécessité de les impliquer dans la conception et la mise en œuvre des réformes éducatives. Il s'agit en particulier renforcer les compétences en français (discipline, communication orale et écrite) via des formations continues basées sur les besoins réels et d'introduire la didactique du plurilinguisme dans la formation initiale et continue.

D'un point de vue matériel, la recherche met en avant le besoin d'allouer un budget conséquent pour améliorer les infrastructures, les équipements et les conditions d'enseignement.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Il n'est pas mentionné de présentation des résultats de la recherche dans le pays.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche n'a pas été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE.

Thème 2

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

ÉVALUATIONS DES ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES

APPRENDRE

Les pratiques pédagogiques des enseignants dans le contexte des restrictions liées au Covid-19 au Togo

POLITIQUES ÉDUCATIVES | PÉDAGOGIES INNOVANTES | INÉGALITÉS / JUSTICE SOCIALE | NUMÉRIQUE / TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Cerner l'écart entre les prescriptions institutionnelles et leur mise en œuvre dans les classes, en particulier dans les zones rurales ou défavorisées;
- Réflexion sur l'accompagnement des enseignants pour les aider à mieux faire face à des contextes exceptionnels (y compris l'usage du numérique).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Togo

Budget alloué : 15 575 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** AKAKPO-NUMADO Sena Yawo, Institut national des sciences de l'Education (INSE) de l'université de Lomé
- **Nom du référent scientifique :** Jacques Marchand Membre du CS
- **Établissements partenaires :** Institut national des sciences de l'Éducation (INSE) de l'université de Lomé

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser les pratiques pédagogiques mises en œuvre par les enseignants du primaire au Togo dans le contexte des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, afin d'évaluer la résilience des acteurs éducatifs et du système scolaire dans son ensemble.

Il s'agit notamment d'observer l'organisation des groupes-classes (double flux, classes multigrades), d'analyser le fonctionnement pédagogique des classes dans ce nouveau contexte, de recenser les méthodes, pratiques et ressources mobilisées par les enseignants, et d'apprécier le degré de mise en œuvre des instructions officielles. L'étude vise également à étudier l'impact de ces réorganisations sur le temps scolaire, la progression dans les programmes, l'assiduité des élèves, ainsi qu'à identifier les difficultés rencontrées et les attentes exprimées par les enseignants et les chefs d'établissement.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

La pandémie de Covid-19 a profondément perturbé le fonctionnement du système éducatif togolais, entraînant des réorganisations majeures au sein des écoles. Contrairement à certains pays voisins ayant déjà expérimenté la gestion de crises éducatives, le Togo s'est retrouvé peu préparé à faire face à un choc d'une telle ampleur.

Pour répondre à cette situation, les autorités nationales ont élaboré un plan de riposte coordonné par un comité interministériel. Celui-ci a proposé plusieurs mesures pour assurer la continuité des apprentissages : mise en place de cours à distance via la radio, la télévision et internet, préparation et organisation des examens officiels, élaboration d'un protocole sanitaire pour la rentrée, réaménagement des programmes scolaires et recours au double flux dans les classes surpeuplées.

L'étude s'attache à comprendre les adaptations pédagogiques et organisationnelles opérées en réponse aux contraintes sanitaires et logistiques et souhaite contribuer à la réflexion sur la résilience du système et l'amélioration des politiques éducatives en situation de crise.

Problématique

La pandémie de Covid-19 a profondément perturbé le système éducatif togolais, obligeant les enseignants à adapter leurs pratiques dans un contexte de restrictions sanitaires et de réorganisation des classes (double flux, distanciation, absence de matériel, etc.). Dans un environnement déjà fragilisé par des effectifs élevés, des ressources limitées et une formation continue peu structurée, ces ajustements ont révélé à la fois la créativité des enseignants et les limites du système.

Quelles pratiques d'enseignement ont été effectivement mises en place par les enseignants dans les classes du primaire pour assurer la continuité pédagogique malgré les restrictions liées à la pandémie, et comment ont-ils géré les contraintes imposées par la crise sanitaire ?

Dans quelle mesure ces pratiques contribuent-elles à la résilience du système éducatif togolais ? Quelles leçons tirer pour améliorer l'organisation scolaire et les dispositifs de formation en période de crise ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par le Professeur AKAKPO-NUMADO Sena Yawo, Institut national des sciences de l'Education (INSE) de l'université de Lomé. Elle a associé des chercheurs en sciences de l'éducation de l'INSE, des acteurs de terrain : inspecteurs, conseillers pédagogiques, enseignants expérimentés et a mobilisé un conseiller de la Direction des Formations (DF) du ministère, formé pour l'enquête.

Méthodologie employée

L'étude adopte une approche qualitative à visée exploratoire, complétée par des données quantitatives. Trois binômes composés de chercheurs et d'acteurs institutionnels (inspecteurs, conseillers pédagogiques) ont conduit l'enquête sur trois régions du Togo.

La collecte s'est appuyée sur des :

- **Observations de 23 classes dans 18 écoles** (français, maths, éveil), pour analyser les pratiques pédagogiques, les méthodes d'enseignement innovantes et les stratégies d'évaluation en contexte de crise.
- **Entretiens semi-directifs** avec 23 enseignants et 18 directeurs, centrés sur les adaptations pédagogiques, les contraintes et les attentes.
- **Questionnaires standardisés et revue documentaire** (plans de riposte, protocoles).

En complément de cette approche qualitative, une démarche quantitative a permis de documenter les caractéristiques sociodémographiques des zones enquêtées, les profils des enseignants, les taux de réussite et d'absentéisme des élèves.

Population cible et échantillon

L'échantillon comprenait 18 écoles primaires publiques couvrant trois régions éducatives (Golfe-Lomé, Maritime, Plateaux), réparties dans § préfectures, avec une diversité de contextes urbain, semi-urbain et rural. Dans chaque école, 2 classes ont été sélectionnées, couvrant tous les niveaux du CP1 au CM2.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Portée géographique restreinte : l'étude couvre seulement trois régions éducatives, ce qui limite la généralisation des résultats.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en évidence une **forte mobilisation des enseignants pour assurer la continuité pédagogique** durant la crise sanitaire, mais les adaptations observées sont restées limitées et inégalement réparties sur le territoire.

La mise en œuvre du double flux, bien que recommandée par les autorités, a été peu appliquée sur le terrain, révélant un écart persistant entre les prescriptions nationales et les capacités opérationnelles locales. Les enseignants, souvent livrés à eux-mêmes, ont manqué de solutions pédagogiques concrètes face aux nouvelles contraintes, en particulier en l'absence de travaux de groupe et d'activités collaboratives.

Les ressources pédagogiques, déjà insuffisantes avant la crise, se sont révélées inadaptées au contexte : le manque de manuels individuels, de supports d'apprentissage, et de matériel de base a considérablement freiné les possibilités d'ajustement. Par ailleurs, les ressources numériques produites par le ministère, bien que nombreuses, restent peu articulées aux pratiques pédagogiques en classe et sont rarement utilisées comme appui à l'enseignement. **Enfin, les conditions de travail se sont dégradées :** la surcharge des effectifs, la désorganisation des emplois du temps et l'absence de soutien structuré ont accru la pression sur les enseignants et fragilisé l'accompagnement des élèves les plus en difficulté.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La pandémie a mis en évidence les fragilités du système éducatif togolais, notamment en milieu rural, en soulignant le manque d'alternatives pédagogiques adaptées proposées aux enseignants en situation de crise. Cette recherche aide à mieux comprendre l'écart entre ce qui est prescrit dans les politiques éducatives et ce qui se passe réellement dans les classes.

Elle montre que, malgré l'implication des enseignants pour assurer la continuité des apprentissages pendant la crise sanitaire, les adaptations ont été partielles, souvent difficiles à mettre en œuvre en raison du manque de moyens, d'un accompagnement insuffisant et d'une préparation pédagogique inadéquate.

L'étude souligne donc l'importance de renforcer la formation continue et l'accompagnement des enseignants pour les aider à mieux faire face à des contextes exceptionnels. Elle appelle également à une gouvernance plus proche du terrain pour améliorer la capacité du système éducatif togolais à réagir face aux crises futures.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

PRATIQUES / PÉDAGOGIQUES

- L'étude met en évidence l'écart entre les prescriptions institutionnelles (protocole sanitaire, double flux, continuité pédagogique) et leur mise en œuvre effective, en particulier dans les zones rurales ou défavorisées. Si la pandémie de Covid-19 a conduit à des réaménagements notables dans les pratiques pédagogiques et l'organisation scolaire, ils sont restés partiels et inégalement appliqués. Les restrictions sanitaires ont entraîné un retour à l'enseignement frontal, au détriment des approches actives.

  L'étude appelle à soutenir l'innovation pédagogique, en formant les enseignants à des alternatives adaptées et à la gestion de l'hétérogénéité. Elle met aussi en lumière le rôle clé des chefs d'établissement, qui doivent être davantage accompagnés dans leur fonction de pilotage pédagogique de proximité. Bien que des contenus audio et vidéo aient été développés durant la crise, leur intégration dans les pratiques de classe reste marginale. La recherche recommande une meilleure articulation entre ces outils et les usages pédagogiques, notamment pour accompagner les élèves en dehors de l'école.

FORMATION

- La recherche met en lumière un déficit de formation pédagogique en situation de crise : la priorité a été donnée aux gestes sanitaires plutôt qu'à l'adaptation des pratiques d'enseignement. Elle recommande une formation continue axée sur la pédagogie différenciée, la gestion de classes à effectifs élevés, et les modalités pédagogiques adaptées aux contraintes exceptionnelles.

  La recherche souligne l'importance de proposer des dispositifs d'accompagnement et de soutien aux enseignants, en particulier en cas de réorganisation scolaire (double flux, alternance) ;

POLITIQUES / LIÉS À LA GOUVERNANCE

- Cette recherche souligne la nécessité de repenser l'organisation scolaire en contexte de crise, en favorisant des mécanismes flexibles (double flux, emploi du temps ajusté, alternance), en fonction des contextes.

  L'enjeu est de renforcer les capacités de gestion et d'organisation locales et d'encourager l'innovation de terrain.

RECOMMANDATIONS

La recherche documente les pratiques pédagogiques mises en œuvre, mais n'évalue pas directement l'impact de ces pratiques sur les apprentissages des élèves. Il pourrait être intéressant et pertinent d'analyser les effets du double flux, de l'alternance et des pratiques pédagogiques sur les apprentissages des élèves, en proposant une mesure des acquis.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport n'indique pas formellement qu'il a été restitué publiquement au ministère ou lors d'un atelier en présence des autorités éducatives. Il ne détaille pas les modalités de diffusion des résultats (notes, publications, séminaires, etc.). Il n'y a aucune mention d'une utilisation des résultats par le ministère dans ses politiques post-COVID (même si certaines recommandations pourraient y contribuer).

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Lien vers la description projet :**

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Ingénierie de formation et compétences professionnelles des enseignants de l'éducation de base dans la région de l'Adamaoua

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | INÉGALITÉS / JUSTICE SOCIALE | NUMÉRIQUE / TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Le rapport propose des recommandations opérationnelles pour repenser les dispositifs de formation initiale et continue, accompagnées de conditions de mise en œuvre.
- Un référentiel de compétences professionnelles a été élaboré et est proposé.
- Un potentiel pour développer durablement des capacités nationales en recherche en éducation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Cameroun

Budget alloué : 21 829 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Professeur MENYE NGA Germain Fabrice, Enseignant-chercheur, Maître de conférences en Psychologie, et premier doyen de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Ngaoundéré
- **Nom du référent scientifique :** WITTORSKI Richard – France
- **Établissements partenaires :** Université de Ngaoundéré (Faculté des Sciences de l'Éducation – FSE)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser dans quelle mesure les dispositifs de formation initiale et continue des enseignants du primaire, dans la région de l'Adamaoua, permettent le développement effectif de leurs compétences professionnelles en situation de classe. Il s'agit d'évaluer la pertinence, l'adéquation et l'efficacité de l'ingénierie de formation existante par rapport aux besoins du terrain, au regard de 3 grands déterminants de la qualité :

- La qualité du curriculum de formation initiale,
- La qualité de l'organisation actuelle de la formation continue,
- La qualité des dispositifs techno pédagogiques de formation en présentiel et en distanciel.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Malgré plusieurs réformes pour améliorer la qualité de l'enseignement primaire (refonte des programmes, rénovation des manuels scolaires, transformation des méthodes pédagogiques, révision du système d'évaluation et développement de la formation initiale dans les ENIEG…), les résultats scolaires restent faibles et les enseignants continuent de rencontrer de grandes difficultés dans la mise en œuvre des pratiques pédagogiques attendues. Dans la région de l'Adamaoua, ces difficultés sont accentuées par une faible qualification des enseignants, une formation continue insuffisante, un encadrement peu structurant et des dysfonctionnements fréquents dans le fonctionnement des écoles (absentéisme, surcharge des classes, instabilité du corps enseignant). La recherche interroge donc l'efficacité réelle des dispositifs de formation et d'accompagnement.

Problématique

Malgré la multiplicité d'Écoles normales d'instituteurs (ENI), les chercheurs constatent un décalage persistant entre les contenus des formations initiale et continue, d'une part, et les réalités concrètes de la classe, d'autre part, ce qui interroge la pertinence de l'ingénierie de formation actuelle. La région de l'Adamaoua, en particulier, cumule les fragilités et les enseignants sont confrontés à des conditions d'exercice souvent difficiles. Cette recherche vise à comprendre dans quelle mesure les contenus, les modalités et les dispositifs de formation répondent aux exigences du métier et aux réalités spécifiques du terrain.

Questions de recherche

- La qualité du curriculum de formation initiale a-t-elle une incidence sur les compétences professionnelles effectives des enseignants de l'éducation de base dans la région de l'Adamaoua ?
- La structuration et l'organisation actuelles de la formation continue permettent-elles d'améliorer durablement les pratiques pédagogiques ?
- Dans quelle mesure les dispositifs techno-pédagogiques (présentiels ou à distance) influencent-ils le développement professionnel des enseignants dans les zones éducatives prioritaires ?
- Comment les enseignants perçoivent-ils les contenus et modalités de formation reçus, et quelles sont leurs attentes vis-à-vis de l'accompagnement professionnel ?
- Quelles sont les compétences professionnelles effectivement mobilisées dans la classe, et quels en sont les déterminants (statut, ancienneté, lieu d'exercice, formation) ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe pluridisciplinaire issue de l'Université de Ngaoundéré (Faculté des Sciences de l'Éducation), associant enseignants-chercheurs, formateurs, inspecteurs pédagogiques, directeurs d'école et enseignants expérimentés, sous la direction du Professeur MENYE NGA Germain Fabrice, enseignant-chercheur, Maître de conférences en Psychologie, et premier doyen de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Ngaoundéré. Cette composition a permis d'assurer un regard croisé entre les approches académiques et les réalités professionnelles de terrain. Le Département des Sciences de l'Éducation de l'Université de Maroua a également contribué à la mise en œuvre de certaines phases du travail de terrain.

Méthodologie employée

LLe projet a été conduit selon une approche combinant des outils quantitatifs et qualitatifs. Elle s'appuie sur une analyse documentaire (curricula, plans de formation, textes officiels et référentiels de compétences) et sur une enquête de terrain menée dans les 5 départements de l'Adamaoua (octobre 2019 – février 2020).

La collecte de données s'est appuyée sur :

- **Deux questionnaires adressés aux superviseurs pédagogiques et aux enseignants titulaires** sur la formation initiale et continue, les pratiques pédagogiques, l'usage d'outils numériques .
- **Un questionnaire adressé aux élèves du CM2** (perception de l'enseignement reçu).
- **Une grille d'observation des pratiques de classe.**
- **Un guide d'entretien semi-directif** qui permet d'approfondir les perceptions des enseignants sur leur environnement professionnel et leur posture réflexive.

Population cible et échantillon

La recherche a ciblé 601 répondants issus d'un tirage aléatoire stratifié sur une population de 21 615 personnes : 92 superviseurs pédagogiques de la Région de l'Adamaoua, 83 enseignants du primaire, 426 élèves de CM2.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Bien que la recherche bénéficie d'une méthodologie solide, le poids accordé à l'analyse théorique a parfois réduit l'exploitation approfondie des données qualitatives collectées. L'étude reste circonscrite à la seule région de l'Adamaoua, ce qui limite sa portée nationale. Des difficultés pratiques ont également freiné le déroulement du protocole : accès difficile à certaines zones, indisponibilité d'acteurs clés... La faible implication des ENIEG dans l'analyse finale constitue une autre limite notable..

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en évidence un décalage marqué entre les dispositifs de formation et les compétences réellement mobilisées par les enseignants dans les écoles primaires de l'Adamaoua. Elle souligne :

- **Une formation initiale trop théorique, peu contextualisée et mal adaptée aux réalités du terrain.**
- **Une formation continue rare, descendante et peu suivie, jugée inefficace et sans accompagnement durable.**
- **Une mobilisation partielle des compétences professionnelles, avec un enseignement encore trop frontal et peu adapté aux besoins des élèves.**
- **Une hétérogénéité des statuts** non prise en compte, qui fragilise particulièrement les contractuels et volontaires communautaires.
- **Une faible culture de l'autoévaluation,** les pratiques réflexives étant peu développées et l'inspection perçue comme un contrôle plutôt qu'un appui.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude met en évidence un **décalage profond entre les dispositifs de formation des enseignants et les réalités du métier sur le terrain,** qui repose sur une accumulation de faiblesses : **une formation initiale trop abstraite, une formation continue peu structurée et sans effet durable, un encadrement pédagogique limité, et l'absence d'une culture d'autoévaluation.**

Face à ce constat, la recherche appelle à une **reconfiguration globale du système de développement professionnel** des enseignants, en **renforçant l'articulation entre formation initiale, accompagnement en poste et formation continue.** Elle insiste sur la nécessité de dépasser les approches descendantes, pour favoriser des dispositifs ancrés dans la réalité des classes, appuyés sur des pratiques réflexives, et portés par un encadrement de proximité.

Le rôle des formateurs et des inspecteurs est à redéfinir : plutôt que de rester dans une logique de contrôle, ils doivent adopter une **posture de mentorat et de soutien pédagogique**. La gouvernance des **dispositifs de formation gagnerait à s'ouvrir davantage à l'innovation et à la recherche,** en intégrant les ENIEG dans une dynamique de professionnalisation continue et en accordant plus d'autonomie aux écoles pour élaborer leurs propres plans de formation.

L'étude souligne enfin que la diversité des statuts, des parcours et des contextes d'exercice impose d'abandonner le modèle unique de formation. Des politiques plus différenciées, équitables et adaptées aux besoins spécifiques des enseignants sont nécessaires.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES ET CONCEPTUELS

- La recherche propose un cadre empirique solide pour analyser les compétences professionnelles des enseignants du primaire. Il analyse et interroge les référentiels actuels et souligne l'importance des compétences d'ajustement, de réflexivité et d'autonomie professionnelle, loin des approches trop prescriptives.

MÉTHODOLOGIQUES ET PRATIQUES

- La recherche a produit plusieurs outils utiles aux acteurs de la formation et réutilisables:
  - Une grille de compétences contextualisée, pour guider le diagnostic des encadreurs ;
  - Des questionnaires et guides d'entretien structurés ;

INSTITUTIONNELS

Recommandations pour la politique de formation continue :

- La recherche propose une réflexion sur les dispositifs de formation initiale et continue qui vient éclairer et compléter des résultats déjà existants. Elle a permis d'identifier des priorités pour la formation continue (gestion de classe, pédagogie différenciée, évaluation formative, planification contextualisée).

  La formation continue (FC) doit être intégrée dans le pilotage stratégique de la qualité de l'éducation et être pensée comme un levier stratégique, avec :

  - Des budgets spécifiques (remplacement, reconnaissance horaire) ;
  - Une coordination nationale, mais avec adaptation aux réalités locales (mobilité, ressources) ;
  - Une intégration des outils numériques comme contenus et comme modalité d'apprentissage.

- Elle doit aussi associer les inspecteurs au diagnostic des besoins en formation, valoriser les efforts d'autoformation (via certifications ou dotations) et encourager les échanges professionnels entre pairs, en s'appuyant sur les réseaux numériques et les partenariats locaux.

RECOMMANDATIONS

Recommandations politiques et institutionnelles

Le rapport final (p. 346) est assorti de recommandations opérationnelles, structurées par domaine, et accompagnées de conditions de mise en œuvre. Un référentiel de compétences professionnelles (p. 377) complète ces propositions.

Les recommandations centrales incluent :

- **Repenser l'articulation entre formation initiale, formation continue et encadrement pédagogique,** pour créer un véritable continuum professionnalisant
- **Structurer des plans de formation continue contextualisés, adaptés aux réalités locales ;**
- **Redéfinir le rôle de l'inspection pédagogique,** en la réorientant vers une posture d'accompagnement, de mentorat et de développement professionnel.

- **Accroître l'autonomie des écoles dans la conception de leurs plans de formation interne,** sur la base de diagnostics pédagogiques locaux.
- **Intégrer la réflexivité, l'autoévaluation et les pratiques coopératives** dans les curricula des ENIEG.
- **Renforcer le lien avec la recherche :** créer des cellules locales de recherche pédagogique en lien avec les universités, chargées de produire, documenter et capitaliser les pratiques.

Perspectives de recherche à approfondir

Bien qu'aucune piste ne soit formellement évoquée en conclusion du projet, la recherche ouvre des perspectives intéressantes pour mieux comprendre le développement des compétences professionnelles des enseignants.

La dynamique enclenchée à travers ce projet pourrait ainsi constituer le socle d'un réseau régional de recherche en éducation, ancré dans les réalités du terrain et capable de dialoguer avec les autorités éducatives. Ce serait une avancée importante dans un contexte où la production scientifique reste majoritairement centralisée à Yaoundé et Douala, et peu connectée aux zones éducatives prioritaires comme l'Adamaoua.

Trois pistes de recherche à explorer :

- Étudier les effets durables de la formation continue contextualisée.
- Analyser le rôle des encadreurs dans le développement professionnel.
- Évaluer l'influence des statuts sur les pratiques et les trajectoires professionnelles.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Il n'y a pas eu de restitution des résultats aux autorités camerounaises ni de présentation lors d'un colloque APPRENDRE.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- La recherche a donné lieu à **une publication sous forme d'un ouvrage :**

Consulter le lien

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Lien vers le site :**

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

L'auto-confrontation en tant que levier pour développer le pouvoir d'agir des enseignantes. Étude de cas dans une école publique libanaise.

FORMATION DES ENSEIGNANTS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Proposition de méthodologie et de dispositifs pour analyser les pratiques professionnelles (mise en place d'« espaces d'analyse du travail »).
- Possible implémentation du dispositif dans les centres de formation à l'échelle nationale.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Liban

Budget alloué : 9 830 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  Professeure ABDUL-REDA ABOURJEILI, Suzanne (Faculté de pédagogie à l'Université libanaise)
- **Nom du référent scientifique :**
  MARCHAND Jacques – (membre du Conseil Scientifique)
  MATCHINDA Brigitte - FRANCE
- **Établissements partenaires :**
  - Centre de Recherche et de Développement Pédagogiques (CRDP)
  - Faculté de pédagogie à l'Université libanaise
  - École Primaire Nour
  - Université Saint-Joseph de Beyrouth.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser comment la démarche d'auto-confrontation (vidéos de pratiques en classe) peut constituer un levier pour développer le pouvoir d'agir des enseignantes vacataires contractuelles dans le système public. De façon spécifique, il s'agit d'observer et documenter les pratiques professionnelles ordinaires d'enseignantes du primaire et d'utiliser l'analyse réflexive comme outil de développement professionnel.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Liban, les enseignants – en particulier les enseignantes – exercent dans un contexte difficile (crise, manque de reconnaissance, absence de formation continue et de soutien institutionnel). Moins de 10 % des enseignants du primaire avaient reçu une formation initiale en 2016-2017. Cette recherche explore comment une méthode d'accompagnement fondée sur l'analyse de vidéos de pratiques en classe (auto-confrontation) peut aider les enseignantes à réfléchir sur leur travail, renforcer leur autonomie professionnelle et améliorer leurs pratiques. Elle valorise leurs savoirs d'expérience comme leviers de transformation, dans un contexte éducatif largement dépourvu de dispositifs de soutien.

Problématique

Comment un dispositif d'auto-confrontation peut-il favoriser le développement du pouvoir d'agir des enseignantes en contexte de crise, et avec quels effets sur leur posture professionnelle et leurs pratiques pédagogiques ?

MÉTHODOLOGIE

- Recherche-action
- Étude de cas
- Expérimentation
- Observation de classes
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été piloté par Suzanne Abdul-Reda Abourjeili, porteuse du projet et chercheure principale, en collaboration un groupe d'enseignantes-chercheuses soucieuses de contribuer à promouvoir les parcours professionnels de femmes enseignantes dans le secteur primaire public : Mounifa Assaf, consultante auprès du Bureau de formation au CRDP (Beyrouth,Liban), Maria Habib, de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Cette équipe plurielle favorise un croisement entre expertise académique, accompagnement pédagogique et expérience de terrain.

Méthodologie employée

Le projet s'inscrit dans une recherche-action collaborative, fondée sur l'analyse de l'activité réelle d'enseignantes contractuelles, selon une démarche qualitative :

- Entretiens préliminaires menés auprès des enseignantes pour recueillir leur vécu professionnel, leurs attentes et leurs perceptions des difficultés rencontrées en classe.
- Observation filmée de séances d'enseignement ;
- Entretiens d'auto-confrontation (EAC) individuels et analyse de ces EAC ;
- Entretiens croisés entre enseignantes en binômes, animés par les tutrices, favorisant une co-analyse entre pairs à partir des extraits vidéo, et une évolution de l'activité professionnelle au fil des EAC (ajustements, prises de conscience, changements de posture) ;

Population cible et échantillon

La recherche a ciblé 8 enseignantes contractuelles (toutes des femmes, en situation de précarité professionnelle (non titulaires, faible rémunération, sans formation continue), considérées comme sujets-actrices de ce dispositif d'auto-confrontation, en collaboration avec le personnel pédagogique et la direction de l'école concernée.

Toutes exercent dans la même école publique primaire libanaise, dont le profil est représentatif des contraintes du système éducatif public libanais. Elle a impliqué 2 tutrices-formatrices, issues de la première cohorte du programme Formation–Action–Recherche (FAR), formées à la méthodologie d'auto-confrontation dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut Français du Liban (IFL) et le CRDP, chargées d'animer les entretiens croisés et de transférer la méthodologie au sein du CRDP.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

- Taille de l'échantillon réduite (concentration sur un seul établissement scolaire), assumée pour permettre une observation approfondie des effets du dispositif, ce qui limite la généralisation des résultats à une échelle plus large.
- Contexte de forte instabilité économique et sociale au Liban + COVID.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'expérience de l'auto-confrontation a permis aux enseignantes de **développer une posture réflexive sur leur propre activité professionnelle.** La mise en mots de leurs gestes professionnels, à partir de la vidéo, a suscité une prise de conscience de leurs pratiques et de leurs effets sur les élèves. En visionnant leurs interactions avec les élèves, certaines ont pris conscience d'attitudes qu'elles jugeaient injustes ou inefficaces. **Cela a induit des transformations concrètes dans leur comportement pédagogique** (renforcement de l'écoute et de l'empathie envers les élèves).

La démarche a aussi favorisé **l'émergence d'un espace collaboratif entre enseignantes, formatrices et direction**, qui a permis de verbaliser les difficultés. Cette dynamique a posé les bases d'une communauté apprenante dans l'établissement scolaire impliqué.

Toutefois, l'étude souligne que la direction de l'école reste marquée par des représentations traditionnelles et des conceptions peu compatibles avec une démarche réflexive autonome, notamment celle de « l'enseignant applicationniste ». Les enseignantes perçoivent leur pouvoir d'agir comme limité « aux circonférences que l'institution elle-même veut bien leur accorder (p.87) ».

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche confirme que **l'auto-confrontation constitue un levier de développement professionnel pertinent,** en particulier dans des contextes marqués par une faible reconnaissance institutionnelle et un déficit d'accompagnement.

Le processus a favorisé un début d'autonomisation professionnelle chez les enseignantes, et a renforcé leur pouvoir d'agir et leur réflexivité dans un environnement éducatif souvent contraint.

Elle a également permis de montrer la complexité de l'activité enseignante et de révéler des tensions entre les prescriptions et les pratiques vécues.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche éclaire le développement professionnel des enseignants à travers une méthode novatrice centrée sur l'analyse de l'activité professionnelle. En documentant la manière dont les enseignantes vacataires réfléchissent à leurs pratiques, identifient leurs difficultés et ajustent leurs pratiques pédagogiques, elle met en lumière l'utilité de dispositifs d'auto-observation comme leviers de changement professionnel.

PRATIQUES

- La recherche propose une approche accessible et transférable qui permet aux enseignantes de réfléchir à leurs gestes professionnels, de mieux comprendre leurs difficultés et d'élaborer leurs propres réponses pédagogiques. Les outils sont réplicables dans d'autres contextes.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'usage de la vidéo comme support d'analyse constitue une innovation importante. Il s'agit à la fois d'un outil de production de savoirs et d'un levier de formation. Mais elle requiert la présence d'un accompagnateur formé pour conduire à un changement de pratiques.

POLITIQUES

- L'auto-confrontation apparaît comme un outil prometteur pour structurer des dispositifs de tutorat, de mentorat ou de formation continue en contexte. Elle pourrait être intégrée dans les cursus de formation initiale ou continue pour développer une culture de la réflexivité et de l'auto-évaluation dans l'enseignement public libanais.

RECOMMANDATIONS

Recommandations au niveau de la recherche

- Mettre en place des recherches-action pilotées par des équipes mixtes, composées de chercheurs, de formateurs et d'enseignants, afin d'étudier via l'auto confrontation la dynamique du travail enseignant au quotidien.
- Cultiver la culture de la recherche sur l'activité in situ et confronter les résultats des études issues de plusieurs contextes scolaires.

Recommandations sur la formation et l'accompagnement

- Intégrer l'analyse de l'activité dans la formation initiale des enseignants pour les amener à construire progressivement une posture réflexive.
- Envisager selon la méthodologie de l'auto-confrontation, des parcours hybrides de formation et de tutorat, avec un accompagnement des enseignants volontaires sur deux années scolaires.

Recommandations au niveau de l'établissement scolaire

- Créer au sein de l'école, un espace de dialogue, de discussion et de mutualisation entre pairs, en vue de favoriser les échanges et de mettre en débat des points de vue différents sur l'activité professionnelle ;

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Des échanges ont été initiés avec la direction générale de l'Éducation pour explorer une implémentation future de cette démarche dans les dispositifs de formation continue, notamment dans le cadre d'un accompagnement des enseignantes débutantes. Toutefois, à ce stade, la méthode d'auto-confrontation ne fait pas encore l'objet d'une reconnaissance explicite ou d'une intégration formelle dans les dispositifs institutionnels de formation au Liban, malgré l'intérêt manifeste des enseignantes et des formatrices impliquées.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- La recherche a été valorisée par une **publication dans une revue à comité de lecture classée revue « interface » par l'HCERES en France, et relayée sur divers sites.**
- Une présentation du projet, de ses résultats et des principales recommandations a été faite sur la **chaine Youtube du Programme APPRENDRE.** L'auto-confrontation en tant que levier pour développer le pouvoir d'agir des enseignantes- Etude de cas dans une école publique libanaise.

Visionner la vidéo

- **Publication :**
  - L'auto-confrontation en tant que levier pour développer le pouvoir d'agir des enseignantes - Étude de cas dans une école publique libanaise. Frantice.net, numéro 20, Juin 2022 :

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Le retour d'expérience des jeunes enseignants issus des ENS

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | ORIENTATION / PARCOURS | INÉGALITÉS / JUSTICE SOCIALE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Mieux comprendre la phase de transition formation initiale – emploi à la sortie des ENS et le décalage entre les curricula et les exigences du métier.
- Recommandations pour améliorer la formation initiale et l'accompagnement post-formation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Algérie

Budget alloué : 13 620 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  M. FATMI Saadedine, Professeur à l'ENS d'Oran, directeur adjoint chargé de la pédagogie
- **Nom du référent scientifique :**
  GROUX Dominique - France
- **Établissements partenaires :**
  ENS d'Oran
  ENS de Béchar et de Mostaganem

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est de donner la parole aux jeunes enseignants après l'obtention de leur diplôme et après une première ou deuxième année d'exercice en vue d'évaluer la formation reçue à l'ENS. Il s'agit également d'analyser et cerner :

- Leur degré de satisfaction ou de déception vis-à-vis du métier ;
- La pertinence de la formation reçue à l'ENS ;
- Les difficultés rencontrées à l'entrée dans le métier ;

L'enjeu est de recueillir des propositions concrètes pour améliorer les formations dispensées et adapter la formation initiale aux exigences du métier. In fine, l'objectif est d'évaluer l'adéquation des programmes ministériels aux réalités du terrain.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En Algérie, les ENS forment des enseignants dans le cadre d'un contrat d'engagement avec le MEN. Toutefois, la formation n'a que peu évolué depuis 20 ans, alors que l'école et la société ont connu de profondes mutations.

La transition entre la formation universitaire dispensée dans les ENS et l'entrée dans le métier d'enseignant constitue une phase critique du parcours professionnel. De nombreux jeunes enseignants, une fois en poste, expriment un sentiment d'impréparation et d'inadéquation entre leur formation théorique et les réalités du terrain. La phase d'insertion professionnelle est vécue comme une période de choc et suppose un ré-apprentissage autodidacte, ce qui révèle des défaillances dans la formation initiale, l'accompagnement et l'adaptation aux environnements scolaires réels.

Problématique

La recherche interroge l'adéquation entre la formation universitaire actuelle et les réalités du métier d'enseignant. Elle soulève plusieurs questions clés : la formation initiale prépare-t-elle suffisamment les futurs enseignants à leurs responsabilités en classe ? Certains contenus ou pratiques pédagogiques doivent-ils être repensés ou ajustés ? Faut-il mieux répartir les volumes horaires entre disciplines, ou intégrer des stages pratiques dès la première année de formation ?

Enfin, l'entrée dans le métier met en lumière le besoin d'un accompagnement renforcé pour les débutants, que ce soit sous forme de mentorat, de tutorat ou d'un retour ponctuel à l'ENS pour ceux rencontrant des difficultés.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Étude de cas
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

L'étude a été conduite par une équipe coordonnée par le Professeur Saadedine Fatmi, Professeur à l'ENS d'Oran, directeur adjoint chargé de la pédagogie, avec le soutien d'une ingénieure statisticienne pour la collecte et l'analyse des données.

Méthodologie employée

La méthodologie repose sur une enquête mixte :

- Un questionnaire diffusé en ligne puis en version papier auprès de 126 jeunes enseignants sortis des ENS, en majorité diplômés en 2018 et 2019.
- Des entretiens filmés avec cinq enseignants en poste dans différentes wilayas, situées aussi bien au nord qu'au sud du pays (notamment Adrar, Timimoun et Relizane).

Deux actions complémentaires ont enrichi la démarche : une restitution publique organisée à l'ENS d'Oran (mars 2020) et un reportage de terrain dans le Sud algérien diffusé en ligne.

Population cible et échantillon

La recherche a concerné 126 jeunes enseignants ayant terminé leur formation dans les ENS, principalement professeurs des écoles (PEP) français (55%) et PEP arabe (36%), ayant été affectés dans plusieurs wilayas du Nord et du Sud, zones urbaines et rurales.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

- Une participation initiale limitée à l'enquête en ligne, qui a nécessité une relance via des questionnaires papier.
- Un déséquilibre de représentativité entre les différentes ENS et disciplines, ce qui limite partiellement la portée comparative des résultats.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Bien que ce travail se rapproche davantage d'une enquête de terrain que d'une recherche académique au sens strict, il permet de faire émerger plusieurs constats significatifs à partir des retours d'expérience de jeunes enseignants diplômés des ENS en 2018-2019.

- **Des disparités régionales importantes dans le processus d'affectation :** les modalités de recrutement varient fortement selon les wilayas, sans transparence ni harmonisation. Certains enseignants sont affectés selon leur moyenne, d'autres selon leur ancienneté ou leurs relations. Beaucoup déplorent le manque d'accès à une cartographie claire des postes vacants et l'absence de cadrage national.
- **Un stage pratique peu formateur et mal intégré :** le stage pratique, souvent très court, est perçu comme peu utile car limité à de l'observation sans responsabilité. Les jeunes enseignants plaident pour un stage plus long et mieux intégré au parcours de formation initiale.
- **Un écart marqué entre zones urbaines et zones rurales :** les enseignants envoyés en milieu rural ou dans le Sud évoquent des conditions d'exercice plus difficiles : isolement professionnel, absence de soutien, surcharge de travail et manque de ressources, contrastant fortement avec les postes urbains.
- **Une désillusion progressive face au métier :** malgré leur motivation initiale, de nombreux enseignants se disent déçus par la réalité du métier : manque de reconnaissance sociale et d'appui institutionnel, conditions de travail dégradées. Ils réclament une formation plus concrète, axée sur la gestion de classe, la communication avec les familles et la préparation pédagogique.
- **Un besoin fort d'accompagnement professionnel :** les enseignants interrogés aimeraient un accompagnement plus fort et plus structuré en début de carrière : la présence d'un mentor, d'un inspecteur référent ou d'un dispositif de tutorat qui faciliterait leur prise de poste et éviterait le décrochage professionnel.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude met en lumière que **l'entrée dans le métier est une phase particulièrement délicate** pour les jeunes enseignants en Algérie. Si leur formation est bien encadrée au niveau institutionnel, elle reste **trop théorique et ne prépare pas suffisamment aux réalités du terrain,** surtout dans les zones les plus difficiles.

Le déséquilibre entre contenus académiques et préparation pratique est largement ressenti. Cette inadéquation entre un curriculum de formation uniforme et des contextes d'exercice très divers entraîne de la frustration, de la démotivation. Faute de soutien, beaucoup développent des stratégies individuelles d'adaptation, parfois au détriment de leur bien-être professionnel. Enfin, certains jeunes enseignants soulignent le manque de crédibilité lié à leur âge, tant auprès des élèves que des collègues ou des parents.

La recherche appelle ainsi à **considérer la professionnalisation comme un processus évolutif, qui ne s'arrête pas à la sortie de l'ENS :** elle doit inclure un accompagnement régulier en début de carrière, des espaces de soutien et une formation continue ancrée dans les réalités de terrain.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES ET CONCEPTUELS

- Le projet éclaire un angle mort des politiques éducatives en Algérie : la phase de transition entre la formation initiale en ENS et la prise de poste. Il permet de mieux comprendre le décalage entre curriculum universitaire et exigences du métier, et ouvre la voie à une réflexion sur la professionnalisation des enseignants dès l'entrée dans la carrière.

FORMATION INITIALE

- Un besoin de réformer les stages pratiques : les allonger et renforcer leur encadrement ;
- Renforcer et ajuster les contenus de formation des ENS (gestion de classe, législation scolaire et communication avec les familles), à partir des retours de terrain des jeunes enseignants.
- Renforcer la coordination entre le ministère de l'Enseignement supérieur et les instituts de formation, pour une meilleure articulation entre formation et terrain.

ACCOMPAGNEMENT POST-FORMATION

- Proposer une meilleure information aux étudiants sur les conditions d'affectation et les réalités du métier .
- Instaurer un mentorat pédagogique pour les nouveaux enseignants dès leur première année.
- Organiser des rencontres régulières pour le partage d'expériences entre pairs.
- Renforcer l'accompagnement local dans les wilayas d'affectation (appui logistique, soutien professionnel, réseau de proximité).

POLITIQUES

- Clarifier les procédures d'affectation et de recrutement et améliorer la communication institutionnelle autour des règles d'affectation.

RECOMMANDATIONS

Bien que peu documentées, le projet suggère des pistes de recherche et d'action pour les politiques éducatives :

Accompagnement post-formation

- Expérimenter un système de mentorat entre enseignants-formateurs des ENS et jeunes enseignants, dès leur première année de prise de poste.
- Organiser des rencontres régulières dans les ENS pour créer un espace d'échange entre jeunes enseignants en poste et étudiants en formation, favorisant un retour d'expérience mutuel.

Clarification du processus d'affectation

- Intégrer un module d'information sur les modalités concrètes de recrutement et d'affectation dans le cursus des ENS.
- Étudier les critères réels utilisés par les directions de l'éducation pour classer les diplômés (moyennes, ancienneté, zones prioritaires, etc.), afin de rendre le processus plus transparent et équitable

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

La recherche a fait l'objet d'une restitution partielle lors d'un atelier public à l'ENS d'Oran en mars 2020, en présence de jeunes enseignants et de formateurs, qui a permis de partager les premiers résultats et de nourrir le débat sur la formation initiale. Bien que le projet prévoyait une communication aux ministères concernés (MESRS et MEN), aucun échange formel n'est documenté, et aucun élément dans le rapport ne permet de confirmer sa diffusion auprès des institutions.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Vidéo publiée sur le site d'APPRENDRE pour présenter le projet, les enjeux, la genèse :**

Consulter le lien

- **Reportage publié sur Youtube** sur les premières impressions des jeunes enseignants dans le Sud algérien. « *Projet- ENS Oran: Le retour d'expérience des jeunes enseignants issus des ENS* ». Mars 2020

Visionner la vidéo

Thème 5

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

GENRE ET PARCOURS PROFESSIONNELS

APPRENDRE

« Parcours professionnels des femmes dans les systèmes éducatifs au Bénin : analyse par genre aux cours primaire et secondaire »

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION / PARCOURS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Comprendre les dynamiques d'inégalités genrées dans la carrière enseignante pour éclairer les politiques d'équité et de gouvernance scolaire.
- Identifie des leviers pour accorder une place plus centrale aux femmes enseignantes en vue d'améliorer le leadership et le pouvoir de transformation du système.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Bénin

Budget alloué : 11 558 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** KAKAI Hygin – Agrégé de Science politique, diplômé en sciences de l'éducation (Université de Besançon), Vice-Doyen de la FADESP/UAC
- **Nom du référent scientifique :** RASOAMAMPIONONA Clarisse
- **Établissements partenaires :** UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de cette recherche est d'étudier la situation socio-pédagogique de la femme enseignante dans les cycles primaire et secondaire au Bénin. De façon plus spécifique, il s'agit d'analyser les facteurs qui freinent l'épanouissement et la progression professionnelle des femmes, de faire ressortir leur niveau de représentativité dans les processus de prise de décision et déterminer leur degré de responsabilisation dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Bénin, les femmes enseignantes restent fortement sous-représentées dans le système éducatif, en particulier dans l'enseignement secondaire, où elles ne représentent que 13,87 % du personnel, contre 24,99 % dans le primaire (statistiques 2016-2017).

Malgré l'adoption d'un cadre juridique et institutionnel en faveur de l'égalité – comme la Politique Nationale de Promotion du Genre (2009) / Plan d'action sectoriel (2010-2015) - les femmes enseignantes continuent d'évoluer dans un environnement professionnel marqué par des rapports sociaux inégalitaires, des pratiques discriminatoires (harcèlement sexuel, marginalisation dans les prises de décision), une faible présence aux postes de responsabilité (direction, inspection, gestion administrative).

Les politiques éducatives récentes, bien que plus inclusives, documentent encore peu les trajectoires professionnelles spécifiques des femmes dans l'enseignement. Cette recherche vise donc à combler ce manque en produisant une analyse sociologique approfondie de la situation socio-professionnelle des femmes enseignantes aux niveaux primaire et secondaire. L'objectif est d'éclairer les politiques sectorielles pour favoriser l'égalité des chances et l'autonomisation des femmes dans le système éducatif béninois.

Problématique

La recherche part de l'hypothèse selon laquelle l'épanouissement professionnel des femmes enseignantes au Bénin est freiné par des facteurs socioculturels, et fortement lié à leur niveau de responsabilisation dans les établissements des cycles primaire et secondaire.

Trois questions de recherche découlent de cette hypothèse :

- Quels sont les freins socioculturels qui limitent la progression professionnelle des femmes enseignantes ?
- Quelle place occupent-elles dans les instances décisionnelles et les fonctions de direction ?
- Dans quelle mesure sont-elles responsabilisées au sein des écoles où elles exercent ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par le Professeur KAKAI Hygin – Agrégé de Science politique, diplômé en sciences de l'éducation (Université de Besançon), Vice-Doyen de la FADESP/UAC et composée de chercheurs et assistants de recherche, mais également d'experts en planification de l'éducation, spécialistes du genre, ou en évaluation.

Méthodologie employée

La démarche adoptée repose sur une approche qualitative, qui s'appuie sur une revue documentaire et une enquête de terrain permettant la collecte de données auprès d'acteurs du système éducatif. L'objectif était d'articuler des éléments contextuels objectifs (statistiques, cadres institutionnels) avec des vécus professionnels subjectifs, pour éclairer les inégalités de genre dans le système éducatif béninois.

- **Revue de littérature :** analyse approfondie du cadre juridique, institutionnel et stratégique encadrant la promotion du genre au Bénin (textes de loi, politiques sectorielles, études sur la place des femmes dans l'enseignement…)
- **Enquête de terrain dans 4 départements :** des entretiens semi-directifs ont été menés avec des femmes enseignantes du primaire et du secondaire, des responsables d'établissement, des encadreurs pédagogiques et des représentants des instances administratives, permettant de recueillir des témoignages sur les obstacles rencontrés, les dynamiques de responsabilisation et les formes de discrimination vécues ou perçues.
- **Analyse des données :** les données qualitatives ont été analysées thématiquement afin de dégager les tendances dominantes, les points de blocage et les leviers potentiels pour améliorer la reconnaissance et la valorisation des femmes enseignantes.

Population cible et échantillon

La recherche s'est concentrée sur les enseignantes exerçant dans les cycles primaire et secondaire au Bénin. Un échantillon de 371 femmes enseignantes a été initialement retenu selon une méthode d'échantillonnage aléatoire simple, à partir d'une population totale de 10 702 femmes enseignantes recensées au niveau national dans les deux ordres d'enseignement.

L'enquête effective a été réalisée auprès de 225 enseignants (dont 120 femmes et 105 hommes), répartis dans quatre départements représentatifs : Borgou, Littoral, Ouémé et Zou. Cette répartition permet de couvrir à la fois des milieux urbains et ruraux, ainsi que des contextes socioculturels variés.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'étude n'inclut pas d'enquête spécifique auprès des femmes occupant des postes de responsabilité dans le système éducatif, ce qui restreint la compréhension de leur expérience en position de leadership. De même, aucun entretien n'a été mené auprès du ministère de l'Éducation nationale, et aucune implication directe d'acteurs institutionnels n'est signalée, ce qui limite la portée institutionnelle et la valorisation des résultats.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La recherche met en évidence un décalage persistant entre la volonté politique affichée en faveur de l'égalité de genre et la réalité professionnelle des femmes enseignantes dans le système éducatif béninois. Malgré un cadre juridique en faveur de la promotion du genre, les pratiques éducatives, les représentations sociales et les rapports hiérarchiques freinent encore leur reconnaissance et leur avancement.

Les données montrent que les femmes enseignantes manquent souvent de confiance en elles, et que des résistances – parfois féminines – à l'autorité exercée par une femme persistent. Le harcèlement sexuel, régulièrement mentionné, constitue un frein majeur à leur épanouissement. À cela s'ajoute le poids des normes traditionnelles qui restreint leur accès aux fonctions décisionnelles.

La recherche met en avant deux dynamiques qui se renforcent mutuellement :

- **La faible présence des femmes dans les cercles de décision** limite leur influence sur les politiques éducatives ;
- **Leur rôle dans la mise en œuvre des programmes reste marginal, les privant d'un levier d'action pédagogique et institutionnel.**

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

En mettant en lumière des pratiques discriminatoires quotidiennes souvent invisibilisées dans les rapports institutionnels, la recherche montre l'enjeu que le système éducatif a à intégrer la femme enseignante dans les politiques éducatives, dans la gouvernance, la formation et les fonctions de responsabilité pour améliorer la qualité et l'équité de l'éducation au Bénin.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

PRATIQUES ET OPÉRATIONNELS

- La recherche fournit des données précises sur les perceptions, expériences et réalités vécues par les femmes enseignantes, rarement explorées jusqu'ici.
- Elle permet d'identifier les obstacles à la promotion professionnelle des femmes, qu'ils soient structurels (accès aux postes de direction[1], harcèlement, surcharge domestique) ou subjectifs (auto-censure, représentations intériorisées).

POLITIQUES ÉDUCATIVES

- L'étude fournit des éléments clés pour intégrer l'approche genre dans les politiques éducatives au Bénin en mettant en lumière les obstacles spécifiques rencontrés par les femmes dans le système éducatif, liés aux normes socioculturelles et aux stéréotypes de genre.
- Elle plaide pour une prise en compte systématique du genre dans la gouvernance, la gestion des ressources humaines et la planification des carrières.

INNOVATION MÉTHODOLOGIQUE

- Le projet permet une lecture fine et contextualisée des inégalités. L'utilisation de tests statistiques (comme le Khi-deux) permet d'objectiver les perceptions subjectives de discrimination et d'en démontrer l'ampleur et les effets.

1 *Les femmes sont très minoritaires dans les fonctions de gestion (chefferie d'établissement, coordination pédagogique, inspection), surtout au secondaire.*

RECOMMANDATIONS

La recherche constitue un point de départ utile pour structurer de futures études sur les inégalités de genre dans l'enseignement, à condition de renforcer les liens entre chercheurs, décideurs et praticiens. Des pistes complémentaires de recherche pourraient être envisagées :

- Étudier l'accès des femmes enseignantes aux postes de responsabilité : mieux comprendre les mécanismes de sélection et de promotion des femmes dans les fonctions de direction (direction d'école, inspection, coordination pédagogique) ; comparer les trajectoires de femmes ayant accédé à ces postes avec celles restées dans des fonctions d'enseignement pour identifier les facteurs facilitateurs ou bloquants
- Analyser l'impact réel des plans d'action genre dans le secteur éducatif pour renforcer l'ancrage institutionnel des politiques de genre dans l'éducation. Produire des notes d'orientation et des synthèses opérationnelles à destination des décideurs.
- Explorer les stratégies de responsabilisation et d'autonomisation des enseignantes, notamment au niveau local ou communautaire et valoriser les modèles de réussite féminins dans le secteur éducatif à travers les médias, les événements scolaires et les curricula.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport ne fait pas mention de valorisation, de communication ou de publication.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

Thème 3

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Pratiques enseignantes et compétences en Lecture/écriture au cycle préparatoire (CP1 et CP2) dans l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | LANGUES / PLURILINGUISME | ÉVALUATION ET CERTIFICATION | PÉDAGOGIES INNOVANTES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Pistes concrètes d'amélioration des pratiques enseignantes et es contenus de formation continue pour renforcer l'apprentissage de la lecture-écriture au cycle préparatoire.
- Propose des leviers d'action clairs et actionnables pour améliorer la qualité des apprentissages en début de scolarité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Côte d'Ivoire

Budget alloué : 14 397 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Denis Koménan Dagou, Maître de Conférences, psychologie clinique et psychopathologie - Université Felix Houphouët-Boigny, UFR SHS, département de psychologie
- **Nom du référent scientifique :** Mohamed Miled, membre du Conseil Scientifique (Tunisie)
- **Établissements partenaires :** Université Felix Houphouët-Boigny

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de cette recherche est d'analyser les compétences en lecture et en écriture des élèves du CP1 et du CP2 dans les écoles primaires publiques de Côte d'Ivoire, afin de mieux comprendre les difficultés rencontrées et d'identifier des pratiques pédagogiques susceptibles d'améliorer les apprentissages fondamentaux en langue.

Il s'agit également d'étudier les pratiques pédagogiques mises en œuvre par les enseignants du CP1 et CP2 en matière d'enseignement de la lecture et de l'écriture et de proposer des pistes concrètes d'amélioration des pratiques enseignantes pour renforcer l'apprentissage de la lecture-écriture au cycle préparatoire.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

L'apprentissage de la lecture et de l'écriture constitue un enjeu fondamental pour la réussite scolaire en Côte d'Ivoire. Pourtant, les données disponibles révèlent de sérieuses lacunes dès les premières années de scolarisation. Les évaluations du PASEC (2014, 2016) montrent qu'après deux ans d'école, seuls 5,6 % des élèves ivoiriens atteignent le niveau de « lecteur intermédiaire », contre 14,1 % en moyenne internationale.

Dans l'ensemble, plus de deux tiers des élèves du cycle préparatoire (CP1 et CP2) ne parviennent pas à lire des phrases simples ou à comprendre des textes. En fin de CP2, les scores moyens en lecture (35,6/100) restent inférieurs au seuil minimum de compétence attendu. Les disparités sont très marquées entre zones urbaines et rurales : 70,5 % des élèves en milieu rural présentent des acquis très faibles, contre 26,5 % en zone urbaine.

Ces lacunes s'expliquent notamment par une maîtrise insuffisante des mécanismes fondamentaux de la lecture, une faible exposition à la langue française comme langue première, et des pratiques pédagogiques parfois inadaptées.

Ces constats révèlent l'urgence d'agir sur plusieurs plans : meilleure identification des difficultés, adaptation des pratiques pédagogiques, et accompagnement ciblé des enseignants dans l'enseignement de la lecture-écriture.

Problématique

Les résultats des évaluations nationales et internationales (PASEC 2014 et 2016) ont mis en évidence de faibles performances des élèves ivoiriens en lecture dès les premières années de scolarité. Une majorité d'élèves quitte le cycle préparatoire sans avoir acquis les compétences de base en lecture-écriture.

Cette situation amène à interroger les méthodes d'enseignement, les ressources disponibles et la formation des enseignants en charge de ces classes en vue de comprendre « quels sont les facteurs qui influencent l'acquisition des compétences en langue chez les élèves de CP1 et CP2, à travers l'apprentissage de la lecture et de l'écriture ? ». En comprenant « quelles sont les pratiques d'enseignement mises en œuvre par les enseignants pour enseigner la lecture et l'écriture au CP1 et CP2 ? », et « quelles pistes d'amélioration peuvent être proposées pour renforcer l'apprentissage de la lecture-écriture dans les premières années de la scolarité ivoirienne ? », l'étude vise à enrichir la réflexion plus systémique sur l'enseignement de la lecture-écriture et l'amélioration des pratiques enseignantes.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été menée par une équipe de recherche pluridisciplinaire et issue du monde de la recherche et de l'enseignement secondaire, croisant ainsi expertises académiques et ancrage institutionnel.

Conduite sous la direction du Professeur Denis Koménan Dagou, Maître de Conférences en psychologie clinique et psychopathologie à l'Université Felix Houphouët-Boigny, elle a mobilisé deux enseignants-chercheurs, l'un spécialiste en psychologie clinique, l'autre en didactique des langues étrangères ainsi que deux inspecteurs de l'enseignement secondaire : un inspecteur principal et Chef d'Antenne de la Pédagogie et de la Formation Continue (APFC) dans la région de Soubré, une inspectrice de l'enseignement secondaire, coordonnatrice du Projet École Intégrée (PEI) à la Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC), et point focal ELAN-Afrique. Un doctorant en sociologie, chargé notamment de l'analyse contextuelle des pratiques et des entretiens de terrain, a complété l'équipe.

Méthodologie employée

La recherche, considérée par les chercheurs comme une «étude exploratoire à visée descriptive », adopte une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, afin de croiser l'analyse des compétences des élèves avec l'observation des pratiques pédagogiques en lecture-écriture dans les classes de CP1 et CP2 des écoles primaires publiques ivoiriennes.

Après une enquête exploratoire menée auprès de conseillers pédagogiques, **la recherche s'est focalisée sur :**

- **Des questionnaires standardisés** pour mesurer les compétences en lecture et en écriture des élèves de CP1 et CP2.
- **Des observations de classes,** guidées par une grille d'évaluation des pratiques pédagogiques spécifiques à l'enseignement de la lecture-écriture ;
- **Des entretiens semi-directifs** menés avec des enseignants, conseillers pédagogiques et élèves, portant sur les méthodes d'enseignement, les difficultés rencontrées et les stratégies mises en œuvre ;
- **Des focus group**s avec des enseignants, afin de recueillir leur perception collective des enjeux liés à l'enseignement de la lecture-écriture ;
- **L'analyse de séquences de cours filmées** pour documenter les pratiques effectives en classe.

Les chercheurs ont également élaboré **des grilles d'évaluation des compétences** en lecture-écriture pour le CP1 et une autre pour le CP2 ; une grille d'évaluation de l'orientation spatiale et une grille d'observation des pratiques d'enseignement-apprentissage de la lecture-écriture.

Population cible et échantillon

L'enquête a ciblé des élèves de CP1 et CP2 ainsi que leurs enseignants, dans des écoles primaires publiques situées dans deux zones géographiques distinctes : la commune de Bingerville (dans la DREN d'Abidjan 1, à l'est de la capitale économique) et la ville de Soubré, située dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Au total, la recherche a concerné 18 écoles, réparties sur 7 sites (10 écoles à Bingerville, 8 écoles à Soubré), choisis pour des raisons logistiques et de facilité d'accès aux écoles.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'équipe souligne des contraintes logistiques et matérielles (déplacements entre les sites, coordination locale) dues au déroulement de l'enquête dans deux zones géographiques éloignées (Bingerville et Soubré) ainsi que méthodologiques (nombre restreint d'observations filmées, difficulté d'accès à certains enseignants). L'hétérogénéité des contextes scolaires et les conditions d'enseignement différentes d'une école à l'autre (effectifs, niveau des élèves, disponibilité du matériel pédagogique) ont parfois rendu les comparaisons délicates. Le périmètre géographique réduit à deux villes (Bingerville et Soubré) limite la portée nationale des résultats. Enfin, les contraintes de calendrier et/ou les emplois du temps chargés ont réduit le temps d'échange avec certains acteurs clés.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en lumière des lacunes importantes dans les compétences de lecture et d'écriture des élèves du CP1 et du CP2 dans les écoles primaires. La majorité des élèves de CP1 et une part significative de ceux de CP2 ne parviennent pas à atteindre les compétences de base attendues. **Les plus grandes difficultés concernent la reconnaissance des lettres et des sons ; la fusion syllabique** (plus de 90 % d'échecs au CP1) ; **la lecture de mots simples et la compréhension de phrases écrites** (près de 97 % des élèves échouent).

L'équipe observe une corrélation significative entre les compétences en orientation spatiale (repérage, discrimination visuelle, gauche/droite) et les performances en lecture/écriture. Les élèves ayant de faibles compétences spatiales réussissent moins bien en lecture.

Les chercheurs constatent également des faiblesses dans les pratiques enseignantes :

- L'approche syllabique recommandée est peu appliquée dans sa globalité.
- Des étapes importantes comme la lecture expressive, la dictée de syllabes ou l'évaluation sont souvent absentes.
- Les enseignants privilégient la lecture collective au détriment de la lecture individuelle, réduisant ainsi les occasions d'observer les difficultés spécifiques des élèves.

Le manque de formation spécifique des enseignants sur la lecture/écriture et l'absence d'outils adaptés ne leur permet pas de maîtriser les méthodes recommandées et de structurer convenablement les séances. A cela s'ajoutent des facteurs matériels (classes surchargées, manque de manuels scolaires, absence de supports individuels), des facteurs sociaux et affectifs (environnement peu stimulant à la maison, faible accompagnement parental, découragement des élèves) ou encore des facteurs linguistiques. L'enseignement du français comme langue d'apprentissage alors qu'il n'est pas la langue maternelle des enfants complexifie la maîtrise des bases en lecture/écriture.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Cette recherche constitue une base solide pour **repenser les pratiques pédagogiques et les dispositifs de soutien en lecture-écriture, afin de mieux outiller les enseignants et renforcer les compétences de tous les élèves** dès les premières années du primaire.

Elle confirme que l'amélioration des compétences en lecture/écriture au cycle préparatoire ne peut se limiter à des prescriptions curriculaires mais nécessite une action coordonnée sur les pratiques pédagogiques, la formation, le matériel, et la prise en compte des réalités locales d'apprentissage.

Ainsi, **la formation initiale et continue des enseignants doit être renforcée,** en intégrant des **modules spécifiques sur l'enseignement de la lecture/écriture et sur la structuration spatiale.** Des outils de diagnostic doivent être développés pour **permettre un repérage précoce des difficultés** et les enseignants doivent y être formés. Les pratiques pédagogiques doivent évoluer vers une meilleure **prise en compte de la diversité des profils d'élèves,** notamment en milieu linguistiquement hétérogène, et vers l'individualisation des pratiques.

Enfin, il est urgent de fournir aux enseignants des ressources simples, contextualisées, et adaptées aux réalités de leurs classes.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES ET CONCEPTUELS

- La recherche apporte une contribution précieuse à la compréhension des freins à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en début de scolarité. Elle met en évidence un lien encore peu exploré entre acquisition du langage écrit et compétences spatiales. Elle permet aussi de mieux documenter les difficultés spécifiques des élèves dans un contexte multilingue.

PRATIQUES ET PÉDAGOGIQUES

- L'étude propose des outils concrets réutilisables dans les écoles primaires du pays (grilles d'évaluation des compétences en lecture/écriture et en structuration spatiale, typologie des difficultés fréquemment rencontrées en CP1 et CP2, utile pour concevoir des remédiations ciblées), ou à des fins de formation (séquences filmées et analysées).

FORMATION

- Les résultats permettent de proposer des contenus concrets à intégrer dans les contenus de formation initiale et continue des enseignants du cycle préparatoire (pédagogie de la lecture/écriture en milieu multilingue, structuration spatiale ...)

POLITIQUES ÉDUCATIVES

- La recherche propose plusieurs leviers d'action pour améliorer la qualité des apprentissages en début de scolarité (voir recommandations). Elle appelle aussi à renforcer l'encadrement et le suivi pédagogique de proximité.

RECOMMANDATIONS

Cette recherche renvoie à la formation des enseignants et aux différentes formes d'évaluation. D'un point de vue institutionnel, elle appelle à repenser la formation des enseignants et leur accompagnement sur le terrain.

La recherche propose **plusieurs leviers d'action spécifiques et ciblés :**

- **Élaborer un dispositif national de diagnostic précoce des compétences en lecture/écriture ;**
- **Revoir les programmes et les outils pédagogiques pour les adapter aux réalités des classes et aux compétences réelles des élèves ;**
- **Encourager des pratiques pédagogiques différenciées en fonction du niveau réel des élèves ;**
- **Renforcer l'encadrement pédagogique des enseignants (FI et FC) et leur suivi de proximité.**

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Bien qu'un exemplaire de la recherche ait été remis au chef de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, les équipes n'ont pas présenté les résultats de leur recherche. Elle a en revanche été présentée lors du premier webinaire organisé par APPRENDRE en mars 2023, « Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives » :

Lire le document

- Elle a été diffusée sur la chaîne YouTube du programme :

Visionner la vidéo

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Présentation du projet :**

Consulter le lien

- **Articles :**
  - DJOKOUEHI Charles-Antoine, DAGOU Denis Koménan, Enseignement des syllabes et acquisition des compétences de lecture et d'écriture au cours préparatoire (CP1 et CP2) de l'enseignement primaire, Revue/della, tome 1, lettres, langues, arts et éducation, Vol. 4 no 11 novembre 2022, P170-182 :

Lire l'article

Thème 3

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Projet de Recherche sur les Usages des programmes de Géographie dans les collèges et lycées du Sénégal (PURGES)

PROGRAMMES SCOLAIRES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des recommandations pertinentes pour réviser, alléger et contextualiser le programme de géographie.
- Des propositions pour valoriser les cellules pédagogiques comme leviers de formation et d'harmonisation des pratiques et renforcer la formation et l'appropriation du programme.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Sénégal

Budget alloué : 20 328 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** TIMERA Mamadou Bouna - SENEGAL
- **Nom du référent scientifique :** Chevalier Jean Pierre (France), membre du Conseil Scientifique (Tunisie)
- **Établissements partenaires :** Laboratoire de géographie humaine (LABOGEHU) et laboratoire de géographie scolaire (LOGOS) de Université Cheikh Anta Diop (Senegal).

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif de cette recherche est de comprendre comment les enseignants du secondaire au Sénégal s'approprient et mettent en œuvre les programmes de géographie dans les lycées et collèges, en analysant à la fois leurs pratiques pédagogiques, leurs perceptions du programme et les facteurs influençant leurs usages.

De façon plus spécifique, la recherche vise à :

- **Identifier le niveau de connaissance et d'appropriation des programmes** de géographie par les enseignants, en tenant compte de leur profil, de leur formation, de leur conception de la discipline et de leur compréhension des prescriptions pédagogiques et épistémologiques ;
- **Décrire les usages réels des programmes en classe** et les ajustements opérés selon les contextes d'enseignement ;
- **Examiner le rôle des cellules pédagogiques** dans l'appropriation des programmes et le développement professionnel des enseignants ;
- **Analyser les tensions et perceptions** générées par les exigences du programme.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis les années 2000, l'enseignement de la géographie au Sénégal a connu une série de réformes curriculaires, avec l'introduction de l'approche par compétences (APC), l'infusion de nouvelles orientations épistémologiques, et la volonté d'ancrer les apprentissages dans les réalités locales tout en développant une ouverture au monde. Cette transformation s'est traduite par la production de nouveaux programmes en 2008, accompagnés de guides pédagogiques.

Cependant, ces changements profonds n'ont pas toujours été pleinement compris ou appropriés par les enseignants. Des tensions sont apparues entre les orientations prescrites et les pratiques réelles de classe, notamment autour des démarches pédagogiques, du rapport à la carte et aux outils numériques, ou encore de la place accordée aux réalités locales dans les contenus enseignés.

Dans ce contexte, cette recherche vise à combler un vide en documentant les usages réels des programmes de géographie dans les collèges et lycées sénégalais.

L'étude examine dans quelle mesure les enseignants parviennent à s'approprier les exigences des nouveaux programmes, à les adapter à leurs contextes d'enseignement et à traduire concrètement les finalités éducatives visées.

Problématique

L'étude repose sur l'hypothèse que l'application stricte des programmes est un critère de qualité des apprentissages pour les administrations scolaires. Pourtant, les premières observations révèlent des pratiques variées, souvent éloignées des intentions officielles.

La problématique centrale est donc la suivante : comment les enseignants s'approprient-ils les programmes officiels de géographie, et dans quelle mesure leurs pratiques sont-elles conformes – ou non – aux prescriptions méthodologiques, pédagogiques et axiologiques attendues ?

Questions de recherche :

- Quelles sont les pratiques effectives d'enseignement de la géographie au collège, au regard des prescriptions officielles ?
- Quels sont les écarts ou ajustements observés dans la mise en œuvre des programmes ?
- Quels facteurs contextuels influencent l'appropriation ou la réinterprétation du curriculum par les enseignants ?
- Comment ces pratiques influent-elles sur les finalités éducatives attendues en géographie ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse comparative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été menée par une équipe pluridisciplinaire, spécialiste du système éducatif sénégalais. Elle est constituée de trois enseignants-chercheurs du département de Géographie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), spécialisés en didactique de la géographie, curriculum et éducation comparée.

Ils ont travaillé en collaboration avec l'Inspection générale de l'Éducation et de la Formation (IGEF), ainsi qu'avec des inspecteurs et des enseignants en poste dans les académies ciblées. Cette collaboration interinstitutionnelle a renforcé la pertinence de l'analyse et favorisé une meilleure compréhension des réalités de terrain.

L'équipe a également mobilisé un assistant de recherche pour appuyer la collecte et le traitement des données dans les établissements scolaires.

Méthodologie employée

Cette recherche repose sur une approche mixte combinant outils quantitatifs et qualitatifs et analyse de la littérature pour une compréhension fine des pratiques curriculaires dans leur contexte réel d'exercice, entre prescriptions officielles et ajustements de terrain.

- **Questionnaire structuré** à 365 enseignants du moyen et du secondaire et 126 entretiens semi-directifs ;
- **Analyse de rapports d'inspection, cahiers de textes, fascicules pédagogiques et manuels scolaires** (analyse de contenu complétée par le logiciel IRaMuTeQ, pour dégager les récurrences lexicales et les thèmes dominants), documents de planification pédagogique, évaluations standardisées.
- **Revue de la littérature autour de quatre axes majeurs :** l'évolution curriculaire des programmes de géographie au Sénégal ; les usages déclarés et prescrits des programmes ; le rôle de l'enseignant dans la mise en œuvre du curriculum ; les modèles d'analyse des pratiques en didactique de la géographie.
- **Recherche documentaire approfondie.**

Population cible et échantillon

365 enseignants de géographie (284 hommes contre 81 femmes[1]) exerçant dans les établissements d'enseignement moyen et secondaire du Sénégal, répartis dans les six régions géographiques couvertes par le programme national de géographie (Dakar et littoral central, Bassin arachidier, Ferlo, Vallée du fleuve, Casamance et Haut-Sénégal), sélectionnés pour refléter la diversité des contextes éducatifs (urbain, périurbain, rural), des profils professionnels (ancienneté, formation initiale ou continue, statut) et des environnements pédagogiques (collèges publics, lycées, établissements privés).

Parallèlement, un sous-échantillon de 126 acteurs a été retenu pour les entretiens qualitatifs, incluant des enseignants, des inspecteurs, des conseillers pédagogiques, ainsi que d'autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des programmes. Ce sous-échantillon a été constitué selon une logique d'échantillonnage raisonné, afin de croiser les regards et de documenter finement les pratiques, les perceptions et les écarts observés dans l'usage des programmes.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'étude a été confrontée à plusieurs limites, notamment d'ordre logistique et méthodologique. L'accès à certains documents officiels (rapports d'inspection, planifications internes, cahiers de textes) s'est avéré difficile en raison de leur caractère sensible. Par ailleurs, la disponibilité inégale des enseignants et des responsables pédagogiques a restreint le nombre d'entretiens approfondis dans certaines zones.

L'échantillon quantitatif, représentant environ 6 % des effectifs nationaux, limite la portée généralisable des résultats. De plus, certaines catégories restent sous-représentées, comme les vacataires ou les enseignants du secteur privé, ce qui empêche de refléter l'ensemble des pratiques à l'œuvre dans les collèges et lycées sénégalais.

1 *Échantillon relativement représentatif de la sex-ratio des professeurs d'histoire-géographie à l'échelle nationale qui est de plus ou moins une femme pour 4 hommes.*

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude révèle un écart significatif entre les prescriptions officielles du programme de géographie et les usages réels des enseignants. Plus de la moitié des enseignants interrogés déclarent procéder à des « arrangements » : omission, fusion ou réorganisation des leçons, souvent en réponse à un programme jugé trop dense, théorique et peu adapté aux réalités locales. Cette méconnaissance est renforcée par des canaux de diffusion informels : seuls 25 % reçoivent le programme via les circuits institutionnels, contre 40 % par échanges entre collègues. Lorsqu'ils l'utilisent, c'est principalement pour se conformer à la forme attendue, plutôt que pour structurer l'enseignement.

Malgré la présence de cellules pédagogiques et de collectifs informels, la collaboration reste limitée : peu de mutualisation des objectifs d'apprentissage ou de réflexion collective sur les contenus.

Enfin, une part importante des enseignants appelle à une géographie plus contextualisée, ancrée dans les réalités africaines et les enjeux contemporains, ce qui motive une adaptation fréquente du programme à leurs priorités pédagogiques.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche propose des **actions structurantes pour une meilleure cohérence entre les prescriptions curriculaires, les pratiques de classe et les attentes sociétales en matière d'éducation géographique.**

Le programme gagnerait à proposer **une approche plus enracinée dans les contextes locaux,** notamment sur les enjeux démographiques, environnementaux et économiques actuels du pays, pour une meilleure appropriation par les enseignants et les élèves.

La recherche appelle aussi à une meilleure circulation formelle des documents, et à une information des enseignants sur la légitimité du programme comme outil de pilotage pédagogique.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

POLITIQUES ÉDUCATIVES

- Mettre en oeuvre une réforme curriculaire accélérée, une diffusion plus systématique des programmes
- Renforcer la formation des enseignants à l'usage des programmes, en s'appuyant sur des ressources pédagogiques adaptées et des dynamiques collaboratives.
- Nécessité de réviser et d'alléger le programme de géographie pour le rendre plus réaliste, mieux ancré dans les réalités africaines et sénégalaises, et adapté aux contraintes de temps scolaire.
- Des perspectives pour structurer un dispositif national de révision et suivi des usages des programmes;

SCIENTIFIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

- Une analyse fine des curricula de géographie et de ses usages
- Des outils d'analyse transférables à d'autres disciplines ou cycles éducatifs.

PÉDAGOGIQUES

- Les cellules pédagogiques doivent être renforcées comme espaces de co-formation, de réflexion didactique, et d'appropriation collective du programme. Elles devraient inclure des échanges sur les finalités éducatives, les méthodes, et les valeurs portées par le programme.

RECOMMANDATIONS

La recherche se termine en proposant 3 grands types de recommandations :

Refonte du programme de géographie

- **Alléger les contenus** pour les rendre plus réalistes et mieux adaptés aux horaires disponibles, en particulier en classe de 6e et de Terminale.
- **Recentrer les thématiques sur les réalités africaines et sénégalaises,** pour une meilleure appropriation des enjeux méthodologiques et axiologiques.
- **Adapter les objectifs selon les séries** (ex. : différencier les contenus évalués au Bac selon les coefficients des séries L2, L1, S2).
- **Problématiser les leçons en intégrant les dimensions économiques, physiques, démographiques et environnementales dans une approche plus systémique.**

Renforcement de la formation et de l'appropriation du programme

- **Remettre à chaque enseignant un programme officiel complet, accompagné d'un livret d'orientation méthodologique et épistémologique, et le former à sa lecture et à son usage.**
- **Renforcer les cellules pédagogiques comme espace d'appropriation collective,** avec l'appui des inspecteurs
- **Intégrer la didactique de la géographie dans les modules de formation** pour professionnaliser les usages du curriculum.

Moyens et dispositifs de mise en œuvre

- **Fournir des ressources pédagogiques homogènes et accessibles** (manuels, cartes, documents numériques) pour assurer une équité nationale.
- **Mieux articuler les PHARES** (progressions harmonisées et évaluations standardisées) avec le contenu réel du programme et impliquer davantage les enseignants dans leur élaboration.
- **Intégrer les enjeux contemporains (**environnement, développement durable, défis territoriaux) pour actualiser le programme et renforcer sa pertinence sociale.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

- La recherche a été transmise à la Secrétaire générale du ministère de l'éducation nationale en novembre 2021 et a été bien reçue par l'inspection générale et la CNHG qui souhaitaient poursuivre les activités mais n'ont pas pu trouver le financement nécessaire. Les conséquences de cette recherche au niveau national sont une prise de conscience sur les besoins de formation sur le programme de géographie, mais également le besoin de rédiger un nouveau programme plus adapté et plus contextualisé.

- Au niveau international, la recherche a été présentée par le coordonnateur lors du premier webinaire organisé par APPRENDRE en mars 2023, « *Des recherches-actions pour éclairer les politiques éducatives* » et diffusée sur la plateforme Youtube du programme.

Visionner la vidéo

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Article :**

- Amadou Tidiane Bâ, Amadou Tidiane Diallo, Mamadou Bouna Timéra, Ibrahima Faye Diouf (décembre 2023), « *Appropriation du programme de géographie par les enseignants dans les collèges et lycées du Sénégal* », Frantice.net, Numéro 22, p. 61-75 :

Lire l'article

Thème 3

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Qualité de l'enseignement des mathématiques dans l'éducation de base au Nord-Kivu : du niveau de connaissances des apprenants aux pratiques didactiques

APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | FORMATION DES ENSEIGNANTS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des pistes concrètes pour faire évoluer la politique éducative, et notamment les curricula et les contenus de formation.
- Une analyse fine des erreurs des élèves qui peut être utilisée à des fins de remédiation.
- Contribution significative à la réflexion sur l'activation cognitive par les tâches complexes dans les contextes africains francophones, encore peu documentés à ce sujet.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : République démocratique du Congo — **Budget alloué : 19 905 euros**

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Professeur Mwenda-Pole Kanyamuhanda Emmanuel, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL), Goma
- **Nom du référent scientifique :** Patricia Nebout Arkhurst, Côte d'Ivoire
- **Établissements partenaires :** Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL), Goma

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif de cette recherche est d'analyser les pratiques d'enseignement et d'apprentissage du calcul numérique au primaire, afin de mieux comprendre les facteurs qui influencent les difficultés des élèves et d'identifier des pistes d'amélioration pour renforcer leurs compétences mathématiques.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Décrire les pratiques pédagogiques des enseignants relatives à l'enseignement du calcul numérique dans les écoles primaires.
- Identifier les erreurs récurrentes commises par les élèves en calcul, et en analyser les causes.
- Examiner les ressources pédagogiques et curriculaires utilisées pour l'enseignement du calcul.
- Proposer des leviers d'action pour améliorer les apprentissages en calcul, à travers des recommandations pédagogiques, curriculaires et de formation.

In fine, il s'agit d'analyser comment les enseignants du primaire en République démocratique du Congo mettent en œuvre des situations d'enseignement susceptibles de favoriser l'activation cognitive des élèves par des tâches complexes, en lien avec l'approche par compétences introduite dans le curriculum congolais.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En République démocratique du Congo (RDC), les évaluations nationales et internationales révèlent de fortes lacunes en calcul numérique chez les élèves du primaire, particulièrement en 3e et 4e années. Ces difficultés, persistantes tout au long de la scolarité, compromettent la réussite globale, les mathématiques constituant un socle transversal mobilisé dans de nombreuses disciplines.

Depuis la réforme curriculaire, l'enseignement primaire est structuré autour de l'approche par compétences, qui vise à dépasser la transmission de connaissances pour développer la mobilisation des savoirs en situations complexes. Toutefois, la mise en œuvre reste limitée : les pratiques pédagogiques sont souvent routinières, centrées sur des tâches simples, avec peu de stimulation cognitive.

Ce contexte est aggravé par des défis systémiques : effectifs élevés, formation insuffisante des enseignants, pilotage pédagogique faible et manque de ressources, qui freinent la transformation effective des pratiques.

Problématique

Face à ce diagnostic, la recherche part de l'hypothèse que les difficultés d'apprentissage en calcul numérique sont liées à un déficit d'activation cognitive, en plus de facteurs pédagogiques (pratiques d'enseignement, posture), curriculaires (contenus, progressions) et contextuels (ressources, formation). Les pratiques actuelles tendent à privilégier la répétition mécanique d'exercices standards, au détriment d'un enseignement stimulant la réflexion, la compréhension et l'autonomie des élèves. La faible utilisation de tâches complexes limite le développement de compétences mathématiques durables.

Dès lors, les questions qui se posent sont :

- Quelles sont les pratiques pédagogiques actuelles dans l'enseignement du calcul numérique, et dans quelle mesure favorisent-elles l'activation cognitive des élèves ?
- Quelles erreurs les élèves commettent-ils le plus souvent, et que révèlent-elles sur les obstacles cognitifs rencontrés ?
- Comment les enseignants conçoivent-ils et utilisent-ils les tâches complexes dans leur enseignement ?
- Quelles ressources, formations ou ajustements curriculaires seraient nécessaires pour renforcer la qualité des apprentissages en calcul numérique ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes
- Analayse comparative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet de recherche a été conduit par une équipe mixte regroupant à la fois des chercheurs universitaires issus de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) et des acteurs institutionnels du système éducatif du Nord-Kivu, sous la direction du Professeur Mwenda-Pole Kanyamuhanda Emmanuel, de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL).

L'implication directe de Madame la Ministre chargée de l'Éducation au niveau de la province a renforcé la légitimité et la portée du projet. L'Inspection provinciale de l'enseignement, ainsi que toutes les divisions et sous-divisions éducatives des territoires concernés (Goma, Masisi, Nyiragongo, Walikale et Rutshuru), ont activement contribué aux différentes étapes de la recherche (conception, collecte de données, validation des résultats).

Par ailleurs, les coordinations scolaires, les chefs d'établissement et les enseignants ont été mobilisés comme partenaires à part entière de la démarche, dans une logique de co-construction et d'appropriation des résultats.

Ce dispositif collaboratif a permis d'ancrer solidement la recherche dans le tissu éducatif local et illustre une volonté de rapprocher le monde académique des réalités de terrain et des décideurs éducatifs.

Méthodologie employée

L'étude repose sur une recherche par les méthodes mixtes (MMR) combinant des outils quantitatifs et qualitatifs pour analyser les performances des élèves, les pratiques pédagogiques et les usages effectifs des programmes.

- **Approche quantitative :** des épreuves ciblées ont été administrées à des élèves de 3e et 4e années du primaire pour évaluer leurs compétences en calcul numérique et leur capacité à résoudre des tâches complexes mobilisant plusieurs opérations ou raisonnements. L'analyse statistique des résultats a permis d'identifier les erreurs fréquentes et leur nature.
- **Approche qualitative :** des observations de classe ont été menées pour étudier la nature des tâches proposées, le degré de complexité cognitive sollicité, et les interactions enseignant-élèves. Des entretiens semi-directifs avec des enseignants ont permis de mieux comprendre leurs conceptions, leurs difficultés et leur formation en lien avec l'enseignement du calcul.
- **Analyse documentaire :** les manuels scolaires, fiches pédagogiques et guides de l'enseignant ont été examinés pour évaluer dans quelle mesure ils soutiennent l'activation cognitive des élèves et la mise en œuvre de tâches complexes en classe.

Population cible et échantillon

La recherche a été conduite dans 20 écoles primaires des provinces du Nord-Kivu I et III, Walikale, Rutshuru et Nyiragongo et la ville de Goma et s'est focalisée sur la classe de sixième année primaire. 66 leçons de mathématiques ont été observées.

Les établissements retenus couvrent à la fois des zones urbaines, périurbaines et rurales, ce qui permet de prendre en compte la diversité des contextes d'enseignement. L'échantillon est composé de :

- 62 enseignants de mathématiques, choisis selon des critères d'accessibilité et de représentativité territoriale ;
- Un nombre non précisé d'élèves, observés dans le cadre des séances filmées ou évalués à travers des exercices pratiques intégrant des tâches complexes.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Les instruments habituellement utilisés dans les évaluations officielles ont été jugés peu représentatifs par les auteurs eux-mêmes, ce qui peut expliquer certains écarts avec les statistiques institutionnelles observées (p. 128). D'autre part, des écarts entre types d'écoles (confessionnelles, publiques, privées) et territoires ont été observés, ce qui ne permet pas de généraliser les conclusions à l'ensemble du système éducatif.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude révèle une maîtrise insuffisante des compétences mathématiques fondamentales chez les élèves en fin d'enseignement de base. La majorité échoue aux tâches évaluant la numération, la proportionnalité, la géométrie ou la résolution de problèmes. L'analyse des copies montre des erreurs récurrentes dans la compréhension des consignes, le choix des opérations et la vérification des résultats. Ces erreurs ne sont généralement pas exploitées comme outils d'apprentissage par les enseignants.

Les observations de classe confirment une prédominance de tâches simples et fermées, centrées sur la reproduction de procédures. La mise en œuvre de tâches complexes reste marginale. De nombreux enseignants méconnaissent cette approche et expriment le besoin d'être accompagnés dans la conception et l'animation de situations d'enseignement mobilisant une activation cognitive.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les résultats de la recherche mettent en lumière un **décalage entre les ambitions curriculaires récentes et les pratiques effectives en classe.** Le faible niveau de performance des élèves, notamment face aux tâches mobilisant des compétences cognitives complexes, s'explique autant par des **lacunes de fond en mathématiques que par un enseignement encore peu orienté vers la résolution de problèmes, l'abstraction ou l'analyse critique.**

Ce constat interroge la capacité du système éducatif à favoriser des apprentissages complexes et appelle à un **renforcement de la formation continue des enseignants, à une meilleure appropriation des finalités des curricula rénovés, et à une refonte des pratiques d'évaluation afin qu'elles valorisent les démarches d'exploration et de raisonnement.**

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

Cette recherche apporte plusieurs éclairages pour faire évoluer la politique éducative, et notamment les curricula et les contenus de formation :

- Renforcer les dispositifs de suivi des acquis en mathématiques à la fin de l'enseignement de base, afin de révéler les lacunes et d'ajuster les curricula et les ressources pédagogiques en conséquence.
- Intégrer formellement les tâches complexes dans les référentiels nationaux comme levier pour le développement des compétences de haut niveau (analyse, raisonnement, résolution de problèmes).
- Faire évoluer les orientations de la formation continue pour qu'elles incluent des pratiques d'enseignement centrées sur la résolution de problèmes, l'analyse des erreurs et la différenciation pédagogique.

PRATIQUES ET OPÉRATIONNELS

- Typologie fine des erreurs d'élèves qui peut être exploitée pour concevoir des séquences de remédiation ciblées et amener les enseignants à mieux exploiter les erreurs comme source d'apprentissage.
- Prise de conscience des limites des pratiques pédagogiques actuelles : écart entre les intentions du curriculum et la réalité de la classe, marquée par une faible activation cognitive des élèves.

SCIENTIFIQUES

- Contribution significative à la réflexion sur l'activation cognitive par les tâches complexes dans les contextes africains francophones, encore peu documentés à ce sujet.
- Analyse contextualisée des usages des tâches complexes, tenant compte des contraintes structurelles (effectifs, temps, ressources) qui influencent leur mise en œuvre effective.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations ont été reprises dans la section apports. Des pistes de recherche complémentaires pourraient être suggérées notamment autour des effets de l'introduction systématique des tâches complexes sur les apprentissages ou encore sur la question de l'erreur comme outil pédagogique.

En termes de dissémination des résultats, il serait intéressant d'organiser des ateliers de restitution auprès des autorités éducatives, des établissements de formation et des écoles pilotes, d'élaborer des fiches pratiques à destination des enseignants, inspecteurs et décideurs pour les (in)former ou encore d'intégrer les enseignements du projet dans les plans d'action des ministères et directions provinciales pour les prochaines réformes curriculaires et plans de formation.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Malgré l'implication du Ministère de l'Education, il n'est pas fait mention d'une présentation des résultats auprès des autorités du pays ni lors d'un colloque APPRENDRE.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Article :**

- Muhindo Binzaka Roger, Mwendapole Kanyamuhanda Emmanuel (2020). « *Pratiques de l'activation cognitive par des tâches dans les enseignements de mathématiques à l'école primaire au Nord-Kivu, RDC* », European Journal of Education Studies, Volume 7, Issue 8, 2020 :

Consulter le lien

Thème 5

APPEL 1 Documenter et éclairer les politiques éducatives

INTÉGRATION ET USAGE DES TICE DANS LES PRATIQUES PÉDAGOGIQUES DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE

APPRENDRE

« Usage pédagogique des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) dans les pratiques enseignantes en République de Guinée »

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PÉDAGOGIES INNOVANTES | NUMÉRIQUE / TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Réflexion sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en éducation et leur l'intégration dans les politiques sectorielles, à partir des pratiques existantes et des attentes exprimées par les acteurs de terrain.
- Point d'appui pour orienter les politiques éducatives, accompagner les acteurs et favoriser une intégration progressive et contextualisée du numérique dans l'école guinéenne.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Guinée

Budget alloué : 14 397 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Professeur Mamadou Saliou DIALLO, Institut Supérieur de Formation à Distance (ISFAD)
- **Nom du référent scientifique :** GALY Abdelkader – NIGER
- **Établissements partenaires :** aucun

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de cette recherche est d'analyser les usages pédagogiques des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) dans les pratiques des enseignants du primaire et du secondaire en République de Guinée.

Il s'agit de mieux comprendre comment les TICE sont mobilisées en situation d'enseignement-apprentissage, afin d'identifier les facteurs facilitant ou freinant leur intégration dans les pratiques professionnelles.

Les objectifs spécifiques sont :

- **Décrire les dispositifs numériques disponibles et les conditions de leur utilisation** dans les écoles primaires et secondaires ;
- **Identifier les représentations que les enseignants se font des TICE ;**
- **Analyser les pratiques effectives** d'usage pédagogique des outils numériques ;
- **Apprécier l'impact des TICE** sur les méthodes pédagogiques et les résultats d'apprentissage.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis plusieurs années, la Guinée a engagé des efforts pour développer le numérique éducatif, à travers des cadres comme la Politique nationale du numérique et le Plan sectoriel de l'éducation. Malgré l'introduction ponctuelle d'outils numériques dans certaines écoles, leur usage pédagogique reste limité : équipements inégalement répartis, formation insuffisante, environnement technique précaire et absence de données pour orienter les politiques. Cette recherche s'inscrit dans un paradoxe : alors que le numérique se diffuse largement dans la société guinéenne (réseaux sociaux, économie dématérialisée), il demeure marginalisé et est souvent interdit ou réprimé à l'école, perçu comme source de distraction. Dans de nombreux établissements, les référentiels pédagogiques prévoient peu ou pas l'usage des TICE, tant dans l'enseignement que dans la formation des enseignants.

Face à la pression croissante de la digitalisation sur l'école, il devient essentiel de documenter les usages réels par les enseignants, identifier les freins et les leviers, et penser les conditions d'une intégration progressive et contextualisée du numérique dans les pratiques éducatives.

Problématique

Dans un contexte où le numérique s'impose dans la société guinéenne mais reste largement absent, voire interdit, dans les pratiques éducatives formelles, alors même que les attentes sociétales en matière de compétences numériques augmentent, il s'agit de comprendre s'il existe dans l'enseignement fondamental en Guinée, des usages pédagogiques formels ou informels du numérique éducatif ? Et dans quelle mesure ces usages, influencés par les dynamiques numériques sociétales, peuvent-ils contribuer au développement des compétences professionnelles des enseignants et des apprentissages des élèves ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

Dans le cadre de ce projet, un partenariat interinstitutionnel a été mis en place, réunissant deux établissements guinéens de l'enseignement supérieur et de la recherche : l'Institut Supérieur de Formation à Distance (ISFAD) et le Centre International de Recherche et de Documentation (CIRD).

Cette collaboration a permis de constituer une équipe mixte de six enseignants-chercheurs et chercheurs, mobilisée pour mener l'étude au bénéfice du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), sous la direction du Professeur Mamadou Saliou DIALLO, de l'ISFAD. L'équipe, pluridisciplinaire et complémentaire, regroupe des expertises issues des sciences du langage, des sciences politiques, des mathématiques, des télécommunications, de l'ingénierie pédagogique multimédia, de la socio-démographie et de la sociologie. Il est à noter que seule une femme figure dans cette équipe.

Méthodologie employée

L'étude adopte une approche qualitative, exploratoire et contextualisée, « quasiment la première du genre en Guinée, de cette ampleur », mobilisant plusieurs outils de collecte et d'analyse, combinés à une revue critique des écrits disponibles sur les usages des TICE dans les systèmes éducatifs africains.

- **Entretiens semi-directifs et focus-group** auprès d'enseignants, de responsables pédagogiques, d'agents de l'administration scolaire et d'acteurs de projets externes.
- **Questionnaires :** administrés à des enseignants pour identifier leurs pratiques, leurs représentations et leurs besoins.
- **Observations directes de situations pédagogiques dans les classes,** avec ou sans recours aux outils numériques.
- **Revue approfondie de la littérature scientifique et institutionnelle,** nationale et internationale, portant sur les enjeux d'intégration pédagogique des TICE dans les systèmes éducatifs africains, la pédagogie numérique, la professionnalisation enseignante, et les conditions d'efficacité des innovations technologiques en éducation.

Population cible et échantillon

Les données de terrain ont été collectées dans deux des huit régions administratives de la Guinée : Conakry, capitale administrative, zone à forte densité scolaire et urbaine ; et Kankan, région de l'est du pays, représentative des zones semi-urbaines et rurales. Dans la région de Conakry les cinq (05) communes urbaines et deux (02) communes rurales (Mafrinya et Khorira) ont été touchées. Dans la région de Kankan, l'étude a porté sur la commune urbaine et deux (02) communes rurales (Baté-Nafaji et Balandou).

L'enquête a concerné 20 établissements scolaires (écoles primaires et collèges), 11 publics et 9 privés, choisis selon des critères de densité scolaire dans l'enseignement fondamental et de diversité des contextes éducatifs (urbain/rural, public/privé, zones à projets ou non).

Au total, 200 élèves du primaire et du premier cycle du secondaire (collège) ont été impliqués dans la collecte (112 filles et 88 garçons) en plus des 40 enseignants et personnels éducatifs interrogés.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'étude a été conduite à petite échelle, dans deux villes (Conakry et Kankan) et quelques localités rurales périurbaines, sur un échantillon indicatif non représentatif, en raison de ressources limitées et d'un calendrier restreint. Le contexte sanitaire lié à la COVID-19 a également freiné les déplacements et l'accès aux acteurs. L'accès aux données institutionnelles (statistiques, équipements, documents de suivi) a été difficile, notamment en raison de réticences à partager certains rapports internes. Dans les écoles où le numérique est interdit, les acteurs ont montré parfois des réticences ou de l'auto-censure, ce qui a pu conduire à un écart entre les pratiques déclarées et réelles. Enfin, les fortes disparités entre les contextes urbains et ruraux, notamment en matière d'infrastructures et de culture numérique, ont compliqué l'analyse comparative des résultats.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude révèle des usages numériques éducatifs embryonnaires, ponctuels et très hétérogènes.

- **Des usages pédagogiques très faibles, souvent informels :** les usages pédagogiques des TICE restent très faibles et majoritairement informels, reposant sur des initiatives individuelles des enseignants en dehors des cadres institutionnels, souvent à l'aide de téléphones personnels. Dans plusieurs établissements, leur utilisation est interdite, perçue comme une source potentielle de distraction ou de déviance.
- **Des méthodes pédagogiques peu adaptées :** les pratiques pédagogiques restent largement traditionnelles et transmissives, peu compatibles avec l'intégration du numérique, et les enseignants expriment un fort besoin de formation pratique, contextualisée et adaptée à leur réalité.
- **Un environnement structurellement défavorable :** l'accès à l'électricité est très inégal, en particulier à Kankan où il est souvent inexistant, et les équipements informatiques, rares ou vétustes, sont réservés à l'administration. Les enseignants ne reçoivent aucun outil numérique de leur établissement, et les TICE ne sont quasiment jamais utilisées à des fins pédagogiques.

- **De fortes inégalités :** les enseignants du privé accèdent légèrement plus aux équipements numériques que ceux du public, mais cette différence reste marginale, tandis que les écoles rurales ou périphériques, notamment à Kankan, sont quasiment exclues de toute pratique éducative numérique.
- **Des perceptions ambivalentes :** les enseignants perçoivent les TICE comme un levier de modernisation, mais se disent insuffisamment formés, mal encadrés et confrontés à des coûts prohibitifs ; les cadres pédagogiques, bien que conscients des enjeux, restent prudents faute de directives claires notamment concernant leur intégration dans les curricula ou la formation des enseignants. Le numérique reste alors en marge des référentiels nationaux et des pratiques pédagogiques.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude révèle **un décalage marqué entre,** d'une part, **la dynamique numérique croissante dans la société guinéenne et les discours institutionnels favorables à l'intégration des TICE,** et, d'autre part, **l'immobilisme observé dans les établissements scolaires.**

Ce décalage s'explique par une combinaison de facteurs structurels (insuffisance d'équipements, accès limité à l'électricité, manque de formation) et institutionnels (absence de cadre réglementaire clair, interdictions locales, faible intégration du numérique dans les curricula).

Les données recueillies auprès des enseignants, chefs d'établissement et encadreurs confirment l'existence d'un retard significatif de l'école guinéenne en matière d'intégration pédagogique du numérique, **un retard qui n'est pas uniquement technologique, mais aussi culturel, réglementaire et organisationnel.**

Ces constats invitent à **réorienter les politiques éducatives** en développant des formations adaptées aux usages pédagogiques du numérique, en clarifiant le cadre réglementaire et en valorisant les initiatives existantes comme leviers de transformation.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

PRATIQUES ET OPÉRATIONNELS

- Le projet fournit une photographie actualisée des usages et non-usages du numérique dans l'enseignement fondamental guinéen, basée sur des données empiriques issues de deux régions contrastées.
- Il identifie les freins et met en évidence des leviers potentiels (motivation des enseignants, recours aux téléphones personnels, pratiques informelles, expérimentations locales à valoriser). Il identifie aussi le rôle possible d'opérateurs extérieurs (ONG, PTFs, réseaux communautaires) comme accélérateurs d'innovation, à condition d'être articulés à la stratégie nationale et non de rester ponctuels ou déconnectés.

POLITIQUE ÉDUCATIVE

- L'étude offre au ministère une base concrète pour intégrer le numérique dans les politiques éducatives, en s'appuyant sur les pratiques réelles observées et les besoins exprimés par les acteurs. Elle peut contribuer à l'élaboration d'un cadre réglementaire clair, adapté au contexte, autorisant les usages pédagogiques tout en garantissant un encadrement sécurisé. Elle constitue également un point d'appui pertinent pour construire une stratégie nationale du numérique éducatif, en lien avec la réforme curriculaire et la formation des enseignants, notamment par l'intégration des compétences numériques dans les parcours de formation initiale et continue et par la valorisation des initiatives existantes comme leviers de transformation.

RECOMMANDATIONS

Plusieurs recommandations sont formulées, qui appellent à :

- **Lever les interdictions non justifiées de l'usage des outils numériques** dans les écoles, notamment des téléphones à des fins pédagogiques ;
- **Repenser les curricula de formation initiale et continue des enseignants** pour y intégrer de manière structurée les compétences numériques de base, les usages professionnels du numérique et les approches pédagogiques actives par le digital ;
- **Définir un cadre d'usage des TICE,** adapté au contexte guinéen, différencié selon les cycles, et assorti de lignes directrices claires pour les établissements ;
- **Appuyer l'équipement minimal des enseignants** (outils personnels de base, accès aux salles informatiques) et former les chefs d'établissement à l'encadrement pédagogique du numérique ;
- **Renforcer la collecte de données et les diagnostics réguliers sur les usages des TICE** afin d'alimenter les décisions stratégiques.
- **Construire une stratégie nationale du numérique éducatif.**

VALORISATION DE LA RECHERCHE

↘ PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Bien que la recherche s'achève à un moment où le Ministère de l'éducation est engagé dans une vaste réforme pédagogique, avec l'ambition de digitaliser le système d'enseignement/apprentissage, la recherche ne semble pas avoir fait l'objet d'une présentation ou valorisation auprès des acteurs du Ministère ou lors de colloques APPRENDRE.

↘ LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche** est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

APPRENDRE

Accrochage et décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire au Bénin, au Gabon à Haïti et au Niger

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | ÉVALUATION ET CERTIFICATION | ORIENTATION/PARCOURS | CLIMAT SCOLAIRE ET BIEN-ÊTRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Promouvoir une approche globale et synergique pour soutenir l'accrochage et réduire le décrochage scolaire, dépassant la seule gratuité de l'éducation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Bénin, Gabon, Haïti et Niger

Budget alloué : 182 345 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** ALLADATIN Judicaël, professeur et chercheur en sciences de l'éducation
- **Nom du référent scientifique :** MARCHAND Jacques – membre du CS -FRANCE ; MICHAUT Christophe, CRE, Référent scientifique - FRANCE
- **Établissements partenaires :** Boutique des Sciences Siabanni de Parakou, École normale supérieure du Niger, Université Abdou Moumouni de Niamey, Institut haïtien de formation en sciences de l'éducation, École normale supérieure du Gabon.)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de cette recherche est d'analyser le rôle et les mécanismes à travers lesquels les facteurs individuels, familiaux et scolaires contribuent des situations d'accrochage et décrochage lors de la transition primaire-secondaire des élèves au Bénin, au Gabon, à Haïti et au Niger.

De façon spécifique, il s'agit d'analyser les mécanismes d'interaction des facteurs individuels, familiaux et scolaires dans le processus de l'accrochage des élèves lors de la transition primaire- secondaire ; d'établir le profil des élèves en situation de décrochage scolaire ; d'appréhender les motifs du décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire et de prodiguer des pistes de solutions pouvant améliorer les systèmes éducatifs.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En Afrique, même si la situation s'est améliorée au fil du temps, les systèmes éducatifs peinent encore à atteindre leur objectif en termes d'accès, rétention et qualité de l'éducation. Le taux d'achèvement du primaire est de 70 % en Afrique subsaharienne et de 43 % pour le cycle secondaire (Banque Mondiale 2020). La rétention scolaire lors de la transition primaire-secondaire est un véritable goulot d'étranglement pour les systèmes éducatifs africains, en particulier au Bénin, au Gabon et au Niger.

Passer de l'environnement de l'école primaire à l'école secondaire est à la fois une étape importante et un défi auquel sont confrontés la plupart des élèves. Les défis que présente cette transition sont multiples (géographique, culturel, changements environnementaux et sociaux). Bien que les recherches sur les phénomènes de l'accrochage et du décrochage soient relativement abondantes, peu d'études concerne le contexte africain.

Problématique

Cette recherche se concentre sur la transition entre l'école primaire et le collège. Elle vise à identifier les défis particuliers rencontrés pendant cette transition cruciale et à fournir une compréhension approfondie des facteurs influençant l'accrochage et le décrochage scolaire.

De façon spécifique, il s'agit d'analyser le mécanisme d'interaction des facteurs individuels, familiaux et scolaires dans le processus de l'accrochage des élèves lors de la transition primaire-collège suivant une méthodologie en piste causale ; d'établir le profil des élèves en situation de décrochage scolaire ; d'appréhender les motifs du décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire ; de proposer des pistes de solutions pouvant améliorer les systèmes éducatifs dans les pays concernés par l'étude et, par extension, d'autres pays d'Afrique.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Étude longitudinale
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision de Judicaël Alladatin, professeur et Mankponse Augustin Gnanguenon. Il s'agit d'un projet de recherche multi pays qui a vu la participation active de plus d'une trentaine de collaborateurs et collaboratrices dans chacun des quatre pays concernés – au Niger, Aïcha Goza, au Gabon Jean-Jacques Demba, en Haïti, Roller Saint Pierre.

Méthodologie employée

L'accrochage et le décrochage scolaire est un phénomène complexe et multidimensionnel. Pour aborder ce thème, l'équipe de recherche a adopté une méthodologie mixte basée sur des approches empiriques quantitatives et qualitatives. La méthodologie s'est articulée autour d'une enquête longitudinale sur une période de deux années scolaires en recueillant des données familiales, scolaires et individuelles sur une cohorte d'élèves ayant fréquenté la classe de CM2 (dernière classe du primaire) pendant l'année scolaire 2020-2021.

Des informations ont été collectées auprès des jeunes élèves sur les méthodes de travail, les éléments dépressifs, l'estime de soi, le comportement social, les difficultés scolaires ressenties, le degré d'intégration du jeune dans la classe, dans l'école, les difficultés éprouvées durant la transition primaire-secondaire. L'accrochage des élèves dans ce contexte d'étude est opérationnellement appréhendé à travers la trajectoire des performances scolaires des élèves du primaire au secondaire.

L'enquête s'est déroulée en deux phases. La première phase concerne l'enquête de base des élèves en fin de cycle primaire (CM2). La deuxième phase a consisté à refaire le même exercice un an plus tard, auprès de l'échantillon de la première phase, afin de comprendre la dynamique du phénomène (élèves inscrits en 6è, élèves ayant abandonné, élèves ayant repris la classe de CM2). La collecte de données s'est faite à l'aide de questionnaires et de guides d'entretien adaptés à chaque groupe.

Population cible et échantillon

Pour la première phase, des écoles primaires ont été sélectionnées dans chaque pays concerné (11 au Bénin, 8 au Gabon, 8 au Haïti, 8 en Niger) à travers un échantillonnage stratifié par milieu de résidence (rural, périurbain). Dans chaque école retenue, tous les élèves (1635 élèves) en dernière année du primaire au cours de l'année académique 2020-2021 ainsi que leurs parents constituait la population à enquêter, de même que tous les enseignants de CM2 de chaque école primaire sélectionnée.

Lors de la deuxième phase, en 2022, les écoles secondaires fréquentées par les élèves de l'échantillon ont été enquêtées. Sur 100 individus rencontrés lors de la première phase, au Bénin, 94% des élèves ont été suivis lors du second passage, 94 % au Gabon, 96 % au Niger, et 47 % en Haïti.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Pour des raisons sociopolitiques propres à chaque pays, des raisons relatives à la migration et au décès de certains élèves, tous les élèves n'ont pas été réinterrogés lors de la deuxième phase de collecte. En Haïti, la dégradation de la situation socio-politique et sécuritaire a influencé négativement les opérations de collecte de données. En conséquent, les données concernant Haïti ne sont pas présentées dans l'analyse faute d'un suivi de cohorte suffisant.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La transition des élèves du primaire au secondaire constitue une période critique influençant leurs performances scolaires. Au Bénin, Gabon, Haïti et Niger, des facteurs communs et des spécificités locales influencent ces performances. L'accrochage scolaire, mesuré par l'évolution des notes au CEP et en cours, dépend de facteurs individuels, familiaux et institutionnels, incluant les méthodes de travail, le suivi parental, l'attention des enseignants et le bien être psychosocial des élèves. La transition du primaire au secondaire expose une part significative des élèves à une chute de performance scolaire : environ 34 % en mathématiques, 31 % en français, et 15 % connaissent une baisse simultanée dans les deux matières. L'âge constitue un facteur de risque majeur : les élèves de 15 ans et plus, souvent retardataires ou redoublants, présentent un risque accru de chute de performance. Par ailleurs, les résultats révèlent des taux de décrochage variés pendant la transition : Gabon (4,21 %), Niger (9,34 %) et Benin (9,81 %). Les facteurs influençant le décrochage incluent l'âge des élèves, le niveau socio-économique des parents, les difficultés scolaires et l'implication parentale. Les garçons semblent plus susceptibles de décrocher que les filles.

Les motifs de décrochage déclarés varient, mais certains éléments communs émergent : l'intérêt pour le monde professionnel, le manque de motivation, les difficultés scolaires, les contraintes familiales. Pour les élèves, les motifs de décrochage reflètent un désintérêt pour l'école en faveur du monde professionnel ou des difficultés à s'adapter.

Dupoint de vue des parents, les raisons incluent le découragement des élèves, les contraintes financières et l'attrait pour l'apprentissage professionnel. Pour les enseignants, les motifs de décrochage diffèrent selon le niveau scolaire.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude met en lumière les défis persistants entravant la rétention et la réussite des élèves. Les taux de décrochage varient significativement entre les pays, avec le Gabon affichant les taux les plus faibles et le Bénin et le Niger les plus élevés. **Les facteurs influençant le décrochage incluent l'âge des élèves, le niveau socio-économique des parents, les difficultés scolaires et l'implication parentale.** Ces facteurs influencent le risque de décrochage ou l'engagement scolaire des élèves à travers un mécanisme d'action complexe et interconnecté.

Les analyses montrent que les discours des acteurs interrogés se concentrent sur 4 axes : la responsabilité des enfants, la responsabilité des parents, la responsabilité des enseignants et le fonctionnement du système scolaire général.

Ces résultats confirment que le décrochage scolaire est un phénomène complexe, influencé par une combinaison de facteurs individuels, familiaux et scolaires. Ils suggèrent l'importance d'une approche holistique pour prévenir le décrochage, en tenant compte des spécificités de chaque contexte et en mettant en place des interventions ciblées pour soutenir les élèves présentant des risques.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- L'intérêt de cette approche réside dans la comparaison entre des pays (Benin, Gabon, Niger et Haïti) aux contextes socio-économiques et éducatifs relativement différents, ce qui permet de tirer des enseignements variés pour les politiques publiques éducatives.

PRATIQUES

- La recherche met en lumière les facteurs du décrochage scolaire jusqu'à la situation des élèves décrocheurs – approche particulièrement nouvelle, notamment en Afrique. Les différences entre pays soulignent l'importance de considérer les spécificités culturelles et sociales de chaque pays pour élaborer des stratégies visant à soutenir les élèves pendant cette période cruciale.

MÉTHODOLOGIQUES

- La recherche utilise une approche mixte (quantitative et qualitative) et longitudinale sur deux années scolaires, ciblant notamment les élèves, les enseignants, les directions scolaires et les parents. Il est suggéré de poursuivre ces travaux de suivi de la cohorte jusqu'en classe de 3e du secondaire.

POLITIQUES

- Ce projet éclaire sur la complexité et les spécificités de l'accrochage et du décrochage des élèves en général, lors de la transition primaire-secondaire en particulier. Dans ces contextes de pauvreté comme au Bénin, Niger, Gabon et Haïti, une approche globale et synergique est nécessaire pour soutenir l'accrochage et réduire le décrochage scolaire, dépassant la seule gratuité de l'éducation. L'étude propose des pistes d'actions favorisant la rétention scolaire pendant la transition primaire-secondaire.

RECOMMANDATIONS

A l'issue de ces travaux, il est proposé d'agir sur trois piliers :

Travailler sur la personnalité globale de l'élève

Pour améliorer la qualité de l'éducation, l'étude suggère de **renforcer la formation initiale et continue des enseignants,** en particulier au secondaire, mais aussi de mettre en place un accompagnement psychologique et de remédiation pour assister les élèves, une plus grande implication des parents et la mise en place d'activités périscolaires favorisant la maitrise et l'estime de soi et l'engagement des élèves (activités ludiques, éveil musical, activités de citoyenneté, environnementales, culturelles, sportives) ;

Faciliter les apprentissages

L'amélioration de l'offre éducative est essentielle pour renforcer l'accrochage scolaire et réduire le décrochage scolaire. Les systèmes éducatifs souffrent de curriculums long et lourd pour les apprenants qui ne répondent plus aux attentes de la société. La population manifeste de plus en plus une certaine méfiance à l'égard de la finalité de l'école, notamment en matière d'emploi. Face à ce scepticisme, il est important de **réinventer l'école en rendant les programmes plus flexibles et centrés sur l'élève, en contextualisant la formation, en renforçant le soutien scolaire et en adoptant un leadership pédagogique impliquant tous les acteurs.** Il ressort également l'importance d'assurer des conditions matérielles propices à l'apprentissage (salle de classe équipée, bibliothèque etc.) ;

Agir auprès des parents

Les résultats mettent en évidence **l'importance de la co-éducation, et d'une implication des parents** dans la scolarisation de leurs enfants pour non seulement améliorer l'accrochage scolaire mais aussi réduire le décrochage scolaire en général et lors de la transition primaire secondaire en particulier. Il ressort la nécessité de sensibiliser les parents, instaurer une relation réelle et suivi parent-école.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats ont été disséminés auprès des différents acteurs (ministères de l'éducation nationale, directions régionales, inspections pédagogiques, chercheurs, enseignants chercheurs, inspecteurs et conseillers pédagogiques stagiaires).

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisé dans le cadre du Programme APPRENDRE :

- Note d'orientation :

Lire la note

- Actes du Séminaire international de restitution des résultats de recherche « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école-collège* » du 14 au 16 février 2024, Yaoundé (Cameroun) :

Lire les Actes

- Accrochage et décrochage scolaire lors de la transition primaire-secondaire au Bénin, au Gabon à Haïti et au Niger :

Consulter le lien

et sur la Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

Deux articles ont été publiés dans le cadre de ce projet de recherche :

- Le Décrochage scolaire lors de la transition Primaire-Secondaire au Bénin : une analyse en piste causale ; Alladatin Judicaël ; Revue International Journal of Modern Statistics :

Consulter le lien

- Resarch on school attendance and dropout: synthesis of the scientific literature; Alladatin Judicaël; Journal of Social Sciences :

Consulter le lien

À l'occasion du Congrès du RAIFFET – Réseau Africain des Institutions de Formation de Formateurs de l'Enseignement Technique – en 2022 – à Libreville sur le thème :

« *Dispositif de formation, pratiques évaluatives des enseignants en production d'écrits et acquisition de compétences chez les élèves : l'APC en question* ».

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

APPRENDRE

Améliorer l'environnement de la transition école-collège en Subsaharienne : Cas du Cameroun, Tchad et Burkina Faso

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | ÉVALUATION ET CERTIFICATION | ORIENTATION/PARCOURS | LANGUES/PLURILINGUISME | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Les mécanismes permettant de contribuer à une meilleure transition école-collège.
- La réussite de la transition école-collège dépend à la fois de facteurs scolaires et extrascolaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Cameroun, Tchad et Burkina Faso — **Budget alloué : 113 900 euros**

- **Porteur de projet et coordonnateur :** ZAMO AKONO Christian Marie - CAMEROUN, professeur et chercheur en sciences de l'éducation
- **Nom du référent scientifique :** MARCHAND Jacques – membre du CS FRANCE ; CUQ Jean-Pierre – France – référent scientifique
- **Établissements partenaires :** les centres de recherches des universités de N'Djaména (Tchad), de Thomas SANKARA (Burkina-Faso), le Centre d'Etudes et de Recherches en Economie et Gestion (CEREG) de l'Université de Yaoundé II (Cameroun)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de cette recherche est d'identifier les mécanismes permettant de contribuer à une meilleure transition école-collège (TEC) dans les pays d'Afrique Subsaharienne. Elle vise à décrire les politiques éducatives des trois pays (Cameroun, Tchad et Burkina Faso) et le cadre institutionnel de la TEC.

Plus spécifiquement, il s'agit de donner une description détaillée des profils de la TEC des jeunes filles et des jeunes garçons, de manière à mettre en exergue les disparités socioéconomiques, démographiques et géographiques et identifier les facteurs scolaires et extrascolaires tout en mettant un accent sur le genre.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Les politiques éducatives ont permis d'améliorer les systèmes éducatifs et renforcer la politique d'éducation pour tous (EPT). Bien que les taux de scolarisation soient élevés (Cameroun : 110,6 % ; Tchad : 95,3 % ; Burkina Faso : 109,4 %), ces performances contrastent avec la faible capacité des systèmes éducatifs à réduire les décrochages et abandons scolaires (les taux d'achèvement du cycle primaire sont encore faibles : Cameroun : 72,8 % ; Tchad : 35,2 % ; Burkina Faso : 72,9 %) et la maîtrise des apprentissages fondamentaux.

Problématique

Cette recherche s'interroge sur la pertinence des interventions auprès des élèves, parents, enseignants et directeurs afin de faciliter la TEC. Elle pose la question de recherche : Comment améliorer l'environnement de la Transition Ecole-Collège en Afrique subsaharienne au Cameroun, Tchad et Burkina Faso ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision générale du professeur Christian Marie Zamo Akono, et de trois équipes pays (Cameroun, Tchad, Burkina) composées de professeurs et docteurs de recherche.

Méthodologie employée

La méthodologie s'articule autour d'une analyse contextuelle avec la description des systèmes éducatifs et le cadre institutionnel de la Transition Ecole-Collège dans chacun des trois pays et propose une revue de la littérature posant le cadre théorique. Elle est complétée par une méthodologie mixte d'investigation. Des données qualitatives sont recueillies via l'organisation de focus group auprès des enseignants et élèves. Les thématiques soulevées concernent les perceptions et interactions entre les différentes catégories d'acteurs, les actions favorables et les obstacles à la transition, les propositions pour améliorer la transition. Les données quantitatives sont recueillies à travers une enquête portant auprès des chefs d'établissements, des enseignants, des élèves et leurs parents des cycles du primaire et du secondaire.

Population cible et échantillon

Au Cameroun, l'organisation des focus group s'est opérée par un choix aléatoire d'établissements scolaires (public/ privé, rural /urbain, francophone/ anglophone, enseignement général/ technique), le ciblage de classes (CM1, CM2, 6e, 5e) et la sélection d'élèves (capacité à fournir le contact de leurs parents et le genre). Les enseignants et parents sont mobilisés à partir de ces contacts. La majorité des établissements sont à Yaoundé pour des raisons sécuritaires, administratives et financières. Pour diversifier l'échantillon, des enseignants de Dschang (Ouest) et certains exerçant à Yaoundé mais ayant une expérience rurale ont été retenus.

Au Tchad, les participants à l'enquête sont des enseignants, élèves et leurs parents, issus de milieux sociaux, religieux et ethniques variés. Les écoles (publiques/ privées, primaires/ secondaires) sont tirées au sort, puis les participants sélectionnés selon leur disponibilité. L'échantillon compte 54 personnes (dont 16 femmes), réparties en 6 groupes de discussion. La majorité provient d'écoles des arrondissements défavorisés de N'Djamena, avec quelques enseignants du rural.

Au Burkina, la sélection des participants s'est basée sur le type d'établissement, le sexe, le milieu de résidence et le statut de l'élève (redoublant/ non redoublant). Les groupes de discussion ont été organisés dans la commune urbaine de Ouagadougou et la commune rurale de Pabré. Compte tenu de l'âge des élèves (10-15 ans), leurs parents ont également été systématiquement inclus.

Au total, la collecte des données qualitative de l'étude a été menée lors de 18 focus groups enseignants, élèves et parents organisés mi-2023.

Concernant l'enquête : au Cameroun, les données ont été recueillies à partir d'un échantillon représentatif de 166 écoles scolarisant des élèves de pré-transition (CM2) et de post-transition (6e/5e) au Cameroun – soit 664 élèves et parents, 242 enseignants et 166 directeurs. Au Tchad, l'enquête a concerné 3 provinces notamment la province de N'Djamena (au Centre), du Logone Occidental (au Sud) et du Ouaddai (à l'Est). Un échantillon global de 1508 élèves, 1508 parents, 242 enseignants et 166 chefs d'établissement a été retenu. Au Burkina, un échantillon de 90 écoles primaires a été constitué dans les 13 régions du pays – soit 90 directeurs et 90 enseignants de CM2. Dans chaque classe de CM2, 4 élèves ont été sélectionnés de façon aléatoire (2 redoublants - fille et garçon et deux non redoublants - fille et garçon), ainsi que leurs parents – soit 360 élèves du CM2 et 360 parents d'élèves.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Globalement les taux de couverture sont satisfaisants malgré des contraintes majeures liées la sécurité, aux réticences administratives et l'indisponibilité des répondants. En outre, de contraintes financières ont empêché d'effectuer une enquête en deux phases successives dans les mêmes établissements, ce qui aurait permis de conduire une analyse de cohorte des élèves. La présente enquête repose sur des données collectées en coupe instantanée à la fin de l'année scolaire 2021-2022 sur les élèves aussi bien du primaire que du collège.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La TEC diffère selon les systèmes éducatifs. La classification des transitions (directe, indirecte, retardée, potentielle non amorcée) constitue une contribution à la littérature existante. Elle met en évidence les différences de parcours scolaires entre deux catégories d'élèves : ceux qui ont un parcours de réussite d'une part, et ceux qui ont un parcours difficile qui pourrait devenir un parcours d'échec (abandon scolaire) d'autre part. Cette classification permet de documenter et analyser le rôle des caractéristiques individuelles, familiales et contextuelles (situationnelles) associées à chaque catégorie d'élève.

Au Cameroun, plusieurs obstacles à la transition école-collège sont soulignés tels que le manque d'harmonisation des programmes entre le primaire et le secondaire ainsi qu'entre les sous-systèmes francophone et anglophone, les difficultés liées à l'environnement scolaire et extrascolaire des élèves, et l'absence de plateformes d'échange entre enseignants du primaire et du secondaire. Les résultats montrent que la réussite de la transition varie selon le milieu, le sexe et le type de sous-système éducatif. Les élèves plus jeunes ont plus de chances de réussir une transition directe. Le sous-système éducatif fréquenté joue également un rôle : dans le francophone, avoir suivi l'école maternelle augmente les chances de réussir directement. Le sexe est un facteur supplémentaire : les filles réussissent mieux et sont moins susceptibles de subir une transition retardée que les garçons.

Au Tchad, la transition école-collège dépend de la situation socioéconomique des parents, du type d'école (publique/privée) et de l'entourage. Globalement, le sureffectif, le déficit d'infrastructures, le manque de compétences de certains enseignants et l'insuffisance de suivi sont identifiés comme principaux obstacles. La réussite directe est plus élevée chez les garçons (55,7 %) que chez les filles (45,3 %), mais ces dernières dominent dans la transition indirecte (54,7 %). Le milieu de résidence influence fortement la transition : 59,7 % de réussite directe en zone urbaine contre 49,3 % en zone rurale. Les élèves du public réussissent mieux que ceux du privé. Le sous-système éducatif montre des différences : le francophone domine en réussite, tandis que l'arabophone réussit mieux dans certaines zones rurales ou urbaines spécifiques. Les facteurs influençant la transition sont les coûts scolaires, la distance à l'école et la situation socioéconomique des familles. La transition retardée est influencée par le sexe (les garçons sont plus touchés), le milieu de résidence (plus de retards en zone rurale), les travaux extrascolaires, le coût de transport et la langue parlée à la maison.

Au Burkina Faso, la transition primaire–post-primaire est influencée par des facteurs scolaires (programmes, pédagogie, infrastructures) et extrascolaires (soutien parental, conditions de vie). La réussite dépend surtout de la volonté de l'élève, de l'encadrement parental, de la qualité des enseignants et des infrastructures. Les stratégies de suivi des élèves à risque existent mais restent informelles. Les principaux obstacles identifiés sont la surcharge des programmes, la recherche excessive du taux de réussite au détriment de l'apprentissage, la pauvreté des familles, les difficultés de transport et de nutrition, ainsi que le relâchement ou la mauvaise compagnie des élèves au secondaire. Les trajectoires scolaires des élèves du primaire vers le post-primaire relèvent 42,9 % de transition retardée 12,8% de transition indirecte et 44,3% de transition directe. Les garçons réussissent mieux que les filles, et l'âge augmente les chances de transition, le nombre de redoublements réduit les chances de transition, tandis que de bonnes relations avec les enseignants et l'information reçue sur le secondaire favorisent la réussite, l'éducation formelle du père et le temps de révision à domicile augmentent les chances de transition.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les systèmes éducatifs des trois pays présentent des défis majeurs, tels que la scolarisation incomplète, les retards et abandons scolaires, des disparités géographiques et de genre et des capacités d'accueil insuffisantes au collège.

Les travaux de la recherche soulignent que la réussite de **la transition dépend à la fois de facteurs scolaires et extrascolaires.** L'offre éducative, les conditions familiales, l'accompagnement à la maison et la confiance de l'élève sont essentiels pour amorcer le passage vers le collège. Il existe des similitudes et des divergences entre les pays.

Les déterminants clés incluent l'âge, le sexe, le milieu de résidence et le niveau de vie des familles, les garçons étant plus enclins à subir une transition retardée et les enfants des zones rurales plus exposés aux retards. Les disparités de genre persistent, avec des filles plus défavorisées malgré une propension à réussir leur transition directe.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche compare trois systèmes éducatifs différents (Cameroun, Tchad et Burkina Faso) et permet de tirer des enseignements sur la transition école-collège.

PRATIQUES

- L'étude met en lumière les différences entre pays soulignent l'importance de considérer les spécificités culturelles et sociales pour élaborer des stratégies pour soutenir les élèves pendant cette période.

MÉTHODOLOGIQUES

- La recherche utilise une approche mixte (quantitative et qualitative) ciblant élèves, enseignants, les directions scolaires et parents. Une enquête en deux phases successives dans les mêmes établissements permettrait de conduire une analyse de cohorte des élèves.

POLITIQUES

- Ce projet vise l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire de la TEC et éclaire sur les facteurs favorisant ou freinant la TEC. Des recommandations ont été proposées concernant la politique du livre, le suivi et les pratiques pédagogiques, ainsi que l'orientation scolaire.

RECOMMANDATIONS

Des recommandations susceptibles de faciliter le processus de la TEC sont formulées en mettant un accent particulier sur celles susceptibles d'éliminer les disparités de genre. Elles concernent :

La réduction des inégalités d'accès, en particulier pour les filles

Les gouvernements sont appelés à soutenir financièrement la scolarisation des filles afin de couvrir les coûts élevés liés à l'éducation et favoriser leur maintien à l'école. La création d'écoles de proximité, notamment pour les filles, et d'écoles mixtes est également préconisée pour limiter les abandons et les redoublements liés à la distance. De plus, le renforcement de la carte scolaire en milieu rural est essentiel pour réduire les disparités géographiques et faciliter l'accès au collège pour les élèves vivant loin des centres éducatifs

L'amélioration de la qualité des apprentissages passe par une meilleure disponibilité des ressources pédagogiques

Les gouvernements, avec l'appui de leurs partenaires, sont encouragés à fournir davantage de manuels scolaires, en particulier de français et de mathématiques, afin d'assurer un apprentissage solide. Par ailleurs, la surcharge des élèves par les travaux extrascolaires doit être limitée en renforçant le rôle des services sociaux de l'enfance auprès des établissements scolaires.

Des mesures sociales et économiques doivent accompagner ces actions

Les gouvernements devraient apporter une aide financière et sociale aux familles défavorisées afin de soutenir la scolarisation de leurs enfants. Les politiques éducatives devraient par ailleurs accorder une attention particulière aux difficultés rencontrées par les élèves des zones rurales.

Renforcer l'orientation scolaire du primaire au secondaire

Créer ou mieux impliquer les conseils d'orientation pour aider les élèves à mieux s'adapter dans leur nouvel environnement d'étude en début de cycle secondaire et mettre sur pied une plateforme d'échange de compétences et d'expérience entre les enseignants de fin du cycle primaire et ceux du début du cycle secondaire.

Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de la TEC

Au Tchad, annuler l'arrêté N°253/MENPC/SEEN/PC/SG/2014 ; au Cameroun, impliquer les collectivités territoriales décentralisées l'harmonisation (CTD) pour du concours d'entrée au secondaire ; au Burkina Faso, repenser le système de l'entrée en 6e qui bénéficie le plus souvent aux enfants des plus riches.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Il n'est pas mentionné de présentation des résultats de la recherche dans les pays concernés par le projet.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Une note d'orientation :

Lire la note

- Actes du Séminaire international de restitution des résultats de recherche « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école-collège* » du 14 au 16 février 2024, Yaoundé (Cameroun) :

Lire les Actes

- Améliorer l'environnement de la transition école-collège en Subsaharienne : Cas du Cameroun, Tchad et Burkina Faso :

Lire le document

sur la chaine YouTube du Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

Thème 3

APPEL 2 Transition école-collège

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Analyse des curricula et cohérence des approches pédagogiques en français et en mathématiques au CM2 et en 6e au Togo

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES | ÉVALUATION ET CERTIFICATION | ORIENTATION/PARCOURS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Renforcer les mécanismes permettant de contribuer à une meilleure transition école-collège

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Togo

Budget alloué : 58 685 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** TCHABLE Boussanlègue - TOGO
- **Nom du référent scientifique :** MILED Mohamed – TUNISIE – membre du CS ; DAVIN Fatima – FRANCE – référente scientifique.
- **Établissements partenaires :** Laboratoire de recherches d'études en linguistique, psychologie et sociétés (LaRELiPS) de l'Université de Kara.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif initial de la recherche visait à analyser les curricula et la cohérence des approches pédagogiques en mathématiques et en français en fin de cycle primaire et au début du cycle secondaire au Togo.

Il s'agissait d'identifier les difficultés des enseignants dans la transmission des mathématiques et du français au CM2 et en 6e, de décrire les difficultés de transmission et d'assimilation des mathématiques et du français chez les élèves et décrypter les approches pédagogiques. Sur la base des résultats d'une forte incohérence curriculaire et, surtout, des faiblesses majeures en lecture chez les élèves, le projet de recherche a lancé une recherche-action autour de l'expérimentation d'un dispositif de remédiation.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis une décennie, le secteur de l'éducation togolais connaît des crises récurrentes. Des réformes ont été engagées (gratuité de l'école primaire instaurée depuis 2008 et du passage automatique des élèves au primaire dans les sous-cycles (CP1, CE1 et CM1) en 2012). Ces réformes ont entraîné des conséquences sur le système éducatif, notamment la massification scolaire, le manque d'enseignants, la baisse de la qualité du rendement scolaire et d'infrastructures adaptées, etc. En fin de primaire, les élèves passent l'examen du certificat d'études du premier degré (CEPD) qui donne accès au collège. Dans ce contexte, la transition école-collège se vit différemment selon les acteurs du système. Les instituteurs se réjouissent de libérer une masse critique de certifiés pour le secondaire. Pendant ce temps, les enseignants du collège se plaignent du fait que les élèves qui viennent du primaire n'ont pas les compétences attendues. La faible performance des élèves en mathématiques et en français, en fin de cycle primaire et en début du cycle secondaire pose plusieurs questions.

Problématique

La présente recherche est partie de l'hypothèse selon laquelle la rupture entre les curricula en mathématiques et en français lors de la transition école/ collège et l'incohérence des approches pédagogiques influencent le processus enseignement/ apprentissage chez les enseignants et les élèves en CM2 et en 6e au Togo. L'étude, centrée sur les difficultés de la transition primaire-collège, a mis en évidence une forte incohérence curriculaire et, surtout, des faiblesses majeures en lecture chez les élèves. Pour y remédier, un dispositif de remédiation a été expérimenté dans huit écoles pilotes (4 primaires, 4 collèges) avec l'objectif de renforcer les compétences en lecture et en dictée.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Expérimentation
- Observation de classes
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision générale de Boussanlègue Tchable, professeur et directeur adjoint du LaRELiPS en collaboration avec une équipe pluridisciplinaire composée de maitre de conférences de sociologie, d'assistant, de docteur et doctorant, ainsi qu'inspecteur de l'éducation, conseiller pédagogique et enseignant.

Méthodologie employée

Une approche méthodologique conduite en deux étapes. Dans un premier temps, l'approche croise plusieurs sources de données collectées via une analyse curriculaire des programmes de mathématiques et de français de CM2 et de 6e ainsi que le guide de l'enseignant afin de déceler les écarts entre réalisé et prescrit par les instructions officielles ; un questionnaire soumis aux enseignants titulaires de CM2 et aux enseignants de mathématiques et de français de 6e ; des observations de classe de CM2 et de 6e dans les régions du Togo via une grille d'observation pour analyser les pratiques pédagogiques en classe et des entretiens menés avec les directeurs d'école, conseillers pédagogiques et élèves. Les données quantitatives ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS. Quant aux données qualitatives, il a été procédé à l'analyse du contenu.

Un second temps fort du projet concerne le déploiement d'une recherche action autour d'un dispositif de remédiation expérimenté dans huit écoles pilotes (4 primaires, 4 collèges) via une remédiation différenciée, en petits groupes, par binômes ou via le monitorat, mais principalement sous forme de remédiation différée (hors temps de cours), faute de pouvoir l'intégrer directement dans les séquences d'enseignement.

Population cible et échantillon

L'échantillon couvre les régions éducatives du Togo et concerne les enseignants de mathématiques et du français au collège, les enseignants du primaire, les directeurs d'école et les élèves. Un échantillon aléatoire de 1% des établissements du primaire - soit 74 établissements répartis sur les 6 directions régionales de l'éducation (DRE). Au 1er cycle du secondaire, un taux de 2% a été appliqué - soit 35 CEG répartis dans les 6 DRE. Au total, 2 180 élèves (1480 au primaire et 700 au collège), 40 enseignants de CM2 et 174 enseignants de 6e (84 de français et 90 de mathématiques) ont été interrogés. Enfin, 4 observations de classe ont été effectuées au CM2 et 10 en 6e.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le rapport de recherche ne mentionne pas les limites / contraintes rencontrées.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Au CM2, l'APC est la plus utilisée par les enseignants, en mathématiques comme en français (respectivement 52 % et 69,2 %), devant la Pédagogie par Objectifs (PPO). Quelques enseignants combinent plusieurs approches. Cependant, l'observation des pratiques montre des limites dans la démarche didactique : les élèves ne sont pas sollicités pour retravailler sur ardoise ni pour schématiser au tableau, et le contrôle du travail individuel est négligé. De plus, à l'étape d'application, aucun exercice écrit ou devoir à la maison n'est prévu, ce qui freine l'appropriation effective des apprentissages.

En 6e, la majorité des enseignants, soit 95,1 % des personnes interrogées, utilisent l'APC pour transmettre les cours de français et les cours de mathématiques (88 %). Les observations de classes en 6e montrent des insuffisances en français comme en mathématiques. En français, la moitié des enseignants ne contrôlent pas le matériel et la majorité ne vérifient pas la prise de notes, principalement à cause du manque de temps et des effectifs surchargés. Toutefois, tous assurent une révision des leçons avant d'aborder un nouveau contenu. En mathématiques, les enseignants rencontrent les mêmes difficultés de contrôle en début de cours, motivent peu les élèves, n'énoncent pas clairement les objectifs et, pour la plupart, n'appliquent pas le contrat didactique ni le récapitulatif de la leçon. L'analyse des curricula souligne l'absence de lien entre les dernières leçons de CM2 et les premières leçons de 6e.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude met en évidence un manque de cohérence curriculaire entre le CM2 et la 6e. Alors que le CM2 fonctionne officiellement avec la PPO, certains enseignants y appliquent déjà l'APC, jugée plus efficace. Cependant, l'absence d'un alignement clair entraîne des ruptures dans la continuité des apprentissages. La recherche souligne une formation insuffisante des enseignants en APC et inégalement répartie : certains se retrouvent affectés en CM2 sans préparation adaptée, ce qui les oblige à improviser. Les effectifs pléthoriques rendent par ailleurs difficile l'application des méthodes actives de l'APC, comme le travail en groupes. L'étude souligne aussi l'absence de continuité entre les contenus de CM2 en 6e, il n'existe pas de lien entre les dernières leçons de CM2 et les premières leçons de 6e.

P**lusieurs facteurs influent sur la réussite des élèves de CM2** dans le système éducatif au Togo. Les résultats de la présente recherche mentionnent plusieurs types de facteurs : **scolaires (l'insuffisance de manuels scolaires et leur vétusté), personnels (manque d'implication de l'élève dans les activités scolaires), pédagogiques (faible attention accordée aux élèves, la faible maîtrise de la lecture, absence de livres/manuels à disposition).**

L'analyse révèle que les difficultés rencontrées par les élèves sont de trois ordres : celles liées au parcours scolaire, aux apprentissages scolaires et aux difficultés familiales. Plus les parents et les enseignants sont impliqués, plus l'enfant réussit.

Le dispositif de remédiation expérimenté dans des classes pilotes a permis aux élèves d'améliorer leurs prestations en lectures et compréhension. La remédiation contribue significativement à améliorer la performance des élèves en lecture. Toutefois, il est souligné un manque de prise de conscience éducative chez certains parents et de quelques élèves. Le niveau d'étude des parents a un lien avec les absences répétées des enfants à l'école.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Les résultats de la présente recherche participent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et à la formation de base des enseignants. Elle contribue à l'évaluation de la politique éducative. Dans une certaine mesure, les résultats permettent de proposer de nouvelles pédagogies.

PRATIQUES

- Sur la base des résultats relevés par la recherche, un dispositif de remédiation en lecture dans des classes pilotes a été testé et donne des résultats intéressants.

MÉTHODOLOGIQUES

- La recherche utilise une approche mixte (quantitative et qualitative, analyse de curricula, observation de classe, expérimentation d'un dispositif) et s'inscrit dans une approche de recherche action en testant un dispositif de remédiation.

POLITIQUES

- L'Etat togolais ayant entrepris une reforme curriculaire, l'étude aide les décideurs à baisser les taux d'échec à l'entrée du secondaire et améliore ainsi le système éducatif.

RECOMMANDATIONS

L'étude souligne la nécessité d'améliorer la continuité pédagogique entre le CM2 et la 6e, tout en tenant compte des difficultés liées au faible niveau académique de certains enseignants, aux effectifs pléthoriques et au manque de matériel didactique. Plusieurs recommandations sont formulées et adressées :

Autorités éducatives (administration centrale, DRE, inspections)

Il est recommandé d'organiser des rencontres d'échanges sur les programmes entre les enseignants du CM2 et ceux de 6e ; de renforcer la formation initiale et continue des enseignants, notamment sur l'Approche par Compétences et les pratiques de remédiation ainsi que la prise en compte des besoins spécifiques. Il est également recommandé de recruter davantage de personnel et réduire les effectifs par classe. La mise à disposition de manuels et matériels pédagogiques, la révision et l'harmonisation des programmes CM2-6e, un suivi pédagogique plus étroit et l'amélioration de l'environnement scolaire constituent également des priorités.

Parents d'élèves

Les parents d'élèves doivent être plus impliqués dans le suivi scolaire de leurs enfants, en collaborant étroitement avec les enseignants et en consacrant du temps à l'accompagnement scolaire. Il est recommandé de prévoir notamment des temps de communication et d'accompagnement scolaire au primaire.

Enseignants et directeurs

Les enseignants et directeurs sont encouragés à accroître leur engagement professionnel, à faire appliquer la syllabation systématique pour les enseignants du primaire et ceux enseignant le français en 6e, recourir à la formation continue (y compris en ligne), à instaurer des dispositifs de remédiation, à promouvoir le travail collaboratif entre élèves et à maintenir une communication régulière avec les parents via des outils adaptés (ex. cahier de correspondance).

Élèves

Enfin, les élèves doivent être sensibilisés à l'importance de leur engagement scolaire, développer une véritable conscience scolaire et viser des performances académiques.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Il n'est pas mentionné de présentation des résultats de la recherche dans le pays concerné par le projet.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Actes du Séminaire international de restitution des résultats de recherche « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école-collège* » du 14 au 16 février 2024, Yaoundé (Cameroun) :

Lire les Actes

- Analyse des curricula et cohérence des approches pédagogiques en français et en mathématiques au CM2 et en 6e au Togo :

Lire le document

sur la chaine YouTube du Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AFD

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

APPRENDRE

Analyse situationnelle des principaux goulots d'étranglement à la transition école-collège au Cameroun et perspectives de mise en œuvre efficiente de l'enseignement fondamental

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION/PARCOURS | GENRE | CLIMAT SCOLAIRE ET BIEN-ÊTRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Comprendre les facteurs de réussite des élèves, détecter les besoins spécifiques, améliorer les politiques éducatives, promouvoir l'équité éducative

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Cameroun

Budget alloué : 56 430 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** NJANGOUE NGAMALEU Henri Rodrigue, Professeur titulaire.
- **Nom du référent scientifique :** GALY Abdelkader - NIGER.
- **Établissements partenaires :** Faculté des sciences de l'éducation, Université de Yaoundé.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif initial de la présente recherche vise à analyser les obstacles et les leviers dans la transition entre la fin du primaire et le premier cycle du secondaire, et cherche plus spécifiquement à analyser l'ampleur et la nature des problèmes de transition sur la période 2010-2017.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Les statistiques nationales concernant la fin du cycle primaire et l'entrée au premier cycle du secondaire au Cameroun interpellent. Sur la période de 2010 à 2017, parmi les élèves potentiels attendus au premier cycle du secondaire, seuls 70,86 % en moyenne ont effectivement pris une inscription au premier cycle du secondaire quand le taux ambitionné par l'Etat était de 85% en 2020 (DSSEF, 2013). Cela signifie qu'en moyenne, 136 826 élèves potentiellement attendus au premier cycle du secondaire (ESG et ESTP) n'y ont pas accédé durant cette période.

Problématique

La présente recherche part de l'hypothèse selon laquelle la transition entre la fin du primaire et le premier cycle du secondaire peut être influencée par différents facteurs tels que les politiques éducatives, les ressources disponibles, les conditions socioéconomiques, etc. L'étude souhaite mettre l'accent sur le vécu de la transition, en termes d'expériences positive ou négative de ce changement.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la supervision générale de Henri Rodrigue Njengoué Ngamaleu, enseignant – chercheur, Maître de Conférences. La rédaction du rapport a été réalisée par Valèse Mapto Kegne, enseignante -chercheure, avec la collaboration de 4 enseignants-chercheurs et d'un professeur des Écoles Normales des Instituteurs.

Méthodologie employée

L'étude s'est appuyée sur une méthodologie mixte consistant en une enquête quantitative conduite au cours de décembre 2020 en s'appuyant sur 3 questionnaires, suivie d'une enquête qualitative en juillet 2022, visant une meilleure compréhension des données recueillies. Cette deuxième phase s'est basée sur des entretiens individuels et de groupe avec divers acteurs (chefs de ménage ; enfants scolarisés ; enfants déscolarisés ; autorités administratives ; personnels enseignants ; autorités religieuses et municipales, etc.). Une analyse de données secondaires a également été réalisée à partir de la base de données (EDSMICS), laquelle a révélé à son tour plusieurs informations supplémentaires sur la transition.

Une équipe de 20 enquêteurs encadrée par 5 superviseurs s'est déployée sur le terrain.

Le cadre de référence se base sur le modèle de Tanahashi davantage connu dans les études en santé que dans l'éducation, mais pertinent pour ce projet en raison des pistes qu'il offre pour le recensement des différents éléments. En complément, l'approche analyse l'impact des facteurs scolaires, individuels, familiaux, sociaux et culturels sur l'adaptation psychosociale et scolaire des élèves (Guichard & Huteau, 2001). La triangulation est au cœur de la méthodologie.

Population cible et échantillon

L'étude a ciblé 5 régions du Cameroun (dont 2 régions d'éducation prioritaire : Nord et l'Est et 3 régions : Littoral ; Ouest ; Sud-Ouest). Pour déterminer la taille de l'échantillon, la méthode d'estimation des proportions des établissements scolaires a été utilisée. Dans le souci d'assurer une représentativité équitable dans l'ensemble, un échantillon minimal de commodité a été prévu dans chacune des 5 régions soit 300 élèves «normaux» scolarisés ; 150 élèves à besoins spécifiques scolarisés ; 150 enseignants d'établissements scolaires ; 150 parents d'élèves «normaux» et à besoins spécifiques ; 150 parents d'élèves «normaux» et à besoins spécifiques ; 75 enfants «normaux» déscolarisés ; 75 enfants à besoins spécifiques déscolarisés ; 25 conseillers d'orientation scolaire ; 15 présidents du bureau d'associations des parents d'élèves ; 15 présidents du conseil d'école/conseil d'établissement ; 10 autorités traditionnelles et religieuses ; 5 inspecteurs d'arrondissement ; 3 délégués départementaux ; 3 OSC/ONG ; 1 délégué régional - Un total d'environ 5 620 participants a été inclus dans l'étude menée dans les cinq régions sélectionnées..

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le rapport ne mentionne pas ces aspects-là

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Le développement psychomoteur (disponibilité des aires de jeux et bibliothèque) **et le taux brut d'accès (TBA) sont les facteurs qui contribuent positivement à l'amélioration du taux de transition du primaire au secondaire.** Les élèves qui réussissent les examens officiels de fin de cycle, tels que le CEP/FSLC ont tendance à avoir un taux de transition plus élevé vers le collège.

Les résultats mettent en évidence une relation positive entre l**e nombre d'enseignants maîtres de parents** dans une école et le taux de transition école-collège. Les maîtres de parents sont des enseignants recrutés et pris en charge directement par les Associations de parents d'élèves et d'enseignants des écoles. Leur rémunération est modeste et instable. Ils sont recrutés parmi les instituteurs, qu'ils soient formés ou non. On peut penser que malgré la précarité de leur situation professionnelle, ils se sentent obligés de performer s'ils veulent conserver leur emploi. Les enseignants fonctionnaires ont une relation négative avec le taux de transition, tandis que les enseignants contractualisés contribuent positivement à l'amélioration du taux de transition.

L'expérience de la transition des participants scolarisés **varie de manière significative en fonction de leur région.** Les participants de la région du Littoral ont un ressenti lié à la transition du primaire vers le secondaire significativement moins positif que les participants des régions de l'Ouest, du Sud-ouest, de l'Est et du Nord. En outre, le ressenti des participants scolarisés varie de manière significative en fonction du rôle de l'orientation dans leur transition du primaire au secondaire. Lorsque ce sont les enseignants qui ont décidé de l'orientation des participants, leur ressenti (vécu) de la transition est moins positif que lorsque ce sont les parents, les participants eux-mêmes ou lorsque le choix de l'orientation s'est fait à la suite d'une réussite à un concours.

L'expérience des participants scolarisés lors de la transition du primaire au secondaire **varie de manière significative en fonction de leur appartenance à un sous-système éducatif.** Les tests de comparaison montrent que les élèves du sous-système francophone ont un ressenti (vécu) de la transition primaire - secondaire significativement moins positif que ceux du sous-système anglophone. En outre, le ressenti (vécu) des participants scolarisés lors de la transition primaire – secondaire ne varie pas de manière significative en fonction du fait que ces derniers soient des déplacés internes en raison des crises sociopolitiques internes.

Les normes socioculturelles, les facteurs économiques et systémiques constituent des obstacles identifiés qui compromettent qualitativement et quantitativement la transition primaire-collège. Les difficultés liées au faible pouvoir d'achat des familles (dans toutes les régions), les longues distances à parcourir à pied pour rejoindre l'école (dans les régions de l'Ouest, du Nord et de l'Est), le manque de matériel didactique (dans les régions de l'Ouest, du Sud-ouest, du Nord et de l'Est), et les cérémonies pendant lesquelles les élèves des familles concernées sont absents de l'école (dans la région de l'Ouest), affectent à la fois la qualité de la transition des filles et celle des garçons. Dans les régions de l'Est et surtout du Nord, les mariages précoces des filles sont privilégiés au détriment de leur scolarité. Le soutien familial et le cadre de vie (urbain, rural, semi-urbain) influencent fortement la transition.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Dans de nombreux pays, il a été estimé que **la sécurité de l'emploi à long terme diminue la motivation des enseignants à bien faire leur travail.** Lorsque les enseignants sont responsables de l'orientation, les élèves semblent avoir un ressenti moins positif par rapport à d'autres situations, telles que lorsque les parents ou les élèves eux-mêmes prennent des décisions d'orientation. Cela met en lumière l'importance de l'implication des élèves et de leurs familles dans le processus d'orientation pour favoriser une expérience positive de la transition. Les élèves du sous-système francophone rapportent une expérience de transition moins positive que d'autres sous-systèmes (en raison des différences de ressources, méthodes d'enseignement ou attentes).

La réussite de la transition dépend aussi bien des ressources éducatives que du soutien familial et du contexte régional, socioculturel et institutionnel, ce qui souligne l'importance d'actions coordonnées pour réduire les inégalités et améliorer le parcours des élèves. Les résultats soulignent des défis systémiques compliquant la transition tels que le manque de ressources éducatives, contraintes budgétaires, classes surchargées et infrastructures insuffisantes. Enfin, la décentralisation et l'efficacité des municipalités impactent l'application des politiques éducatives.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Les résultats de la présente recherche participent à orienter la prise de décision et les efforts visant à améliorer l'expérience de transition primaire-secondaire pour les élèves

PRATIQUES

- Améliorer la transition primaire-secondaire nécessite une approche globale et holistique (équité, qualité de l'enseignement, orientation, soutien familial, ressources humaines et gouvernance).

MÉTHODOLOGIQUES

- La recherche utilise une approche mixte (quantitative et qualitative, analyse des données institutionnelles) sur un large échantillon représentatif.

POLITIQUES

- Planification d'activités pour résoudre les problèmes identifiés et la conception d'une politique de surveillance des obstacles à la transition sont des étapes cruciales pour s'attaquer aux problèmes détectés.

RECOMMANDATIONS

Améliorer la transition primaire-secondaire nécessite une approche globale, intégrant équité, qualité de l'enseignement, orientation, soutien familial, ressources humaines et gouvernance. Ces leviers sont essentiels pour accompagner les élèves dans ce passage critique de leur parcours scolaire, notamment dans le contexte camerounais. Des recommandations sont formulées auprès de :

Pouvoirs publics et bailleurs de fonds

Les pouvoirs publics et bailleurs de fonds peuvent commander des enquêtes à grande échelle afin de mettre à jour les bases de données sur la transition primaire-secondaire ;

Ministère de l'Éducation de base, collectivités territoriales décentralisées et ONG

Le ministère de l'Éducation de base, les collectivités territoriales décentralisées et les ONG peuvent mettre en place des stratégies visant à améliorer le taux d'accès brut, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire ;

Ministères

Les ministères de la Fonction publique, de l'Éducation de base, de l'Enseignement secondaire et des Finances doivent améliorer la gestion du personnel enseignant et des conseillers d'orientation, de leur formation à leur rétention dans les zones rurales, en mettant en place des mesures incitatives appropriées ;

Municipalités

Les municipalités doivent organiser des actions communautaires pour lutter contre les barrières socioculturelles qui entravent la transition réussie ;

ONG, services centraux et régions

Les ONG, les services centraux et les régions doivent faire preuve de plus d'équité en tenant compte de la diversité des besoins spécifiques des apprenants.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Il n'est pas mentionné de présentation des résultats de la recherche dans le pays concerné par le projet.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Une note d'orientation :

Lire la note

- Actes du Séminaire international de restitution des résultats de recherche « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école-collège* » du 14 au 16 février 2024, Yaoundé (Cameroun) :

Lire les Actes

sur la chaine YouTube du Programme APPRENDRE :

- «*Analyse situationnelle des principaux goulots d'étranglement à la transition école-collège au Cameroun et perspectives de mise en œuvre efficiente de l'enseignement fondamental*» Prof. Henri Rodrigue Ngamaleu, Coordonnateur du projet :

Visionner la vidéo

Un article a été publié :

- Crisis situation and the challenges of primary secondary school transition in the English speaking regions of Cameroon; Avril 2024 ; European Journal of Education Studies; Kenneth Yuomeyse and Henri Rodrigue Njengoué Ngamaleu :

Lire l'article

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

Comprendre la transition primaire-collège au Burkina Faso, au Cameroun et en Côte d'Ivoire

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION/PARCOURS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Analyse fine des différents facteurs institutionnels, scolaires et extra-scolaires qui entravent ou favorisent la transition entre l'école primaire et le collège.
- Recommandations stratégiques pour orienter les politiques éducatives vers une meilleure sécurisation de la transition scolaire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso, Cameroun et Côte d'Ivoire

Budget alloué : 67 013 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** François Joseph AZOH, Ecole Normale Supérieure, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- **Nom du référent scientifique :** Pascal Guibert, Maitre de conférences en sciences de l'éducation, Université de Nantes-CREN.

  Martial Dembélé, Professeur à la Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal. Référent du conseil scientifique du programme Apprendre.
- **Établissements partenaires :**
  Burkina Faso : Université de Joseph Ki Zerbo / Université Norbert Zongo.

  Côte d'Ivoire : Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo, / Université Félix Houphouët Boigny de Cocody/ École Normale Supérieur d'Abidjan.

  Cameroun : École Normale Supérieure de Yaoundé I, Université de Ngaoundéré, Lycée de Nkolndongo Yaoundé, Université de Yaoundé.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de cette recherche est de comprendre les facteurs institutionnels, scolaires et extra-scolaires qui entravent ou favorisent la transition entre l'école primaire et le collège, notamment les mécanismes de décrochage scolaire observés à ce moment clé du parcours éducatif, dans 3 pays : Burkina Faso, Cameroun et Côte d'Ivoire.

De façon plus spécifique, il s'agit de :

1. **Identifier les freins institutionnels à la transition école-collège** (organisation du système, politique d'orientation, dispositifs d'accompagnement, etc.) ;
2. **Analyser les contraintes socio-économiques** qui limitent la poursuite de la scolarité, en particulier chez les enfants issus de milieux défavorisés ;
3. **Étudier les stratégies d'adaptation** mises en œuvre par les élèves de 6e face aux nouvelles exigences scolaires ;
4. **Évaluer l'effet de la répartition géographique des collèges et des ratios d'encadrement** (élèves/enseignants, élèves/salles, etc.) sur l'accès au secondaire ;
5. **Analyser les réponses institutionnelles** visant à améliorer cette transition, notamment pour les filles en milieu rural et les élèves en situation de handicap ;
6. **Examiner le rôle des partenaires locaux** (familles, élus, communautés) dans l'organisation et le soutien à cette transition.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la transition entre l'école primaire et le collège reste un point de rupture majeur dans les parcours scolaires (taux de décrochage important et inégalités d'accès persistantes).

Au Burkina Faso, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, malgré diverses réformes pour améliorer l'accès, la qualité et l'équité en éducation (élargissement de l'offre scolaire, construction de collèges de proximité, mesures en faveur de la scolarisation des filles, révision des curricula, ou encore expérimentations de passerelles pédagogiques), **une proportion significative d'enfants n'accède pas au collège ou l'abandonne prématurément.** Ces ruptures sont liées à une combinaison de facteurs structurels, (distance géographique aux établissements, manque d'infrastructures ou de personnels qualifiés), mais aussi à des facteurs sociaux, économiques et culturels. C'est dans ce contexte que s'inscrit cette recherche, qui vise à mieux comprendre les mécanismes à l'origine des ruptures de parcours à l'entrée au collège, identifier des leviers d'action et produire des connaissances contextualisées, transférables et mobilisables pour l'action publique.

Problématique et questions posées

Afin de mieux comprendre les déterminants de cette rupture entre le primaire et le collège, la recherche s'est structurée autour de plusieurs questions principales :

- **Quels sont les facteurs institutionnels, scolaires et extra-scolaires** qui freinent ou favorisent la transition entre le primaire et le collège dans les trois pays étudiés (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire) ?
- **Quelles sont les raisons socio-économiques** qui limitent la poursuite de la scolarité, notamment pour les enfants issus de milieux défavorisés ou vivant en zone rurale ?
- C**omment les élèves de 6e s'adaptent-ils** aux nouvelles exigences du collège ? Quelles stratégies développent-ils face aux difficultés rencontrées ?
- **Quelles réponses institutionnelles** sont mises en place pour accompagner cette transition, notamment en direction des publics les plus vulnérables (filles, enfants en situation de handicap) ?
- **Quel rôle jouent les acteurs communautaires et familiaux** (parents, élus, leaders locaux) dans l'organisation et le soutien à la scolarisation au collège ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

Coordonnée par le Professeur François Joseph AZOH, de l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire), la recherche a été menée dans 3 pays par des équipes composées de chercheurs à l'Université (universitaires en démographie et éducation, chercheurs en sciences de l'éducation) mais également d'acteurs du système éducatif et praticiens du terrain (représentante du ministère en charge de l'éducation inclusive et du genre au Burkina Faso, Conseiller d'orientation scolaire au Cameroun et en Côte d'ivoire), ce qui a favorisé un ancrage à la fois scientifique et opérationnel des travaux et de croiser expertises académiques et réalités du terrain.

Méthodologie employée

La recherche souhaitait adopter une approche méthodologique mixte, combinant analyse documentaire, données quantitatives secondaires et enquêtes qualitatives primaires. Toutefois, en raison de contraintes budgétaires et logistiques, cette complémentarité a été partiellement réalisée et la recherche repose presque exclusivement sur une revue approfondie de la littérature sur la transition école-collège (TEC) et sur l'analyse des systèmes éducatifs des trois pays avec un accent sur l'évolution des cycles primaire et secondaire au cours des dix dernières années.

L'analyse quantitative, menée à partir des statistiques scolaires et des enquêtes nationales auprès des ménages disponibles dans chaque pays, a permis d'examiner les facteurs socio-économiques influençant la transition et les effets de la répartition géographique de l'offre éducative.

L'analyse qualitative n'a été menée qu'en Côte d'Ivoire, ce qui donne plus de profondeur à l'analyse puisqu'elle documente les perceptions des acteurs sur les obstacles et leviers liés à la transition. Elle s'est appuyée sur des entretiens individuels et collectifs (focus groups) auprès d'élèves et familles, d'enseignants, de personnels d'encadrement et de décideurs et des acteurs communautaires (chefs de village, associations de parents, etc.).

Population cible et échantillon

En Côte d'Ivoire, trois localités présentant des taux de transition école-collège (TEC) différents ont été sélectionnées. Le critère de localisation géographique (urbain/semi-urbain/rural) a également été pris en compte. L'enquête a ciblé des acteurs intervenant à différents niveaux du système éducatif, selon une approche multi-niveaux :

- **Niveau institutionnel :** Ministère de l'Éducation nationale, Directions régionales de l'Éducation, Inspections de l'enseignement primaire (IEP)
- **Niveau communautaire :** Communautés locales, Associations de parents d'élèves (APE), ONG actives dans le secteur éducatif
- **Niveau micro (établissements et familles) :** Directeurs d'écoles primaires et de collèges, enseignants du primaire et du secondaire, présidents de COGES, élèves en 6^{e} et parents d'élèves.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

En raison de contraintes de terrain et de calendrier, aucune collecte qualitative n'a pu être réalisée au Burkina Faso ni au Cameroun, ce qui limite l'analyse comparative inter-pays sur ce volet et la mise en perspective des données quantitatives.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les résultats mettent en lumière les principaux freins et leviers liés à la transition entre le primaire et le collège dans les trois pays étudiés (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire), autour de trois axes d'analyse :

Facteurs structurels :

- Accès au collège pénalisé par une répartition inégale des collèges, surtout en zones rurales.
- Des conditions matérielles et d'encadrement dans les établissements souvent insuffisantes (surcharge des classes, manque de personnel, équipements limités, ratios élèves/enseignants ou élèves/salles défavorables).

Facteurs socio-économiques :

- La situation socio-économique des ménages influence fortement l'accès au collège : pauvreté, frais de scolarité, besoins de main-d'œuvre familiale (alors que le primaire est gratuit).
- Les filles sont particulièrement vulnérables, en raison de normes sociales, du travail domestique, des mariages précoces ou de l'absence d'internats adaptés.
- Le niveau d'instruction des parents, notamment des mères, joue un rôle central dans la continuité scolaire des enfants.

Facteurs pédagogiques et psychologiques :

- Les élèves vivent la transition comme une rupture : changements de cadre, d'attentes, d'encadrement, qui peuvent entraîner du stress, du décrochage ou un manque de repères.
- Les pratiques d'accueil et de soutien à l'entrée au collège sont très inégalement développées.
- L'absence de coordination entre les curricula du primaire et du secondaire rend l'adaptation difficile pour les élèves.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Cette recherche met en lumière les multiples vulnérabilités qui affectent la transition entre le primaire et le collège, qui constitue un moment critique du parcours éducatif, particulièrement pour les filles, les enfants vivant en milieu rural ou issus de ménages défavorisés.

Les résultats montrent que cette transition est influencée par une combinaison de facteurs individuels (âge, sexe), familiaux (niveau d'instruction et situation économique du chef de ménage), institutionnels (qualité et accessibilité de l'offre scolaire) et territoriaux (éloignement des collèges, disparités régionales). Des obstacles culturels tels que les représentations genrées de l'école ou les mariages précoces renforcent ces inégalités.

La transition est souvent vécue comme une rupture brutale, avec un changement de cadre, des attentes pédagogiques mal préparées et peu d'accompagnement. Les retours du terrain en Côte d'Ivoire soulignent également l'insuffisance des infrastructures scolaires et la faible implication des familles.

Ces constats appellent à revoir les politiques éducatives (répartition de l'offre, soutien aux familles), à renforcer la préparation à la transition en s'appuyant sur des dispositifs pédagogiques, sociaux et territoriaux adaptés.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

APPORTS THÉORIQUES ET CONCEPTUELS

- Le projet envisage la transition entre le primaire et le collège comme un processus complexe, multidimensionnel et potentiellement générateur d'inégalités. En croisant les données issues des élèves, enseignants, parents et responsables éducatifs, le projet replace l'analyse des difficultés scolaires dans un contexte social et institutionnel.

APPORTS INSTITUTIONNELS

RECOMMANDATIONS POUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

Le projet fournit des éléments concrets, contextualisés et exploitables pour orienter les politiques éducatives vers une meilleure sécurisation de la transition scolaire, à travers des recommandations stratégiques à plusieurs niveaux :

- **Répartition territoriale de l'offre scolaire :** construire des collèges de proximité dans les zones rurales et enclavées, créer des internats pour filles et des cantines scolaires.
- **Égalité d'accès et lutte contre le décrochage :** soutenir financièrement les familles à travers des bourses ; renforcer l'alphabétisation des parents, notamment des mères, pour agir indirectement sur la scolarisation des enfants.
- **Réduction des inégalités de genre :** intégrer des programmes sur la santé reproductive, la lutte contre les grossesses précoces et les mariages d'enfants.
- **Amélioration de la coordination entre cycles :** former les enseignants à l'accompagnement des élèves dans la transition, tant sur le plan pédagogique que psychosocial. Mieux articuler les curricula et les attendus scolaires entre le CM2 et la 6e. Mettre en place un suivi spécifique des élèves en début de collège, notamment ceux identifiés comme à risque de décrochage.

RECOMMANDATIONS

Outre les recommandations déjà formulées ci-dessus, cette étude ouvre des perspectives pour approfondir l'analyse de la transition scolaire dans les contextes africains :

Étendre l'analyse qualitative

dans les pays où elle n'a pu être pleinement menée (Burkina Faso, Cameroun), afin de mieux comprendre les vécus, perceptions et dynamiques locales.

Suivre l'impact des politiques de soutien aux familles

et de territorialisation de l'offre scolaire, en lien avec les enjeux de genre et de pauvreté.

Analyser plus finement les pratiques pédagogiques

dans les classes de CM2 et de 6e pour identifier les leviers d'une meilleure continuité des apprentissages.

Valoriser les résultats

à travers des publications scientifiques, des restitutions nationales et sous-régionales, et la formation de communautés de recherche dans les pays impliqués.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

En Côte d'Ivoire, une stratégie de diffusion nationale était envisagée pour début 2024, comprenant une présentation auprès du Groupe Local des Partenaires de l'Éducation (GLPE), une restitution aux directions techniques du Ministère de l'Éducation Nationale (DESPS et DVSP) et la publication d'un article dans une revue universitaire locale. Nous n'avons pas d'informations sur ces actions.

Dans les autres pays, à ce jour, aucune restitution nationale officielle n'a encore eu lieu, et aucune présentation publique n'est programmée.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

- **Présentation lors du séminaire de Yaoundé en février 2024 dans le cadre de la thématique** « *Les politiques publiques et le continuum éducatif* ».

Lire le document

- **sur la chaine YouTube** du Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

- **Note d'orientation :**

Lire la note

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

APPRENDRE

L'articulation école/collège par l'analyse des dispositifs organisationnels et pédagogiques mis en œuvre au Burkina Faso et en Guinée

POLITIQUES ÉDUCATIVES | PÉDAGOGIES INNOVANTES | ORIENTATION/PARCOURS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Identification des pratiques informelles qui pourraient améliorer la transition école-collège et plus spécifiquement pour les filles.
- Des pistes pour construire des cadres de concertation entre acteurs du primaire et du secondaire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso et Guinée

Budget alloué : 69 110 euros

- **Porteur de projet et coordonnatrice :**
  Professeur Baldé Djénabou - GUINÉE
  Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Guinée
- **Nom du référent scientifique :**
  Dembélé Martial – CANADA
  Albandea Ines - Ines Albandea, maître de conférences en sciences de l'éducation, Université de Nantes, CREN.
- **Établissements partenaires :**
  Burkina Faso : Ministère de l'Éducation Nationale ;
  Guinée : Institut Supérieur des Sciences de l'Education ; Institut des sciences et des sociétés (INSS) ; Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST)
  France : Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Objectif général : la recherche vise à analyser, en Guinée et au Burkina Faso, les pratiques formelles et informelles des acteurs éducatifs qui influencent la transition école-collège, afin de comprendre comment les dispositifs organisationnels et pédagogiques facilitent ou freinent la continuité des parcours dans deux contextes encore peu documentés.

De façon plus spécifique, il s'agit de :

- **Identifier les pratiques existantes** (formelles et informelles) accompagnant la transition scolaire ;
- **Analyser les représentations des acteurs** (enseignants, élèves, parents, responsables, institutions) ;
- **Éclairer les conditions d'accueil au collège et les stratégies mises en place en amont dans les écoles primaires ;**
- **Interroger la pertinence des actions de remédiation ou de préparation au primaire et les modalités d'accueil au collège ;**
- **Formuler des recommandations sur la formation des enseignants et les actions à déployer** dans les établissements pour renforcer la continuité des parcours scolaires.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Burkina Faso et la Guinée, caractérisés par une économie fragile, une population jeune et une forte dépendance aux financements extérieurs, font face à des difficultés similaires en matière d'éducation. Malgré un investissement public important, les systèmes éducatifs connaissent de forts taux d'échec, de redoublement et d'abandon.

La transition du primaire au collège représente un véritable goulot d'étranglement : infrastructures insuffisantes, dispositifs d'orientation inéquitables, disparités régionales et de genre (ex. taux de transition des filles à seulement 53 % en Guinée).

Bien que la gratuité scolaire ait amélioré l'achèvement du primaire, la continuité vers le collège reste limitée, surtout pour les filles et les élèves issus de milieux défavorisés.

Problématique

En Guinée comme au Burkina Faso, il existe peu de dispositifs organisationnels ou pédagogiques formalisés pour accompagner la transition école/collège, et ceux qui existent relèvent généralement d'initiatives locales ou informelles, sans cadre structuré ni coordination systématique. Cette absence de dispositifs partagés et institutionnalisés limite la capacité des différents acteurs – chefs d'établissement, enseignants, familles, élèves – à assurer une continuité dans les apprentissages, l'accueil et l'encadrement.

Ainsi, la question de recherche est de savoir dans quelle mesure les pratiques formelles et informelles, organisationnelles et pédagogiques, mises en œuvre au Burkina Faso et en Guinée par tous les acteurs facilitent ou freinent l'articulation école / collège ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

L'équipe de recherche est composée de trois personnes : Djenabou Baldé – Professeure des Universités, Directrice du programme de Master Administration de l'Education de l'ISSEG (Guinée), Coordonnatrice de l'étude; Valérie Attias-Delattre, maîtresse de conférences à l'université Gustave Eiffel (France) et membre de l'Institut de recherche en gestion (IRG), laboratoire de recherche de l'université Paris-Est-Créteil-Val-de-Marne ; et Alain Joseph SISSAO, Professeur des Universités, Directeur de recherche de l'INSS /CNRST (Burkina Faso).

Méthodologie employée

L'étude s'appuie sur une méthodologie qualitative visant à comprendre les dispositifs organisationnels et pédagogiques qui encadrent la transition école-collège au Burkina Faso et en Guinée. Elle s'appuie sur les représentations des acteurs clés et les pratiques existantes et s'articule autour de deux phases :

Phase A : Analyse des dispositifs et représentations institutionnelles (dans 4 régions des deux pays)

- Revue documentaire des textes, rapports et données disponibles.
- Entretiens semi-directifs avec les autorités éducatives locales, chefs d'établissement, enseignants et parents d'élèves.
- Focus groups avec les enseignants du secondaire et les parents.

Phase B : Analyse du vécu de la transition (dans 2 régions des deux pays, une à fort taux de transition, l'autre à faible taux).

- Entrevues et focus groups avec chefs d'établissement, enseignants des deux cycles, professeurs principaux, élèves de CM2 et de 6e.
- Recueil de récits de vie pour approfondir les dimensions émotionnelles et sociales de la transition.

Population cible et échantillon

- **Phase A :** 291 personnes interrogées dans 40 écoles (20 par pays), issues de 4 régions par pays. L'échantillonnage inclut une majorité d'écoles urbaines. Pour le Burkina Faso : Plateau central (Ziniare), Centre ouest (Koudougou), Hauts-Bassins (Bobo-Dioulasso), Centre (Ouagadougou) ; • Pour la Guinée : Conakry, Kindia, Mamou et Labé.

- **Phase B :** 80 personnes interrogées dans 4 régions (2 par pays), avec un échantillon équilibré entre zones à fort et à faible taux de transition.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

La méthodologie initialement envisagée comme mixte a été révisée : la composante quantitative a été abandonnée faute de ressources. L'analyse repose donc exclusivement sur des données qualitatives.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La recherche met en évidence une absence quasi totale de dispositifs formels – organisationnels ou pédagogiques – dédiés à la transition école-collège, tant en Guinée qu'au Burkina Faso. Lorsqu'elle existe, la prise en charge de cette transition repose essentiellement sur des pratiques informelles pédagogiques (remises à niveau ponctuelles), sans cadre structurant ni accompagnement durable.

Cinq constats majeurs se dégagent :

- **Manque de dispositifs formels :** Aucun cadre institutionnel ou pédagogique spécifique à la transition n'a été identifié en Guinée ; au Burkina, certains dispositifs existent mais restent non opérationnels ou mal mis en œuvre.
- **Absence de coordination entre cycles :** Il n'existe pas de concertation systématique entre enseignants et chefs d'établissements du primaire et du secondaire, ce qui limite toute anticipation des difficultés liées à la transition.
- **Pas de pilotage institutionnel sur l'abandon scolaire** alors même que des données existent sur les abandons précoces, notamment en 6e.
- **Rôle flou des professeurs principaux** (censés assurer le lien entre familles, direction et élèves) qui sont peu formés et n'ont pas de cadre clair d'intervention.
- **Inégalités de genre persistantes :** L'environnement scolaire est peu adapté aux besoins spécifiques des filles (absence de toilettes séparées, harcèlement), limitant leur accès et leur maintien au collège.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Cette recherche aborde une thématique encore peu explorée par la recherche scientifique : celle de la transition entre l'école primaire et le collège vue à travers le prisme des représentations des acteurs locaux plutôt que les dispositifs formels. En se concentrant sur les perceptions des enseignants, chefs d'établissements, élèves et parents, l'étude révèle une diversité de pratiques et d'initiatives informelles jusque-là peu documentées.

Les résultats montrent que la continuité ou rupture pédagogique dépend largement des actions développées localement, parfois en dehors de tout cadre formel : éducation au genre et à l'inclusivité, accueil organisé au collège avec intervention du conseiller à l'orientation et du surveillant, accompagnement familial. Ces initiatives individuelles (observées à Kindia par exemple), mériteraient d'être valorisées, (évaluées ?) et systématisées.

En ce sens, l'étude vise à faire prendre conscience aux autorités éducatives de la nécessité de **construire des cadres de concertation et d'action conjoints entre acteurs du primaire et du secondaire,** qui ont souvent des cultures professionnelles différentes (intégratrice vs disciplinaire). Elle appelle à formaliser la transition par la mise en place de dispositifs pédagogiques et organisationnels institutionnalisés pour construire un continuum éducatif cohérent.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

THÉORIQUE/CONCEPTUEL

- La recherche propose un cadre conceptuel original pour comprendre la relation entre dispositifs organisationnels/pédagogiques (formels et informels) et les difficultés rencontrées par les élèves dans la transition école-collège. Elle met en lumière l'importance des représentations des acteurs dans la gestion de cette transition, un champ peu exploré dans les recherches existantes en Afrique de l'Ouest.

INSTITUTIONNEL

- **Préparer la transition dès le primaire :** intégrer des activités spécifiques dans les curricula pour développer les compétences psychosociales et sensibiliser à l'entrée au collège ; Former les enseignants du primaire à l'accompagnement des élèves dans cette phase de transition.
- **Structurer l'accueil au collège :** clarifier les rôles des professeurs principaux et leur fournir une formation adaptée. Définir des règles institutionnelles (protocoles, fiches de poste) pour organiser l'accueil et l'intégration des élèves de 6e. Instaurer des cadres de concertation entre les écoles primaires et les collèges d'un même territoire.
- **Réduire les inégalités de genre :** améliorer les conditions d'accueil pour les filles (toilettes séparées, sécurité, internats). Mener des actions de sensibilisation sur le harcèlement et l'équité auprès des élèves, enseignants et familles.

RECOMMANDATIONS

Outre les apports identifiés, il pourrait être pertinent d'identifier une action ou un dispositif qui serait susceptible de faciliter la transition et de mettre en place une expérimentation aléatoire dans une école ou une région.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Au début de la phase 2, la recherche a été présentée au Ministère (MENAPLN) du Burkina Faso, et a été bien accueillie. En Guinée, les résultats de recherche du projet ont été présentés lors des journées scientifiques de l'ISSEG en présence des cadres du MEPUA. Aucune information n'est donnée sur les suites de cette présentation, notamment sur la façon dont les Ministères des pays sont emparés de cette recherche.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Séminaire APPRENDRE « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école/collège* » (février 2024 à Yaoundé (Cameroun))- Thématique des transitions aux niveaux institutionnel, environnemental, et socio-émotif :

Consulter le lien **Visionner la vidéo** **Lire le document**

- Note d'orientation :

Lire la note

Publications:

- Véronique Attias-Delattre, « *Le vécu des filles guinéennes au collège : sortir d'une logique déterministe* », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], 93 | septembre 2023, mis en ligne le 1er septembre 2023, consulté le 28 août 2025 :

Consulter le lien

- SISSAO Alain Joseph, "*Passerelle école-collège : Construire le socle d'une réussite durable*", Ouagadougou, Yam Pukri, 2024, 143p. Dédicace du Ministre.

- "*Construire une réponse aux risques invisibles vécus par les élèves filles au collège : l'exemple de la Guinée*", IIEP-Learning Portal, 2024 :

Consulter le lien

Plusieurs publications sur le site de l'AUF :

- La transition école/collège dans l'angle mort de la recherche en éducation en Afrique subsaharienne ? :

Consulter le lien

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

APPRENDRE

Les déterminants de la réussite de la transition école/collège à Madagascar

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION/PARCOURS | INÉGALITÉS / JUSTICE SOCIALE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Contribution majeure à la compréhension des causes profondes du décrochage scolaire à Madagascar, qui documente les déterminants structurels et les dynamiques individuelles, avec un accent particulier sur les décisions de déscolarisation prises par les ménages.
- Pistes pour concevoir des politiques ciblées, équitables et intersectorielles.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Madagascar

Budget alloué : 40 424 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** RAKOTOMALALA Olivier, enseignant-chercheur en SHS (Psychologue).
- **Nom du référent scientifique :** WITTORSKI Richard – France
  Micheline DURAND
- **Établissements partenaires :** équipe du Centre de Recherche pour le Développement (CRD) de l'Université Catholique de Madagascar (UCM)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Cette étude vise à diagnostiquer les causes du décrochage scolaire à Madagascar, en mettant un accent particulier sur les déterminants qui influencent la réussite ou l'échec de la transition entre l'école primaire et le collège. Elle cherche à identifier les facteurs qui poussent les enfants à quitter l'école pendant le primaire ou le secondaire, en analysant les liens de causalité entre ces facteurs et les décisions prises par les ménages, et propose des pistes d'action concrètes pour rendre le système éducatif plus performant, équitable et durable.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Madagascar connaît une déperdition scolaire préoccupante, qui s'accélère à mesure que l'on progresse dans le parcours éducatif. Seuls 44,5% des élèves de primaire atteignent la dernière année, et à peine 33,5 % entrent dans le secondaire (d'Aiglepierre, 2012). En 2014-2015, le taux moyen de transition primaire-collège était de 65,4 %, et les taux de redoublement (15 %) comme d'abandon (11 %) restaient élevés.

Au-delà de ces données, le système éducatif malgache est confronté à des problèmes structurels : les enseignants du primaire exercent souvent dans des conditions précaires, avec des compétences didactiques limitées ; les infrastructures sont insuffisantes, les salles de classe inadaptées, et les fournitures scolaires déficientes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente recherche, conduite dans trois régions de Madagascar (Analanjirofo, Amoron'i Mania et Menabe), qui vise à identifier les facteurs déterminants de la réussite de la transition école-collège, en analysant les logiques de décrochage à travers une approche multidisciplinaire : économique, socio-démographique, psychologique, institutionnelle et géographique (urbain/rural).

Problématique et questions posées

Malgré les efforts menés par le gouvernement malgache et ses partenaires pour améliorer l'accès à l'éducation — construction d'infrastructures, recrutement d'enseignants — le système éducatif reste confronté à des taux alarmants de décrochage scolaire. Ces politiques, pour être véritablement efficaces, doivent désormais intégrer les caractéristiques systémiques et multidimensionnelles de la déscolarisation : qualité de l'enseignement, précarité des ménages, réformes institutionnelles inabouties, déficits en infrastructures, enjeux sanitaires, etc.

En croisant les approches théoriques et les réalités de terrain, il s'agit de comprendre quels sont les facteurs qui déterminent la réussite ou l'échec de la transition école-collège à Madagascar, et dans quelle mesure ils permettent de mieux comprendre les mécanismes du décrochage scolaire.

Ainsi, afin de répondre à cette question, **cette recherche s'appuie sur 6 hypothèses, qui correspondent à 6 déterminants qui influencent les décisions de déscolarisation prises par les ménages :**

1. **Économiques :** niveau de revenu, coût d'opportunité de la scolarisation.
2. **Socio-démographiques :** composition familiale, niveau d'instruction des parents, genre.
3. **Géographiques :** inégalités urbain-rural, éloignement des établissements.
4. **Institutionnels :** politique éducative, gouvernance scolaire, infrastructures.
5. **Psychologiques :** conception de soi et des enfants par les parents.
6. **Conditions d'étude :** qualité de l'enseignement, matériels, environnement scolaire.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été menée par une équipe pluridisciplinaire de l'université catholique de Madagascar, associant des enseignants, chercheurs en psychologie, philosophie, en anthropologie, des économistes, des sociaux, des démographes, mais également des pédagogues et des cadres du ministère de l'économie et des Finances.

Elle a également mobilisé 12 enquêteurs qui ont mené les enquêtes de terrain et a associé le recteur de l'université catholique de Madagascar, son secrétaire général, ainsi que le directeur du centre de recherche pour le développement (CRD) de l'université. En associant cadres, chercheurs et praticiens de terrain, l'étude a cherché à ancrer la recherche dans la réalité du contexte tout en lui donnant une dimension institutionnelle forte.

Méthodologie employée

L'étude mobilise une approche qui combine revue documentaire, analyse quantitative et enquête qualitative.

- **Revue de la littérature et analyse documentaire :** revue critique des travaux existants autour de sept grands déterminants du décrochage scolaire, complétée par l'analyse des documents sectoriels (rapports officiels, politiques éducatives, données statistiques nationales) pour contextualiser les enjeux, construire les hypothèses de recherche et documenter l'hypothèse 4 relative aux politiques publiques.
- **Enquête quantitative :** analyse statistique menée à partir de questionnaires administrés aux parents dans trois régions : Analanjirofo, Amoron'i Mania (Ambositra), Menabe (Morondava) pour identifier les déterminants économiques, socio-démographiques, géographiques et psychologiques du décrochage (hypothèses 1, 2, 3 et 5).
- **Enquête qualitative :** entretiens semi-directifs menés à Amoron'i Mania et Menabe pour explorer les trajectoires individuelles des élèves décrocheurs et mieux comprendre les raisons de la déscolarisation (hypothèse 2). Elle a été complétée par des entretiens d'enseignants, pour évaluer leur perception des conditions d'étude (H6).

Population cible et échantillon

L'étude a été conduite dans trois régions de Madagascar qui présentent des taux de scolarisation différents, permettant de comparer zones rurales/enclavées et zones urbaines, en tenant compte des caractéristiques des enseignants (présence d'enseignants FRAM[1] notamment). Menabe a un taux net de scolarisation au primaire faible (41,9 %), tandis qu'Analanjirofo (81 %) et Amoron'i Mania (77 %) affichent des taux plus élevés.

Population cible : échantillon d'enfants âgés de 6 à 14 ans, du primaire (6–10 ans) et du secondaire premier cycle (10–14 ans) structuré comme suit :

- **50 % : enfants en classe de 6e ou ayant décroché en 7e**, afin d'examiner spécifiquement la transition primaire-collège ;
- **50 % : enfants d'autres niveaux, scolarisés ou décrocheurs,** afin d'élargir l'analyse aux trajectoires scolaires générales.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Certains entretiens n'ont pu être menés dans la région d'Analanjirofo en raison de difficultés d'organisation et de temps.

1 Enseignants recrutés dans les zones les plus enclavées par les associations de parents d'élèves mais qui n'ont reçu aucune formation technique, professionnelle ou supérieure.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les résultats obtenus montrent que le décrochage scolaire est un phénomène multifactoriel qui dépend de plusieurs déterminants dans les trois régions étudiées :

- **Le décrochage scolaire est fortement corrélé au niveau socio-économique des ménages :** les difficultés financières (et donc la nécessité de participer aux tâches domestiques ou agricoles, et/ou de migrer dans les grandes villes pour travailler), l'insécurité alimentaire, les problèmes de santé, ou encore les grossesses précoces contraignent certains élèves à abandonner l'école. L'incapacité des ménages à couvrir les frais directs et indirects de scolarisation est un facteur majeur de déscolarisation.
- **Structure et dynamique familiale :** le nombre d'enfants dans la famille, le niveau d'instruction/capital scolaire des parents, leur engagement, ainsi que leurs représentations de l'école et de la réussite scolaire, tout comme leur propre expérience scolaire influencent la trajectoire éducative des enfants;
- **Enseignants et conditions d'apprentissage :** l'insuffisance de la formation initiale des enseignants, en particulier pour les enseignants FRAM, le manque de matériel, l'état des salles de classe, et l'absence d'accompagnement pédagogique nuisent à la motivation et à la réussite des élèves.
- **Concept de soi interdépendant ou les représentations des familles :** malgré une perception globalement positive de l'école par les parents, ces derniers se retrouvent souvent impuissants face aux obstacles économiques et logistiques. Le concept de soi interdépendant, très présent dans les communautés rurales, montre que les décisions de décrochage relèvent plus de contraintes externes que de volontés individuelles.

Contrairement à certaines attentes, le phénomène de décrochage touche autant les zones rurales que les zones urbaines. Cela souligne un dysfonctionnement systémique du système éducatif au niveau national.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche effectuée par l'équipe du CRD revêt un intérêt stratégique dans la mesure où elle montre que le décrochage scolaire et donc la question de la transition école-collège est **une problématique transversale** qui dépasse l'école. Elle met en évidence le caractère systémique du décrochage et souligne l'importance d'une approche intersectorielle pour l'aborder (éducation, santé, emploi, pauvreté, planification familiale, démographie, gouvernance).

Elle intègre aussi une perspective psychologique dans l'analyse des décisions éducatives des ménages (concept de soi parental assez novateur) et montre que le risque de reproduction sociale horizontale tend à perdurer.

Elle souligne que si des efforts ont été faits en matière d'infrastructures et de recrutement d'enseignants, les politiques éducatives n'intègrent pas suffisamment la complexité systémique du phénomène.

Elle identifie également des mesures pour améliorer la scolarisation des enfants à Madagascar.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

CONCEPTUEL

- **Approche multidimensionnelle du décrochage,** qui s'appuie aussi sur le concept de soi parental pour intégrer une perspective psychologique dans l'analyse des décisions éducatives des ménages. Montre l'importance de la reproduction horizontale des inégalités sociales : les enfants issus des milieux les plus pauvres sont les plus exposés à l'abandon, indépendamment de leur motivation ou de la perception positive de

INSTITUTIONNELS

PISTES CONCRÈTES POUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

- **Accès et équité :** mieux cibler les zones à forte vulnérabilité lors de la planification budgétaire et des interventions (par exemple via les conférences budgétaires régionales). Renforcer les programmes de soutien financier (bourses, cantines, kits scolaires) pour compenser les inégalités économiques et prioriser les régions à faible scolarisation dans l'allocation des ressources éducatives (infrastructures, enseignants qualifiés…).
- **Améliorer la qualité de l'offre éducative** en recrutant les enseignants par concours avec un passage systématique par l'Institut National de Formation Pédagogique (INFP).
- **Intégrer les parents** dans l'accompagnement scolaire à travers des formations ou activités de sensibilisation.
- **Renforcer la coordination entre les acteurs institutionnels** et intégrer les objectifs de réduction du décrochage dans le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE), avec un effort de déclinaison opérationnelle.

OPÉRATIONNELS / MÉTHODOLOGIQUES

- É**laborer un cadre formel de préparation à la transition primaire-secondaire,** intégré dans les curricula, en lien avec les directeurs d'école, enseignants de CM2 et chefs d'établissement du secondaire.
- **Institutionnaliser un accueil structuré en 6e,** avec des temps dédiés à l'intégration psychosociale des élèves.
- **Former les professeurs principaux à leur rôle de référents** auprès des familles, élèves et directions.
- **Anticiper les violences et discriminations liées au genre :** toilettes séparées, lutte contre les stéréotypes et le harcèlement, actions de sensibilisation et internats pour filles.

RECOMMANDATIONS

Synthèse des recommandations principales :

- **Appuyer davantage les ménages les plus défavorisés.**
- **Considérer le niveau de revenu des ménages** et leur capacité à payer dans l'identification des politiques, des programmes et des projets à mettre en œuvre.
- **Mettre en place un organe/comité interministériel** pour des mesures spécifiques multisectorielles et efficaces.
- **Mettre en place un système d'écoute et de conseils aux familles** au niveau des écoles pour envisager d'autres solutions à la déscolarisation.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Un atelier de restitution nationale a été tenu auprès de représentants du MEN en décembre 2023 qui ont félicité les résultats.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Publication dans le cadre du séminaire « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école/collège* » en février 2024 à Yaoundé (Cameroun), pour clôturer la session en identifiant des pistes pour surmonter les obstacles liés à la transition.

Consulter le lien | Lire le document | Visionner la vidéo

Note d'orientation :

Lire la note

Thème 6

APPEL 2 Transition école-collège

TRANSITION ÉCOLE-COLLÈGE ET FACTEURS SOCIO-ÉDUCATIFS

APPRENDRE

Les freins et les leviers de la transition école-collège : contribuer à la réalisation d'une éducation de base obligatoire au Burkina Faso

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION/PARCOURS | GENRE | INÉGALITÉS / JUSTICE SOCIALE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Identification de leviers et obstacles à la transition école- collège, en identifiant l'influence du pilotage et de la disponibilité des ressources sur les performances du système et sur le recours au privé ;
- Recommandations opérationnelles pour le système, incluant la nécessité d'un pilotage renforcé, d'une planification et de ressources adaptées pour garantir la mise en œuvre de l'obligation scolaire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso

Budget alloué : 54 532 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Jean-Claude BATIONO, Professeur, enseignant-chercheur à l'École Normale Supérieure à l'Université Norbert ZONGO/Koudougou, Burkina-Faso
- **Nom du référent scientifique :** Micheline Joanne DURAND

- **Établissements partenaires : Burkina Faso :**
  - Laboratoire Interdisciplinaire de Didactique des Disciplines (LABIDID)
  - École Normale Supérieure à l'Université Norbert ZONGO/Koudougou
  - CNRST (Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique du Burkina Faso)
  - Université Joseph Ki-Zerbo
  - Ministère de l'Education (MENAPLN)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif de cette recherche est d'analyser les freins et les leviers qui influencent la transition entre l'école primaire et le collège au Burkina Faso, en identifiant les variables déterminantes de ce passage. Elle vise ainsi à formuler des stratégies susceptibles de contribuer à la mise en œuvre effective de la scolarisation obligatoire, en répondant à une préoccupation à la fois sociale et scientifique.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Burkina Faso, malgré des taux d'accès à l'école primaire jugés satisfaisants (104,8 %), les indicateurs de passage au post-primaire révèlent d'importantes fragilités : seuls 63 % des élèves achèvent le primaire, et à peine 49,9 % accèdent à la 6e, avec un taux net d'admission de seulement 26,2 %. Ces chiffres traduisent une transition difficile entre le CM2 et la 6e, marquée par une rupture à la fois géographique, affective et pédagogique pour les élèves.

Les difficultés sont multiples : faiblesse des acquis scolaires en français et mathématiques, inadéquation des structures éducatives entre cycles, et changement de référentiels et d'environnements d'apprentissage. Ce moment de passage – central dans le parcours de l'élève – constitue ainsi un point de vulnérabilité majeur.

La loi d'orientation de l'éducation (n° 013-2007/AN) consacre pourtant une éducation de base obligatoire de 6 à 16 ans, couvrant le primaire et le post-primaire. Mais en pratique, la transition entre ces deux cycles reste une zone de rupture insuffisamment maîtrisée, qui compromet l'objectif de sc olarisation universelle.

Dans ce contexte, cette recherche vise à identifier les freins et les leviers de la transition école-collège, en analysant les variables qui la déterminent, afin de formuler des stratégies opérationnelles pour améliorer l'équité et l'efficacité du système éducatif burkinabè.

Problématique et questions posées

Comment agissent les déterminants des performances du système éducatif et ceux de l'environnement scolaire comme freins de la transition école-collège ou comme leviers d'action susceptibles de contribuer à la réalisation du continuum éducatif dans la scolarité obligatoire au Burkina Faso ?

Pour répondre à cette question principale, l'équipe a formulé 4 questions secondaires :

- **Question secondaire 1** : quels déterminants d'ordre pédagogique et didactique agissent comme freins ou comme leviers de la transition école-collège au Burkina Faso ?
- **Question secondaire 2 :** quels sont les effets de l'environnement scolaire sur les parcours des élèves et en particulier sur l'admission et le maintien au post-primaire ?
- **Question secondaire 3 :** quels sont les effets du pilotage et de la disponibilité des ressources sur les performances du système en matière de transition école-collège ?
- **Question secondaire 4 :** quels sont les éléments majeurs d'une stratégie efficace d'amélioration de la transition école-collège et du maintien des élèves au post-primaire ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classess
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Analyse comparative

Composition de l'équipe de recherche

Coordonnée par Jean Claude BATIONO, Professeur, enseignant-chercheur à l'École Normale Supérieure à l'Université Norbert ZONGO/Koudougou, Burkina-Faso, l'équipe mobilisée pour cette recherche regroupe des enseignants-chercheurs, maîtres-assistants et doctorants de l'Université Norbert Zongo, ainsi que des maîtres-assistants de l'Institut des Sciences de l'Université Joseph Ki-Zerbo. Deux chercheurs du CNRST y participent également, aux côtés de trois représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales (MENAPLN).

Cette composition pluridisciplinaire et interinstitutionnelle traduit une volonté de croiser les expertises académiques et les expériences de terrain, en associant étroitement les acteurs institutionnels à la dynamique de recherche. Elle s'inscrit dans le cadre plus large du projet de renforcement du continuum de l'éducation de base et de la formation des personnels éducatifs, porté par l'ENS de l'Université Norbert Zongo.

Méthodologie employée

La recherche a combiné données quantitatives et qualitatives dans une démarche participative favorisant la collaboration entre chercheurs et praticiens, afin d'éclairer l'action publique à partir des réalités de terrain. Elle s'est d'abord attachée à analyser le contexte, la problématique et les références théoriques sur la transition école-collège (au Burkina Faso et à l'échelle internationale), puis à étudier les réalités de la transition CM2–6e au Burkina Faso en les confrontant à la littérature existante. Différents outils ont été mobilisés : analyse documentaire (rapports et annuaires statistiques), enquêtes par questionnaires auprès des enseignants et encadreurs, observations de classes de CM2 et de 6e, entretiens et focus groups avec responsables administratifs et acteurs éducatifs. Les données recueillies ont fait l'objet d'analyses croisées, quantitatives et qualitatives, permettant de confronter hypothèses et pratiques observées

Population cible et échantillon

L'étude a été conduite dans six régions administratives (Centre-Ouagadougou ; Centre-Ouest (Koudougou et Réo) ; Hauts-Bassins (Bobo-Dioulasso et Orodara) ; Sud-Ouest (Gaoua et Diébougou) ; Nord (Ouahigouya et Yako) ; et Est (Fada N'Gourma et Pama), choisies pour leur accessibilité géographique, leur situation sécuritaire stable, leur taux de transition ainsi que leur implication dans l'expérimentation de la réforme curriculaire depuis la rentrée 2019. La population cible inclut les élèves et enseignants de CM2 et de 6ème, les parents d'élèves, les directeurs d'écoles primaires et les chefs d'établissements secondaires.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

La situation sécuritaire a restreint l'enquête aux centres urbains et villages accessibles. La mobilisation des acteurs a été limitée, notamment en période d'examens, empêchant la tenue de plusieurs focus groupes. Enfin, seules les données les plus pertinentes ont été exploitées, réduisant la richesse de l'analyse globale.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude a mis en avant les freins/ les variables les plus fréquemment associées aux facteurs de risques scolaires au Burkina Faso :

Des obstacles structurels et institutionnels :

- Absence d'initiatives institutionnalisées pour faciliter la transition : absence de dispositifs formels d'articulation et de concertation entre le CM2 et la 6e, manque de formation spécifique des enseignants, manque d'accompagnement des élèves lors de l'entrée en 6e, faiblesse des capacités d'accueil (salles de classe, mobilier) et surcharge des effectifs qui justifie le maintien d'un concours d'entrée en 6e.
- Manque de pilotage au niveau déconcentré

Des obstacles pédagogiques :

- Faibles niveaux d'acquisition en français et mathématiques à la fin du primaire.
- Discontinuité des pratiques et difficultés d'adaptation des élèves à la pédagogie du collège.

Des obstacles sociaux et territoriaux :

- Les élèves des zones rurales, plus exposées à la pauvreté et plus éloignés des établissements, sont plus vulnérables.
- Rétention plus difficile pour les filles, bien qu'elles soient plus nombreuses à accéder au collège.

Mais elle a également identifié des facteurs facilitateurs :

- Efforts du gouvernement sur les plans budgétaire et infrastructurels, existence d'une réforme curriculaire amorcée depuis 2019-2020, qui favorise une meilleure articulation des contenus ;
- Implication de certains enseignants dans des pratiques d'accompagnement (remédiation, tutorat, suivi personnalisé).
- Motivation intrinsèque des élèves et implication des parents, bien que très inégale selon les contextes.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche met en évidence les discontinuités à la fois pédagogiques, institutionnelles et territoriales qui caractérisent la transition entre l'école primaire et le collège au Burkina Faso, alors que ce passage devrait s'inscrire dans un continuum cohérent au sein de l'éducation de base obligatoire.

Plus innovant, elle montre que le pilotage du système éducatif — notamment en termes de coordination inter-niveaux, de gestion prévisionnelle des ressources et d'analyse et exploitation des données disponibles pour guider les décisions — **joue un rôle central mais encore sous-exploité** dans la réussite de la transition école-collège. Une amélioration dans ce domaine pourrait avoir un impact structurel fort sur la scolarisation obligatoire au Burkina Faso.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES ET THÉORIQUES

- Tout en clarifiant le concept de transition, et son caractère pluridimensionnel, l'étude identifie plusieurs variables déterminantes de la transition, confortées par les acteurs du terrain. En éclairant les discontinuités structurelles et pédagogiques entre le primaire et le post-primaire, cette recherche contribue à enrichir la réflexion scientifique sur les facteurs de rupture dans les parcours éducatifs au Burkina Faso.

POLITIQUES

- La recherche souligne la nécessité d'un pilotage renforcé et cohérent de la transition et appelle à des **mécanismes de coordination plus efficaces entre le primaire et le post-primaire,** notamment la mise en place de dispositifs formels d'articulation, une meilleure articulation des programmes et évaluations... les besoins suivants ont également été identifiés :
- Nécessité d'une **meilleure planification et de l'allocation de ressources suffisantes pour garantir le continuum éducatif** et éviter que les familles n'aillent dans le privé ;
- **Importance des données pour le pilotage :** le rapport insiste aussi sur l'importance des statistiques scolaires dans les prises de décision (via la DGESS) pour anticiper les besoins en infrastructure, en enseignants ou en accompagnement pédagogique. Besoin d'intégrer des indicateurs spécifiques de transition école-collège pour mieux piloter la transition.
- **Nécessité de politiques ciblées par territoire :** le rapport plaide pour des politiques différenciées, tenant compte des contextes locaux et des écarts d'infrastructure, de ressources humaines et de suivi.

RECOMMANDATIONS

La recherche propose des recommandations aux acteurs du système éducatif en général et au MENAPLN visant à :

Renforcer la préparation des élèves à la transition

Sensibiliser et former les enseignants de CM2, développer des activités de liaison entre primaire et collège, impliquer les parents

Améliorer l'accueil et l'intégration en 6e

Clarifier les rôles et responsabilités des enseignants de 6e dans l'accompagnement, prévoir des dispositifs spécifiques, espaces de concertation et l'environnement scolaire

Améliorer les politiques éducatives

Formation des encadreurs, intégrer la problématique de la transition dans les curricula de formation initiale et continue des enseignants...

Améliorer le pilotage éducatif au niveau local

S'appuyer sur les données disponibles, mieux planifier et allouer les ressources pour assurer le continuum

Améliorer les pratiques pédagogiques

Instaurer des seuils de compétences à atteindre par cycles ou niveau avant tout passage, développer une politique de remédiation par cycle, revoir l'évaluation.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats de la recherche ont été présentés à divers acteurs du MENAPLN et de la communauté éducative lors d'un atelier qui a rassemblé une cinquantaine de personnes qui ont validé le document présenté. La recherche devait donner lieu à une conférence pédagogique annuelle au MENAPLN mais le document ne renseigne pas sur sa tenue.

Des communications étaient également prévues lors des Journées de Didactique des Disciplines du LABIDID (JDD). Des recherches plus affinées sur la question devraient se poursuivre au LABIDID dans le cadre des travaux des mémoires de master et des thèses de doctorat en Sciences de l'Éducation.

Par ailleurs, les résultats ont été présentés et discutés lors du séminaire « Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école/collège » en février 2024 à Yaoundé (Cameroun), lorsqu'a été abordée la thématique sur le continuum éducatif.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Une note d'orientation :

Lire la note

Publications :

- La recherche a donné lieu à la publication d'un article dans la Revue Interdisciplinaire en Sciences de l'éducation :

J.-C. BATIONO et I. KIEMDÉ, « L'obligation scolaire et la transition école-collège au Burkina Faso : difficultés et suggestions d'amélioration des performances des élèves », RISE, vol. 1, n° 1, p. 17–32, mars 2023.

Lire l'article

- Plusieurs publications sur le site de l'AUF :

Consulter le lien **Lire l'article** **Visionner la vidéo**

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 3

APPEL 2 Transition école-collège

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Transition primaire-collège au Bénin, Maroc et Tunisie. État des lieux, comparaison et perspectives de l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre.

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | PROGRAMMES SCOLAIRES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des recommandations pour la formation des enseignants et pour les transformations curriculaires qui n'impliquent de ruptures avec l'existant.
- Repenser l'enseignement de l'algèbre dans une logique de continuité entre le primaire et le collège (repenser la structure curriculaire).
- Conception d'un modèle praxéologique de référence de la pensée algébrique (par adaptation d'un modèle existant)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Bénin, Maroc et Tunisie — **Budget alloué : 102 984 euros**

Porteur de projet et coordonnateur :
NAJAR Ridha - Professeur-chercheur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). Québec. Canada

Nom du référent scientifique :
DOS REIS ASSUDE Teresa – (France), équipe ADEF-AMU Denise Orange Ravachol,
Référente scientifique APPRENDRE-AUF

Établissements partenaires :

Canada :
- Université de Sherbrooke. Québec.

Tunisie :
- Faculté des sciences de Bizerte. Université de Carthage.
- Ministère de l'Education

Maroc :
- Centre Régional des métiers de l'éducation et de la formation, Casablanca- Settat.
- Centre Régional des métiers de l'éducation et de la formation, Rabat.
- Académie régionale de l'éducation et de la formation - Rabat.
- Académie régionale de l'éducation et de la formation- Casablanca.

Bénin :
- Institut de Mathématiques et de Sciences Physiques Université d'Abomey-Calavy.
- Institut National d'Ingénierie de Formation et renforcement de Capacité des Formateurs. Université d'Abomey-Calavy.
- Direction de l'Inspection Pédagogique et de l'Innovation.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Cette recherche s'intéresse à la transition primaire-collège dans trois pays (Bénin-Maroc-Tunisie) du point de vue de l'enseignement des mathématiques, et plus particulièrement l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre. L'objectif principal est d'analyser les conditions dans lesquelles la transition entre l'enseignement de l'arithmétique et celui de l'algèbre s'opère à la charnière entre la dernière classe du primaire (6e) et la première classe de l'enseignement secondaire (7e), dans trois pays : le Bénin, le Maroc et la Tunisie. Il s'agit de documenter et d'analyser comment les curricula et manuels scolaires favorisent le développement de la pensée algébrique, quels raisonnements les élèves mobilisent dans des tâches de comparaison et de généralisation, et quelles sont les représentations et pratiques déclarées des enseignants concernant cette transition.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

La transition entre l'enseignement primaire et le collège constitue une phase critique du parcours scolaire, souvent marquée par des ruptures dans les approches pédagogiques et les contenus. En mathématiques, cette transition est particulièrement délicate car elle implique un basculement progressif du raisonnement arithmétique vers le raisonnement algébrique. Ce projet de recherche se focalise sur l'étude de cette transition arithmétique–algèbre au moment du passage de la 6e année du primaire à la 1ère année du collège en Tunisie, au Maroc et au Bénin. Il s'agit d'un moment charnière où de nombreux élèves rencontrent des difficultés durables qui compromettent la consolidation des acquis mathématiques et leur réussite dans le secondaire.

Problématique et questions posées

La problématique centrale de cette recherche porte sur **la transition curriculaire et cognitive entre l'arithmétique et l'algèbre lors du passage du primaire au collège,** une étape souvent marquée par des ruptures dans les contenus, les modes de pensée et les pratiques pédagogiques. Cette transition, mal préparée ou peu articulée, peut constituer un frein important à l'apprentissage de l'algèbre, en particulier dans les systèmes éducatifs des pays francophones d'Afrique du Nord et de l'Ouest.

Partant de l'hypothèse que le développement progressif de la pensée algébrique dès le primaire peut faciliter cette transition, la recherche cherche à identifier dans quelle mesure les curricula, les manuels (de la dernière année du primaire et de la 1ère année de collège), les élèves et les enseignants participent ou non à cette construction

Questions de recherche :

1) Quels sont les activités présentes dans les manuels qui favorisent le développement de la pensée algébrique chez les élèves ? Quel est leur potentiel algébrique ? Comment la transition arithmétique/algèbre se caractérise-t-elle du point de vue de la représentativité de ces activités ?

2) Comment se caractérisent les raisonnements mobilisés par les élèves dans la résolution des problèmes de comparaison et de généralisation, et quelles sont leurs prédispositions à développer un raisonnement algébrique dans la résolution de tels problèmes ?

3) Les enseignants disposent-ils des connaissances essentielles pour développer la pensée algébrique des élèves ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse comparative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe internationale de 21 personnes réunissant des chercheurs expérimentés en didactique des mathématiques, des formateurs, des doctorants, ainsi que des acteurs du terrain éducatif des trois pays, sous la coordination de NAJAR Ridha, Professeur-chercheur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) (Canada).

L'équipe canadienne a assuré le rôle d'expert scientifique du projet, en collaboration étroite avec les coordonnateurs des équipes nationales dans chacun des trois pays. Ces derniers ont encadré des équipes nationales impliquant à la fois des chercheurs (professeurs-chercheurs, maîtres-assistants d'université, doctorants) et des praticiens issus des ministères de l'éducation aux niveaux central et déconcentré (inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, enseignants du primaire et du secondaire, formateurs).

Méthodologie employée

La recherche a suivi une démarche progressive, combinant analyse documentaire, enquêtes de terrain et travail collaboratif entre les équipes nationales du Bénin, du Maroc, de la Tunisie et les partenaires scientifiques.

Un modèle praxéologique de référence de la pensée algébrique a été élaboré à partir de trois cadres théoriques :

- **le courant Early Algebra** (introduction précoce de la pensée algébrique),
- **la Théorie Anthropologique du Didactique** (analyse des tâches dans programmes et manuels),
- **les travaux de Robert et Rogalski** (articulation ergonomie et didactique des pratiques enseignantes).

Des outils communs (grilles, questionnaires, canevas d'analyse) **ont été conçus, harmonisés et appropriés grâce à des formations.** Il s'agit de :

- L'analyse des textes officiels, programmes et manuels de fin de primaire et début de collège ;
- Des enquêtes auprès des élèves (raisonnements mobilisés dans des tâches de comparaison et de généralisation) ;
- Des enquêtes auprès des enseignants (pratiques, représentations, connaissances) ;
- Une analyse conjointe et comparative des données, intégrant spécificités nationales.

La méthodologie a combiné une approche quantitative (codages, fréquences, statistiques descriptives) et une approche qualitative (traces écrites, stratégies de résolution, interprétations contextualisées), garantissant la fiabilité et la comparabilité des résultats, tout en consolidant une culture commune de recherche au service des politiques éducatives.

Population cible et échantillon

Dans chaque pays, une attention a été portée à la diversité géographique, au niveau scolaire et à l'engagement des établissements. Le nombre total d'élèves enquêtés s'élève à environ 462. Au Bénin, 179 élèves ont été enquêtés (primaire et collège) dans 8 établissements scolaires (3 primaires et 5 collèges) (Annexe 29). Au Maroc, 144 élèves enquêtés (répartition équitable entre le primaire et le collège), dans 6 établissements (3 écoles primaires, 3 collèges) (Annexe 30). En Tunisie, ce sont 139 élèves de 6 établissements qui ont été ciblés (Annexe 28).

221 enseignants ont contribué à l'enquête : 30 au Bénin, dans les établissements où les élèves ont été interrogés, 108 au Maroc, dans plusieurs AREF et 83 en Tunisie, issus de 7 gouvernorats.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

- La coordination entre les pays s'est révélée complexe, en raison de délais de réponse variables, de rythmes administratifs différents et d'une collaboration essentiellement à distance.
- Les différences de curricula, de langues ou de contextes culturels entre les pays ont conduit à des ajustements du modèle de référence et ont complexifié l'interprétation des productions d'élèves
- L'analyse des pratiques enseignantes repose sur des données déclaratives (questionnaires), faute d'observations en classe à cause des contraintes sanitaires (COVID-19) et du temps imparti.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

- **Curricula et manuels : une entrée en algèbre centrée sur le calcul**
  Dans les trois pays, la transition primaire-collège reste dominée par des tâches de calcul, avec une place très limitée accordée à la généralisation et à la modélisation. Le potentiel algébrique des tâches est souvent faible, en particulier au Bénin et au Maroc, ce qui freine le développement d'une pensée algébrique structurée.

  Apport majeur : le projet fournit, pour la première fois, une analyse comparative de cette transition dans les curricula, mettant en évidence l'absence d'une progression explicite vers l'algèbre.

- **Raisonnements des élèves : un potentiel peu exploité**
  Les élèves montrent dès le primaire des capacités à généraliser et à raisonner analytiquement, mais ces compétences sont rarement sollicitées par l'enseignement. Les progrès observés relèvent davantage de stratégies personnelles que d'un accompagnement structuré. Ce décalage révèle un potentiel cognitif sous-exploité, qui pourrait être mieux mobilisé par des tâches adaptées et un encadrement ciblé.

- **Pratiques enseignantes : une insuffisamment activé**
  Les enseignants, surtout au collège, valorisent le calcul réfléchi, mais ont une compréhension limitée de la pensée algébrique et de ses enjeux. Peu formés à identifier les tâches à fort potentiel, ils peinent à créer des conditions d'apprentissage propices à son développement. Cela souligne l'importance de renforcer la formation didactique, pour faire de l'algèbre une forme de raisonnement à construire, et non un simple contenu symbolique à transmettre.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Ce projet a permis, pour la première fois, de documenter comment la pensée algébrique est abordée dans les curricula, les pratiques enseignantes et les apprentissages des élèves dans les trois pays. Il met en évidence un déséquilibre: la transition vers l'algèbre reste centrée sur le calcul littéral, sans construction progressive du raisonnement algébrique.

Pourtant, les conditions sont réunies pour amorcer un changement :

- **Les élèves montrent, dès le primaire, des capacités de généralisation et de raisonnement mobilisables ;**
- **Les enseignants manifestent un intérêt pour des pratiques plus réflexives, mais manquent de formation pour exploiter pleinement ce potentiel.**

Ces constats appellent à concevoir l'algèbre comme une trajectoire de pensée continue, à initier dès les premières années du primaire à travers des tâches variées et structurées. Ce projet a contribué à enrichir les connaissances sur les réalités des systèmes éducatifs des pays concernés et a ouvert des pistes pour de nouvelles recherches sur les effets de dispositifs de formation et l'algébrisation précoce des apprentissages.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche contribue à renforcer la connaissance des systèmes d'enseignement des mathématiques de ces trois pays.
- Conception d'un modèle praxéologique de référence (le MPRPA) qui permet d'analyser la nature, la fréquence et le potentiel algébrique des tâches présentes dans les manuels scolaires.
- Elle met en lumière la nécessité de penser l'algébrisation comme un processus long, débutant bien avant l'introduction formelle de la lettre.

MÉTHODOLOGIQUES

- Constitution de grilles d'analyse permettant des comparaisons curriculaires, des comparaisons de raisonnements des élèves et de pratiques .
- Dispositif d'analyse reproductible dans d'autres contextes.

POLITIQUES

- Propose des changements curriculaires pertinents qui peuvent utilement être pris en compte par les sphères de décision d'un pays, en vue de la formation des enseignants et des apprentissages visés des élèves : intégrer les enjeux de modélisation, de généralisation et de raisonnement structurel dans la formation initiale et continue ; faire évoluer les manuels et les évaluations pour promouvoir des tâches et des pratiques qui favorisent la pensée mathématique plutôt que le seul calcul.

RECOMMANDATIONS

Plusieurs perspectives peuvent être envisagées en s'appuyant sur les résultats de ce projet et notamment :

- **Développer des recherches sur les pratiques réelles des enseignants,** d'observer et analyser ce qui se fait, et de proposer un travail collaboratif chercheurs-enseignants pour développer la pensée algébrique dès l'école primaire ;
- **Renforcer la formation des enseignants** pour qu'ils puissent reconnaître et accompagner la pensée algébrique émergente ;
- **Repenser les curricula et manuels autour de progressions cohérentes entre pensée arithmétique et algébrique ;**
- **Orienter les politiques éducatives vers des réformes intégrant différentes formes de raisonnement mathématique de manière articulée et continue.**

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Dans les trois pays, les autorités éducatives ont été associées au projet dès sa conception, notamment par l'implication directe d'inspecteurs nationaux dans les équipes (ex. : inspection générale en Tunisie, inspection pédagogique au Bénin, inspection académique au Maroc).

Des échanges initiaux ont eu lieu avec les institutions nationales (rectorats, directions, ministères) pour présenter les objectifs et le cadre du projet, obtenir les autorisations nécessaires et assurer une information claire des parties prenantes. Bien que des rencontres de restitution aient été envisagées dans chaque pays pour présenter les résultats aux acteurs concernés et discuter des implications pédagogiques et curriculaires, il n'est pas fait mention de cette action.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- Note d'orientation :

Lire la note **Consulter le lien**

- Séminaire « *Accompagner le développement du cycle fondamental : l'enjeu de la transition école/collège* » en février 2024 à Yaoundé (Cameroun) :

Visionner la vidéo **Lire le document**

Publications : les travaux réalisés dans le cadre de ce projet ont fait l'objet de 2 publications dans des revues scientifiques internationales à comité de lecture et de 9 communications dans des conférences internationales :

-Ben Nejma, S., Abouhanifa, S., Oké, E., Najjar, R., Squalli, H., & Adihou, A. (2022). Transition primaire-collège au Bénin, Maroc et Tunisie : analyse du savoir à enseigner relatif au développement de la pensée algébrique dans les manuels de 6e année primaire. Revue Québécoise De Didactique Des Mathématiques, 59-95.

Consulter le lien

-Transition primaire-collège au Bénin, Maroc et Tunisie : Pour un état des lieux, comparaison et perspectives de l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre, ITM Web Conf. Volume 39, 2021

Consulter le lien

-Abouhanifa, S. et Squalli, H. (2022). Rapport institutionnel de l'activité modélisation relativement au développement de la pensée algébrique dans la transition primaire/collège au Maroc. Actes du colloque ADIMA3, GT2 du 15 au 20 Août 2022 à Hammamet Tunisie, p128-139.

-Abouhanifa, S. et al. (2023). Raisonnements des élèves dans la résolution de problèmes algébriques à la transition primaire/collège au Maroc. Actes du colloque EMF22, GT2 du 12 au 16 Décembre 2022 à Cotonou, Bénin

Consulter le lien

- En cours ADIMA 4 2024, « *Étude des prédispositions des enseignants de mathématiques du collège pour soutenir les élèves dans la résolution de problèmes de comparaison* ».

Thème 3

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues – AUF/ELAN

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET PERFORMANCES DES ÉLÈVES

APPRENDRE

Amélioration de l'enseignement/apprentissage des mathématiques dans les écoles bilingues Moore/français et Fulfulde-Français au Burkina Faso

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | LANGUES / PLURILINGUISME

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Alimenter les réflexions du ministère pour la maîtrise des exigences liées au développement de l'enseignement bilingue

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso

Budget alloué : 14 876 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** DIALLO Issa – maître de recherche - BURKINA FASO
- **Nom du référent scientifique :** NEBOUT ARKHURST Patricia, NOYAU Colette - FRANCE
- **Établissements partenaires :** Institut des sciences des sociétés - Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif principal de la présente recherche est d'étudier l'appropriation et l'utilisation du français et du moore ainsi que du français et du fulfulde par les apprenants en rapport avec les mathématiques

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

L'enseignement/apprentissage dans les classes bilingues au Burkina Faso fait face à des difficultés qui trouvent leur justification, entre autres, dans le fait que le français n'est pas maîtrisé par de nombreux apprenants. Dans le but de rendre plus efficient son système éducatif, depuis 1994, le Burkina Faso a intégré ses langues nationales comme médiums et matières d'enseignement auprès du français durant les trois premières années des écoles bilingues. En 2020-2021, on dénombre 278 écoles bilingues dont 270 écoles publiques, 8 privées confessionnelles (MENAPLN). Les mathématiques constituent l'une des matières clés enseignées. Malgré l'énergie et l'enthousiasme dont font montre les apprenants et leurs enseignants, les évaluations du PASEC révèlent que plus de 20% des élèves éprouvent de graves difficultés scolaires en fin de cinquième année, assimilable à une situation d'échec scolaire. Les difficultés demeurent, surtout en rapport à l'enseignement /apprentissage des mathématiques.

Problématique

La présente recherche vise à vérifier l'utilisation de la L1 comme passerelle pour la construction des savoirs en L2, constater la prise en compte de la spécificité de l'enseignement bilingue dans la préparation des séquences de classe, explorer les schémas interactionnels en classe bilingue et formuler des propositions de pistes d'amélioration pour les mathématiques en classe bilingue.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la coordination générale de Issa Diallo, maitre de recherche à l'ISS/CNRST, avec la collaboration de Oumar Lingani et Inoussa Guire, membres de l'ISS/CNRST ainsi que Namwinku Dabire de la Direction provinciale de l'Education préscolaire, primaire et non formelle du Kadiogo/ministère de l'Education nationale et de la Promotion des Langues nationales (MENAPLN).

Méthodologie employée

L'étude s'inscrit dans une perspective théorique socioconstructiviste (entre maître et élève une activité collaborative est nécessaire lors de l'enseignement-apprentissage des concepts scientifiques), avec un accent prononcé sur la question des interactions. Elle se base sur des observations de classes filmées dans les écoles bilingues alliant deux langues d'enseignement : le moore -langue la plus populaire du pays- et le français et le fulfulde – français. Le traitement des observables s'est fait sur la base de séquences filmées, de fiches de préparation des enseignants, de grilles d'observation, d'entretiens audios avec les enseignants, d'un questionnaire adressé aux inspecteurs et aux directeurs d'écoles. A travers ces différents outils, il s'agissait d'analyser les stratégies mises en place par l'enseignant pour atteindre ses objectifs (objectifs et compétences, démarche, contenus, attitude et rôle du maître, attitude des apprenants). Les films ont été retranscrits via l'outil CHILDES (Child Language Data Exchange System) permettant de coder et sélectionner des requêtes, ce qui facilite le repérage et l'analyse.

Population cible et échantillon

L'étude a ciblé l'école de Samandin « B » à Ouagadougou et l'école de Saho (Boni, province du Tuy) située à 263km de la capitale. Un ensemble de 20 films de séquences de classe ont été analysés.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'équipe a rencontré des difficultés en lien avec les crises sanitaire et sécuritaire qui ont retardé la collecte de données et l'accès aux zones de collecte (école de Saho). L'équipe a été confronté également aux demandes des enseignants (partage des résultats, perdiems, diffusion des films). Le temps a manqué pour analyser les aspects didactiques. En outre, les limites se situent au niveau du petit nombre d'apprenants et d'enseignants observés qui ne permet pas de généraliser les résultats à l'ensemble acteurs.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude présente les analyses de séquences de classe en géométrie et système métrique, d'arithmétique et de résolutions de problèmes.

Les pratiques pédagogiques et l'alternance linguistique utilisées par les enseignants pour enseigner montrent une asymétrie des échanges, la rareté des interactions entre les apprenants et l'enseignant, la parole étant monopolisée par ce dernier.

La manière dont les apprenants usent du langage mathématique laisse constater des apprenants en difficulté avec les termes mathématiques institutionnels en L1 qui pour la plupart ne font pas partie de leur lexique courant.

Les pratiques sociales de référence ne sont pas prises en compte lors des apprentissages.

Au cours des séquences d'arithmétique, les enseignants se focalisent sur le déchiffrage au détriment des activités interpelant raisonnement, argumentation, reformulations.

D'autre part, sur la vingtaine de fiches de préparation analysées, la majorité des fiches ne permettent pas de percevoir de façon claire la distribution des langues de sorte à faciliter le transfert.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Cette recherche sur les pratiques enseignantes dans les écoles primaires bilingues du Burkina Faso a mis en exergue les difficultés liées à la pratique de l'enseignement bilingue.

L'étude souligne les **interactions didactiques et pédagogiques asymétriques et la rareté des échanges entre enseignants et élèves.** Ces interactions entre apprenants et entre apprenants et enseignants lors des séances ont révélé que ces opportunités stratégiques pour les acteurs ne sont pas toujours judicieusement utilisées.

Les enseignants relèvent **l'inexistence des mécanismes de co-encadrement** faute d'une formation adéquate des directeurs d'école pour apporter l'aide nécessaire au renforcement de leur pratique pédagogique.

La question des fiches de préparation et de formation des enseignants sont des enjeux importants pour la réussite des dispositifs.

La question du statut des langues est aussi un sujet de réflexion au niveau national avec la politique linguistique nationale récemment votée à l'Assemblée.

L'étude interpelle sur le contenu des manuels produits pour étayer la nouvelle démarche API (approche pédagogique intégratrice) peu adaptés à l'enseignement bilingue et justifiant en partie les difficultés constatées auprès des enseignants qui sont invités à appliquer une démarche pour laquelle ils n'ont reçu aucune formation.

Enfin, beaucoup d'enseignants souligne que l'âge des apprenants en première année (6 ans) ne leur permet pas de surmonter avec aisance les rudiments de la littératie mathématique.

En grande majorité, les analyses laissent apparaître des **incohérences entre les ambitions affichées par l'enseignement et les résultats atteints,** d'où la nécessité d'une évolution des pratiques d'enseignement.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette étude analyse des données pouvant impacter positivement l'enseignement/apprentissage des mathématiques dans les écoles primaires, principalement dans les écoles bilingues.

PRATIQUES

- Des propositions d'ordre didactique doivent encore être formulées par l'équipe de recherche ainsi que des modules de formation visant à renforcer les compétences pédagogiques des enseignants.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'observation des séquences de classes en mathématiques en enseignement bilingue permet de mettre l'accent sur les difficultés des enseignants, toutefois conduire cette recherche sur un échantillon plus représentatif serait nécessaire.

POLITIQUES

- l'Etat travaille sur la mise en place d'une stratégie de généralisation de l'éducation bilingue. Les résultats de l'étude viennent alimenter les réflexions du ministère pour la maîtrise des exigences liées au développement de l'enseignement bilingue.

RECOMMANDATIONS

Pour une meilleure appropriation et utilisation des langues dans les séances de mathématiques, l'équipe de recherche propose des solutions et recommandations basées sur leurs observations :

- La nécessité pour les enseignants **d'établir des passerelles entre la L1 de l'enfant et la L2 et inversement** ;
- Le besoin de **renforcer l'encadrement et la formation des enseignants** et de repenser le système pour améliorer les résultats et combler les lacunes dans leurs pratiques.
- **L'âge des enfants en première année est questionné** aussi bien en termes de recrutement que de curricula.
- L'analyse des fiches de préparation et l'observation de classes démontrent la diversité des pratiques enseignantes et **un défi d'harmonisation des pratiques autour de l'utilisation du nouveau curricula.**
- Enfin, il est recommandé de **définir un modèle de bilinguisme et d'harmoniser les démarches d'enseignement,** de réviser les curricula, les programmes de l'enseignement primaire bilingue et d'en élaborer pour les autres cycles.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport de recherche a été partagé avec le SG du MENAPLM et une restitution élargie a été organisée auprès du ministère et des acteurs et services concernés par l'enseignement bilingue.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du Programme APPRENDRE :

- Activités langagières communicatives et transposition dans un contexte scolaire bilingue fulfulde-français Actes du Séminaire « *Enseignements-apprentissages bilingues* » de restitution des résultats de recherche du Juin 2022 – Dakar (Sénégal)

Lire le document

- « *Amélioration de l'enseignement/apprentissage des mathématiques dans les écoles bilingues Moore/français et Fulfulde-Français au Burkina Faso* », Issa Diallo, Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

Thème 7

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues

ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE BI-PLURILINGUISME

APPRENDRE

Enseignements-apprentissages bi-plurilingue au Burundi

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | LANGUES / PLURILINGUISME | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PROGRAMMES SCOLAIRES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Mettre en place une politique du plurilinguisme en éducation au Burundi accompagnées d'actions concrètes

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burundi

Budget alloué : 14 154 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** NDAYIZEYE Judith, professeure - BURUNDI
- **Nom du référent scientifique :** Miled Mohamed - TUNISIE ; KOUAME Jean-Martial Koia - CÔTE D'IVOIRE
- **Établissements partenaires :** Université du Burundi / Institut de pédagogie appliquée

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif global de la recherche est de décrire la situation d'enseignement-apprentissage bi-plurilingue au Burundi en se focalisant sur les pratiques linguistiques de la classe de 5e année fondamental (primaire), une classe dans laquelle toutes les disciplines sont enseignées en français (sauf le kirundi, le kiswahili, l'anglais et l'entrepreneuriat).

De façon spécifique, il s'agit de vérifier si l'enseignement apprentissage est décloisonné ou cloisonné, d'identifier les défis liés au changement de langue d'enseignement-apprentissage et de proposer des suggestions d'enseignement du/en français.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Burundi a incorporé plusieurs langues dans le système éducatif depuis 2006. A côté de deux langues- le kirundi et le français- qui étaient enseignées à l'école primaire, le kiswahili et l'anglais sont intégrées dans le système scolaire.

Dès lors, le Burundi opère un changement qui va du bilinguisme au plurilinguisme au primaire. Durant l'année scolaire 1989-1990, le français est réintroduit en 1ère année, ce qui a réduit le nombre de séances de cours de la langue nationale (kirundi). Cette situation n'a pas encore changé à l'heure actuelle bien que le curriculum (2015) et les textes réglementaires, en l'occurrence le décret n° 100/078 du 22 mai 2019, accordent une place prépondérante à l'enseignement de la langue nationale.

Problématique

L'introduction de quatre langues à l'école fondamentale intervient au moment où plusieurs contraintes sont signalées dans le système scolaire burundais avec notamment des instituteurs qui, dans leur formation initiale, n'ont jamais appris toutes les langues en présence à l'école.

L'enseignement plurilingue intervient sans que des aménagements linguistiques scolaires aient eu lieu ce qui pèse sur l'enseignement-apprentissage (personnel non qualifié, apprenants et enseignants qui ne maîtrisent pas les langues d'apprentissage, matériel didactique insuffisant, pléthore d'élèves).

Cette recherche se focalise sur les pratiques linguistiques en 5e année du cycle 3 de l'école fondamentale. Il s'agit de se rendre compte des articulations en jeu pendant l'enseignement-apprentissage de deux langues (le kirundi, le français), d'identifier les atouts pratiques liés à l'enseignement bi-plurilingue, d'indiquer les faiblesses possibles d'un tel enseignement quant à l'efficience de l'apprentissage.

L'hypothèse est qu'un élève qui maîtrise sa langue maternelle améliore l'apprentissage d'une langue étrangère.

Dans cette recherche, le français est intéressant non seulement parce qu'il est langue étrangère mais aussi parce qu'il est le médium d'enseignement à partir du cycle 3 (5e année) de l'école fondamentale.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation de classes

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit sous la coordination générale Judith Ndayizeye et un groupe de 5 chercheurs intervenant à l'Institut de pédagogie appliquée, accompagné par quelques fonctionnaires du ministère de l'éducation.

Méthodologie employée

La recherche se fonde sur un état de l'art ainsi que sur le recueil des données de classe (entretiens semi-directifs, des observations des pratiques linguistiques en classe et l'analyse des discours). Il s'est agi de voir les articulations de l'enseignement de L1 et de L2 en milieu urbain et rural où les réalités d'enseignement et d'apprentissage sont différentes. Une leçon de français a été observée dans chaque classe de 5e année en se servant des outils mis en place. Après les observations des pratiques linguistiques, un entretien-semi directif avec l'enseignant a eu lieu.

Population cible et échantillon

La collecte de données a été effectuée dans les écoles fondamentales de Cankuzo - province rurale éloignée de la capitale économique Bujumbura ce qui suppose que l'apprentissage de la L2 par les apprenants ne connaît que l'influence de L1 ; et celles de Bujumbura – province urbaine où les réalités diffèrent car d'autres langues en l'occurrence le swahili sont plus présentes. Concrètement, l'observation a couvert 30 classes de 5e année et 30 enseignants ont participé à l'entretien.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'équipe a rencontré des difficultés à établir la revue de l'art et de la bibliographie car peu de recherches existent sur le plurilinguisme et l'absence d'outils standards pour l'observation des pratiques de classe plurilinguistiques qui ont été testés. Ces difficultés ont pu être mitigées grâce à l'appui des référents scientifiques.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La majorité des enseignants ayant participé à l'enquête disent pratiquer l'approche interactive dans les classes de français. Toutefois, le constat issu des observations des pratiques de classe est révélateur plutôt d'un enseignement centré sur la méthode traditionnelle qui consiste à transmettre les savoirs (exposé magistral). Elle est justifiée en raison de nombreuses limites rencontrées (effectifs pléthoriques - par exemple, la classe de 5e de Kanyosha II compte 144 élèves ; insuffisance de manuels d'élèves et/ou en état défectueux ; niveau bas des élèves en français ; peur chez les élèves de s'exprimer en français ; programme surchargé).

Toutes les personnes enquêtées convergent vers un point : le kirundi, langue première de tous les enquêtés, influe largement sur l'enseignement-apprentissage du français et des disciplines non linguistiques en général. Des alternances codiques ayant le kirundi comme langue de base sont perçus pendant les pratiques de classe par manque de maitrise du vocabulaire à utiliser. Les enseignants changent de langue d'enseignement lors des cours de français ce qui est en soi une anomalie puisque la langue d'enseignement-apprentissage devrait être exclusivement le français dans la classe de 5e année. Seule une infime minorité d'enseignants et d'apprenants est en mesure de s'exprimer en français sans devoir y incorporer des passages du kirundi ou changer carrément de langue.

A travers le discours des enseignants, il a été constaté que **certains voient dans l'enseignement-apprentissage bi-plurilingue comme une source de surcharge linguistique des apprenants.** Les enseignants trouvent également que l'enseignement apprentissage de 4 langues en 5e constitue une surcharge et confusion linguistiques pour les apprenants et une surcharge pour eux-mêmes. Enfin, en matière de langues, il est indiqué qu'aucune formation ne prépare les enseignants à enseigner quatre langues à l'école fondamentale. Les déclarations des enseignants révèlent qu'ils ne maîtrisent pas les langues qu'ils sont appelés à enseigner.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les pratiques de classes traduisent des lacunes en didactique du bi-plurilinguisme. L'enseignement-apprentissage du français nécessite une stratégie de recours plus ou moins obligé au kirundi. Les enseignants ont des difficultés en français et les représentations des enseignants par rapport à l'enseignement-apprentissage bi-plurilingue font état de représentations négatives de l'enseignement-apprentissage de quatre langues en 5e année. **Ils perçoivent le bi-plurilinguisme en classe comme un fardeau, une surcharge linguistique, une source de confusion linguistique, une source de non-maîtrise des langues, un péril pour le français et un obstacle pour l'enseignement.** A partir de ces représentations, il ressort la nécessité de **davantage outiller les enseignants** dans les formations initiales ou continues en vue de les doter d'outils didactiques spécifiques, ainsi que la nécessité de réduire les effectifs des classes.

L'enseignement des langues au Burundi se fait dans un contexte difficile et complexe. L'introduction de quatre langues dans l'enseignement-apprentissage a des répercussions négatives sur les compétences linguistiques des élèves. L'enseignement-apprentissage bi-plurilingue est vu comme péril pour le français, mais il est aussi perçu l'enseignement-apprentissage de plusieurs langues est un atout dans ce sens qu'il permet l'accès au savoir.

La formation initiale des enseignants ne les prépare pas à enseigner les quatre langues. De plus cet enseignement-apprentissage se fait avec du matériel et support didactiques insuffisant. Les enseignants soulignent le besoin de revoir le programme et les stratégies d'enseignement de français (enseigner certaines notions de la grammaire du français depuis la 4e année, multiplier les exercices, les leçons de lecture et de dramatisation). Le recours à la motivation extrinsèque aurait des effets positifs car la classe serait soumise à une compétition. En outre, ils suggèrent de doter les écoles des manuels et d'organiser des recyclages pour les enseignants en matière de méthodologie d'enseignement des langues et du français en particulier. Les enseignants et les parents doivent aussi collaborer pour une meilleure prise en charge des élèves en difficulté.

En grande majorité, les analyses laissent apparaître des **incohérences entre les ambitions affichées par l'enseignement et les résultats atteints,** d'où la nécessité d'une évolution des pratiques d'enseignement.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- L'étude fournit des données pouvant impacter l'enseignement/apprentissage plurilinguistique dans les écoles primaires du Burundi.

PRATIQUES

- Les enseignants interrogés proposent des stratégies en vue de relever les défis d'apprentissage. A l'issue de cette recherche, des modules pourraient être proposés pour améliorer les pratiques pédagogiques d'enseignement bi-plurilingue ainsi qu'expérimenter un dispositif bi-grammaire dans des écoles pilotes.

MÉTHODOLOGIQUES

- L'étude présente une revue de l'art et propose des outils d'observation de classes adaptés au contexte de l'enseignement plurilinguistique.

POLITIQUES

- La mise en place d'une politique du plurilinguisme en éducation au Burundi doit s'accompagner d'actions concrètes pour réviser les aménagements linguistiques, favoriser le renforcement des capacités et améliorer les contenus pour atteindre ses objectifs. Il s'agit aussi d'évaluer la conformité des programmes par rapport à la politique d'échelonnement des langues.

RECOMMANDATIONS

Les actions à entreprendre pour améliorer l'enseignement-apprentissage en bi-plurilinguisme engagent plusieurs partenaires. Les actions qui sont présentées sont regroupées en trois catégories :

Des actions envers les politiques éducatives

Le gouvernement est invité à mettre en place des formations continues pour les enseignants et organiser des recyclages trimestriels de renforcement des capacités sur les différentes méthodologies en expression orale et écrite en français. Il s'agit aussi de disponibiliser le matériel didactique, éviter la surcharge, revoir l'échelonnement de l'enseignement des quatre langues pour mettre fin à la surcharge des programmes et éviter la confusion observée. De plus, il est proposé de revoir la formation initiale, restaurer le système de double vacation, instaurer le système de parrainage des enseignants et augmenter les heures de français et le nombre de salles). En outre, il est suggéré de réviser les modalités de recrutement des enseignants. Enfin, les concepteurs de programmes sont invités à réintroduire dans les programmes de 2ème et 3ème années les activités de dramatisation, de transfert et de lecture et élaborer un programme incluant l'exploitation des images.

Les approches méthodologiques

doivent être renforcées avec du matériel didactique, l'organisation et le déroulement des leçons, renforcer la relation enseignant-élèves (permettre aux apprenants de s'exprimer en français dès le bas âge, lecture, composition etc.), la relation enseignant/responsable scolaire (être à l'écoute, encadrement, accompagnement de proximité), et renforcer la relation enseignant-langue d'enseignement-apprentissage (éviter d'utiliser d'autres langues dans le cours de français pour permettre sa maîtrise par les apprenants et réinstaurer l'obligation de parler français en classe)

Les usages langagiers en dehors de la classe

concernent les enseignants chargés d'organiser différentes activités parascolaires et d'encadrer les élèves (stimuler les élèves à participer à des concours en français, organiser des clubs de français, prévoir dans le programme des séances de dramatisation ; ainsi que les parents (participer aux initiatives de l'école, appui aux devoirs).

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport de recherche a été partagé lors d'une restitution nationale au niveau du ministère.
Des activités prioritaires à mener ont été relevées à court et moyen termes par le ministère.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

La recherche a été valorisée dans le cadre du Programme APPRENDRE :

- Enseignements-apprentissages bi-plurilingue au Burundi ; Actes du Séminaire « *Enseignements-apprentissages bilingues* » de restitution des résultats de recherche du Juin 2022 – Dakar (Sénégal) :

Lire le document

- « *Enseignements-apprentissages bi-plurilingue au Burundi* », Judith NDAYIZEYE, Chaine YouTube Programme APPRENDRE :

Visionner la vidéo

Publications :

- Le bi-plurilinguisme dans le contexte scolaire burundais. Cas de la 5e année fondamental ; Le français dans le monde ; Judith NDAYIZEYE

Consulter le lien

- Représentations d'enseignants de 5e sur l'enseignement-apprentissage bi-plurilingue au Burundi ; Revue de l'Université du Burundi. Série Sciences humaines et sociales ; Judith NDAYIZEYE

Consulter le lien

- Le statut du français dans le système éducatif Burundais. Analyse d'un facteur d'échec scolaire Revue Interdisciplinaire en Sciences de l'Éducation ; Judith NDAYIZEYE

Consulter le lien

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 7

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues

ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE BI-PLURILINGUISME

APPRENDRE

Etats des lieux sur l'éducation bilingue français/langues nationales au Togo, une recherche prospective pour un succès de l'enseignement bilingue langues africaines/français au cours primaire

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | LANGUES / PLURILINGUISME | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PROGRAMMES SCOLAIRES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- L'enseignement/apprentissage bi-plurilingue français/langues nationales exige une politique intégrée définissant clairement les profils de sortie, renforçant les curricula, généralisant et valorisant l'usage des langues nationales, tout en assurant la formation et la motivation des enseignants.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Togo

Budget alloué : 14 068 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** GANGUE Minlipe Martin, Enseignant-chercheur, Professeur titulaire - TOGO
- **Nom du référent scientifique :** GROUX Dominique - FRANCE ; KOUAME Jean-Martial Koia - CÔTE D'IVOIRE
- **Établissements partenaires :** Université de Lomé

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif global est de diagnostiquer l'enseignement bilingue français/langues nationales au Togo. Spécifiquement, le projet doit permettre de faire ressortir les handicaps à la réussite de l'expérience en cours relative à l'enseignement bilingue langues nationales/français au Togo et de proposer des approches de solutions structurantes et innovantes pour le succès de l'enseignement bilingue langues nationales/français.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Togo connaît un taux d'échec scolaire très élevé aussi bien au primaire qu'au secondaire. L'un des challenges majeurs est de trouver des solutions à ces échecs scolaires toujours croissants. Depuis 1975, le Togo a fait le choix d'une politique et aménagement linguistique qui consiste à promouvoir certaines de ses langues nationales par leur enseignement dans les écoles formelles. Cette politique linguistique est caractérisée par la cohabitation linguistique entre le français et les langues nationales aussi bien à l'école que dans les pratiques langagières (situations de communication courante). La question de l'efficacité et le succès de l'enseignement bi-plurilingue au Togo demeure toujours posée. En conséquence, il est opportun de mener une recherche sur l'enseignement bilingue français/ langues nationales au Togo afin de proposer des solutions innovantes.

Problématique

Ce projet de recherche analyse les causes de l'échec de l'enseignement bilingue français/éwé et français/kabiyè au Togo et explore des pistes pour un enseignement bi-plurilingue efficace au primaire. L'étude avance plusieurs hypothèses : les difficultés liées au passage de l'oralité à l'écriture, la diglossie, le manque de débouchés, des choix politiques inadaptés, l'insuffisance de moyens, les problèmes de variantes dialectales, la multiplicité des langues nationales et la faible motivation des acteurs.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe pluridisciplinaire, sous la coordination générale Minlipe Martin Gangue Enseignant-chercheur avec la collaboration de Danmigou Maleme assistant permanent à l'Enseignement et à la Recherche (APER), Lardja Lare, Inspecteur des enseignements primaire et secondaire et trois doctorants : Monkoule Kafiedeni, Yawovi Hor-Afemenusui et Kolani Dale.

Méthodologie employée

La méthodologie s'est axée sur deux sources. Une recherche documentaire a conduit à faire un point, le plus exhaustif possible, de la littérature sur l'enseignement bilingue langues nationales/français au Togo. La recherche de terrain s'est organisée sous forme d'une enquête en deux phases. Une pré-enquête a consisté en une mission nationale de prise de contact avec les directeurs régionaux de l'éducation en vue de préparer la collecte des données de terrain. Une enquête de terrain via une approche qualitative visait trois cibles : les parents d'élèves, les enseignants et les élèves, le tout soutenu par des observations de classes bilingues français/éwé et français/kabiyè. L'outil de traitement des données est le logiciel Sphinx plus.

Population cible et échantillon

Douze zones d'enquête ont été concernées, chacune correspondant à une langue nationale togolaise (anufo, balanka, éwé, ifè, ikposso, gangam, kabiyè, lamba, moba, nawdm, ncam et waci) – soit cinq régions pédagogiques (les régions des Savanes, de la Kara, Centrale, des Plateaux et Maritime) et 18 écoles d'enseignement primaire et préscolaire. A chacun des niveaux, deux informateurs par cible ont été interrogés (deux élèves par cycle et par établissement scolaire ont été enquêtés). Au total ce sont 45 parents d'élèves, 50 enseignants et 41 élèves du cours primaire qui ont été interrogés.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Aucune difficulté majeure n'a été rencontrée à l'exception d'un retard au démarrage dû à la situation pandémique au coronavirus

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'ensemble des enquêtés (parents d'élèves, élèves et enseignants) sont **favorables à l'introduction et à la promotion des langues nationales dans le système scolaire togolais**. Toutefois le manque de volonté politique et de moyens d'action (ouvrages adaptés, absence de formation des enseignants, etc.) constitue, selon les enquêtés, un handicap majeur dans la mise en œuvre d'un système d'enseignement bilingue de qualité.

Les analyses montrent une diversité d'opinions quant au choix de la langue d'enseignement. Si la majorité des enseignants ne sont pas favorables au choix de l'éwé et du kabyè comme seules langues nationales d'enseignement, la plupart des élèves ne souhaite pas apprendre une langue autre que leur langue maternelle. La majorité des parents d'élèves ne font pas d'objections quant au seul choix de l'éwé et du kabiyè comme langues d'enseignement.

Les différentes cibles enquêtées n'ont pas les mêmes motivations quant à l'utilisation des langues nationales à l'école. Certains enseignants estiment que la formation des enseignants reste un point fondamental pour le succès de l'enseignement/apprentissage bi-plurilingue au Togo. D'autres enseignants, parents d'élèves et élèves privilégient la création d'un environnement lettré en langues nationales par une volonté politique affirmée pour ce faire. D'autres encore pensent que l'existence des débouchés pour employer les diplômés en langues nationales pourrait motiver davantage les uns et les autres à apprendre les langues nationales.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Il est observé, un regard favorable et un regain d'intérêt des parents d'élèves, des élèves, et des enseignants quant au maintien de l'éwé et du kabiyè, à condition d'intégrer d'autres langues nationales dans le système éducatif formel togolais. Les résultats de l'étude et les propositions invitent à des approches de solutions structurantes et innovantes pour le succès de l'enseignement bilingue langues nationales/français au Togo.

Elles devraient contribuer à améliorer les taux de réussite scolaire au cycle primaire, et par conséquent, à la réduction sensible du taux d'échecs scolaires. La réussite de l'enseignement bilingue passe par l'instrumentation des langues nationales. Ceci devait contribuer à l'enrichissement de l'environnement lettré et à la confection du matériel didactique et pédagogique en langues nationales.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette étude fournit des informations sur les pratiques l'enseigne¬ment/apprentissage bi-plurilingue français/ langues nationales et les représentations des acteurs et partenaires de l'école sur celui-ci.

PRATIQUES

- L'étude établit un diagnostic de la pertinence de l'éducation bilingue français / langues nationales pour l'école togolaise. Les chercheurs du projet s'interrogent sur la qualité de ce type d'enseignement. Les résultats obtenus devraient contribuer à améliorer la mise en œuvre efficace de l'initiative ELAN au Togo

MÉTHODOLOGIQUES

- Les chercheurs du projet ont opéré des choix pertinents de techniques de recueil de données qui conviennent pour ce type de recherche.

POLITIQUES

- L'étude vise à contribuer à l'amélioration de l'enseignement bilingue français / langues nationales au Togo.

RECOMMANDATIONS

De cette étude, il ressort que pour être efficace, **toute initiative qui vise à améliorer la qualité de l'enseignement/apprentissage bi-plurilingue français/langues nationales au Togo devrait prendre en compte :**

- **la définition claire du profil de sortie attendu des élèves des classes bi-plurilingues,** assortie des possibilités d'employabilité en lien avec la maîtrise des langues nationales ;
- **l'amélioration et la vulgarisation des programmes d'enseignement/apprentissage des langues nationales et la création de centres de langues et d'alphabétisation ;**
- **la révision ou l'écriture des curricula** de formation bi-plurilingue au cours primaire ;
- **l'imposition de l'enseignement/apprentissage dans les LN dans toutes les écoles d'enseignement préscolaire et primaire du Togo ;**
- **la création des centres de formation de qualité** des enseignants à la pédagogie de l'enseignement bi-plurilingue langue officielle/langues nationales ;
- **le passage progressif de l'enseignement des LN comme discipline à l'enseignement des LN comme langue d'enseignement ;**
- **la mise en place d'une politique nationale d'incitation à la fonction enseignante** en général et particulièrement à l'enseignement des langues nationales.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

↘ PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport de recherche a été partagé lors d'un atelier organisé à Lomé en présence des acteurs du monde éducatifs togolais (représentant du cabinet du ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, directeurs régionaux de l'éducation, inspecteurs, APE, Enseignant, Programme ELAN, cabinet du présent de l'Université de Lomé, CNT/ETP, Académie).

↘ LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

◗ **La recherche a été valorisée dans le cadre du Programme APPRENDRE** :

- Etat des lieux sur l'éducation bilingue français/langues nationales au Togo : une recherche prospective pour le succès de l'enseignement bilingue langues africaines/français au cours primaire. Minlippe Martin Gangue et Alii. Actes du Séminaire « *Enseignements-apprentissages bilingues* » de restitution des résultats de recherche du Juin 2022 – Dakar (Sénégal)

Lire le document **Visionner la vidéo**

◗ **Article publié :**

- « *Introduction des langues nationales africaines à l'école moderne : quel(s) dispositif(s) pour la formation des instituteurs ?* » Observatoire européen du plurilinguisme-France, Collection Plurilinguisme, ISBN978-2-9537299-8-6, (sous presse).

◗ **Communication dans une conférence nationale**

- Pluralité des langues nationales en Afrique, handicap ou facteur de paix ? Une analyse de l'enseignement bilingue français/éwé et français/kabiyè au Togo ». 2e édition du colloque internationale dénommé «*Littérature et Paix*» organisé par le Laboratoire de Recherche en Langues, Littérature, Culture et Civilisation Anglophones de l'Université de Lomé (LaReLLiCCA), sous le thème : « *Langues, sociétés, droits humains et paix* », tenu les 24, 25, 26 février 2021 à l'Université de Lomé (Togo).

◗ **Communication dans un colloque**

- **Analyse de l'éducation bilingue français/langues nationales au Togo :** prolégomènes à une éducation inclusive pour le développement durable ; 18ème colloque de l'Association Française d'Education Comparée et d'Echanges (AFDECE), organisé par le Groupe de Recherche Garaian de l'Université du Pays Basque du 26 au 28 octobre 2021.

Thème 7

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues

ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE BI-PLURILINGUISME

APPRENDRE

Étude préparatoire pour la mise en place d'un enseignement bilingue en Centrafrique

POLITIQUES ÉDUCATIVES | LANGUES / PLURILINGUISME

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Contrairement à une idée reçue, les parents d'élève sont majoritairement favorables à un enseignement bi/plurilingue.
- Nécessité de procéder à des aménagements linguistiques pour un enseignement de la langue sängö au niveau élémentaire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : République de Centrafrique — **Budget alloué : 15 015 euros**

- **Porteur de projet et coordonnateur :** N'ZAPALI-TE-KOMONGO Gervais, docteur et maître de conférences
- **Nom du référent scientifique :** MARCHAND Jacques – France – membre du CS ; GOMBERT Jean Emile – France
- **Établissements partenaires :** Laboratoire Sociolinguistique et d'Enseignement Plurilingue (LASEP) de l'École Normale Supérieure, Université de Bangui

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif du projet est de relancer la discussion avec les différentes parties prenantes impliquées (parents d'élèves, autorités politiques et religieuses) pour réformer l'enseignement scolaire dans la **perspective de mettre en place un enseignement bi/plurilingue en Centrafrique afin de limiter l'échec ou l'abandon scolaire.**

Pour ce faire, le projet vise à décrire les représentations et pratiques du français et du sängö chez les acteurs du système éducatif centrafricain (enseignants, chercheurs, parents- d'élèves, administratifs, politique…) à partir de leurs discours épilinguistiques. Les objectifs spécifiques du projet sont d'interroger les acteurs du système sur ce qu'ils pensent de la cohabitation des langues sängö et française ; de rechercher les leviers qui permettront l'intégration de la langue sängö à l'école ; d'analyser les discours épilinguistiques des acteurs du système sur les représentations et pratiques du français et du sängö ; d'explorer les relations linguistiques qui existent entre le français et le sängö, considérées comme facteurs responsables de l'appropriation des deux langues (français et sängö) ; et d'envisager une vaste réflexion pédagogique dont le but est un enseignement bilingue (français et sängö) à l'école.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au lendemain des indépendances, l'UNESCO a émis un appel stipulant que les enfants avaient droit à être scolarisés dans leur langue première (1947), auquel la RCA a répondu favorablement. En Centrafrique il existe une pluralité de langues dont le français, langue officielle du pays et le sängö, langue dite « véhiculaire ». En effet, le sängö a été la langue choisie par les religieux pour diffuser les religions chrétiennes et toucher les populations sur place. Bien que les gouvernements successifs aient mis en place des lois et réformes visant à promouvoir la langue sängö, l'introduction d'un enseignement bi/plurilingue s'est jusqu'à présent soldée par des échecs.

Problématique

La langue sängö pourrait être un vecteur pour le relèvement du pays. Si la langue n'a pas encore joué ce rôle, cela serait davantage dû à une politique linguistique éducative mal pensée et mal conduite et à un manque de culture de suivi et évaluation au niveau national. Cette « étude préparatoire pour la mise en place d'un enseignement bilingue en Centrafrique » vient baliser un vaste projet de réforme d'intérêt national pour la Centrafrique consistant à jeter les bases d'une politique linguistique éducative adaptée dans la perspective d'une intégration du plurilinguisme à l'école centrafricaine en étudiant les obstacles, les freins et les leviers possibles.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par l'équipe transdisciplinaire de recherche du Laboratoire Sociolinguistique et d'Enseignement Plurilingue (LASEP) de l'Ecole Normale Supérieure, Université de Bangui sous la direction du Dr Gervais n'Zapali-Te Komongo en partenariat avec le projet ELAN. En RCA, aégalement participé Romain Sopio Coordonnateur Adjoint.

Méthodologie employée

La méthodologie suivie est la réalisation d'une revue documentaire, la mise en œuvre d'une enquête quantitative pour la collecte de données sociolinguistiques dans quelques grandes villes du pays, notamment Bangui, Mbaïki, Sibut et Bouar ; et la réalisation d'entretiens qualitatifs auprès de différents types d'acteurs (responsables politiques, religieux, syndicats de professeurs, parents d'élèves).

Population cible et échantillon

La population cible sont les parents d'élèves de 243 écoles de Bangui, Bouar, Sibut et Mbaïki. Au total, l'enquête vise d'interviewer 770 parents sur un total de 7776 (soit 10% des parents) qui représentent la population totale des parents des 243 établissements scolaires.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Les retards de paiement ont eu pour conséquences un décalage du calendrier de l'enquête la faisant démarrer au moment des vacances scolaires et en période de baccalauréat rendant difficile la mobilisation des enseignants et raccourcissant la durée de traitement des données. Des difficultés de coopération des parents d'élèves exigeant une rémunération pour la participation à l'enquête ont également été relevées ainsi qu'un budget sous-estimé avec des rubriques sous-financées et des dépenses non prévues.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les principales observations issues de l'enquête sont, par rapport au **français, que cette langue garde une dimension symbolique forte et reste un levier important d'ascension sociale alors même qu'elle est reconnue comme étant une source de difficultés dans l'apprentissage** des élèves.

Le sängö en revanche est perçu comme une langue d'échanges et peu de personnes ayant fait l'objet d'une enquête ne remettent en question son importance. Le sängö à l'écrit sert essentiellement à lire la Bible. Et enfin, le sängö est perçu comme un outil permettant de favoriser la compréhension des leçons par les élèves d'où le fait qu'une majorité de parents se déclare favorable à ce que l'enseignement se fasse aussi en langue sängö. L'enseignement bi/plurilingue serait donc plébiscité par les parents d'élèves.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Le sängö constitue un patrimoine immatériel auquel sont attachés tous les enquêtés. Un consensus auprès des parents d'élèves se dégage autour du sängö en ce qui concerne son intégration à l'école primaire en République Centrafricaine.

L'étude a également identifié des acteurs qu'il serait possible de mobiliser pour construire l'enseignement en sängö à l'école (ONG, institutions d'appui, entre autres).

La méthode d'apprentissage proposée est celle de la **« méthode syllabique ou synthétique »** qui aurait fait ses preuves. Les entretiens ont également dévoilé un processus de créolisation de la langue sängö en même temps qu'un faible niveau d'appropriation du français.

Les freins identifiés à la mise en place du sängö comme langue d'enseignement sont l'absence de supports, d'images, d'ouvrages etc. ne favorisant pas l'assimilation lors des leçons d'apprentissages de la langue, l'absence de curricula élaborés et validés sur le plan national et la formation des enseignants sur la didactique des langues dans le cadre du bilinguisme.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche éclaire les représentations (positives et négatives) des parents d'élèves dont les enfants sont confrontés à des difficultés liées à l'enseignement en langue française. Elle documente la manière dont les parents d'élèves perçoivent le rôle et la place des langues française et sängö dans l'enseignement. Elle a également mis en évidence le phénomène de créolisation de la langue sängö au contact du français aboutissant à un manque d'appropriation à la fois du français et du sängö.

PRATIQUES

- La recherche propose des pistes pour mieux accompagner le déploiement de la réforme visant à instaurer un enseignement bi/plurilingue.

MÉTHODOLOGIQUES

- Les résultats des enquêtes permettent d'illustrer le propos.

POLITIQUES

- L'identification des freins et des recommandations associées pour le déploiement d'un enseignement bi/plurilingue permet de nourrir les politiques publiques éducatives du pays.

RECOMMANDATIONS

Ce projet a mis en évidence la nécessité de procéder à **des aménagements linguistiques** nécessaires pour un enseignement de la langue sängö au niveau élémentaire (formalisation de règles orthographiques et grammaticales), à **l'élaboration des curricula axés sur une approche interculturelle des deux langues** d'enseignement et **les décliner sous forme de supports pédagogiques** (livres scolaires, leçons, littérature entre autres), à **la formation des enseignants à la fois en français et en sängö** comme langues d'enseignement et enfin à remporter l'adhésion populaire à travers la mise en place d'une campagne de sensibilisation à l'endroit de la population.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport ne mentionne pas d'éléments concernant cet aspect.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

APPRENDRE
AUF
MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité
AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 7

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues

RECHERCHE SUR LES PRATIQUES ENSEIGNANTES DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES BILINGUES AU BURKINA FASO

APPRENDRE

Recherche sur les pratiques enseignantes dans les écoles primaires bilingues au Burkina Faso

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | LANGUES / PLURILINGUISME | PÉDAGOGIES INNOVANTES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des résultats qui permettent de rénover les curricula et les politiques linguistiques éducatives.
- Des pistes pour renforcer le suivi institutionnel, les ressources dédiées et la formation au niveau national et régional pour une meilleure efficacité de l'enseignement bi-plurilingue.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso

Budget alloué : 14 012 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  Dr Bangré Yamba PITROIPA, Laboratoire de Linguistique (LABOLING), Université Norbert ZONGO (UNZ)
- **Nom du référent scientifique :**
  GROUX Dominique
  NOYAU Colette - FRANCE
- **Établissements partenaires :**
  Burkina Faso :
  - Université Norbert ZONGO
  - Ministère de l'Education (MENAPLN)
  - Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale (MFPTPS)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif général de cette recherche est d'interroger les pratiques enseignantes (pédagogiques, partenariales, managériales) dans les écoles primaires bilingues (français/dioula et français/mooré) du Burkina Faso, notamment dans les classes ayant mis en place le dispositif Elan, en vue de tirer des enseignements sur l'efficacité des enseignements/apprentissages. Cette nouvelle approche est en expérimentation dans le système éducatif burkinabé à côté du système classique d'enseignement dans lequel la langue française reste la principale langue d'enseignement au primaire, au secondaire et au supérieur.

De façon plus spécifique, la recherche vise à analyser en profondeur les dynamiques internes des écoles primaires bilingues au Burkina Faso (climat relationnel, gestion didactique des apprentissages dans un contexte de cohabitation linguistique, organisation pédagogique mise en place, dans les classes bilingues, formes de partenariats existants entre l'école, les familles et la communauté et modalités de management mis en place par les directeurs de ces écoles).

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis la réforme dite « de Damiba » lancée en 1979, le Burkina Faso expérimente l'éducation bilingue dans le système formel. Plusieurs modèles ont été testés, tels que les écoles satellites, les centres Banna Nuara, le programme MENA/SOLIDAR Suisse, l'initiative ELAN, ainsi que l'approche qualité développée par Enfants du Monde en partenariat avec le MENAPLN. En 2017, 252 écoles étaient déjà engagées dans cette expérimentation, avec pour principal objectif l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves, dans un contexte où les performances des élèves dans les disciplines fondamentales demeurent faibles. Le RESEN 2017 du Burkina Faso révèle que les élèves atteignent rarement la note de 50/100 en français et en mathématiques, avec une tendance à la baisse des résultats en progressant vers le CM2.

Des initiatives régionales comme ELAN (portée par l'IFEF et l'OIF) ont montré un impact positif de l'approche bi-plurilingue dans 7 des 8 pays concernés par ce programme, avec de meilleures performances des élèves dans les écoles pilotes comparées aux écoles témoins. Néanmoins, les pratiques enseignantes effectives dans les classes bilingues ont jusqu'ici fait l'objet de peu d'études approfondies. C'est précisément à cette lacune que souhaite répondre le présent projet de recherche, en documentant, analysant et caractérisant les pratiques pédagogiques observées dans les écoles bilingues, pour nourrir la réflexion sur le dispositif bilingue et éclairer les choix politiques et pédagogiques à venir.

Problématique

L'introduction de l'enseignement bilingue dans les écoles primaires du Burkina Faso vise à améliorer les performances scolaires en s'appuyant sur une meilleure maîtrise des langues d'enseignement. Mais **dans quelle mesure les pratiques pédagogiques, partenariales et managériales mises en œuvre par les enseignants et les directeurs d'écoles bilingues contribuent-elles à l'efficacité des enseignements-apprentissages ?**

Plusieurs questions spécifiques doivent adresser cette problématique centrale :

- Le climat relationnel instauré dans les classes bilingues est-il favorable aux apprentissages des élèves ?
- La gestion didactique et l'organisation pédagogique mises en place dans ces classes favorisent-elles des apprentissages efficaces ?
- Les pratiques partenariales et modalités de pilotage managérial, internes et externes aux écoles, constituent-elles des leviers favorisant l'efficacité des enseignements-apprentissages ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation de classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

L'équipe mobilisée pour cette recherche regroupe des enseignants-chercheurs issus du Laboratoire de Linguistique (LABOLING) de l'Université Norbert ZONGO, mais également des cadres et praticiens du MENAPLN et du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale (MFPTPS). Cette configuration vise à croiser les approches et à couvrir l'ensemble des dimensions observées : climat relationnel, gestion didactique, organisation pédagogique, pratiques managériales et partenariales.

Méthodologie employée

La recherche repose sur une démarche mixte combinant des approches quantitatives et qualitatives, dans une logique de triangulation des données. Elle s'appuie sur une revue de littérature riche et actualisée, bien que sous-exploitée dans certaines parties de l'analyse, qui a permis d'analyser les modèles, concepts et théories qui expliquent l'efficacité des pratiques enseignantes sur les apprentissages des élèves, notamment dans les contextes bilingues, et d'éclairer l'analyse des pratiques de terrain.

Le dispositif de collecte de données s'est appuyé sur des outils rigoureux et complémentaires : questionnaires adressés aux enseignants, pour recueillir des données sur leurs pratiques, représentations, modes d'organisation et de gestion de la classe, guides d'entretien semi-directifs menés auprès des élèves et des chefs d'établissement, observations de classe filmées dans des écoles bilingues ELAN, où le mooré et le dioula sont utilisés comme langues premières d'enseignement (L1) et analyse des vidéos de classes.

Population cible et échantillon

La recherche a été conduite dans huit écoles primaires bilingues du Burkina Faso, relevant du programme ELAN : quatre français/mooré en zone rurale (Oubritenga) et quatre français/dioula dans le Houet. Six écoles sont rurales, deux urbaines, permettant d'observer l'impact du contexte géographique et linguistique sur les pratiques pédagogiques. Les écoles mooréphones (Bangrin, Noungou, Silmiougou, Gambastenga) et dioulaphones (Kua-B, Moussobadougou, Dafinso, Lafiabougou-B) offrent une diversité contextuelle utile à l'analyse. L'enquête a ciblé les enseignants bilingues, les élèves et les directeurs, afin de documenter les pratiques d'enseignement, le climat de classe, les partenariats et les formes de pilotage pédagogique.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

La recherche a été contrainte par la situation sécuritaire, limitant l'enquête à des zones accessibles, ainsi que par la pandémie de COVID-19, ayant entraîné deux reports de la collecte de données. Méthodologiquement, bien que des séquences filmées aient été recueillies, leur analyse est restée limitée, les résultats reposant surtout sur les déclarations d'acteurs. Les référents scientifiques ont également questionné la pertinence des dimensions retenues (climat relationnel, gestion pédagogique, pratiques managériales) au regard des spécificités du bi-plurilinguisme, réduisant ainsi la portée explicative du cadre d'analyse et la profondeur de l'interprétation des pratiques observées.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Pratiques pédagogiques en contexte bilingue

Si la démarche bilingue est globalement comprise et mise en œuvre par les enseignants, elle reste inégalement maîtrisée, certains rencontrant des difficultés dans l'application des méthodologies propres à l'enseignement bilingue. La faible maîtrise du français par les enseignants comme par les élèves constitue un frein important. Le passage à la langue nationale (L1) reste marginal à partir de la 3e année, ce qui limite l'ancrage du bilinguisme.

Activités hors classe et formation continue

Il n'existe pas de programme de formation continue harmonisé dans les écoles bilingues. Plus de la moitié des enseignants interrogés déclarent ne bénéficier d'aucun dispositif de recyclage ou d'accompagnement pédagogique structuré. Les pratiques de co-enseignement et de mutualisation entre pairs sont peu développées. Les enseignants souhaiteraient un soutien méthodologique régulier et contextualisé.

Obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de l'enseignement bilingue

La recherche montre des difficultés dans le transfert entre langues, liées notamment à une insuffisance de vocabulaire et de ressources adaptées en L1. Les ressources sont peu adaptées (textes trop longs, absence de progression différenciée), et les enseignants n'ont pas reçu de formation spécifique.

Débouchés limités

L'absence de continuité dans le secondaire pour les élèves issus du bilingue est source de démotivation pour les familles comme pour les enseignants.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche sur les pratiques enseignantes dans les écoles bilingues du Burkina Faso met en lumière la **complexité de la mise en œuvre de l'enseignement bi-plurilingue, à la fois sur le plan pédagogique, institutionnel et sociolinguistique.** Bien que les enseignants manifestent une forte volonté d'adopter la démarche bilingue, leurs **pratiques restent entravées par des difficultés structurelles, méthodologiques et contextuelles.**

La recherche montre que **l'efficacité de l'enseignement bilingue repose sur un ensemble de conditions interdépendantes : la qualité de la formation initiale et continue des enseignants, la disponibilité de ressources didactiques adaptées en langue nationale et en français, la cohérence des approches pédagogiques, l'implication des familles, ainsi que le soutien managérial des chefs d'établissement.**

Les résultats révèlent également que le statut social perçu des écoles bilingues reste faible, notamment dans les zones rurales, où elles sont souvent vues comme des structures de relégation. Par ailleurs, l'absence de débouchés dans le secondaire pour les élèves issus des écoles bilingues constitue un frein à leur pleine reconnaissance institutionnelle.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette étude fournit des données et recommandations permettant d'améliorer l'enseignement/apprentissage plurilinguistique dans le système éducatif burkinabè.

PRATIQUES

- Les observations confirment que l'efficacité de l'enseignement bilingue repose sur la maîtrise d'approches spécifiques, notamment pour gérer le transfert entre langues, organiser les apprentissages en L1 et L2 et adapter les progressions, mais aussi sur la mise à disposition de ressources adaptées.

POLITIQUES

- Pour accompagner le déploiement de l'enseignement bilingue au Burkina Faso, il est nécessaire de s'appuyer sur un cadre institutionnel plus structurant incluant une stratégie de formation continue, des ressources et des modalités d'évaluation adaptées.

- L'étude souligne aussi que le besoin de renforcer l'articulation entre les écoles bilingues primaires et les structures post-primaires pour pallier la démotivation des familles

RECOMMANDATIONS

Plusieurs recommandations émergent de la recherche :

Recommandations politiques et institutionnelles :

Faire de l'enseignement bilingue un levier de réussite scolaire durable, intégré aux politiques éducatives nationales et articulé avec le post-primaire ; valoriser les expériences pilotes (ELAN) pour bâtir une politique inclusive, appuyée par un suivi institutionnel, des ressources dédiées et un engagement politique fort.

Formation des enseignants

Renforcer la formation initiale et continue en bi-plurilinguisme, intégrer dans les dispositifs de formation initiale et continue des méthodologies adaptées au bi-plurilinguisme et aux contextes multilingues. Prévoir une préparation systématique avant la rentrée et des recyclages réguliers.

Ressources et curricula

Produire et diffuser des ressources bilingues de qualité, adaptées aux réalités locales, et instaurer une progression équilibrée entre L1 et L2, permettant le transfert des compétences et une acquisition progressive du français sans dévaloriser la langue maternelle.

Familles et communautés

Mobiliser les parents et communautés locales, en les sensibilisant aux bénéfices du bilingue et en favorisant leur implication active dans la gestion et le suivi des écoles.

La recherche fait aussi émerger des perspectives de recherches ultérieures sur les thématiques suivantes :

- La place de la langue nationale dans les activités métacognitives des pratiques réelles de classe.
- L'évaluation formative dans les pratiques des enseignants des classes bilingues.
- L'intégration des savoirs endogènes dans les pratiques enseignantes des écoles bilingues.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le rapport a été présenté lors d'un atelier de restitution des résultats de la recherche auprès du MENAPLN et de l'université et a été bien reçu.

La seule valorisation des résultats a été faite lors du séminaire de restitution scientifique organisé par APPRENDRE et ELAN à Dakar en 2022.

Visionner la vidéo

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Bien que le rapport annonce une perspective de publication, aucun article n'a été publié.

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le document **Consulter le lien**

APPRENDRE AUF MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Liberté Égalité Fraternité AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Thème 7

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues

ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE BI-PLURILINGUISME

APPRENDRE

Représentations des langues nationales/français et leurs contacts chez les élèves/les enseignants et leur implication dans des apprentissages bilingues innovant au Bénin

LANGUES / PLURILINGUISME | PÉDAGOGIES INNOVANTES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Caractère inédit de la recherche sur les représentations des enseignants, des élèves et des parents concernant l'enseignement bilingue qui permet d'orienter la politique éducative au Bénin.
- Identifie les défis et les potentialités du bilinguisme scolaire et contribue à repenser les politiques éducatives linguistiques au Bénin.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Bénin

Budget alloué : 13 037 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Adjeran Moufoutaou, Enseignant chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin.
- **Nom du référent scientifique :** Gombert Jean Emile - FRANCE
- **Établissements partenaires :** Université d'Abomey-Calavii

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif de la recherche est de mettre en lumière les représentations des élèves, des enseignants et également celles des parents, leurs sentiments réels (attirance ou réticence) à l'égard du français, des langues nationales et les implications de leurs représentations sur l'enseignement-apprentissage du français au Bénin dans l'optique de la proposition de nouvelles pratiques d'enseignement-apprentissage bilingues innovantes.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Bénin constitue un terrain particulièrement riche et complexe pour les recherches en sociolinguistique, du fait de la grande diversité des langues qui y sont parlées.

La majorité des locuteurs béninois maîtrisent plusieurs langues et mobilisent ce répertoire plurilingue selon les situations de communication.

Dans ce paysage linguistique, le français occupe une place singulière : langue officielle et médium exclusif de l'enseignement-apprentissage, il a été imposé par héritage colonial. Or, cette politique monolingue, qui marginalise les langues nationales, a montré ses limites au fil des décennies.

Les résultats scolaires insatisfaisants et les difficultés persistantes d'apprentissage témoignent de l'inadéquation d'un modèle éducatif centré uniquement sur le français dans un pays multilingue.

Problématique

La motivation pour l'apprentissage d'une langue est fortement influencée par les représentations que les élèves se construisent de cette langue : elles peuvent constituer un levier d'ouverture ou, au contraire, un frein.

Au Bénin, cette réalité est accentuée par la coexistence du français, langue officielle et médium d'enseignement, et des langues nationales reléguées au rang de langues « non officielles ». Dans un contexte où le niveau des élèves baisse et où la maîtrise du français est de plus en plus interrogée, il devient essentiel de comprendre comment ces perceptions influencent les parcours scolaires.

Dans un pays multilingue comme le Bénin où les langues ne disposent pas du même statut, et encore moins des mêmes fonctions sociales, quels types de représentations les élèves, les enseignants et les parents construisent-ils à l'égard du français et des langues nationales ? Quels sont les effets de ces représentations dans des enseignements-apprentissages bilingues innovants ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observations de classe
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a associé des chercheurs, doctorants et cadres du Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle, de l'Université d'Abomey-Calavi et de l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Éducation (INFRE). L'équipe de recherche présente un profil essentiellement académique, ce qui garantit un ancrage scientifique solide. L'implication de cadres de l'INFRE et du MESFTP permet de faire le lien avec les pratiques de terrain et les dispositifs nationaux de formation dans le système éducatif béninois.

Méthodologie employée

La recherche a d'abord été introduite par une revue de la littérature scientifique portant sur la notion de représentations linguistiques, afin de poser le cadre théorique de l'étude.

Un travail de terrain a ensuite été mené dans l'enseignement primaire, auprès des enseignants, des élèves et des familles, pour analyser la construction des représentations et les discours associés au français.

84 observations de classe ont été effectuées dans 28 écoles, en français, en mathématiques et en éducation sociale/morale ou en dessin. Elles ont couvert 6 niveaux scolaires du Cours d'Initiation (CI) au CM2. Deux manuels en yorùbá ont été analysés afin d'examiner les supports pédagogiques de l'enseignement bilingue.

Population cible et échantillon

L'étude a couvert l'ensemble du territoire béninois (12 départements et 14 communes). Elle s'est appuyée sur un échantillon de 28 écoles, dont 13 établissements pilotes du projet ELAN représentant les dix langues nationales, et 15 écoles supplémentaires sélectionnées de manière aléatoire, publiques et privées, situées en zones urbaines et péri-urbaines.

72 enseignants ont été impliqués et associés à la recherche à la fois comme producteurs de données et comme bénéficiaires des résultats ; 72 élèves, dans les classes de CM1 et de CM2, avec une répartition équilibrée entre filles et garçons ainsi que 72 parents, choisis aléatoirement et représentatifs des deux sexes, ont été intégrés afin de compléter l'analyse.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

L'ambition initiale de la recherche a été réduite, notamment à cause de la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné l'absence d'inventaire des pratiques pédagogiques initialement envisagé, et de fait, l'absence de proposition d'évolution de ces pratiques. La collecte de données s'est limitée aux seuls questionnaires, ce qui a exclu les parents illettrés. La sélection des enquêtés sur la base du volontariat a pu introduire un biais, favorisant les personnes favorables à l'enseignement bilingue.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

La recherche et les représentations recueillies auprès des différents acteurs mettent en évidence la pertinence de l'enseignement-apprentissage bilingue au Bénin et soulignent l'intérêt de généraliser cette approche. Cependant, elle devra s'appuyer sur une révision et un ajustement des manuels et outils pédagogiques et didactiques par des experts des langues concernées.

Il est intéressant de noter que les parents rejettent très majoritairement l'usage exclusif des langues maternelles, mais souhaitent qu'elles soient utilisées en complément du français pour faciliter la compréhension.

Bien que les pratiques aient été peu analysées, les observations montrent que les enseignants rencontrent des difficultés à communiquer efficacement en français avec leurs élèves, notamment en mathématiques. Le recours à la langue maternelle permet alors de lever des incompréhensions et de renforcer la confiance des élèves.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les résultats soulignent la pertinence de la recherche dans un contexte où l'enseignement bilingue n'avait jusque-là pas fait l'objet d'études spécifiques. Ils appellent à développer cette approche tout en l'améliorant et la structurant pour qu'elle puisse être généralisée à l'ensemble du système éducatif.

Les représentations révélées dans le cadre de ce travail sont d'une importance indéniable pour l'évolution des pratiques d'enseignement-apprentissage bilingues puisqu'elles concernent les représentations des cibles bénéficiaires à la fois sur le français, médium d'enseignement-apprentissage, et sur le contact de cette langue médium d'enseignement avec les langues maternelles des élèves.

Ces constats plaident pour une politique éducative intégrant pleinement le bilinguisme scolaire, appuyée par la formation des enseignants et une meilleure qualité des supports pédagogiques.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Au Bénin, aucun travail n'avait jusqu'ici porté sur les représentations croisées des enseignants, des élèves et des parents concernant l'enseignement bilingue. Cette recherche, inédite, apporte une contribution majeure à la recherche en éducation.

PRATIQUES / MÉTHODOLOGIQUES

- L'étude confirme l'intérêt du recours au bilinguisme dans l'enseignement, mais souligne aussi l'urgence de formaliser cette pratique. Cela implique l'élaboration de manuels scolaires de qualité, conçus et validés par des experts, afin d'éviter les insuffisances déjà constatées dans le cadre du projet ELAN.

POLITIQUES

- Les conclusions appellent les décideurs à inscrire le bilinguisme scolaire dans une stratégie éducative nationale claire et ambitieuse. Cela suppose d'impliquer davantage les chercheurs et spécialistes des langues dans l'élaboration des politiques linguistiques, d'assurer la formation initiale et continue des enseignants à l'usage pédagogique des langues maternelles et de développer un cadre institutionnel.

RECOMMANDATIONS

Les résultats ouvrent sur de nouvelles perspectives de recherche relatives aux enseignements-apprentissages bilingues innovants mais informels dans des environnements multilingues comme le Bénin où le français est le seul médium d'enseignement différent de la langue maternelle des élèves.

Un projet conduit par l'Ambassade de France au Bénin, intitulé « *Plurilinguisme et enseignement au Bénin. Sensibilisation des acteurs de l'éducation (PEBS) « 2021-2023* » semble s'inscrire dans la continuité du projet et présente donc une perspective intéressante de poursuite de la recherche et de capitalisation.

Consulter le lien

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Même si le rapport de recherche n'indique pas explicitement de restitution, les acteurs ont indiqué dans le questionnaire, auquel ils ont répondu, qu'une séance de restitution avait été organisée avec les Ministères de l'enseignement secondaire, de l'enseignement maternel et primaire. Il était prévu d'y inviter les professionnels de l'école (conseillers pédagogiques, inspecteurs, enseignants), les autorités responsables de l'enseignement maternel et primaire mais également les autorités du Conseil national de l'éducation.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

Liens vers les supports APPRENDRE :

Lire le document **Visionner la vidéo**

- **Publications :**

- Adjeran Moufoutaou et al. (2021). Représentations des langues nationales / français, et effets de leurs contacts chez les élèves, les enseignants et les parents: implications pour les enseignements-apprentissages bilingues innovants. Revue des Sciences du Langage et de la Communication (ReSciLaC),13, 10-35.

Consulter le lien

- Adjeran M. et al. (2023), « Enseignement-apprentissage bilingues informels au Bénin, pertinence dans l'amélioration des résultats des écoliers du cours primaire». In Genevoix N. (éd.), Bilingualism and its Benefits. New York : Nova, pp. 33-53.

- Un autre article est prévu sous l'intitulé provisoire : « Enseignements-apprentissages bilingues innovants au Bénin : pistes pour faire des langues nationales le médium d'enseignement-apprentissage à long terme ».

- **Mini-colloque** « *Promouvoir le multilinguisme pour l'inclusion dans l'éducation et la société* ». Université d'Abomey-Calavi, INIREF et le Département des Sciences du Langage et de la Communication, 23 février 2021.

  Documentaire de 26 mn réalisé dans le cadre du projet (pas de lien disponible).

Thème 7

APPEL 3 Enseignements apprentissages bilingues

ENSEIGNEMENTS-APPRENTISSAGES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN CONTEXTE DE BI-PLURILINGUISME

APPRENDRE

Représentations sociales des langues enseignées et incidences sur l'acquisition et le transfert de compétences interlangues : cas du Cameroun

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | LANGUES / PLURILINGUISME | PÉDAGOGIES INNOVANTES

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des propositions pour adapter la mise en place et le développement de l'enseignement bi-plurilingue et la formation des enseignants dans un contexte de pluralité de langues.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Cameroun

Budget alloué : 14 989 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  Professeur Gabriel Mba, Professeur, Université de Yaoundé I
- **Nom du référent scientifique :**
  Miled Mohamed - TUNISIE
  Gombert Jean Emile - FRANCE
- **Établissements partenaires :**
  - Université de Yaoundé I (Ecole normale supérieure).
  - Ministère des Enseignements secondaires/Lycée bilingue de Molyko-Buea.
  - Université de Maroua.
  - Ministère de l'Education de Base/École primaire d'Application G3 de Bertoua.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'objectif de la recherche est de mieux comprendre comment les perceptions des apprenants et des enseignants influencent les apprentissages, et comment ces représentations peuvent être exploitées pour améliorer la politique linguistique éducative du Cameroun.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la didactique bi-plurilingue mise en œuvre dans le système éducatif camerounais, notamment à travers le programme ELAN-Afrique et poursuit trois grands objectifs :

1. **Documenter les représentations sociales des langues nationales (LN) et des langues officielles (LO) enseignées à l'école.**
2. **Analyser l'impact de ces représentations sur l'acquisition des apprentissages et sur le transfert de compétences interlangues.**
3. **Modéliser les représentations identifiées afin d'en faire un savoir scolaire, un objet d'enseignement et une stratégie didactique efficace pour renforcer l'enseignement-apprentissage bi-plurilingue.**

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Cameroun est un pays marqué par un multilinguisme complexe, où coexistent deux langues officielles (français et anglais) et plus de 200 langues nationales. Depuis plusieurs décennies, la question de l'intégration des langues nationales dans l'école camerounaise est au centre des débats éducatifs et linguistiques. Des programmes tels que le PROPELCA puis, plus récemment, le programme ELAN-Afrique ont encouragé la mise en place d'une didactique bi-plurilingue pour réduire les déperditions scolaires, favoriser l'inclusion et sauvegarder les identités socioculturelles. Mais l'implémentation de ce modèle reste encore partielle et suscite des interrogations quant à ses effets réels sur les apprentissages. Par ailleurs, son efficacité dépend largement des représentations que les enseignants et les apprenants se construisent de ces langues, qui peuvent influencer fortement la motivation, l'apprentissage et le transfert de compétences d'une langue à l'autre.

Problématique et questions posées

La question centrale de la recherche est donc la suivante : **quels rapports y a-t-il entre les représentations sociales (apprenants et enseignants) sur les langues nationales et les langues officielles enseignées à l'école camerounaise, au primaire et au secondaire ?**

Cette interrogation se décline en deux questions de recherche :

1. Les représentations sociales des acteurs constituent-elles un frein ou, au contraire, un atout pour la didactique bi-plurilingue ?
2. Comment ces représentations peuvent-elles être réinvesties et mobilisées pour améliorer le processus d'enseignement-apprentissage des langues nationales et officielles à l'école camerounaise ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse comparative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été coordonnée par un professeur de l'Université de Yaoundé I, chef de Département de Langues et Cultures camerounaises, et a associé plusieurs autres membres de l'Université (professeur, chargé de cours).

Elle a également associé une praticienne au Ministère des Enseignements Secondaires, une enseignante des Ecoles Normales d'Instituteurs et une enseignante d'application au Ministère de l'Education de base, apportant une expérience de terrain, en lien direct avec la mise en œuvre pédagogique et institutionnelle des politiques éducatives.

Cette complémentarité entre universitaires et praticiens constitue un point fort, car elle permet de croiser les regards théoriques et pratiques sur la didactique bi-plurilingue.

Méthodologie employée

Il s'agit d'une recherche socio-didactique qui permet de recueillir et d'analyser les représentations des élèves et des enseignants, méthodologie jugée appropriée par le référent scientifique. Elle s'est appuyée sur une analyse de l'état des lieux des politiques linguistiques, du cadre sociolinguistique et des expériences antérieures d'enseignement bilingue au Cameroun, puis sur une enquête de terrain auprès des acteurs de l'enseignement-apprentissage (apprenants et enseignants), sur la base de deux questionnaires administrés aux apprenants et aux enseignants du primaire et du secondaire. Les données ont été analysées selon une double approche : quantitative, pour dégager les tendances générales des réponses, et qualitative, afin d'interpréter les représentations dans leur dimension psychosociologique et psycholinguistique, et formuler des pistes didactiques et stratégiques à partir des résultats obtenus.

Population cible et échantillon

La recherche a été menée sur un nombre important de participants (près de 1500 élèves et plus de 150 enseignants). L'échantillon comprend 1 498 apprenants (749 du primaire et 749 du secondaire, âgés de 5 à 20 ans) et 167 enseignants (65 du primaire et 102 du secondaire), sélectionnés selon plusieurs variables (sexe, âge, classe, appartenance ou non à la culture de la langue enseignée, formation reçue en LN, etc.)

Le terrain d'enquête a couvert quatre régions (Centre, Ouest, Littoral et Extrême-Nord), où cinq langues nationales sont enseignées (ewondo, ghɔmálá', dualá, basaá et fulfulde).

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le référent scientifique souligne que la recherche ne fait pas mention d'actions didactiques possibles pour agir sur les représentations négatives.

Une difficulté a été identifiée : les enquêtes auprès des apprenants les plus jeunes (CP-CE1) se sont révélées difficiles en raison de leur âge, ce qui ne leur a pas permis de toujours de répondre avec fiabilité, malgré l'accompagnement des enseignants.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude rend bien compte des **différences de représentations sur les LN entre les zones rurales et les centres urbains** en lien avec la plus ou moins grande homogénéité des contextes culturo-linguistiques. Elle confirme que les représentations sociales jouent un rôle déterminant dans l'enseignement-apprentissage des langues au Cameroun. La représentation des apprenants est majoritairement positive à l'égard des langues nationales (LN), qu'ils associent à un enracinement culturel, à la communication sociale et à la valorisation des traditions. Cependant, certains manifestent un désintérêt lorsque la LN enseignée n'est pas leur langue maternelle, ce qui peut générer de la démotivation et du rejet et de l'exclusion.

Le français et l'anglais (langues officielles LO) **bénéficient de représentations très favorables et sont perçues comme utiles, vecteurs de réussite scolaire, de mobilité sociale et professionnelle, et d'ouverture internationale.**

Les enseignants constatent que les compétences des élèves en LN sont généralement **meilleures à l'oral qu'à l'écrit,** mais que le **manque de manuels et de formation adaptée des enseignants** est un obstacle. Ils jugent les compétences des élèves en LO plutôt bonnes malgré des difficultés en orthographe et en expression écrite.

En revanche, la recherche montre que **la didactique bi-plurilingue est peu maîtrisée par les enseignants,** qui pour beaucoup la réduisent à une simple juxtaposition de langues, et qu'elle souffre d'un manque de formation et d'outils.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude souligne la nécessité de **renforcer la formation initiale et continue des enseignants à la didactique du bi-plurilinguisme et de produire des manuels de qualité** validés par des experts linguistes.

Elle met aussi en avant l'importance de **sensibiliser enseignants, élèves et familles afin de réduire les préjugés** et d'encourager une meilleure appropriation des langues nationales. Elle démontre que la réussite du bilinguisme scolaire dépend à la fois des politiques éducatives et de la capacité à valoriser les représentations positives tout en transformant les représentations négatives en ressources pour l'apprentissage. Enfin, les résultats nuancent l'idée d'un bénéfice automatique de l'appui sur les LN pour l'acquisition de l'écrit en LO : dans un contexte comme celui du Cameroun, où coexistent plus de 200 langues et deux langues officielles, **les effets du bi-plurilinguisme varient fortement selon les situations.**

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche enrichit les travaux sur la didactique bi-plurilingue et fournit des données empiriques utiles pour mieux comprendre la dynamique entre langues nationales et langues officielles. Elle apporte un éclairage nouveau sur les représentations sociales des langues au Cameroun, en mettant en évidence leur rôle dans la motivation, l'apprentissage et le transfert de compétences interlangues.

PRATIQUES / MÉTHODOLOGIQUES

- La valorisation des langues nationales dans l'enseignement requiert des outils adaptés : des manuels de qualité conçus et validés par des experts, une formation renforcée des enseignants, un accompagnement didactique clair.

POLITIQUES

- Les résultats plaident pour une politique éducative qui reconnaisse le plurilinguisme comme une ressource et non comme un obstacle, et qui mette en place des solutions contextualisées pour ne pas imposer à un élève l'apprentissage d'une langue nationale qui n'est pas la sienne. Le renforcement de la décentralisation et la responsabilité confiée aux collectivités territoriales et aux communes dans la planification et la gestion des langues locales constituent un levier majeur pour développer une politique éducative plus adaptée aux réalités du pays.

RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette étude ouvrent des perspectives importantes pour la généralisation de l'enseignement bi-plurilingue au Cameroun et offrent au système éducatif des pistes concrètes d'intervention. Il pourrait être intéressant de reproduire cette recherche dans d'autres pays engagés dans des démarches similaires pour comparer les contextes et identifier des solutions transférables.

Deux perspectives de recherche proposées par le référent scientifique :

- **Élaboration de démarches didactiques** pour que les élèves non-locuteurs de la LN enseignée ne pâtissent pas du passage par la LN dans l'enseignement.
- **La modélisation des représentations des langues nationales et officielles chez les enseignants et les apprenants, et leur incidence sur les apprentissages.**

Un point de vigilance : Intégrer un suivi de terrain régulier, impliquant l'ensemble des acteurs de la chaîne pédagogique (autorités éducatives, inspecteurs, enseignants, parents, académies de langues, associations de parents), afin d'assurer une meilleure appropriation et un pilotage efficace des pratiques bilingues innovantes.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

L'équipe de recherche a été en lien avec les directions du MINEDUB et du MINESEC en charge de la didactique bi-plurilingue et a présenté les résultats de l'étude aux Ministères en charge de l'Éducation de Base et des Enseignements secondaires. Le rapport a été bien accueilli et le ministère s'est engagé à capitaliser les résultats.

La poursuite actuelle du programme ELAN au Cameroun semble témoigner de l'intérêt renouvelé pour le bi-plurilinguisme. L'un des membres a également affirmé que les Ministères souhaitaient améliorer l'offre de formation et d'enseignement-apprentissage bi-plurilingue mais que l'exploitation reste mitigée.

L'équipe souhaitait également organiser une journée scientifique avec les enseignants du supérieur concernés par l'enseignement des langues et cultures nationales et des LO, en vue de revoir les stratégies de formation et d'accompagnement des acteurs, ainsi que des ateliers ou séminaires de renforcement des acteurs de la chaîne de supervision pédagogique.

Enfin, l'équipe envisage également la création d'une Revue-Observatoire des pratiques endogènes de didactique bi-plurilingue qui « *servira d'outil de canalisation, de visibilité et de valorisation de tous les efforts de recherche et des pratiques d'enseignement et de standardisation.* »

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

Liens vers les supports APPRENDRE :

Lire le document **Visionner la vidéo** **Consulter le lien**

Publications :

- Venant Eloundou Eloundou, « *Enseignement bilingue (langues officielles et langues nationales) au Cameroun. Etat des lieux socio-didactique et perspectives* », Le français dans le monde :

Consulter le lien

- Venant Eloundou Eloundou, L'enseignement-apprentissage des langues nationales à l'épreuve de la diversité sociolinguistique : le poids des représentations sociales, Linguistique, littérature, didactique en Afrique des grands lacs :

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Vers une nouvelle formation professionnalisante des enseignants stagiaires en quête de l'amélioration de la qualité de l'enseignement offert dans les écoles marocaines.

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- La recherche propose une lecture novatrice du processus d'entrée dans le métier à travers le prisme des soft-skills, rarement étudiées dans le contexte marocain.
- L'identification d'un référentiel de onze compétences professionnelles constitue un apport majeur pour la recherche en éducation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Maroc

Budget alloué : 32 370 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** Dr. Khadija EL Hariri, Professeure à l'ENS de Marrakech
- **Nom du référent scientifique :** Fatima DAVIN, Professeur des Universités, France ; GALY Abdelkader - NIGER
- **Établissements partenaires :**
  - École Normale Supérieure de Marrakech (Université Cadi Ayyad)
  - CERMEF des AREF de Casablanca-Settat et de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, AREF de Guelmim Oued Noun
  - UM6P - Université Mohammed VI Polytechnique
  - Université du Québec à Rimouski (Canada)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Cette étude porte sur la professionnalisation des enseignants stagiaires au moment de leur entrée dans le métier, une étape cruciale souvent marquée par des contraintes et des dysfonctionnements touchant le développement des compétences, l'articulation entre théorie et pratique et la collaboration entre les différents espaces de formation.

L'objectif principal est d'identifier les compétences essentielles et les outils d'accompagnement les plus efficaces pour favoriser une intégration réussie des futurs enseignants. Plus précisément, l'étude cherche à définir les compétences professionnelles à développer, à préciser les soft skills attendues dans le profil des candidats à l'entrée aux CRMEF, puis à analyser celles effectivement acquises par les stagiaires en fin de formation. Elle vise également à clarifier les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans l'accompagnement (superviseurs de stage, enseignants associés, stagiaires) et à repenser l'arrimage entre les trois espaces de professionnalisation : formation initiale à l'université, formation qualifiante au CRMEF et accompagnement dans les établissements scolaires.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Le Maroc connaît actuellement une réforme institutionnelle profonde de la formation des enseignants, visant à rehausser la qualité de l'enseignement et à professionnaliser davantage le métier. La nouvelle politique instaure un cursus universitaire de trois ans, accessible dès le baccalauréat par concours, sanctionné par une licence en éducation pour mieux préparer les enseignants aux attentes du système éducatif.

La formation des enseignants repose aujourd'hui sur trois espaces complémentaires : les universités, qui assurent la formation initiale axée sur les savoirs disciplinaires et les sciences de l'éducation ; les centres régionaux des métiers de l'éducation et de la formation (CRMEF), qui dispensent une formation de deux ans centrée sur la didactique, la pédagogie et la pratique professionnelle ; et les établissements scolaires, où les stagiaires effectuent leurs stages en assumant progressivement la responsabilité des classes.

Cependant, plusieurs études ont révélé des dysfonctionnements : écart entre théorie et pratique, insatisfaction des enseignants, lacunes dans les contenus et manque de coordination entre institutions. Ces faiblesses compromettent la professionnalisation et la qualité de l'éducation. La réforme actuelle, fondée sur une architecture intégrée de cinq ans, vise à corriger ces limites en articulant mieux les trois espaces de formation et en appliquant les orientations de la Charte nationale de l'éducation et de la formation.

Problématique

Quelles sont les compétences à développer en priorité pour faciliter l'entrée dans le métier d'enseignant, et quels processus et outils d'accompagnement se révèlent les plus efficaces pour y parvenir ?

L'étude repose sur l'hypothèse que l'articulation renforcée entre les trois espaces de professionnalisation constitue un facteur clé pour le développement des compétences professionnelles et une intégration réussie dans le métier.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été coordonnée par Madame Khadija El Hariri, Directrice à l'École Normale Supérieure de Marrakech, relevant de l'Université Cadi Ayyad, et a impliqué des chercheurs et praticiens marocains et canadiens. Des professeurs et enseignants des CERMEF (Centre de formation des enseignants) des AREF de Casablanca-Settat et de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, une inspectrice de SVT à l'AREF de Guelmim Oued Noun, un professeur à l'UM6P de Ben Guerir, ainsi qu'une professeure à l'Université du Québec à Rimouski (Canada). Le projet a également bénéficié de l'expertise de 2 professeurs à l'École Normale Supérieure de Marrakech (Université Cadi Ayyad). L'équipe combine une expertise académique et institutionnelle et des compétences locales et internationales pour garantir la rigueur scientifique des résultats.

Méthodologie employée

La recherche adopte un paradigme qualitatif interprétatif centré sur la formation et la professionnalisation des enseignants. Elle mobilise une approche mixte combinant analyse documentaire, questionnaires exploratoires et techniques de groupe nominal, afin d'identifier les compétences professionnelles et les soft skills essentielles chez les futurs enseignants.

7 soft skills jugées prioritaires ont été sélectionnées et évaluées à travers des mises en situation, des grilles d'analyse et des questionnaires administrés aux enseignants stagiaires, aux formateurs et aux enseignants en exercice. D'autres questionnaires ont permis de préciser les rôles et responsabilités des différents intervenants (formateurs, inspecteurs, directeurs) dans le processus d'accompagnement. L'équipe a ensuite procédé à une analyse des dispositifs institutionnels, à la triangulation des données issues des questionnaires et discussions de groupe.

Population cible et échantillon

Les données ont été recueillies auprès d'acteurs issus des trois espaces de professionnalisation : universités, CRMEF et établissements scolaires : les enseignants stagiaires inscrits dans les CRMEF, les enseignants en exercice, les formateurs des CRMEF, les inspecteurs pédagogiques et les directeurs d'établissements scolaires. Il comprend des participants issus de plusieurs Académies Régionales d'Éducation et de Formation (AREF), sélectionnés pour la diversité de leurs contextes institutionnels et professionnels.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Sur le plan méthodologique, l'équipe a privilégié une approche quantitative bien maîtrisée (questionnaires et entretiens), mais la dimension qualitative, notamment l'observation directe sur le terrain, n'a pas pu être pleinement intégrée. L'échantillon restreint (23 stagiaires), l'absence d'observation directe des pratiques, la passation en ligne et le recours à une seule mise en situation par compétence empêchent la généralisation des résultats, mais n'en diminuent pas la pertinence analytique.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude confirme que la formation des enseignants au Maroc favorise le développement de compétences professionnelles et de soft-skills, mais de manière inégale selon les individus et les contextes. Ces compétences demeurent insuffisantes pour assurer une professionnalisation complète. Des écarts notables apparaissent entre les compétences perçues par les stagiaires et celles réellement observées par les formateurs.

Les soft-skills les plus repérées à l'entrée au CRMEF sont la communication, la résolution de problèmes et le jugement, tandis qu'à la sortie prédominent l'adaptation, l'autonomie et la résolution de problèmes. Si 60 % des stagiaires estiment avoir acquis ces compétences, elles ne sont observées que chez 11 % d'entre eux, révélant un écart entre perception et pratique.

Bien qu'aucun module spécifique ne leur soit dédié, les soft-skills peuvent être renforcées à travers des activités parascolaires et d'ouverture, participant à une professionnalisation multidimensionnelle. Les CRMEF jouent un rôle clé dans la formation, mais leur impact est limité par le manque de coordination, de temps, de ressources et de suivi. Les stagiaires font également état d'un accompagnement irrégulier dans les établissements scolaires.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche met en évidence un **manque de cohérence entre universités, CRMEF et établissements scolaires,** lié à l'absence d'un cadre institutionnel partagé et d'un projet commun. Cette fragmentation affaiblit la continuité du développement professionnel.

L'étude recommande de renforcer l'articulation entre les trois espaces à travers un dispositif d'accompagnement structuré, une coordination accrue et la création de communautés de pratique. **Elle propose un modèle d'arrimage en cinq étapes : analyser les besoins des établissements, les intégrer dans les dispositifs de formation, opérationnaliser l'accompagnement, développer la réflexivité et instaurer une collaboration durable.**

La réussite professionnelle des enseignants dépend autant de la qualité de la formation que des conditions d'accueil, du soutien institutionnel et des ressources disponibles, éléments clés d'un écosystème cohérent et efficace.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Enrichit la littérature sur la professionnalisation des enseignants au Maroc en documentant de manière empirique les interactions entre les trois espaces de formation et leurs effets sur le développement des compétences professionnelles et comportementales.

PRATIQUES

- Des orientations concrètes pour renforcer la qualité de la formation initiale et continue des enseignants dont un modèle d'arrimage en cinq étapes entre les espaces de formation visant à améliorer la cohérence du parcours de professionnalisation.

MÉTHODOLOGIQUES

- La démarche a permis de tester une grille d'analyse des soft-skills adaptée au contexte marocain et de proposer un protocole de recherche transférable à d'autres régions.

POLITIQUES

- Les résultats de la recherche apportent des éléments utiles à la réforme en cours de la formation des enseignants, qui peuvent orienter le ministère de l'Éducation nationale dans la refonte des curricula de formation, la planification de dispositifs d'accompagnement post-formation et la valorisation du métier d'enseignant comme levier central d'amélioration de la qualité de l'éducation au Maroc.

RECOMMANDATIONS

Recommandation n°1

Développer un référentiel de compétences professionnelles dynamique et évolutif des compétences professionnelles de l'enseignant. Ce référentiel, co-construit par les universités, les CRMEF et les établissements scolaires, doit servir de guide commun pour la formation initiale et continue, l'évaluation des performances et le développement professionnel des enseignants.

Recommandation n°2

Clarifier les rôles et responsabilités des intervenants des trois espaces de professionnalisation (université, CRMEF, établissement scolaire) et leur attribuer les ressources nécessaires pour les exercer.

Recommandation n°3

Mettre en place des mécanismes réguliers d'évaluation et de rétroaction pour mesurer l'efficacité des formations.

Recommandation n°4

C**onsolider les collaborations interinstitutionnelles** par le biais de partenariats et de projets de recherche-action communs pour encourager le partage d'expériences entre chercheurs, formateurs et praticiens, et associer étudiants en formation et enseignants en exercice autour de problématiques concrètes.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats ont été partagés aux responsables des ministères lors les différents colloques où ont été présentées les communications :

- Diffusion des vidéos dans « Campus Maroc tv »
- **Série de conférences** présentées dans le cadre du colloque « *enseignement des compétences transversales (soft skills) : dispositifs, compétences des enseignants et rôles des acteurs* », le 3 et 4 Juin 2024 à ENS Marrakech-Maroc :

  Visionner la vidéo

  - M. Saïd ABOUHANIFA : vers une nouvelle formation professionnalisante des enseignants stagiaires en quête de l'amélioration de la qualité de l'enseignement offert dans les écoles marocaines.
  - M. Mustapha OURAHAY : identifier les compétences de la profession enseignante à développer chez les futurs enseignants.
  - M. M^{me} Khadija AIT EL MOKHTAR : identification des Soft-Skills chez les enseignants stagiaires à l'entrée au métier.
  - M. Saïd ABOUHANIFA : rôles et responsabilités des intervenants dans le processus d'accompagnement :

  Visionner la vidéo

- **Colloque :** « *Identification des compétences de la profession enseignante à développer chez les futurs enseignants* », Mai 2024, CRMEF Ouarzazate, Maroc.
- **Communication :** M. Saïd ABOUHANIFA « *Analyse du processus de développement de la professionnalisation des enseignants stagiaires à l'entrée dans le métier de l'enseignement* », mai 2025, Beni Mellal .

Le rapport final et la note d'orientation ont été partagés via un groupe des responsables de la formation des cadres. Actuellement et sur la base de cette recherche, le ministère est en train de revoir l'architecture de la formation des enseignants, surtout la question de l'arrimage entre les espaces de formation. Les chercheurs regrettent toutefois le manque de reconnaissance de leurs travaux par le Ministère.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

  Lire le rapport

- **La diffusion d'une note d'orientation :**

  Lire la note

- **Présentation sur le site d'APPRENDRE :**

  Consulter le lien

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)
- **Plusieurs publications :** les résultats ont été publiés dans une revue scientifique internationale à comité de lecture.

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Travail décent et développement des compétences professionnelles des enseignants : comment attirer, former et retenir des enseignants performants ?

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | ORIENTATION / PARCOURS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des recommandations pour repenser les politiques éducatives de façon globale : revalorisation salariale, sécurisation et pilotage de la carrière, développement professionnel continu et amélioration de l'environnement scolaire et social et améliorer l'attractivité, la professionnalisation et la rétention des enseignants du primaire au Cameroun.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Cameroun

Budget alloué : 44 950 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  Professeur Djeumeni Tchamabe Marcelline, ENS - Yaoundé Université de Yaoundé 1
- **Nom du référent scientifique :**
  Dembélé Martial - CANADA ;
  TRETOLA Jessyca - FRANCE
- **Établissements partenaires :**
  - Université de Yaoundé 1
  - Université de Douala
  - MINESEC

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

La recherche a pour but d'analyser l'effet de la vulnérabilité du travail des enseignants du primaire sur leur disposition à entrer, à se former et à se maintenir dans le métier .

Les objectifs spécifiques se déclinent de la manière suivante :

- **OS1 :** comprendre le lien entre le niveau de la rémunération et la rétention des enseignants du primaire au Cameroun.
- **OS2 :** comprendre le lien entre la gestion de la carrière des enseignants et leur motivation à entrer et à se maintenir dans la profession.
- **OS3 :** comprendre le lien entre la qualité de la formation (initiale et continue) et le développement des compétences professionnelles des enseignants qui leur permettent d'entrer, de se former et de se maintenir dans le métier.
- **OS4 :** comprendre l'impact de l'environnement de la formation et du travail des enseignants sur leur entrée, leur formation et leur maintien dans le métier.
- **OS5 :** comprendre l'influence de l'accès aux services sociaux de base sur la vulnérabilité des enseignants du primaire et les conséquences sur leur rétention dans le métier.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Cameroun, l'école primaire fait face à une double contrainte : la pénurie d'enseignants qualifiés et la vulnérabilité des conditions de travail de ceux en poste. Les faibles salaires, les retards de paiement, la surcharge des classes, l'insuffisance d'infrastructures et le manque de ressources pédagogiques fragilisent l'engagement des enseignants et limitent leur performance. Cette précarité, à la fois salariale, matérielle, sociale et institutionnelle, décourage l'entrée dans la profession, freine la professionnalisation et favorise le départ prématuré d'un grand nombre d'enseignants. La vulnérabilité du travail se traduit ainsi par une instabilité chronique du corps enseignant, avec des répercussions directes sur la qualité de l'enseignement et sur les apprentissages des élèves.

À cela s'ajoute la faiblesse des dispositifs de gestion de carrière et de formation initiale et continue. Beaucoup d'enseignants ne disposent pas d'un véritable parcours professionnel et ne bénéficient pas de formations adaptées pour répondre aux défis de la classe. Le déficit de perspectives et le manque de reconnaissance sociale contribuent à accentuer leur démotivation. Dans les zones rurales en particulier, l'absence d'accès régulier aux services sociaux de base (santé, logement, transport) accentue leur sentiment de marginalisation et accroît le risque d'attrition.

Dans ce contexte, la recherche cherche à analyser l'impact de cette vulnérabilité sur la disposition des enseignants du primaire à entrer, à se former et à se maintenir dans le métier. Elle vise à fournir des données probantes pour mieux comprendre les liens entre rémunération, carrière, formation, environnement de travail et accès aux services sociaux, afin d'éclairer les politiques éducatives sur les leviers à activer pour attirer, former et retenir des enseignants performants au Cameroun.

Problématique

La recherche part du constat que les enseignants du primaire au Cameroun exercent dans des conditions marquées par une forte vulnérabilité qui affecte leur motivation, leur développement professionnel et leur maintien dans la profession. La problématique centrale est donc de comprendre comment ces dimensions interagissent pour influencer l'entrée, la formation et la rétention des enseignants.

Les hypothèses formulées posent que la rémunération, la gestion de carrière, la qualité de la formation, l'environnement de travail et l'accès aux services sociaux constituent des facteurs déterminants qui conditionnent l'attractivité, la professionnalisation et la stabilité du corps enseignant du primaire au Cameroun.

MÉTHODOLOGIE

Enquête quantitative et qualitative

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe pluridisciplinaire de l'Université de Yaoundé I, associant chercheurs et praticiens du système éducatif.

L'équipe était placée sous la responsabilité scientifique du Professeur Djeumeni Tchamabe Marcelline, enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Yaoundé I (ENS). Elle comprenait des enseignants-chercheurs issus de la même université, ainsi que des enseignants-chercheurs de l'Université de Douala (ENSET) et une praticienne du MINESEC.

Méthodologie employée

La recherche a adopté une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Sur le plan quantitatif, l'équipe a administré des questionnaires auprès d'un échantillon représentatif d'enseignants du primaire répartis dans différentes régions. L'analyse statistique a été assurée avec l'appui d'un statisticien, permettant de dégager les corrélations entre ces variables et la motivation, la performance et la rétention des enseignants.

Sur le plan qualitatif, des entretiens semi-directifs et des discussions de groupe ont été conduits avec des enseignants et des responsables éducatifs afin de mieux comprendre les expériences vécues et les perceptions des acteurs. Cette dimension a permis d'éclairer les résultats chiffrés par des récits et témoignages, même si l'étude souligne que cette partie est restée largement déclarative et gagnerait à être approfondie dans de futures recherches. Les données ont ensuite été analysées à travers une triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs.

Population cible et échantillon

L'échantillon a intégré des enseignants provenant de plusieurs régions et milieux (urbains et ruraux), afin de refléter la variété des contextes scolaires et des conditions de travail. Des administrateurs et responsables éducatifs ont également été sollicités pour compléter l'analyse.

Échantillon quantitatif : 1028 enseignants du primaire interrogés dans 6 régions du Cameroun (Centre, Littoral, Extrême-Nord, Ouest, Nord-Ouest, Est). 387 hommes et 641 femmes ; 174 enseignants en zone rurale, 592 en zone urbaine, 262 en zone semi-urbaine.

Échantillon qualitatif : 195 acteurs impliqués dans la gestion de la carrière des enseignants, comprenant :

- 10 responsables du MINEDUB au niveau national, 9 au niveau régional,
- 24 directeurs d'écoles primaires, 22 directeurs d'ENIEG, 4 directeurs d'ENS,
- 24 inspecteurs d'arrondissement, 4 enseignants d'ENS, 26 enseignants d'ENIEG,
- 5 maîtres de niveaux, 3 syndicalistes, 33 parents et responsables d'APEE, 24 élèves .

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le rapport du référent scientifique fait apparaitre que l'analyse qualitative est restée largement déclarative (les données recueillies par entretiens et discussions reflétaient surtout les opinions des participants, sans observation directe des pratiques en classe ou en formation). Elle regrette aussi l'absence d'analyse systématique des dispositifs de formation (maquettes, contenus, pratiques effectives) qui restreint la compréhension du lien entre formation et développement des compétences professionnelles.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude révèle que le travail des enseignants du primaire au Cameroun est marqué par une forte vulnérabilité, (faiblesse des rémunérations, retards de salaire, l'absence de sécurité de carrière, la surcharge de travail et la précarité des conditions matérielles) qui affecte directement leur motivation, leur développement professionnel et leur maintien dans la profession. Ces contraintes entraînent une démotivation progressive et poussent de nombreux enseignants à envisager le départ dès qu'une opportunité plus stable se présente.

La gestion de la carrière constitue un autre facteur central de démotivation et d'attrition. Le **manque de perspectives d'évolution,** l'opacité dans les nominations et promotions, ainsi que la lenteur administrative suscitent un profond sentiment d'injustice organisationnelle.

Les enseignants estiment que la **formation initiale et continue,** censée renforcer les compétences professionnelles, est **insuffisante**, **ne répond pas à leurs besoins concrets** et ne leur permet pas de faire face aux défis quotidiens de la classe, ce qui contribue à fragiliser davantage la professionnalisation.

L'environnement de travail est également pointé comme un facteur déterminant. **Les écoles manquent d'infrastructures de base, de ressources pédagogiques et d'équipements.** Dans les zones rurales en particulier, les conditions d'enseignement sont difficiles et accentuent la démotivation. Le déficit d'accès aux services sociaux de base (santé, logement, transport) aggrave encore la précarité et le sentiment de marginalisation des enseignants.

Finalement, les enseignants entrent dans le métier par **nécessité plutôt que par vocation,** et sont donc fortement exposés au risque de décrochage professionnel. L'amélioration de l'attractivité, de la formation et des conditions de travail constitue un levier indispensable pour renforcer la qualité de l'enseignement primaire et stabiliser le corps enseignant au Cameroun.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'analyse met en évidence que les déterminants de la motivation et du maintien dans le métier dépassent la seule dimension salariale. **Les politiques éducatives doivent aborder la question du travail enseignant dans sa globalité : revalorisation salariale, sécurisation et pilotage de la carrière, développement professionnel continu et amélioration de l'environnement scolaire et social.** Il s'agit de **créer un cadre propice à l'épanouissement et à la performance des enseignants,** condition indispensable pour atteindre les objectifs de qualité et d'équité de l'éducation primaire au Cameroun.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Elle enrichit la compréhension des dynamiques de motivation et de rétention des enseignants du primaire à travers l'analyse de la vulnérabilité du travail, une dimension encore peu documentée. Elle met en évidence le lien entre conditions de travail, formation, gestion de carrière et attractivité de la profession.

PRATIQUES

- Elle fournit des données empiriques précises sur les facteurs qui découragent l'entrée et le maintien dans le métier, ainsi que sur les causes de démotivation et d'attrition. Ces résultats permettent d'orienter des mesures ciblées pour renforcer l'engagement des enseignants.

POLITIQUES

- Les résultats interpellent directement la gestion du système éducatif. Ils soulignent la nécessité de revaloriser les rémunérations, d'améliorer la gestion et la transparence des carrières, de renforcer les dispositifs de formation initiale et continue, et de créer un environnement scolaire et social plus favorable.

RECOMMANDATIONS

Plusieurs recommandations sont formulées pour améliorer l'attractivité, la professionnalisation et la rétention des enseignants du primaire au Cameroun :

Rémunération et statut

- Revaloriser les salaires des enseignants du primaire pour les aligner sur le coût de la vie.
- Assurer la régularité des paiements et supprimer les retards de solde.
- Sécuriser les emplois par une mécanisation rapide et une clarification des statuts.

Gestion de carrière

- Mettre en place une politique de carrière claire et transparente, incluant des perspectives de promotion.
- Améliorer la mobilité professionnelle et reconnaître les efforts et l'ancienneté.
- Lutter contre le clientélisme et renforcer l'équité dans les nominations et promotions.

Formation initiale et continue.

- Réformer la formation initiale pour mieux préparer les enseignants aux réalités de la classe.
- Développer la formation continue régulière et adaptée aux besoins, avec un suivi effectif.
- Renforcer les capacités pédagogiques des encadreurs et améliorer la qualité des dispositifs de formation.

Environnement de travail et conditions sociales

- Réhabiliter et équiper les écoles en infrastructures et matériels didactiques.
- Réduire la taille des classes pour améliorer les conditions d'apprentissage.
- Améliorer l'accès des enseignants aux services sociaux de base (santé, logement, transport).

Politiques publiques et gouvernance

- Intégrer la question du bien-être et de la motivation des enseignants dans les politiques éducatives.
- Promouvoir une meilleure synergie entre le ministère, les syndicats, les communautés et les parents d'élèves.
- Renforcer la gouvernance du système éducatif par la planification, le suivi et l'évaluation des réformes.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Le travail a fait l'objet d'une restitution et/ou d'échanges avec le ministère de l'éducation lors d'un atelier de restitution. Il a été apprécié dans la mesure où il ouvre des perspectives sur de nouvelles modalités de formation des enseignants.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **la diffusion d'une note d'orientation :**

Lire la note

- **Présentation sur le site d'APPRENDRE :**

Consulter le lien

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Problématique de l'attrition des enseignants du primaire, du moyen et du secondaire au Sénégal : quelle est la place de la formation initiale et continue dans les stratégies de remédiation face à ce phénomène ?

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des résultats de recherche inédit dans le sens qui soulèvent un ensemble de déterminants multiformes – économiques, organisationnels, sociaux et personnels – qui, combinés, entrainent un taux élevé d'attrition et accentuent la vulnérabilité du système éducatif sénégalais.
- En s'attaquant aux causes profondes de l'attrition, cette étude fournit des pistes concrètes pour renforcer la stabilité du corps enseignant et, par conséquent, améliorer la qualité et l'équité de l'éducation au Sénégal.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Sénégal

Budget alloué : 44 987 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** M. FAYE Cheikh. Enseignant-chercheur, Maître de Conférences-CAMES
- **Nom du référent scientifique :** Fatima DAVIN, France ; Jacques Béziat, France.
- **Établissements partenaires :** Université Assane Seck de Ziguinchor

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet a pour ambition de produire des données nationales et actualisées sur l'attrition des enseignants aux niveaux primaire, moyen et secondaire au Sénégal, en mettant un accent particulier sur le rôle de la formation initiale et continue dans les stratégies de remédiation de ce phénomène.

De façon spécifique, il vise à :

- **Analyser l'ampleur et la nature du phénomène d'attrition** des enseignants du primaire, moyen et secondaire, ses configurations aux niveaux national et régional et les facteurs explicatifs.
- **Caractériser les conditions et déterminants de la rétention des enseignants** qui choisissent de rester dans le métier malgré les contraintes.
- **Étudier les stratégies** mises en œuvre par les autorités éducatives et les acteurs du système **pour limiter ou inverser le phénomène d'attrition.**
- **Évaluer la contribution de la formation initiale et continue dans ces stratégies de remédiation,** et analyser son rôle comme levier de stabilisation et de fidélisation des enseignants.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Sénégal, la croissance démographique et l'augmentation constante des effectifs scolaires exercent une forte pression sur le système éducatif, qui peine à répondre à la demande croissante en enseignants. Or, ce système est fragilisé par des difficultés structurelles persistantes : grèves récurrentes, privatisation des établissements et des instituts de formation, transformation du rôle social de l'enseignant, perte de repères face aux anciens modèles de réussite, mais aussi crise des valeurs. Ces éléments compromettent la stabilité et affaiblissent l'école dans sa mission de transmission et de promotion sociale.

À ces défis s'ajoute un problème de plus en plus préoccupant : l'attrition des enseignants. Ce phénomène, marqué par des départs prématurés ou définitifs, trouve son origine dans divers facteurs : surcharge de travail, manque de motivation et de perspectives de carrière, détresse psychologique, conditions de travail difficiles, répartition inégale du personnel au détriment des zones rurales, faiblesse des formations initiales et continues, absence de critères transparents de gestion et précarité des protections sociales. Ces départs accentuent l'instabilité, aggravent la pénurie déjà existante et compromettent la qualité des apprentissages.

Dans ce contexte, le projet vise à analyser les causes et les dynamiques de l'attrition afin d'éclairer les politiques éducatives par des données probantes et de proposer des recommandations opérationnelles pour améliorer la rétention des enseignants et renforcer la qualité du système éducatif national.

Problématique

L'étude pose l'hypothèse que les facteurs de rétention et de départ s'articulent autour de dimensions personnelles (sexe, expérience, qualification), sociales (responsabilités familiales, perception sociale du métier) et organisationnelles (conditions de travail, soutien institutionnel, rémunération). Elle avance que les stratégies actuelles – amélioration des conditions de travail, promotions et mécanismes de soutien – demeurent insuffisantes face à l'ampleur du problème, et que la formation initiale et continue reste le levier principal pour améliorer la qualité de l'éducation et réduire l'attrition au primaire, au moyen et au secondaire.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été conduite par une équipe pluridisciplinaire d'enseignants-chercheurs et de praticiens, sous la coordination du Professeur Faye Cheikh, maître de conférences-CAMES à l'Université Assane Seck de Ziguinchor, provenant de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Elle a aussi associé trois enseignantes du moyen secondaire, dont une doctorante en sciences de l'éducation à la Chaire Unesco pour les Sciences de l'Éducation (CUSE), l'autre étudiante en master en sciences de l'éducation à l'UFR des Sciences de l'Éducation, de la Formation et des Sports (SEFS), Université Gaston Berger de Saint-Louis.

Méthodologie employée

Cette recherche repose sur la collecte et l'analyse de données primaires et secondaires afin d'examiner l'attrition des enseignants au Sénégal aux niveaux primaire, moyen et secondaire. La méthodologie combine une approche quantitative, à travers un questionnaire administré à un échantillon représentatif d'enseignants, et une approche qualitative, mobilisant des entretiens individuels avec des responsables du ministère de l'Éducation nationale et de ses services déconcentrés (IA, IEF), des chefs d'établissement, des formateurs (FASTEF, CRFPE) ainsi que des acteurs clés du secteur. Ces témoignages ont été complétés par des observations de terrain.

Parallèlement, une revue de littérature et l'exploitation de données publiques ont permis d'identifier huit facteurs prédictifs : déploiement des enseignants, opportunités de développement professionnel, rémunération, conditions de travail, mobilité, charge de travail, contraintes familiales et soutien social. L'étude a également examiné les mobilités vers d'autres secteurs, en intégrant les témoignages d'anciens enseignants pour éclairer les raisons profondes de l'attrition.

Population cible et échantillon

L'échantillon de l'étude était composé de 270 enseignants, répartis de manière équilibrée entre les trois cycles scolaires : 90 enseignants du primaire, 90 du moyen et 90 du secondaire. La couverture géographique a concerné neuf régions du Sénégal, regroupées en trois grands pôles : le Centre (Dakar, Thiès, Diourbel), le Nord (Saint-Louis, Louga, Matam) et le Sud (Ziguinchor, Sédhiou, Kolda). Dans chaque région, 30 enseignants ont été interrogés, soit 10 par cycle (171 hommes - 63,3 % contre 99 femmes - 36,7 %).

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

- La démarche a été basée uniquement sur une approche quantitative, non croisée avec une approche qualitative d'observation.
- Difficultés à établir des liens avec des instances ou des autorités nationales en charge des questions d'éducation.
- Un échantillon qui a concerné essentiellement des écoles publiques, ce qui réduit la représentativité des résultats pour l'ensemble du système éducatif.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en évidence que l'attrition des enseignants au Sénégal est un phénomène réel et préoccupant, affectant les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) et qui est dû à plusieurs causes :

- **Des conditions de travail difficiles :** surcharge de travail, lourdeur des tâches administratives, manque de ressources pédagogiques et éloignement des lieux d'affectation, notamment en zones rurales ou enclavées, rémunération insuffisante et irrégulière.
- **Manque de perspectives professionnelles :** absence de plan de carrière clair, rareté des promotions et manque de transparence dans les mutations et transferts créent un sentiment d'injustice organisationnelle qui pousse de nombreux enseignants à envisager de quitter la profession.
- **Facteurs sociaux et personnels :** responsabilités familiales, maternité, contraintes liées à l'éducation des enfants influencent particulièrement la décision des enseignantes de se retirer du métier.

L'étude montre que les dispositifs existants po ur contrer l'attrition, tels que l'amélioration des conditions de travail, certaines primes ou possibilités de promotion, demeurent peu efficaces au regard de l'ampleur du phénomène.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude confirme que l'attrition des enseignants constitue un problème majeur pour le système éducatif sénégalais, avec des causes multiples et imbriquées. Elle montre que la vulnérabilité de la profession tient autant aux facteurs matériels (faibles rémunérations, conditions de travail précaires, absence de perspectives de carrière) qu'aux facteurs sociaux et organisationnels (déploiement inégal, manque de reconnaissance, pression familiale et sociale).

Les résultats soulignent que l'attrition ne résulte pas uniquement d'un découragement individuel mais d'un ensemble structurel de contraintes qui fragilisent la profession et affaiblissent le système éducatif dans son ensemble.

Ils indiquent aussi que les stratégies actuelles de remédiation restent limitées, faute de moyens suffisants et d'une coordination efficace entre les parties prenantes.

La lutte contre l'attrition des enseignants doit dépasser les seules mesures incitatives ponctuelles pour s'inscrire dans une politique globale en vue de renforcer la rétention des enseignants expérimentés et rendre la profession plus attractive pour les nouvelles générations, condition indispensable à la qualité et à l'équité du système éducatif sénégalais.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Documente de manière empirique les causes de l'attrition des enseignants dans les trois cycles (primaire, moyen et secondaire) et éclaire ainsi une problématique jusque-là peu étudiée dans le contexte national.

PRATIQUES

- les résultats fournissent aux décideurs des données fiables sur les principaux facteurs de départ et de rétention qui permettent de cibler les leviers prioritaires tels que la revalorisation salariale, l'amélioration des conditions de travail, la gestion transparente des carrières et le renforcement de la formation initiale et continue.

MÉTHODOLOGIQUES

- Approche méthodologique très pertinente qui pourrait être généralisée à d'autres régions voire à d'autres pays d'Afrique qui souffrent du phénomène d'attrition des enseignants. L'équipe sénégalaise pourrait être pionnière dans la recherche action sur l'attrition en disséminant leurs résultats dans d'autres contextes.

POLITIQUES

- Les résultats constituent un outil d'aide à la décision pour le ministère de l'Éducation nationale et l'ensemble des partenaires. Ils soulignent la nécessité d'une politique globale et coordonnée, impliquant à la fois l'État, les collectivités locales, les syndicats, les communautés et les bailleurs. En s'attaquant aux causes profondes de l'attrition, cette étude fournit des pistes concrètes pour renforcer la stabilité du corps enseignant et, par conséquent, améliorer la qualité et l'équité de l'éducation au Sénégal.

RECOMMANDATIONS

Statut et rémunération :

- **Revaloriser la profession enseignante** à travers une politique salariale plus attractive et régulière, assortie d'incitations sociales (assurance maladie, logement, transport).
- **Assurer une gestion transparente des carrières,** avec des perspectives de promotion et des procédures de mutation équitables, notamment pour les zones rurales et enclavées.

Formation et accompagnement

- **Réformer la formation initiale et renforcer la formation continue** pour répondre aux besoins réels du terrain.
- **Mettre en place des dispositifs de développement professionnel régulier et adapté,** incluant le mentorat pour les nouveaux enseignants et l'appui aux enseignants expérimentés afin de réduire le décrochage.

Conditions de travail et bien-être

- A**méliorer l'environnement scolaire en réduisant la surcharge de travail, en fournissant les ressources pédagogiques nécessaires et en renforçant les infrastructures.**
- **Promouvoir un climat scolaire respectueux et sécurisant,** en mobilisant davantage les parents, les communautés et les partenaires pour soutenir et valoriser la profession enseignante.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats ont été partagés au ministère, sous format panel avec présentation des résultats et discussion. Les acteurs se sont montrés très intéressés.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **Une note d'orientation :**

Lire la note

- **Présentation sur le site d'APPRENDRE :**

Consulter le lien

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

- **Plusieurs publications :**

- Djibrirou Daouda Ba, « *Problématique de l'attrition des enseignants du Sénégal : les facteurs de rétention* », Revue Marocaine d'évaluation et de la Recherche Educative :

Consulter le lien

- Cheikh FAYE, « *Déterminants de l'attrition chez les enseignants : regards croisés autour du désenchantement du métier d'enseignants au Sénégal* », Revue Nigérienne des Sciences Sociales - 6 juin 2023 :

Consulter le lien

- Cheikh FAYE, « *Quel rôle de la formation pédagogique dans les stratégies de lutte contre le phénomène de l'attrition dans l'enseignement du primaire, du moyen et du secondaire au Sénégal* », Frantice :

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Motivation, démotivation et transmotivation chez les enseignant.e.s au Cameroun : tirer parti des histoires de vie personnelles des différents profils et statuts connus.

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Une documentation des logiques de motivation et de démotivation des enseignants camerounais en fonction de leurs statuts.
- Les politiques éducatives doivent aller au-delà de l'amélioration matérielle des conditions d'enseignement : elles doivent aussi s'attaquer aux inégalités structurelles entre statuts, reconnaître la valeur du métier et reconstruire une identité professionnelle collective qui redonne aux enseignants un rôle central et reconnu dans le système éducatif camerounais.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Cameroun

Budget alloué : 44 992 euros

Porteur de projet et coordonnateur :

NOUROU Mohammadou – Professeur à l'Université de Garoua, Faculté des sciences économiques et de gestion, Département des techniques quantitatives, Cameroun

Nom du référent scientifique :

IMPEDOVO Maria Antonietta - FRANCE ;
WITTORSKI Richard - FRANCE

Établissements partenaires :

- Université de Garoua
- Université de Ngaoundéré, Faculté des sciences de l'éducation, Département de psychologie et Sciences de l'orientation
- Université de Bertoua, École normale supérieure de Bertoua, Département des sciences de l'éducation
- Université de Maroua, Faculté des arts, lettres et sciences humaines, Département des sciences du langage et de la communication)
- Délégation régionale des enseignements secondaires pour l'Adamaoua
- Délégation régionale de l'éducation de base pour l'Adamaoua.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'étude sur la motivation, la démotivation et la transmotivation des enseignants au Cameroun a pour but de mieux comprendre les dynamiques d'entrée, de maintien et de départ de la profession selon les différents profils et statuts existants. Depuis une perspective de clinique du travail et de psychodynamique du travail, elle prête attention aux réalités vécues et aux stratégies d'adaptation mobilisées par les enseignants.

Les objectifs spécifiques étaient les suivants :

- **Identifier les mobiles d'engagement** dans chacun des profils et statuts d'enseignants connus au Cameroun et déterminer les raisons qui limitent le maintien dans ces profils et statuts ;
- **Analyser les stratégies d'adaptation** mises en œuvre face aux obstacles au maintien ;
- **Identifier les causes de départ** de la profession selon les différents profils ;
- **Examiner les réponses institutionnelles et les formes de participation communautaire** (familles, élus, communautés) susceptibles d'améliorer l'entrée et le maintien des enseignants ;

In fine, elle vise à **proposer des pistes d'évolution** pour la formation initiale et continue ainsi que pour l'adaptation des politiques d'accompagnement professionnel aux spécificités de chaque profil.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Cameroun, l'enseignant est légalement considéré comme le principal garant de la qualité de l'éducation mais dans les faits, son identité professionnelle apparaît éclatée et inéquitable. Le système éducatif compte neuf profils regroupés en trois statuts majeurs : les titulaires (fonctionnaires de l'État), les non titulaires (contractuels, communaux, permanents, volontaires) et les enseignants dits de circonstance (vacataires, maîtres des parents, bénévoles). Cette diversité entraîne une grande disparité en matière de droits, de conditions de travail et de reconnaissance sociale.

Les enseignants titulaires bénéficient de certains privilèges liés à la fonction publique, tels que la sécurité de l'emploi et la protection sociale. En revanche, les enseignants de circonstance exercent souvent dans une forme de précarité et d'illégalité professionnelle, rémunérés par de faibles salaires, parfois en nature (vivres ou parcelles de terre). Cette inégalité est source de souffrance professionnelle, de démotivation et d'un fort sentiment d'injustice sociale.

Dans un contexte marqué par la raréfaction des emplois formels et la forte informalité du marché du travail (près de 90 % des actifs), beaucoup d'enseignants entrent dans le métier par nécessité d'emploi plutôt que par vocation. Leurs conditions de travail difficiles, la marginalisation sociale de la profession et l'absence de perspectives stables limitent fortement le maintien dans le métier, en particulier pour les enseignants de circonstance.

L'étude vise donc à **comprendre les logiques de motivation, de démotivation et de transmotivation qui structurent l'entrée, le maintien et la sortie de la profession enseignante** selon les différents statuts. Elle vise à documenter ces réalités afin d'éclairer les politiques éducatives, de proposer des réponses adaptées aux contextes locaux et de renforcer l'équité, la reconnaissance et la qualité du métier enseignant au Cameroun

Problématique

La recherche, fondée sur l'analyse des histoires de vie de 101 enseignants au Cameroun, vise à comprendre les motivations d'entrée, les facteurs de maintien et les causes de départ selon les différents profils et statuts. Elle s'attache aussi à identifier les stratégies d'adaptation des enseignants et à analyser le rôle des réponses institutionnelles et communautaires dans l'amélioration de l'attractivité et de la valorisation du métier.

Les principales questions sont les suivantes :

- Pour chacun des profils et statuts d'enseignants, quels sont les mobiles d'engagement, de maintien et de départ de l'enseignement ?
- Quelles stratégies d'adaptation sont mobilisées face aux obstacles au maintien dans le métier ?
- Quelles sont les causes de départ de la profession selon les différents profils/statuts ?
- Existe-t-il des réponses institutionnelles et communautaires (familles, élus, communautés) destinées à améliorer l'entrée et le maintien des enseignants ? Si oui, lesquelles et comment sont-elles perçues par les bénéficiaires ?
- Quelles évolutions envisager pour la formation initiale et continue, ainsi que pour les politiques d'accompagnement professionnel propres à chaque profil et statut d'enseignants ?

MÉTHODOLOGIE

Enquête quantitative et qualitative

Composition de l'équipe de recherche

La recherche a été conduite sous la supervision du Professeur Nourou Mohammadou, de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Garoua au Cameroun. Elle a associé des chargés de cours de plusieurs autres Universités camerounaises (Université de Ngaoundéré, Université de Bertoua, Université de Maroua). Le projet a bénéficié également de l'appui de praticiens de terrain, notamment un délégué départemental de l'éducation de base du Djerem (région de l'Adamaoua), ainsi que de la collaboration avec l'Université Paris Cité (France) pour la formation des assistants de recherche, encadrée par Laurent Sovet et son équipe du Laboratoire de Psychologie et d'Ergonomie Appliquée (LaPEA).

Méthodologie employée

Le travail s'est centré sur les histoires de vie et témoignages d'enseignants et d'administrateurs. La recherche a adopté une approche qualitative mobilisant la clinique et la psychodynamique du travail pour analyser les motivations, la démotivation et la transmotivation en lien avec les conditions d'exercice. La collecte de données a reposé sur des entretiens individuels et des groupes de discussion. L'analyse a combiné trois niveaux : empirique (idées exprimées), lexical (vocabulaire utilisé) et énonciatif (sens attribué par les acteurs). Cette triangulation a permis d'identifier les catégories et sous-catégories de motivation, démotivation et transmotivation selon les différents statuts et profils d'enseignants.

Population cible et échantillon

La recherche a concerné les enseignants du primaire (57,44 %) et du secondaire (43,56 %) au Cameroun (de 9 profils et 3 statuts identifiés) ainsi que des administrateurs de l'éducation (chefs d'établissement, inspecteurs, conseillers pédagogiques, censeurs, etc.) dans 5 régions (Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Littoral et Ouest) et représentatifs des deux sous-systèmes éducatifs (francophone et anglophone), dans le public et le privé. Pour la première phase, l'échantillon a mobilisé 101 enseignants sélectionnés par échantillonnage ; la seconde, a porté sur 19 administrateurs de l'éducation et 5 groupes de discussion (un par région) rassemblant des représentants des neuf profils/statuts.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Le rapport du référent scientifique fait apparaitre les limites suivantes :

- Approche essentiellement transversale qui ne permet pas de suivre l'évolution des parcours et des motivations sur le long terme.
- Retards de paiement pour certains enquêteurs, et ressources limitées pour approfondir les analyses statistiques et méthodologiques.
- Malgré une analyse des données rigoureuse, un accompagnement supplémentaire en matière de méthodologie statistique aurait pu améliorer la profondeur des analyses et permettre des conclusions plus robustes (formations ou ateliers supplémentaires pour le personnel impliqué dans l'analyse.)

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en évidence une identité professionnelle des enseignants camerounais éclatée et profondément marquée par l'injustice. La coexistence de neuf profils regroupés en trois statuts crée une disparité forte entre le métier d'enseignant, porteur de compétences et de valeurs éducatives, et l'emploi administratif d'enseignant, limité à un poste dans l'appareil scolaire. Cette fragmentation nourrit une confusion et affaiblit la cohésion du corps enseignant.

L'entrée dans la profession est le plus souvent dictée par la nécessité économique et le manque d'alternatives professionnelles. L'enseignement apparaît ainsi comme un emploi de substitution, rarement choisi par vocation initiale, même si celle-ci peut se construire au fil du temps. Les raisons de départ sont multiples : surcharge de travail, faibles rémunérations qualifiées de « Salaire Insignifiant Difficilement Acquis », absence de reconnaissance sociale, pressions hiérarchiques, violences en milieu scolaire et manque de transparence dans les nominations. L'attrition touche surtout les enseignants de circonstance, suivis des non titulaires et, dans une moindre mesure, des titulaires, qui envisagent parfois l'émigration ou la reconversion.

Pour faire face, les enseignants recourent à diverses stratégies d'adaptation : résignation, absentéisme, activités parallèles pour compléter leurs revenus, entraide, endettement, ou encore départ vers d'autres secteurs. Ces comportements traduisent une souffrance identitaire et un sentiment d'injustice organisationnelle, révélant un système éducatif fragilisé où l'engagement repose davantage sur la survie que sur une véritable reconnaissance professionnelle.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Au-delà du constat de précarité et de démotivation déjà mis en lumière par les résultats, l'étude révèle plusieurs dimensions transversales. Elle montre d'abord que **la souffrance des enseignants n'est pas seulement matérielle mais aussi identitaire : l'écart entre les obligations communes et la disparité des droits produit un sentiment d'injustice qui mine la cohésion du corps enseignant.**

Ensuite, l'étude met en évidence que la vocation déclarée par certains enseignants relève davantage d'une justification a posteriori que d'une motivation initiale, et ce pour tenter de donner sens à une trajectoire professionnelle choisie par défaut.

L'étude montre aussi que **les stratégies d'adaptation participent à un cercle vicieux où le recours à des activités parallèles ou à l'absentéisme fragilise encore davantage le système éducatif,** accentuant la crise de confiance entre enseignants, hiérarchie et société.

Ces conclusions impliquent que les politiques éducatives doivent aller au-delà de l'amélioration matérielle des conditions d'enseignement. Elles doivent aussi s'attaquer aux inégalités structurelles entre statuts, reconnaître la valeur du métier et reconstruire une identité professionnelle collective qui redonne aux enseignants un rôle central et reconnu dans le système éducatif camerounais.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche documente pour la première fois les logiques de motivation et de démotivation des enseignants camerounais en fonction de leurs statuts, enrichissant la compréhension de leur identité professionnelle.

PRATIQUES

- Elle met en évidence les causes d'attrition et les stratégies d'adaptation, fournissant des données exploitables pour orienter des mesures de soutien ciblées.

MÉTHODOLOGIQUES

- Illustre la pertinence des histoires de vie et de l'analyse qualitative pour saisir le vécu enseignant.

POLITIQUES

- Elle souligne l'urgence de réduire les inégalités de statuts, d'améliorer la rémunération et la reconnaissance sociale, et d'intégrer la question du bien-être enseignant dans les politiques éducatives.

RECOMMANDATIONS

Trois priorités :

Statut et rémunération

Réduire les inégalités entre statuts, harmoniser les droits et mettre en place une politique salariale équitable et attractive pour limiter l'attrition et renforcer la stabilité du corps enseignant.

Formation et accompagnement

Développer la formation initiale et continue adaptée aux différents profils, instaurer des mécanismes transparents de recrutement et de gestion de carrière, et soutenir la professionnalisation des enseignants, y compris en zones rurales.

Reconnaissance et bien-être

Renforcer la reconnaissance sociale et institutionnelle, améliorer les conditions de travail et intégrer la question du bien-être et de la motivation dans les politiques éducatives comme levier essentiel de qualité des apprentissages.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats sont contradictoires (selon les informations recueillies par questionnaire). Il semble que les productions aient été partagées mais pas restituées officiellement au ministère. Il y a toutefois une volonté de le faire après la restitution internationale d'octobre 2025 à Dakar.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **Une note d'orientation :**

Lire la note

- **Présentation sur le site d'APPRENDRE :**

Consulter le lien

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

- Projets de publications d'articles (en cours d'évaluation) et projet d'ouvrage collectif en vue.

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Les déterminants de l'entrée et maintien dans le métier d'enseignements primaire et secondaire dans la province du Sud-Kivu

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION / PARCOURS | GENRE

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Un éclairage sur les éléments majeurs pour une politique cohérente de rétention et de professionnalisation des enseignants ;
- Politique de genre à développer et soutenir pour favoriser l'entrée, le maintien et la progression des femmes dans la profession.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : République Démocratique du Congo **Budget alloué : 44 875 euros**

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  NSIMIRE ZIHALIRWA Aline, Professeure Associée, Coordinatrice du Projet, Université Évangélique en Afrique (UEA/Bukavu) République démocratique du Congo.
- **Nom du référent scientifique :**
  RASOAMAMPIONONA Clarisse ;
  GADAIS Tegwen - CANADA.
- **Établissements partenaires :**
  - Université Évangélique en Afrique (UEA/Bukavu) République démocratique du Congo.
  - Centre d'Excellence Denis Mukwege.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

L'étude vise à comprendre les motivations et conditions d'entrée dans la profession enseignante, à identifier le profil de ceux qui restent ou quittent, et à mesurer les effets de l'attrition sur le collectif professionnel, la gestion du système, la continuité pédagogique et les résultats scolaires.

Elle cherche aussi à analyser les leviers de rétention et les difficultés rencontrées, en tenant compte du genre, à dresser un état des lieux des formations initiales et continues offertes et suivies, à examiner les contraintes liées à ces formations, puis à proposer des stratégies d'amélioration de la qualité et de l'attractivité du métier d'enseignant.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En Afrique subsaharienne, les systèmes éducatifs sont confrontés à une **pénurie structurelle d'enseignants qualifiés et à des conditions de travail difficiles. Le ratio élèves/enseignant formé demeure très élevé** et reflète une sous-performance persistante des dispositifs de formation initiale et continue. En République Démocratique du Congo, la littérature scientifique sur l'attrition et le maintien des enseignants est quasi inexistante, ce qui empêche de disposer de données fiables pour évaluer l'attractivité de la profession et orienter des politiques de rétention adaptées.

En République Démocratique du Congo, et particulièrement au Sud-Kivu, le système éducatif souffre d'un **manque criant d'enseignants qualifiés, aggravé par des dispositifs de formation initiale et continue insuffisants et inadaptés.** Les conditions d'entrée dans la profession sont souvent précaires, les perspectives de carrière limitées et les conditions de travail peu favorables, ce qui entraîne une **attrition élevée**, surtout chez les jeunes et les hommes.

Dans ce contexte, l'étude ambitionne de documenter scientifiquement les motivations d'entrée dans le métier, les facteurs de maintien et les causes d'attrition en vue de cerner les leviers sur lesquels agir et identifier les obstacles qui fragilisent la profession. Elle vise également à proposer des politiques contextualisées et adaptées aux réalités locales, en tenant compte des disparités entre milieux urbains et ruraux et des effets différenciés selon le genre.

Problématique

Cette situation énoncée ci-dessus compromet la stabilité du corps enseignant, la continuité pédagogique et la qualité des apprentissages. Pourtant, les données scientifiques sur les motivations, les parcours et les causes de départ des enseignants en RDC sont quasi inexistantes. **Quels sont donc les facteurs qui expliquent l'entrée, le maintien et la sortie du métier ? Quelles politiques éducatives contextualisées et efficaces pour renforcer l'attractivité, la rétention et la professionnalisation des enseignants ?**

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Étude de cas
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

La recherche est portée par une équipe de l'Université Évangélique en Afrique (Bukavu-RDC), coordonnée par une Professeure Associée Aline NSIMIRE ZIHALIRWA, et associée à des enseignants-chercheurs, des doctorants (l'un à l'Université de Liège, mais également un étudiant de Master). Il n'y a pas d'acteurs / praticiens de terrain dans l'équipe mobilisée.

Méthodologie employée

L'étude a adopté une démarche mixte rigoureuse (méthodes quantitatives et qualitatives). Les données ont été collectées dans la ville de Bukavu et le territoire de Kabare, au Sud-Kivu, à l'Est de la RDC.

Une formation d'une journée sur l'éthique et la méthodologie de collecte a été dispensée à un total de 37 enquêteurs recrutés pour cette étude.

Instruments de collecte : questionnaires structurés, administrés via le logiciel Kobo Collect, complétés par un focus group avec des enseignants et des entretiens qualitatifs auprès de 20 gestionnaires d'écoles et autorités éducatives.

La supervision de la collecte a été assurée par l'équipe de recherche du Centre d'Excellence Denis Mukwege.

L'analyse des données a été réalisée à l'aide d'Excel et du logiciel SPSS, permettant des statistiques descriptives et des analyses de fréquences. Le test du khi-deux a servi à mesurer les relations significatives entre variables qualitatives et l'analyse en composantes principales a permis d'identifier les dimensions essentielles des motivations et de l'attrition. Des tableaux et graphiques ont été produits pour synthétiser et clarifier les résultats.

Population cible et échantillon

L'échantillon était constitué de 780 enseignants en fonction, 180 enseignants ayant quitté la profession et 22 autorités et gestionnaires (directeurs, préfets, inspecteurs, recteurs et gestionnaires d'écoles).

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Les contraintes ne sont pas explicitement énoncées mais on peut déduire du rapport un manque de documentation scientifique préalable sur l'attrition et le maintien des enseignants en RDC, ce qui a limité les points de comparaison, des difficultés à atteindre les enseignants ayant quitté le système.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en évidence le fait que **le salaire médiocre des enseignants joue un rôle central dans leur désengagement.** Elle souligne la nécessité d'une révision de la politique salariale pour améliorer les conditions de travail et favoriser la rétention.

Elle révèle une disparité hommes-femmes dans l'entrée dans le métier : les femmes sont moins nombreuses à devenir enseignantes, et moins encore lorsque que le niveau d'études exigé augmente. La proportion des enseignantes est de 48,5 % au primaire contre 22 % au secondaire, avec une surreprésentation en milieu urbain et dans les écoles privées. Ces tendances confirment les données nationales et continentales qui indiquent une faible proportion de femmes dans l'enseignement secondaire.

Concernant l'attrition, les principaux facteurs explicatifs sont la rémunération, les mauvaises conditions de travail et les discriminations (pour les hommes) et l'état de santé (pour les femmes). Certains abandons s'expliquent aussi par l'absence de maîtrise des TICE. L'étude note que plus d'enseignants quittent le métier en milieu urbain qu'en milieu rural.

L'étude conclut que ces disparités s'expliquent par un taux élevé d'analphabétisme féminin, une scolarisation plus faible des filles, ainsi que des mariages et grossesses précoces.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les résultats de l'étude montrent que l'entrée et le maintien dans le métier d'enseignant sont principalement motivés par la volonté de **rendre service à la communauté,** mais que ces motivations se heurtent à des c**onditions de travail précaires et à une rémunération insuffisante.** L'attrition, plus marquée chez les jeunes enseignants et chez les hommes, est aggravée par le faible salaire, la dégradation des conditions de travail, l'état de santé et les discriminations. Ces départs fragilisent la continuité pédagogique, la gestion du système éducatif et les résultats des élèves. **La faible proportion de femmes dans l'enseignement secondaire** confirme des inégalités persistantes liées à l'accès à l'éducation et à la profession.

L'étude met ainsi en évidence la **nécessité d'améliorer les politiques de formation et de professionnalisation des enseignants** pour renforcer la qualité de l'éducation au Sud-Kivu et plus largement en RDC mais aussi de **revoir la politique salariale**, première mesure indispensable pour maintenir une main-d'œuvre qualifiée et répondre aux défis de l'attrition.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche comble un vide documentaire sur l'attrition et le maintien des enseignants en RDC, en fournissant des données empiriques inédites sur Bukavu et Kabare.

PRATIQUES

- Elle identifie les profils et motivations des enseignants, les facteurs de sortie et les leviers de rétention, ce qui permet d'orienter des interventions ciblées.

POLITIQUES

- La recherche met en avant les priorités pour le système éducatif : la révision de la politique salariale, l'amélioration des conditions de travail, le développement de formations initiales et continues adaptées et l'intégration des TICE. De façon transversale, elle montre aussi le rôle important et la sensibilisation que les politiques ont à jouer auprès des femmes, moins représentées dans le métier, et notamment dans les niveaux d'enseignement supérieur pour renforcer leur intégration dans le corps enseignant et améliorer de façon durable la qualité de l'éducation.

RECOMMANDATIONS

Révision de la politique salariale

Le gouvernement congolais doit revaloriser le métier en améliorant le salaire de base, en mécanisant les enseignants en fonction et en mettant en place des mesures d'accompagnement (assurance maladie, fonds de pension, allocations de transport et familiales). La rémunération étant le premier facteur d'attrition, cette réforme est une priorité pour la rétention.

Investissement dans le personnel et les infrastructures scolaires

Une politique d'amélioration des conditions de travail doit être menée : formation continue et recyclages réguliers des enseignants, mentorat par des pairs expérimentés, meilleure organisation du recrutement et suivi de la qualité de l'enseignement. Cela implique aussi des infrastructures scolaires adaptées et un climat scolaire propice à l'apprentissage.

Intégration des TICE et nouvelles technologies dans le système éducatif

Les enseignants doivent avoir accès à des outils et ressources numériques pour moderniser leurs pratiques.
La vulgarisation des NTIC dans toutes les écoles est essentielle pour renforcer les compétences pédagogiques, valoriser l'enseignement technique et assurer la résilience du système éducatif face aux crises comme celle du COVID-19.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les résultats n'ont pas fait l'objet d'une restitution ou d'échange avec le ministère de l'éducation du pays, notamment parce que cela ne faisait pas partie du budget initialement prévu. L'équipe attend que ce soit APPRENDRE qui fasse une restitution auprès des gouvernements et/ou du ministère.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **Une note d'orientation :**

Lire la note

- **Présentation sur le site d'APPRENDRE :**

Consulter le lien

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

L'implication d'enseignants stagiaires dans le pilotage d'innovations au sein de collectifs apprenants : quels effets sur le développement de leur motivation pour rester dans le métier ?

POLITIQUES ÉDUCATIVES | PÉDAGOGIES INNOVANTES | FORMATION DES ENSEIGNANTS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Les résultats mettent en évidence que l'entrée dans le métier par l'innovation est une piste prometteuse, mais qu'elle doit être institutionnalisée, c'est-à-dire intégrée dans une stratégie nationale de formation et d'accompagnement. Cette recherche constitue ainsi un levier pour éclairer les réformes de la politique enseignante au Togo.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Togo

Budget alloué : 44 646 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  AMOUZOU-GLIKPA Amévor – TOGO
  Institut National des Sciences de l'Éducation (INSE), Université de Lomé.
- **Nom du référent scientifique :**
  Cyr Stéphane - CANADA ;
  Chevalier Jean Pierre - FRANCE.
- **Établissements partenaires :**
  - Institut National des Sciences de l'Éducation (INSE), Université de Lomé Université de Cergy-Paris
  - ENI de Dapaong
  - ENI de Notsè

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Cette recherche s'intéresse à un champ encore peu exploré en Afrique subsaharienne, celui des conditions de développement de la motivation des enseignants. Elle vise à analyser dans quelle mesure l'implication d'enseignants néo-entrants ou stagiaires dans des dispositifs d'innovations pédagogiques et de collectifs apprenants influence leur entrée dans le métier, leur motivation intrinsèque à rester dans l'enseignement.

De façon plus spécifique, l'étude ambitionne de :

- **Étudier les perceptions des enseignants stagiaires** concernant leur adaptation, leur autonomie et leur satisfaction professionnelle.
- **Analyser l'impact de la participation à des dispositifs innovants** sur la collaboration entre pairs, la relation aux élèves, le développement professionnel et plus largement sur le maintien dans le métier.
- **Identifier les facteurs contextuels et personnels** influençant la motivation et la stabilité dans le métier.
- **Produire des résultats utiles pour éclairer les politiques éducatives** et inspirer d'autres pays.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

En Afrique subsaharienne, la massification de l'éducation s'est accompagnée d'un fort taux d'attrition des enseignants. Au Togo, la suspension de la formation initiale a conduit au recrutement massif de volontaires, devenus ensuite des enseignants fonctionnaires (EFNR) affectés en classe sans préparation initiale. Si la formation a repris en 2022-2023, ces néo-entrants restent confrontés à des défis importants : classes pléthoriques, conditions de travail difficiles, affectations en zones rurales. La littérature, majoritairement issue des pays du Nord, a identifié plusieurs freins (perte d'attractivité du métier et le poids des conditions de travail) mais également des moteurs pour «garder les enseignants » : type de leadership du chef d'établissement, qualité de l'environnement scolaire ou encore le degré de solidarité entre enseignants. Or, en Afrique, la recherche s'est peu tournée vers les facteurs qui favorisent ou pas l'entrée et le maintien des enseignants.

Problématique

Dans un contexte où le métier d'enseignant doit s'adapter à des classes pléthoriques et hétérogènes, la transformation des modalités d'enseignement/apprentissage devient indispensable et passe par de nouvelles expérimentations. La question centrale est de savoir si la participation précoce des enseignants stagiaires ou néo-entrants à des innovations organisationnelles et pédagogiques (notamment les techniques de pédagogie active – TPA) lors de leurs stages d'immersion et leurs premières années d'exercice peut renforcer leur motivation, leur engagement et leur maintien dans le métier.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Recherche-action
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Expérimentation
- Analyse comparative
- Recherche participative

Composition de l'équipe de recherche

La recherche est coordonnée par un Maître de Conférences en sociologie de l'éducation de l'Institut National des Sciences de l'Éducation (INSE- Université de Lomé), et associe un doctorant d'une Université Française, des acteurs clefs de la formation des enseignants issus de deux ENI et deux experts internationaux qui ont fourni des outils et méthodologies aux équipes.

Méthodologie employée

Il s'agit d'une recherche-action comparative, qui cherche à analyser l'effet de l'implication d'enseignants fonctionnaires nouvellement recrutés (EFNR) dans des dispositifs pédagogiques innovants.

- **Un premier groupe expérimental** (25 enseignants) a été **sensibilisé aux Techniques de Pédagogie Active** (TPA), accompagné par cinq maîtres référents et deux conseillers techniques. Un référentiel spécifique aux TPA a été développé.
- **Un groupe témoin** (25 enseignants) a bénéficié d'un **suivi classique** assuré par leurs formateurs.

L'effet sur leur motivation a été documenté grâce à l'analyse de données recueillies à travers des questionnaires et entretiens semi-directifs auprès des enseignants, formateurs et directeurs d'ENI, des observations de classes par les néo-titulaires dans les classes des cinq enseignants pratiquant les TPA, une analyse qualitative issue des sessions de regroupement et des analyses de pratiques professionnelles.

Population cible et échantillon

L'échantillon a couvert 50 enseignants EFNR répartis dans 2 ENI et a impliqué 10 formateurs. L'approche groupe cible/groupe témoin a permis une comparaison structurée entre deux modalités d'entrée dans le métier : l'exposition à des innovations pédagogiques versus un accompagnement standard.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

La recherche s'est limitée à une phase de sensibilisation et de réflexion collective, mais n'a pas débouchée sur une expérimentation approfondie dans les classes en raison du i) manque d'expertise in situ des formateurs, qui auraient dû accompagner les enseignants directement dans leurs pratiques, « faire avec eux » plutôt que seulement « montrer comment faire » ; ii) limitation budgétaire qui n'a pas permis d'organiser régulièrement les regroupements prévus.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'introduction d'innovations en classe a suscité l'intérêt des enseignants, favorisé la réflexion et stimulé la réflexivité grâce à l'analyse de pratiques professionnelles. Les participants ont d'ailleurs contribué à l'ajustement du dispositif en identifiant des conditions de réussite et en formulant des propositions, telles que le développement du travail en groupe, la réduction du rôle central du maître ou encore l'amélioration des supports didactiques.

Cependant, l'absence d'expérimentation concrète en classe n'a pas permis de démontrer un effet immédiat des TPA sur la motivation et l'autonomie. L'ouverture à l'innovation suppose en effet de desserrer le poids de la hiérarchie et la rigidité des programmes, tout en bénéficiant d'un accompagnement de proximité renforcé, conditions qui ne sont pas toujours réunies.

La recherche a également mis en évidence un stress professionnel important, lié à la charge de préparation, au manque de matériel et à la faible rémunération des enseignants, mais aussi aux effectifs pléthoriques et aux difficultés d'apprentissage des élèves, ce qui fragilise la motivation. L'étude conclut ainsi que la simple sensibilisation aux innovations ne suffit pas à développer durablement la motivation intrinsèque des enseignants ni à assurer leur maintien dans le métier. Un accompagnement soutenu, de proximité et inscrit dans la durée, est indispensable pour permettre aux EFNR de surmonter les réalités difficiles du terrain.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

La recherche a documenté un champ encore peu exploré en Afrique subsaharienne – **la motivation intrinsèque des enseignants néo-entrants** – et présente des témoignages qualitatifs sur leurs parcours de vie, leurs conditions d'entrée dans le métier et leur rapport aux innovations. L'étude confirme que **la participation précoce à des innovations pédagogiques constitue un levier pour stimuler la réflexion et l'engagement professionnel mais ne suffit pas à les faire rester dans le métier.** La motivation intrinsèque des enseignants néo-entrants dépend de plusieurs facteurs combinés (la qualité de l'accompagnement et de la supervision dans la durée, le climat institutionnel, les conditions d'exercice du métier).

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche documente l'effet des innovations pédagogiques sur l'entrée et le maintien dans le métier et enrichit la littérature en capitalisant des témoignages qualitatifs et récits d'expérience rarement recueillis.

PRATIQUES

- L'étude souligne l'importance de créer des espaces d'analyse de pratiques professionnelles pour favoriser la co-construction des savoirs et la réflexivité sur les innovations et encourager le développement professionnel.

MÉTHODOLOGIQUES

- La recherche-action s'est appuyée sur une supervision rapprochée des équipes (regroupements, échanges WhatsApp...) peu généralisable mais qui montre l'importance d'un accompagnement de proximité pour impulser des innovations. L'étude propose des outils concrets pour expérimenter les TPA.

POLITIQUES

- L'entrée dans le métier par l'innovation est une piste prometteuse qui doit être institutionnalisée, c'est-à-dire intégrée dans une stratégie nationale de formation et d'accompagnement. Cette recherche constitue ainsi un levier pour éclairer les réformes de la politique enseignante au Togo.

RECOMMANDATIONS

L'équipe de recherche a formulé des recommandations qui constituent u**ne feuille de route pour renforcer la motivation et le maintien des enseignants** dans le métier, tout en ouvrant la voie à de futures recherches-actions, capables de documenter les conditions d'efficacité des innovations pédagogiques et de nourrir les politiques éducatives:

- **Densifier la supervision des enseignants en privilégiant le « faire ensemble »**

  un accompagnement collaboratif plutôt que de simples démonstrations, avec une présence accrue sur le terrain et l'appui d'outils numériques pour maintenir la proximité.

- **Développer des espaces d'analyse de pratiques inscrits dans la durée,**

  permettant aux enseignants de réfléchir collectivement à leurs tâtonnements, de confronter leurs expériences et de tester concrètement des innovations pédagogiques.

- **Prendre en compte les réalités différenciées des terrains d'affectation**

  (urbain, rural, périphérique) dans la gestion des ressources humaines, afin d'adapter le soutien et l'accompagnement aux conditions réelles d'exercice.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Pas renseigné.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

La recherche a été valorisée dans le cadre du programme APPRENDRE :

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **La diffusion d'une note d'orientation :**

Lire la note

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

Consulter le lien

- **Une analyse des réponses à une enquête inaugurale** avec les enseignants de chaque cohorte a été publiée sur le site d'APPRENDRE :

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

L'entrée dans le métier enseignant au Maroc : des pistes pour mieux former-accompagner les futurs enseignants et réussir leur professionnalisation.

POLITIQUES ÉDUCATIVES | ORIENTATION / PARCOURS | FORMATION DES ENSEIGNANTS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des recommandations visent à moderniser le parcours de formation des enseignants et à mieux préparer ces derniers à relever les défis de l'éducation au Maroc.
- Des outils proposés tels qu'une grille d'évaluation des compétences professionnelles des enseignants stagiaires au Maroc, visant à améliorer la qualité de leur formation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Maroc

Budget alloué : 35 175 euros

Porteur de projet et coordonnateur :
AMEZIANE Mohamed - MAROC

Nom du référent scientifique :
Cuq Jean-Pierre - FRANCE ;
Béziat Jacques - FRANCE

Établissements partenaires :
École Normale Supérieure de l'Université Hassan II

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet poursuit l'objectif général est d'étudier et analyser le processus de formation-accompagnement des enseignants stagiaires (ES) au Maroc.

Il vise à explorer les représentations et les attitudes des futurs enseignants (FE), des formateurs au CRMEF et des encadreurs en milieu professionnel, notamment les maîtres d'accueil (tuteurs), les maîtres accompagnateurs et les inspecteurs pédagogiques vis-à-vis des pratiques en classe des FE dans le but d'une meilleure professionnalisation.

Le projet cible aussi l'évaluation des compétences professionnelles des ES dans leurs classes après leur affectation dans les établissements scolaires.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis plus d'une décennie, le discours sur la formation des enseignants au Maroc est de plus en plus axé sur la notion de professionnalisation tant au niveau de la profession que celui de la formation (Wittorski. R. et Briquet Duhazé, Sophie, 2008). Trois réformes ont été adoptées en l'espace de 15 ans (2000 - 2015) et mettent au point des dispositifs visant la professionnalisation du corps enseignant et la formation de praticien réflexif selon le modèle de Schön, D., (1994) ; Tardif et al., (1998). Cependant, elles n'ont pas entrainé de grands changements, dans la réalité du terrain, ni au niveau du rôle de l'enseignant, ni sa formation, ni ses conditions de travail ni le développement de sa carrière. Par conséquent, et contrairement à ce qui est attendu, les enseignants apparaissent confrontés à de majeures difficultés surtout durant les premières années d'exercice.

Problématique

La recherche s'est intéressée à l'entrée dans le métier enseignant et les difficultés rencontrées par les stagiaires en essayant de répondre à une question clé : à quelles conditions la formation et l'accompagnement peuvent-ils contribuer à la professionnalisation des enseignants du primaire et du secondaire ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation des classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par le professeur Mohamed Mziwira, Enseignant chercheur, Ecole Normale Supérieure de l'Université Hassan II, Casablanca, Maroc, avec la collaboration de Mohamed Ameziane, Enseignant chercheur, CRMEF Casablanca-Settat, Section provinciale d'El Jadida, Ahmed Hamdani, Enseignant chercheur, CRMEF Casablanca-Settat, Section provinciale d'El Jadida et Aziza Khozima, Inspectrice de l'enseignement secondaire, AREF Casablanca-Settat.

Méthodologie employée

Une approche méthodologique mixte a été employée. Les activités consistent en une approche qualitative avec la combinaison de plusieurs outils de collecte de données : des questionnaires adressés aux différents acteurs, une échelle descriptive des pratiques pédagogiques, l'observation des pratiques pédagogiques en classes, des entretiens d'explicitation et focus groups avec des acteurs chargés de la formation ou l'accompagnement des futurs enseignants durant la deuxième année de formation qualifiante. La première étape consistait à recueillir des données auprès de trois catégories socioprofessionnelles impliquées directement dans la formation des futurs enseignants (maîtres ou maitresses d'accueil/ tuteurs ou tutrices, formateurs/ formatrices et enseignants stagiaires) à l'aide des questionnaires. La seconde étape visait le renseignement de questionnaires par les deux acteurs impliqués durant la deuxième année de formation (inspecteurs et maîtres accompagnateurs) et l'organisation de focus group avec eux. Enfin, ma méthodologie comportait des observations d'enseignants stagiaires dans leurs classes à l'aide d'une échelle descriptive des pratiques pédagogiques, la collecte de données relatives à l'organisation de leurs actions professionnelles vécues pendant une durée déterminée ainsi que les difficultés rencontrées. Un entretien d'explicitation avait pour but de permettre au futur enseignant de réfléchir sur ses propres actions professionnelles lors d'échanges structurés par l'évaluateur/ animateur.

Population cible et échantillon

L'étude s'étend sur la région de Casablanca-Settat (C-S) qui abrite une communauté éducative très importante au Maroc. Le CRMEF C-S compte à lui seul les effectifs les plus élevés à l'échelle nationale. Un échantillonnage aléatoire dans six sites (Grand Casablanca, El Jadida, Settat, Benslimane) a été effectué – soit 39 établissements scolaires dont 23 primaires.

Les maîtres et maitresses ayant renseigné les questionnaires sont au nombre de 158 dont 121 travaillant au cycle primaire. 54 formateurs dans les sites de Casablanca, Settat, El Jadida et Benslimane et 25 inspecteurs et maîtres accompagnateurs ont été interrogés. Le questionnaire a été adressé aux maîtres d'accueil de français, SVT, physique-chimie et mathématiques.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Des obstacles d'ordre administratif et organisationnel ont été rencontrés tel que le transfert du projet de l'Université Chouaib Doukkali d'El Jadida à l'Université Hassan2 de Casablanca, d'où, la descente tardive sur le terrain couplée par le retard de délivrance des autorisations des visites. A cela se rajoute le refus de certains chefs d'établissements d'accueillir les enquêteurs et le manque de temps et l'indisponibilité des enquêtés en raison de leurs engagements de fin d'année et les préparatifs de l'aïd. Enfin, une grève des enseignants pendant trois mois a affecté directement le déroulé de l'enquête.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les enseignants débutants rencontrent de nombreuses difficultés. Ils jugent leur **formation initiale insuffisante, trop éloignée de la réalité professionnelle,** et regrettent le manque d'accompagnement, surtout en deuxième année où il est presque absent. Leurs principales difficultés concernent la planification des contenus, la gestion de la diversité des élèves, l'évaluation et l'identification des besoins d'apprentissage.

Ils rencontrent aussi des problèmes didactiques et relationnels, notamment dans la préparation des contenus disciplinaires, surtout aux niveaux supérieurs. Le manque de communication avec les équipes pédagogiques accentue leur isolement, les poussant à chercher du soutien auprès de collègues, de forums en ligne ou d'anciens enseignants. De plus, leur faible interaction avec l'environnement social et les parents d'élèves est aggravée par leur affectation en zones rurales ou périurbaines et par l'instabilité des enseignants.

Plusieurs obstacles freinent la formation initiale des enseignants. D'abord, le profil de recrutement ne correspond pas toujours aux exigences d'entrée et la motivation des candidats pose problème. Pour la majorité, le choix de l'enseignement n'est pas vocationnel mais dicté par les contraintes socio-économiques, ce qui menace la stabilité et la durabilité dans le métier. À cela s'ajoutent des conditions de la formation jugées insuffisantes (calendrier, durée et alternance entre théorie et pratique ne permettent pas une professionnalisation efficace). **La formation des encadrants et tuteurs reste à renforcer pour assurer un accompagnement de qualité.**

L'adoption en février 2024 d'un Nouveau Statut Unifié marque une avancée en accordant aux jeunes recrues les mêmes droits que leurs pairs fonctionnaires. Toutefois, des zones d'ombre persistent. Leur levée est indispensable pour garantir reconnaissance et équité, conditions essentielles à l'engagement et à la construction d'une véritable identité professionnelle, au service de la qualité de l'éducation.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'étude révèle **plusieurs insuffisances majeures dans le système de formation** des enseignants au Maroc. Elle met d'abord en évidence des **difficultés organisationnelles et méthodologiques dans le processus de recrutement,** qui impactent la qualité du corps enseignant dès l'entrée en fonction. Elle souligne également des **lacunes dans la formation,** tant sur le plan théorique que pratique, avec une **préparation insuffisante à la gestion des situations réelles de classe** et à l'analyse réflexive des pratiques pédagogiques.

À cela s'ajoute **l'absence d'un mentorat structuré** et d'un accompagnement personnalisé, essentiels au développement professionnel des enseignants stagiaires. Enfin, l'étude note une faible collaboration entre les CRMEF et les établissements d'accueil des stages, ainsi qu'entre les différents acteurs de la formation, ce qui limite l'efficacité et la cohérence du dispositif d'accompagnement des futurs enseignants.

La pérennité du métier nécessite une approche holistique incluant une formation continue, un environnement de travail attractif et des conditions matérielles adéquates, notamment en zones rurales où la mobilité et le logement posent de sérieux défis.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Les résultats permettent de dégager des pistes d'amélioration concrètes pour renforcer la formation initiale et l'accompagnement des futurs enseignants, en vue de mieux préparer ces derniers à faire face aux exigences de leur métier dans le contexte éducatif marocain.

PRATIQUES

- Cette étude met en lumière plusieurs dysfonctionnements et insuffisances dans le système de formation des enseignants au Maroc.

MÉTHODOLOGIQUES

- Deux grandes étapes ont été identifiées pour réaliser le projet. La première concerne les trois premiers acteurs impliqués dans la formation (formateurs, tuteurs et stagiaires), alors que la seconde étape est consacrée aux deux autres acteurs qui font apparition durant la deuxième année de la formation qualifiante (inspecteurs pédagogiques et maîtres accompagnateurs).

POLITIQUES

- Des recommandations visent à moderniser le parcours de formation des enseignants et à mieux préparer ces derniers à relever les défis de l'éducation au Maroc. Il peut être intéressant de partager les résultats et recommandations avec les autres CRMEF.

RECOMMANDATIONS

- **L'étude recommande d'abord une révision de la politique de recrutement,** fondée sur une présélection rigoureuse, transparente et alignée sur les normes et standards internationaux, afin d'attirer les meilleurs profils. Elle préconise ensuite un **rééquilibrage de la formation au CRMEF,** en accordant plus de place à la pratique, à l'analyse réflexive et aux stages pratiques. L'intégration des TICE et des innovations pédagogiques ainsi que l'adaptation de la formation aux avancées scientifiques, notamment en neurosciences et en intelligence artificielle, sont également mises en avant.

- **Par ailleurs, un renforcement de la formation pratique en milieu rural, accompagnée d'une amélioration des infrastructures et des ressources pédagogiques, est jugé indispensable.** L'étude insiste aussi sur la nécessité de **développer une formation continue adaptée aux besoins du terrain** et d'instaurer **un accompagnement structuré des stagiaires,** avec un dispositif formalisé de **mentorat** et de programmes d'accompagnement individualisés. **Des outils concrets tels que des cahiers des charges, des grilles d'observation et d'analyse des pratiques** doivent être introduits pour structurer et clarifier le rôle des tuteurs, accompagnateurs et inspecteurs pédagogiques.

- **Enfin, elle recommande de promouvoir la recherche et la coopération internationale, en renforçant les échanges entre institutions nationales et partenaires étrangers** afin d'enrichir les pratiques pédagogiques et d'accompagner la professionnalisation du métier d'enseignant.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

En juillet 2024, une journée de restitution et de partage des résultats du projet a été organisée, rassemblant divers acteurs clés. Aux côtés du directeur adjoint à la Recherche Scientifique et à la Coopération de l'ENS de Casablanca et des membres de l'équipe projet, étaient présents les référents scientifiques. L'événement a réuni un large panel d'invités comprenant des enseignants-chercheurs, formateurs, inspecteurs pédagogiques, tuteurs, enseignants, enseignants stagiaires, doctorants, ainsi que d'autres acteurs clés du secteur éducatif.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

Publications :

- Un article a été publié dans la revue Franctice : « *Évaluation des pratiques pédagogiques des enseignants au Maroc : proposition d'une grille à échelle descriptive analytique* » Frantice.net, n°22, Décembre 2023

Consulter le lien

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Entrée et maintien des enseignants/enseignantes dans le métier : entre discours et réalités. Une analyse des politiques d'accompagnement et pistes d'amélioration possibles.

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | CLIMAT SOCIAL ET BIEN-ÊTRE | ORIENTATION / PARCOURS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Exploiter les résultats et les propositions qui sont faites par les répondants afin de projeter, dans le moyen ou long terme, des actions possibles d'amélioration et d'accompagnement.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Burkina Faso

Budget alloué : 40 165 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  Vallean Tintaogo - BURKINA FASO
- **Nom du référent scientifique :**
  CUQ Jean-Pierre - FRANCE
  MILED Mohamed - TUNISIE
- **Établissements partenaires :**
  Laboratoire de Psychopédagogie, d'Andragogie, de Mesure et Évaluation et de Politiques Éducatives (LAPAME) de l'Université Norbert Zongo (UNZ)

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet poursuit l'objectif général de décrire les politiques et pratiques liées à l'entrée et au maintien des enseignants dans le métier, ainsi qu'à analyser leurs forces, faiblesses et les défis rencontrés sur le terrain.

De façon spécifique, il propose ensuite des pistes d'amélioration pour renforcer l'accompagnement des enseignants tout au long de leur parcours professionnel.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au Burkina Faso, les besoins en enseignants sont substantiels. Selon les prévisions du Plan Stratégique de Développement de l'Éducation de Base et de l'Enseignement secondaire (PSDEBS) 2021-2025, il s'agira de recruter 7800 enseignants, soit 2 800 professeurs des écoles sortants de l'Institut national de formation des personnels de l'éducation (INFPE) et de 5000 Instituteurs adjoints certifiés. Au niveau de l'enseignement post-primaire et secondaire général, il s'agira de mettre à la disposition des établissements 9 690 nouveaux professeurs des lycées et collèges d'enseignement général publics. Bien que le phénomène d'attrition soit de faible ampleur (2% au primaire, 2,5% au post primaire et secondaire), il y a une récurrence d'abandons de postes et d'absentéismes notoires. Avec autant d'enseignants à recruter, se pose alors la question de leur entrée dans la formation et de leur maintien.

Problématique

Cette recherche s'intéresse à l'attrition et à la rétention des enseignants, plus spécifiquement la question de l'engagement au travail. Elle pose la question de l'entrée des enseignants et de leur maintien dans le métier. Comment se fait l'entrée dans le métier d'enseignant ? Quels sont les dispositifs pour maintenir les enseignants dans la fonction enseignante afin de capitaliser leurs expériences et expertises ?

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Analyse de corpus/documents sectoriels
- Observation des classes
- Recherche-action

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par le professeur Tindaogo Vallean, enseignant-chercheur, professeur et membre du LAPAME / ENS, en collaboration avec François Sawadogo enseignant-chercheur, professeur et membre du LAPAME / Université Norbert Zongo, Iphigénie Aïdara Yago, enseignant-chercheur, maitre-assistant et membre du LAPAME / ENS, Alphone Nagnon enseignant-chercheur, maitre-assistant et membre du LAPAME / ENS et Yombo Paul Diabouga, enseignant-chercheur, assistant et membre du LAPAME / ENS.

Méthodologie employée

La démarche s'est apparentée à celle d'une recherche–action dans la mesure où le problème identifié a été exposé aux principaux acteurs, à commencer par le ministre de l'Éducation nationale, puis à son secrétaire général et son directeur de cabinet désigné comme point focal pour la recherche. Il s'est agi de documenter et éclairer les politiques publiques d'éducation au Burkina Faso, à partir d'une analyse des situations d'entrée et d'exercice de la profession d'enseignant dans les enseignements primaires, post-primaire et secondaire, en termes de forces, de faiblesses, d'opportunités contextuelles et de risques, et ainsi proposer des pistes d'amélioration des performances. Au regard des résultats attendus de cette recherche, l'équipe a opté pour approche quantitative et qualitative et ce, dans une logique de triangulation des sources d'informations afin de minimiser les biais.

Un questionnaire a été élaboré pour collecter les données quantitatives (un pour les enseignants du primaire, un pour les enseignants du primaire post-primaire et secondaire et un pour les encadreurs). Un guide d'entretien pour quatre groupes d'acteurs : responsables d'établissements, responsables de structures de formation, responsables déconcentrés, encadreurs pédagogiques, responsables communaux, responsables centraux, PTF/ONG, APE/AME, syndicats.

Population cible et échantillon

Le champ de l'étude a été le primaire, le post primaire et le secondaire des régions de l'Est, du Centre, des Haut-Bassins, du Sud-ouest et du Centre ouest. Les données quantitatives et qualitatives ont été collectées auprès des enseignants, encadreurs, parents d'élèves, responsables administratifs, responsables des collectivités et des partenaires sociaux. Pour l'approche quantitative, un échantillon de 1245 enseignants suivant une sélection par strate est appliqué dans les régions suscitées. Les enseignants ont été choisis en prenant compte l'ancienneté dans le métier, le sexe, la qualification, les milieux urbains, semi urbain et rural.

100 encadreurs pédagogiques ont été touchés par cette recherche et répartis de façon proportionnelle aux effectifs des enseignants des différents niveaux d'éducation de chaque région identifiée.

Pour l'approche qualitative, l'échantillon a concerné les responsables des ressources humaines (RH) au niveau central (Fonction publique et MENAPLN) et au niveau déconcentré, les directeurs d'écoles primaires et les chefs d'établissements post-primaires et secondaires, les encadreurs pédagogiques, les responsables des structures de formation des enseignants et celles d'encadrement qui ont été concernés, de même que les partenaires sociaux, techniques et financiers.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

En raison des évènements politiques, ce projet a dû être clôturé dans l'urgence avant mai 2024 par autorisation exceptionnelle de l'AFD.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Les résultats révèlent un niveau de satisfaction élevé des enseignants burkinabè concernant l'entrée et le maintien dans le métier, contrairement aux attentes basées sur les études antérieures. Les enseignants apprécient la transparence et le respect des textes dans les processus de recrutement (87 %), la qualité de la formation initiale (74 %) et les relations professionnelles entre eux et leurs directeurs ou chefs d'établissement et entre eux et leurs encadreurs pédagogiques (91 92 %), ainsi que la reconnaissance sociale, bien que la satisfaction varie selon le cycle d'enseignement et que la promotion de carrière soit perçue de manière plus mitigée (57 %). En revanche, les enseignants expriment une insatisfaction notable concernant leurs conditions matérielles (70 %) et la charge de travail (55 %), tandis que le harcèlement au travail, bien que présent sous différentes formes, affecte un faible pourcentage d'enseignants.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

L'attrition reste relativement faible au niveau des enseignant au Burkina Faso ces dernières années en raison des reformes qui ont amélioré les conditions de travail dans le métier. Toutefois sur la qualité des formations devant faciliter l'intégration dans la profession, on note quelques insatisfactions qu'il faut corriger pour améliorer le maintien, et partant de l'amélioration de la qualité du système éducatif.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- La recherche fait ressortir la nécessité d'améliorer la préparation à l'entrée dans le métier au sein des écoles de formation. Il s'agit essentiellement de renforcer les aspects liés à la déontologie, à la prise en main de la classe, à la gestion des relations interpersonnelles et les capacités adaptatives au milieu. De même, il ressort une insuffisance de formation continue, pourtant essentielle pour le maintien dans le métier.

PRATIQUES

- L'étude permet d'entrevoir des pistes d'amélioration de recrutement et de formation de ces enseignants avec notamment la proposition d'un Observatoire de l'Entrée et du Maintien dans la Profession Enseignante (OEM-PE) pour assurer un suivi et de conduire des recherches sur l'évolution du métier.

MÉTHODOLOGIQUES

- Toute la chaine de décision et de pilotage du ministère en charge de l'éducation nationale a été impliquée avec des attentes fortes vis-à-vis des résultats de la recherche.

POLITIQUES

- Accélérer la mise en œuvre de la stratégie intégrée de formation continue des enseignants et des encadreurs pédagogiques (SIFCEEP) 2019-2030 et celle de la stratégie intégrée de renforcement de l'encadrement pédagogique (SIREP), renforcer les offres de formation continue telles que les universités d'été, les formations à distance, l'encadrement de proximité, etc.

RECOMMANDATIONS

Au plan pédagogique, la recherche fait ressortir la **nécessité d'améliorer la préparation à l'entrée dans le métier au sein des écoles de formation.** Il s'agit essentiellement de **renforcer les aspects liés à la déontologie, à la prise en main de la classe, à la gestion des relations interpersonnelles et les capacités adaptatives au milieu.**

De même, il ressort une **insuffisance de formation continue,** pourtant essentielle pour le maintien dans le métier.

Pour cela, il faut accélérer la mise en œuvre de la stratégie intégrée de formation continue des enseignants et des encadreurs pédagogiques (SIFCEEP) 2019-2030 et celle de la stratégie intégrée de renforcement de l'encadrement pédagogique (SIREP), renforcer les offres de formation continue telles que les universités d'été, les formations à distance, l'encadrement de proximité, etc.

Dès la publication des résultats, l'ENS et le Ministère pourraient exploiter les résultats et les propositions qui sont faites par les répondants afin de projeter, dans le moyen ou long terme, des actions possibles d'amélioration et d'accompagnement.

Dans le long terme, la mise en place d'un Observatoire de l'Entrée et du Maintien dans la Profession Enseignante (OEM-PE) permettra d'assurer un suivi et de conduire des recherches sur l'évolution du métier.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

À partir des échanges lors de l'atelier de restitution (janvier 2023), il a été mis en place une équipe de suivi des résultats regroupant le MENAPLN, l'Université Norbert Zongo, l'École Normale Supérieure, l'équipe de recherche et l'AUF pour proposer des actions concrètes sur la formation initiale par le micro-enseignement et le tutorat, la restauration d'une formation continue efficace, l'instauration d'une formation minimale pour tout nouvel enseignant, la mise en place d'un service de soutien psychologique et la création d'un Observatoire de l'Entrée et du Maintien dans la Profession Enseignante (OEM-PE).

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

De la formation initiale au dispositif de maintien/attrition des enseignant.es au Rwanda : enjeux et perspectives.

POLITIQUES ÉDUCATIVES | FORMATION DES ENSEIGNANTS | PROGRAMMES SCOLAIRES | ORIENTATION / PARCOURS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des solutions au problème de recrutement, de la formation des enseignants (initiale et continue) et de maintien en poste.
- Une stratégie de recrutement des futurs enseignants et de formation prenant en compte les attentes et besoins de tous est à envisager.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Rwanda

Budget alloué : 41 875 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** YANZIGEYE Béatrice - RWANDA
- **Nom du référent scientifique :** PELISSIER Chrysta - FRANCE ; BABAULT Sophie - FRANCE
- **Établissements partenaires :** Université du Rwanda

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet poursuit l'objectif général de documenter la formation initiale, le recrutement et le maintien/attrition des enseignants au Rwanda afin d'en dégager des pistes d'amélioration.

De façon plus spécifique, il s'agit d'identifier les composants d'un phénomène (activités enseignantes, démarches institutionnelles et politiques), identifier les facteurs influents (salaires, territoire géographique, qualité de la formation initiale et continue), dans une perspective de générer des idées, des hypothèses pour des recherches futures, plus spécifiques, autour d'un ou plusieurs concepts comme la professionnalisation des enseignants, l'accompagnement au changement ou encore la stratégie organisationnelle des formations initiales et continues.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Au cours de ces dernières années, le Rwanda a entrepris une réforme institutionnelle d'envergure concernant l'ensemble de son système éducatif avec l'introduction de l'APC.

Cette réforme s'appuie sur une vision nouvelle de l'éducation qui est ouvertement pragmatique. Plus récemment, l'analyse du plan sectoriel 2020-2024 s'inscrit dans la politique éducative rwandaise. Le plan sectoriel et le PSSE ont mis en évidence une fragilité du système au niveau des mécanismes et des outils actuels de suivi qui ne sont pas suffisamment robustes pour suivre et évaluer les progrès en termes d'accès, d'équité et de qualité.

Problématique

La situation d'enseignement au Rwanda est abordée sous l'angle de l'activité enseignante et des conditions réelles d'exercice.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation des classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par le professeur Béatrice Yanzigiye (Porteure du projet) avec la collaboration du professeur Évariste Ntakirutimana (Équipe de recherche) et du professeur Julia Ndibnu Messina-Ethé (Équipe de recherche).

Méthodologie employée

La recherche s'appuie à la fois sur des méthodes qualitatives et quantitatives. La revue documentaire est relative à l'éducation au Rwanda et sur les différentes réformes intervenues aux niveaux des programmes et des politiques éducatives. Les outils et instruments d'enquête permettent de recueillir des données en vue de leur triangulation. Ils sont composés de questionnaires thématiques (maintien/attrition des enseignants, recrutement du personnel enseignant, formation des enseignants, modalités de maintien dans le métier d'enseignant et besoins des enseignants) adressés aux enseignants et directeurs des établissements. Des grilles d'observations de pratiques enseignantes et de l'environnement scolaire de formation des enseignants ou d'enseignement ont également été élaborées. La méthodologie souligne une attention à la prise en compte éthique.

Population cible et échantillon

320 enseignants issus de 16 TTC ont reçu des questionnaires, avec un suivi par la méthode « boule de neige » permettant de contacter 80 anciens enseignants. En parallèle, 350 questionnaires ont été distribués dans 14 groupes scolaires primaires et secondaires, choisis pour représenter à la fois les milieux urbains et ruraux, ainsi que les 4 provinces et la mairie de Kigali. Au total, 1 100 questionnaires ont été diffusés (dont un en ligne), et 972 réponses reçues (332 femmes, 634 hommes). Enfin, 8 entretiens ont été menés auprès d'institutions clés (REB, NESA, experts, syndicat) et des observations effectuées dans les 16 TTC ainsi que dans les classes pour analyser les pratiques enseignantes.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Un retard a été pris au niveau des procédures administratives et financières. En réponse à ce retard, un réaménagement du calendrier des activités en fonction des objectifs et des résultats attendus a été réalisé.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Concernant le recrutement, les enseignants interrogés estiment que **les critères de recrutement en formation initiale respectent les arrêtés ministériels.** La majorité (66,5 %) a été recrutée par examen, 10,6 % par étude de dossier, et les autres par demande d'emploi (5,7 %), affectation (4,3 %), recrutement direct (4,8 %) ou nomination (3 %).

Cela reflète une volonté de transparence et de respect des procédures. Les questionnements relatifs à l'engagement dans la profession soulignent que malgré ces efforts, l'engagement des enseignants dans le métier reste faible. Les salaires très bas et les perspectives professionnelles limitées constituent des freins, ce qui influence directement la motivation et la stabilité dans le métier.

La recherche s'est interrogée sur la formation initiale et le profil des enseignants. **La majorité des enseignants (30 %) a été formée dans les TTC** (Teacher Training Colleges), destinés à préparer au primaire.
Au secondaire, 28 % viennent du Collège de l'éducation de l'Université du Rwanda, et 4 % d'autres universités. Toutefois, un nombre important d'enseignants qualifiés quittent le métier : parmi les 44 déserteurs recensés, ce sont ceux formés pour enseigner des matières spécifiques au primaire ou au secondaire qui abandonnent le plus.

Les questions liées à la formation continue et numérique soulignent que **la formation continue demeure une préoccupation forte des partenaires éducatifs.** Bien que le Rwanda ait beaucoup investi dans le numérique (bibliothèques, laboratoires informatiques, smart classrooms, programme One Laptop per Child), l'accès et la mise à jour régulière de ces dispositifs restent insuffisants. Tous les enseignants ne bénéficient pas de ces formations, et la demande excède largement les moyens financiers disponibles.

Concernant les conditions de travail et maintien dans le métier, l'étude révèle que 52 % des enseignants estiment que le métier présente peu d'avantages, 42 % en voient beaucoup, et 6 % aucun. De plus, 53 % jugent le métier peu prestigieux, ce qui affecte leur motivation et accroît l'attrition. Malgré cela, 67,8 % des enseignants déclarent vouloir rester jusqu'à la retraite. Concernant la rémunération, 84 % considèrent leur salaire insuffisant, malgré la récente hausse décidée en décembre 2022.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Le système de e-recrutement via la plateforme Mifotra est jugé efficace et transparent mais tous les enseignants sont unanimes sur la nécessité d'amélioration de leur environnement immédiat de travail, notamment au niveau des salaires. Bien que le taux de rétention atteigne 95,5 %, son amélioration passe par de meilleures conditions de travail, notamment en termes de salaires, de logement et d'infrastructures scolaires.

La formation initiale et continue est globalement satisfaisante, mais nécessite un renforcement de l'usage du numérique et une attention soutenue de la formation continue pour maintenir les enseignants à jour. Enfin, pour garantir une rétention effective, le système éducatif rwandais doit à la fois perfectionner les capacités professionnelles des enseignants et répondre à leurs besoins matériels et sociaux.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette recherche constitue la première phase d'une ou plusieurs autres études qui pourront être plus ciblées.

PRATIQUES

- L'étude permet d'entrevoir des pistes d'amélioration de recrutement et de formation de ces enseignants.

MÉTHODOLOGIQUES

- Les résultats découlent d'une enquête de terrain réalisée auprès de mille enseignants auprès desquels l'enjeu était de mieux comprendre leur activité professionnelle et d'en appréhender les conditions.

POLITIQUES

- La stratégie de recrutement des futurs enseignants et de formation se doit d'intégrer les décideurs des institutions de formation des enseignants et les coordinateurs d'action de formation continue pour assurer le suivi des enseignants sur le terrain.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations portent sur **trois axes majeurs :**

- D'abord, il est proposé de **renforcer davantage le recrutement en ligne** « e-recrutement » des enseignants a tous les niveaux du système scolaire et de recruter davantage de femmes dans l'enseignement secondaire afin d'assurer une meilleure représentativité du genre, notamment par des mesures de discrimination positive.
- Ensuite, il est recommandé de **renforcer la formation au numérique, former des candidats-enseignants sur la méthodologie d'enseignement en utilisant les TICs dès l'école surtout en milieu rural, en intégrant des modules spécifiques dans la formation initiale et continue.** Il s'agit également de renforcer les formations sur les compétences en langues et consolider la politique du le bilinguisme ou le trilinguisme des enseignants.
- Enfin, il convient **d'améliorer la supervision, le suivi et l'encadrement des enseignants par des institutions éducatives comme le REB et le NESA,** d'améliorer le suivi et l'encadrement des carrières, d'augmenter les salaires, de construire des logements à proximité des écoles et de faciliter l'accès à l'information par la disponibilité de manuels, bibliothèques et ressources linguistiques adaptées.

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Une séance de restitution est envisagée.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :

Lire le rapport

Une note d'orientation :

Lire la note

Lors du séminaire « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

Des communications ont été réalisées :

- Julia Ndibnu-Messina Ethé (2024). Infrastructures documentaires et formation initiale : quels enjeux pour le maintien des enseignants au secondaire au Rwanda ? 91e Congrès de l'Acfas, organisé en collaboration avec l'Université d'Ottawa, à Ottawa du 13 au 17 mai 2024.
- Rugigana Aimable, Ndibnu Messina-Ethé Julia, Yanzigiye Beatrice et Ntakirutimana Évariste (2024). La diversité linguistique et la formation des enseignants du primaire au Rwanda, 91e Congrès de l'Acfas, organisé en collaboration avec l'Université d'Ottawa, à Ottawa du 13 au 17 mai.
- Evariste Ntakirutimana (2024). L'enseignement du français au Rwanda : Après la pluie le beau temps. Participation au symposium, 11e congrès de la CA-OI de la FIPF la langue française comme moteur du développement -27 juillet 2024, Kampala, Ouganda. Cf. Annexes 3.
- Évariste Ntakirutimana et Béatrice Yanzigiye (2024), 11e Congrès de la Commission Afrique et Océan Indien (CAOI) de la FIPF, du 22 au 26 juillet, à Makerere University Business School (MUBS).
- Béatrice Yanzigiye (2024). L'enseignement du français au Rwanda : Après la pluie le beau temps. Participation au symposium, 11e congrès de la CA-OI de la FIPF la langue française comme moteur du développement durable à l'ère du numérique, 21-27 juillet 2024, Kampala, Ouganda. Cf. Annexes 3.
- Béatrice Yanzigiye, Boney-Pie Musemakweli, Cyrille Sandeu, Evariste Ntakirutimana, Aimable Rugigana et Julia Ndibnu-Messina Ethé (2023). Communication 8 et 9 novembre 2023, colloque de Yaoundé I, l'ACETELACH et l'Université de N'Gaoundéré, Les Français dans un monde multilingue : dynamique sociopolitique, usages et représentation. CF. Annexe 4.

Un article est prévu pour 2024 :

- Julia Ndibnu-Messina Ethé, Evariste Ntakirutimana, Béatrice Yanzigiye « Modernisation de l'environnement de travail et maintien en poste des enseignants : état des lieux et perspectives », revue ASJIP Action didactique.

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Contribution à l'identification des compétences prioritaires et des processus d'accompagnement efficaces pour l'exercice du métier des enseignantes et enseignants de l'enseignement primaire

POLITIQUES ÉDUCATIVES | GENRE | FORMATION DES ENSEIGNANTS | ORIENTATION / PARCOURS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- L'amélioration des modalités d'admission et du dispositif de formation dans les écoles de formation initiale peut contribuer efficacement à l'obtention des enseignants ayant des compétences professionnelles prioritaires pour l'enseignement primaire au Bénin.
- Un accompagnement pédagogique adapté est susceptible d'assurer le maintien dans le métier et augmenter les performances des enseignants de l'enseignement primaire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Bénin

Budget alloué : 45 821 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :** AHODEKON SESSOU Coovi Cyriaque - BENIN
- **Nom du référent scientifique :** Orange Ravachol Denise - FRANCE ; ARVISAIS Olivier - CANADA.
- **Établissements partenaires :** Université d'Abomey-Calavi

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet poursuit l'objectif général de recenser les lacunes professionnelles des enseignantes exerçant le métier.

De façon spécifique, la recherche vise à questionner les motivations et représentations liées au métier d'enseignant, y compris les stéréotypes et le vécu personnel. Elle interroge les démarches de développement professionnel, les compétences, les difficultés rencontrées et les besoins de renforcement.

Enfin, elle concerne la qualité des dispositifs de formation et d'accompagnement, ainsi que les stratégies de gestion et de promotion de carrière.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Dans le cadre des ODD et du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026, le Bénin s'est engagé à améliorer la qualité de l'éducation afin de répondre aux besoins du marché du travail et de soutenir le développement socio-économique. Malgré la mise en place de mesures comme la construction des ENI, la formation continue et le recrutement d'enseignants, la faiblesse de la qualité de l'enseignement et de l'encadrement demeure un frein. Cette recherche s'inscrit dans la réforme initiée en 2022 pour renforcer la qualité de la formation initiale, continue et de l'encadrement des enseignants.

Problématique

Malgré leurs diplômes, les compétences professionnelles acquises par les enseignants du primaire au Bénin sont insuffisantes. Les évaluations diagnostiques de 2018-2019 et l'étude de l'AUF en 2020 ont montré un manque de lien entre formation initiale et continue, ainsi qu'un encadrement peu satisfaisant, confirmé par le PASEC 2019. Face à ces limites, il est nécessaire de s'interroger sur les compétences prioritaires et mettre en place des processus d'accompagnement efficaces pour améliorer la qualité de l'enseignement.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation des classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par Coovi Cyriaque Ahodekon Sessou, professeur titulaire en Sociologie de l'Education (CAMES) de l'Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport/Université d'Abomey-Calavi avec la collaboration de Mohamed Koudous Mobèrèola Salami, Formateur d'Ecoles Normales d'Instituteurs de Kandi ; Kocou Prosper Tonato Dr en Sciences de l'Education à l'Université d'Abomey-Calavi ; Mariette Aïkpe, Sociologue-DEA en sociologie, Abla Sesime Djissenou-Cossou, Dr en Sciences de l'Education et Bernadette Sourou Adannouhezan, Directrice d'école.

Méthodologie employée

Une démarche méthodologique mixte a permis d'avoir des données qualitatives et quantitatives collectées par questionnaire, entretien, observation et recherche documentaire. 7 outils de collecte de données ont été utilisés par chacun des 12 enquêteurs. Les données ont été collectées du 02 au 22 mai 2023.

Population cible et échantillon

Le projet a enquêté les structures du ministère des Enseignements Maternel et Primaire qui s'occupent de l'entrée dans le métier et de l'accompagnement des enseignante(s) de l'enseignement primaire. Au niveau central : 19 personnes ont été interviewées (Secrétariat Général du Ministère (SGM) ; la Direction de la Planification, de l'Administration et des Finances (DPAF) ; la Direction de l'Inspection et de l'Innovation Pédagogiques (DIIP) ; l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Education (INFRE) et les Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI)). Au niveau départemental : les 12 Directions Départementales des Enseignements Maternel et Primaire. Au niveau local, la collecte des données s'est déroulée dans les 24 circonscriptions scolaires sélectionnées : 24 Chefs de Région Pédagogique (CRP) et 48 Conseillers Pédagogiques dans les bureaux des circonscriptions scolaires ont répondu aux questions des enquêteurs. Dans les écoles, 72 directeurs et 144 enseignants ont été interviewés, avec l'observation de 36 séquences de classe.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Non renseignées.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

L'étude met en évidence des insuffisances structurelles et organisationnelles dans l'entrée aux Écoles Normales d'Instituteurs, la formation initiale et la professionnalisation des futurs enseignants.

Elle révèle une faible maîtrise des contenus disciplinaires (86% des enquêtés), confirmée par les faibles taux de réussite aux évaluations diagnostiques (25% en 2018-2019), et souligne le débat sur le niveau requis pour accéder à la formation (BEPC). Les enquêtés insistent sur la nécessité de renforcer les compétences en pédagogies innovantes, en prise en charge des élèves à besoins spécifiques (57%) et dans l'usage des TICE (64%).

La recherche montre la nécessité de rendre plus sélectives les modalités d'admission et plus performantes les formations dans les Écoles Normales d'Instituteurs du Bénin, en s'inspirant des standards internationaux. Les compétences jugées prioritaires concernent la maîtrise des contenus disciplinaires, la planification, l'utilisation des TICE, l'évaluation des élèves et le soutien aux enfants à besoins spécifiques, complétées par l'analyse des besoins et des pratiques pédagogiques. Les acteurs de l'éducation souhaitent une formation continue plus pratique qu'académique, un accompagnement pédagogique souple et personnalisé, ainsi que des mesures de valorisation professionnelle, sociale et financière pour assurer la motivation et la stabilité des enseignant(e)s dans le métier.

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Le projet de recherche fait ressortir les **insuffisances des dispositifs des formations initiale et continue** des enseignants de l'enseignement primaire au Bénin, ainsi que celles de leurs accompagnements pédagogique et professionnel.

Il contribue à **identifier des compétences et des pratiques à instituer** aussi bien dans la formation initiale que dans la formation continue, en vue d'améliorer de manière significative, les performances professionnelles des enseignants, en début et en cours de carrière.

Des pratiques d'accompagnement innovantes, ainsi que des mesures d'accompagnement professionnelles efficaces sont proposées pour rendre plus attractif le métier des enseignants de l'enseignement primaire, tout en facilitant leur maintien dans le métier.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette étude identifie **les compétences prioritaires** pour l'exercice du métier d'enseignant et explore **les processus d'accompagnement efficaces.**

PRATIQUES

- L'étude met en lumière **les compétences clés** nécessaires pour le métier d'enseignant dans le contexte béninois.

MÉTHODOLOGIQUES

- La méthodologie utilisée, combine des approches quantitatives et qualitatives, appropriée pour les objectifs de cette étude. L'implication des enseignants, des directeurs d'écoles et des conseillers pédagogiques enrichie les données et garantie la pertinence des recommandations.

POLITIQUES

- Les conclusions de la recherche sont directement exploitables dans le cadre des réformes éducatives en cours au Bénin, notamment en matière de formation initiale et continue des enseignants. Elle peut alimenter le débat sur le profil (niveau d'étude) des candidats ou candidates susceptibles d'être admis/ses dans les ENI. Elle peut également contribuer à l'élaboration d'un référentiel de compétences nécessaires pour une évaluation objective et fiable des enseignants et enseignantes de l'enseignement primaire.

RECOMMANDATIONS

L'étude propose un renforcement global de la formation des enseignants du primaire au Bénin.

Elle recommande :

- **la définition concertée des contenus de formation et d'un référentiel national de compétences professionnelles;**
- **le recrutement et la formation des formateurs ;**
- **la clarification de la durée, des axes** (académique et professionnel) **et des modules de formation** (tronc commun et spécifiques) ;
- **la mise en place d'évaluations diagnostiques et continues ;**
- **l'adaptation de la formation continue** à l'expérience des enseignants et à leurs disciplines ;
- **la possibilité pour les enseignants sans formation initiale complète d'acquérir les compétences requises** ;
- **ainsi que la création d'un mécanisme de suivi, de coordination et d'appuis techniques pour la mise en œuvre d'un plan d'action structuré.**

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les aspects de valorisation au niveau national ne sont pas renseignés.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **Une note d'orientation :**

Lire la note

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

Thème 1

APPEL 4 Entrée et maintien dans le métier d'enseignant

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

APPRENDRE

Carrières professionnelles des enseignants du cycle primaire en Côte d'Ivoire

POLITIQUES ÉDUCATIVES | APPRENTISSAGE ET COGNITION | FORMATION DES ENSEIGNANTS | ORIENTATION / PARCOURS

POTENTIEL POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

- L'efficacité pédagogique dépend de la formation initiale (CAFOP) et de l'accompagnement professionnel reçu.
- Les dispositifs d'accompagnement pédagogique et social sont parfois insuffisants et affecte la qualité de l'enseignement.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pays : Côte d'Ivoire

Budget alloué : 28 910 euros

- **Porteur de projet et coordonnateur :**
  TOURE Krouélé, professeur - CÔTE D'IVOIRE
- **Nom du référent scientifique :**
  Charland Patrick - CANADA ;
  MARCHAND Jacques - FRANCE.
- **Établissements partenaires :**
  École normale supérieure d'Abidjan.

OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUE

Le projet poursuit l'objectif général d'approfondir la compréhension des facteurs sous-jacents qui orientent la carrière professionnelle des enseignants du cycle primaire en Côte d'Ivoire.

De façon spécifique, il s'agit d'analyser la motivation des enseignants du primaire selon leur formation initiale (CAFOP ou non) et leur carrière, examiner les dispositifs d'accompagnement professionnel, étudier les mobilités géographiques et verticales des enseignants, évaluer les conditions de la formation initiale en lien avec les compétences professionnelles et mesurer l'efficacité pédagogique des enseignants dans leurs classes.

Éléments de contexte et justification du projet de recherche

Depuis 2015, les politiques éducatives en Côte d'Ivoire visent la scolarisation de tous les enfants. Pour cela, les enseignants du primaire sont recrutés et affectés dans tous les milieux où le besoin d'éducation existe. Leur carrière commence au bas de l'échelle sociale mais la portée de leur action est très importante dans le long terme, en termes de formation du capital humain nécessaire au développement de chaque région. L'évaluation PASEC 2019 révèle que les élèves ivoiriens présentent un faible niveau en Français et Mathématiques, plaçant la Côte d'Ivoire avant-dernière parmi 14 pays africains. Si ces résultats pointent le rôle des enseignants, la question reste ouverte : les instituteurs sont-ils les seuls responsables de ces contre-performances. Une telle recherche est d'autant plus importante que les enseignants du premier degré représentent la plus grande proportion de l'effectif des fonctionnaires du pays.

Problématique

L'hypothèse générale posée est que pour les enseignants du primaire, le niveau de motivation, les mobilités et la compétence en classe varient selon le dispositif d'accompagnement professionnel, le dispositif de formation initiale et l'ancienneté. La recherche postule que la motivation des enseignants du primaire décline avec le temps, que l'insuffisance d'encadrement limite leur efficacité, que leurs mobilités dépendent du genre et de l'ancienneté et que leurs compétences varient selon la formation et le niveau d'étude.

MÉTHODOLOGIE

- Enquête quantitative et qualitative
- Observation des classes
- Analyse de corpus/documents sectoriels

Composition de l'équipe de recherche

Le projet a été conduit par une équipe coordonnée par le professeur Krouélé Touré.

Méthodologie employée

La recherche combine des méthodes qualitatives et quantitatives, incluant questionnaires, entretiens et observations de classe. Elle porte sur les enseignants du primaire en Côte d'Ivoire et mobilise un échantillon d'instituteurs, directeurs, maîtres d'application, CPS, IEPP, élèves-maîtres et responsables de CAFOP.

Elle utilise enquêtes, observations, entretiens et analyse documentaire, incluant l'étude des programmes et des documents de classe. Les données qualitatives, quantitatives et visuelles sont analysées à l'aide de deux logiciels libres, R version 4.3.3 et IRaMuTeQ version 0.7 alpha 2, avec des outils comme les grilles d'analyse et l'analyse de contenu, pour mieux comprendre les carrières professionnelles des enseignants du premier degré.

Population cible et échantillon

602 instituteurs sélectionnés 4 IEPP (Rubino, Abengourou-Indenié, Bouaké Air-France et Ferkessédougou sud), 2 CAFOP et 2 Antennes pédagogiques, 27 questionnaires CPS, 400 questionnaires élèves-maitres, 10 questionnaires des maitres d'application, 48 questionnaires direction d'écoles, 4 verbatims d'entretien avec les directeurs et inspecteurs de CAFOP, 24 observations en salle de classe, incluant du matériel collecté en classe, 6 programmes de CAFOP et 120 bulletins d'observations de classes.

Contraintes et limites rencontrées par l'équipe de recherche

Quelques limites ont été relevées, en particulier la difficulté d'accès aux bases de données scientifiques internationales, l'accès restreint aux logiciels d'analyse de données, et des retards de financement affectant la rémunération des assistants et le déroulement des activités. Ces contraintes ont limité la capacité à s'informer, à analyser les données et à mener le projet de manière fluide.

RÉSULTATS ET APPORTS DU PROJET DE RECHERCHE

Les principales observations tirées de l'étude

Selon les données collectées par l'enquête, le métier d'enseignant du primaire est essentiellement exercé par les descendants des familles de classe populaire. Les instituteurs enquêtés ont pour la plupart (80%) effectué un an de formation au CAFOP avant l'exercice de la profession et seuls 17% ont une durée de formation égale à 2 ans. 84,5% de ceux qui ont commencé leur carrière en milieu rural y passent en moyenne 4.4 années. En grande majorité les enseignants (85%) changent de lieu de service pour des motifs dépendant de leur volonté. Ils justifient leurs mobilités géographiques et verticales par la faiblesse des salaires, les conditions de travail difficiles et le désir d'ascension sociale. Ces mobilités varient selon le genre et l'ancienneté, reflétant les inégalités et ambitions professionnelles.

La satisfaction des instituteurs repose sur la réussite scolaire et professionnelle des élèves et sur les avantages liés au métier, tels que la flexibilité, le contact avec les enfants et les relations sociales. L'exercice de la profession favorise également le développement de compétences pédagogiques et relationnelles, source importante de motivation personnelle. 93% des enseignants enquêtés sont fiers de leur métier et pour différentes raisons : la réussite des élèves, leur contribution au développement national, les avantages sociaux et financiers, le statut noble de la profession, et le développement personnel qu'il procure. Ces facteurs renforcent leur attachement et leur fierté tout au long de leur carrière.

Les enseignants enquêtés expriment globalement de la motivation pour leur métier. Un niveau de motivation faible apparaît à partir de la dixième année d'exercice et tend à s'accentuer avec l'ancienneté. L'analyse montre que le **manque de formation continue** est la principale source de préoccupations des enseignants, suivi par les conseillers pédagogiques, dont les visites sont jugées irrégulières et parfois autoritaires. Le manque de matériel didactique et de temps pour l'encadrement contribue également à la démotivation.

Les IEPP interrogés donnent des réponses divergentes quant à l'existence de dispositif officiel d'accompagnement professionnel. Les IEPP du sud et de l'est confirment son existence mais ce dispositif serait absent dans celles du centre et du nord. **Ces divergences interrogent sur l'existence réelle d'un tel dispositif et si oui, sur sa disponibilité dans toutes les IEPP du pays.**

Les directeurs et inspecteurs de CAFOP reconnaissent les avantages de l'enseignement modulaire, qui favorise l'alternance théorie-pratique et le développement de compétences transversales chez les élèves-maîtres. Toutefois, ils relèvent des difficultés dans la maîtrise du système, liées à l'insuffisance de formation des acteurs, au manque de temps pour couvrir les modules et à la transposition didactique des disciplines, ce qui justifie la nécessité de séminaires de formation supplémentaires pour renforcer l'efficacité de cette approche.

L'analyse des classes et des documents de tenue de classe révèle **un écart important entre les pratiques pédagogiques réelles et les procédures prévues**, avec des séances mal préparées, un suivi et une évaluation insuffisants, traduisant de faibles compétences pédagogiques. Selon 70 % des IEPP et CPS, l'encadrement pédagogique est insuffisant, confirmant l'hypothèse selon laquelle les compétences des enseignants varient en fonction de leur niveau d'étude, de la formation initiale et de l'encadrement reçu

Conclusions : interprétation des résultats et implications de la recherche

Les enseignants exerçant dans une circonscription doivent être encadrés pour améliorer leurs performances au travail. La faible durée de leur formation théorique pourrait justifier les compétences insuffisantes chez certains enseignants du premier degré. Cet encadrement concerne à la fois des aspects de leur vie sociale et de leur activité dans l'établissement.

Les CPS et IEPP insistent sur la PPO et l'APC qui, selon eux ont favorisé les meilleurs apprentissages chez les élèves. Le manque de ressources pédagogiques est un véritable problème dans l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire. Il s'ajoute au manque de formation pédagogique et vient largement en tête des autres difficultés que sont les effectifs pléthoriques, la mauvaise collaboration des parents d'élèves et l'insécurité.

Le dispositif d'accompagnement professionnel est quasi inexistant ou informel dans la majorité des écoles, se limitant à des cotisations solidaires pour événements sociaux. L'encadrement pédagogique fonctionne de manière incertaine, avec des divergences entre les IEPP, les CPS et les professeurs de CAFOP sur le nombre et le contenu des activités prévues, ce qui désoriente les enseignants. Par ailleurs, le manque de matériel pédagogique et didactique (guides, cartes, planches) accentue les difficultés des enseignants.

Le faible niveau de compétence des enseignants dans les classes s'explique par plusieurs facteurs : le niveau de recrutement trop bas des élèves-maîtres (BEPC), l'application isolée de la formation modulaire dans les CAFOP, le déphasage des formateurs issus de l'École Normale Supérieure, et une durée de formation souvent insuffisante.

Ces éléments sont essentiels pour analyser l'hypothèse selon laquelle motivation, mobilités et compétences des enseignants varient selon la formation initiale, l'encadrement pédagogique et l'ancienneté.

APPORTS POUR LA POLITIQUE ÉDUCATIVE

SCIENTIFIQUES

- Cette étude fournit d'importantes analyses des facteurs sous-jacents qui orientent la carrière professionnelle des enseignants du cycle primaire en Côte d'Ivoire.

PRATIQUES

- L'étude renseigne les autorités éducatives, les partenaires techniques et financiers ainsi que les groupes sociaux sur l'état des lieux en lien avec les enjeux profession enseignante et leurs interconnexions vers d'autres composantes liées.

MÉTHODOLOGIQUES

- Le rapport présente des résultats inédits, pertinents par rapport aux questions de recherche et robustes étant donné la quantité de données collectées.

POLITIQUES

- L'étude contribue à améliorer la qualité de l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire.

RECOMMANDATIONS

L'étude formule un ensemble de propositions visant à améliorer la qualité de l'enseignement primaire. **Elle insiste sur la motivation des enseignants, en recommandant de maintenir trois ans de formation au CAFOP, de recruter davantage dans les milieux défavorisés, de renforcer la formation continue et d'améliorer à la fois les incitations financières et les conditions de vie, tout en facilitant la titularisation des enseignants.** Elle souligne également l'importance d'un accompagnement professionnel structuré, en clarifiant les textes officiels, en harmonisant les pratiques des conseils des maîtres, en stabilisant les programmes et en renforçant la formation et le recyclage des enseignants et encadreurs, avec un soutien institutionnalisé et un meilleur encadrement de proximité.

Pour favoriser la mobilité et l'évolution de carrière, l'étude préconise d'instaurer une politique régulière de mobilité, de valoriser l'expérience pour les promotions, d'augmenter le nombre de postes budgétaires d'instituteurs ordinaires, de créer une fonction reconnue de directeur d'école et d'améliorer la traçabilité des parcours professionnels.

Concernant la formation initiale, il est recommandé de **relever le niveau académique de recrutement au CAFOP**, **de généraliser l'enseignement modulaire à l'ENS pour les formateurs, de les former aux méthodes d'évaluation et à l'élaboration du portfolio.** Enfin, pour améliorer l'efficacité pédagogique en classe, l'étude suggère **d'harmoniser les grilles d'observation, d'affecter un enseignant supplémentaire par école pour le soutien aux élèves en difficulté, d'instaurer le tutorat, de renforcer la collaboration avec les familles, et d'accroître les ressources didactiques, y compris les outils numériques et matériels pédagogiques modernes.**

VALORISATION DE LA RECHERCHE

PRÉSENTATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DANS LE PAYS

Les aspects de valorisation au niveau national ne sont pas renseignés.

LIVRABLES ISSUS DE LA RECHERCHE

- **Le rapport de recherche est diffusé par le programme APPRENDRE :**

Lire le rapport

- **Une note d'orientation :**

Lire la note

- **Lors du séminaire** « *Entrée et maintien dans le métier d'enseignant* » de restitution des résultats de recherche - octobre 2025 – Dakar (Sénégal)

apprendre.auf.org

www.facebook.com/ProgrammeAPPRENDRE

www.linkedin.com/company/programme-apprendre

www.youtube.com/c/programmeapprendre

Date de publication : mai 2026